



HAL
open science

Entre frères latins et poignardeurs : le regard porté sur les Italiens et la cohabitation franco-italienne en Isère, septembre 1939-juin 1940

Thibault Michel

► To cite this version:

Thibault Michel. Entre frères latins et poignardeurs : le regard porté sur les Italiens et la cohabitation franco-italienne en Isère, septembre 1939-juin 1940. Histoire. 2020. dumas-03197832

HAL Id: dumas-03197832

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03197832v1>

Submitted on 14 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Thibault MICHEL

Entre frères latins et poignardeurs : le regard porté sur les Italiens et la
cohabitation franco-italienne en Isère

Septembre 1939 – Juin 1940



Mémoire de Master 1 « Sciences humaines et sociales »

Mention : Histoire

Parcours : Histoire culturelle, politique et des échanges internationaux

Sous la direction de M. Olivier FORLIN

Année universitaire 2019-2020



Thibault MICHEL

Entre frères latins et poignardeurs : le regard porté sur les Italiens et la
cohabitation franco-italienne en Isère

Septembre 1939 – Juin 1940

Mémoire de Master 1 « Sciences humaines et sociales »

Mention : Histoire

Parcours : Histoire culturelle, politique et des échanges internationaux

Sous la direction de M. Olivier FORLIN

Année universitaire 2019-2020

Déclaration sur l'honneur de non-plagiat

Je soussigné(e) Thibault Michel déclare sur l'honneur :

- être pleinement conscient(e) que le plagiat de documents ou d'une partie d'un document publiés sur toutes formes de support, y compris l'Internet, constitue une violation des droits d'auteur et un délit de contrefaçon, sanctionné, d'une part, par l'article L335-2 du Code de la Propriété intellectuelle et, d'autre part, par l'université ;

- que ce mémoire est inédit et de ma composition, hormis les éléments utilisés pour illustrer mon propos (courtes citations, photographies, illustrations, etc.) pour lesquels je m'engage à citer la source ;

- que mon texte ne viole aucun droit d'auteur, ni celui d'aucune personne et qu'il ne contient aucun propos diffamatoire ;

- que les analyses et les conclusions de ce mémoire n'engagent pas la responsabilité de mon université de soutenance ;

Fait à : Claix

Le : 8 juin 2020

Signature :

Remerciements

Je souhaite avant toute chose remercier mon directeur de mémoire, monsieur Olivier Forlin, pour m'avoir aiguillé vers ce sujet particulièrement intéressant. Je le remercie également pour son aide, ses nombreux conseils et ses relectures de mon travail. Je tiens en outre à le remercier pour sa grande disponibilité tout au long de l'année, et ce malgré les circonstances exceptionnelles auxquelles nous avons été confrontés depuis le mois de mars.

Je remercie mes professeurs des universités de Grenoble et d'Uppsala, grâce à qui j'ai pu acquérir les connaissances et les compétences nécessaires à la rédaction du présent mémoire, notamment monsieur Sylvain Venayre.

Je tiens à remercier chaleureusement Mme Ségolène Barnier de l'Université Grenoble Alpes pour son aide et sa disponibilité ainsi que les membres de la rédaction du *Travailleur Alpin* pour leur accueil et leur aide.

Je remercie ma famille, Franck, Nathalie et Camille, pour leur soutien depuis toujours, leur intérêt pour mes recherches et leurs nombreuses relectures de ces pages. Je remercie particulièrement Camille pour son aide dans le domaine informatique.

Je souhaite remercier Isaline pour son soutien au quotidien, son intérêt pour mon travail, ses relectures et ses conseils.

Je remercie enfin Coralie et Lola pour leur aide, leur soutien, leurs réponses à mes interrogations et leurs relectures.

Sommaire

Sommaire	6
Introduction	7
Chapitre introductif : clefs de compréhension	19
Première partie : le temps des espoirs	40
Chapitre I : L'Italie comme médiateur : vers un nouveau Munich ?.....	41
Chapitre II : Le rempart à l'aigle, à la faucille et au marteau	60
Seconde partie : une longue période d'incertitude.....	86
Chapitre III : le tournant du mois de mars	87
Chapitre IV : une longue période d'incertitude	107
Chapitre V : la fin des illusions.....	137
Épilogue : les rapports franco-italiens au cours de l'été 1940	158
Biographies de quelques journalistes et personnalités locales.....	167
Chronologie générale	173
Abréviations utilisées :	176
Sources	178
Bibliographie	182
Sitographie	188
Table des annexes.....	189
Annexes	190
Index	215
Table des illustrations	224

Introduction

« Nous sommes ici pour célébrer notre amitié et notre fraternité. Aujourd'hui, disons tous ensemble que la France et l'Italie, et Nice qui les unit, ne seront jamais séparées. Cette certitude, elle naît d'un destin que nous partageons depuis vingt-et-un siècles, elle ne s'évanouira pas aujourd'hui !¹ »

Christian Estrosi, maire de Nice, s'adressait en ces termes, le 15 février 2019, depuis la place Garibaldi, aux maires de Cuneo et Vintimille, à des représentants économiques, des chercheurs et des artistes français et italiens. L'ancien ministre chargé de l'Industrie appelait ainsi à l'apaisement, dans un contexte de refroidissement des relations entre Paris et Rome, faisant suite à l'arrivée au pouvoir en juin 2018 de la coalition emmenée par Luigi di Maio et Matteo Salvini. L'évocation des liens franco-italiens, de ce « destin » partagé vieux de « vingt-et-un siècles », constituait un argument de choix pour appeler au calme et à la confiance. L'utilisation de ces liens et de leur caractère supposé intense à des fins politiques n'est pas nouvelle. Néanmoins, que savons-nous réellement de cette histoire commune et des liens franco-italiens passés ?

À l'évocation de cette question on se remémore bien sûr des personnages tels que Léonard de Vinci, Catherine de Médicis, Jean Baptiste-Lully ou encore Pierre Savorgnan de Brazza. Toutefois, si elles sont célèbres et ancrées dans nos esprits, ces figures ne nous renseignent que peu sur la teneur des liens entretenus entre Français et Italiens au cours de l'histoire. Cette « amitié » et cette « fraternité » dont parle Christian Estrosi ont-elles résisté à des épisodes de tensions majeures entre les deux nations comme l'ère crispinienne ou la Seconde Guerre mondiale ?

C'est avec l'intention d'apporter une réflexion à cette interrogation qu'a été construit ce mémoire. L'analyse de ces rapports franco-italiens a pu être menée à une échelle nationale par des historiens comme Pierre George², ou à des échelles locales comme dans le cas des travaux de Ralph Schor, portant sur les Alpes-Maritimes³. Néanmoins, malgré des travaux comme ceux

¹ *Nice-Matin*, 15 février 2019.

² Pierre George, « L'immigration italienne en France de 1920 à 1939 : aspects démographiques et sociaux », in Pierre Milza [dir.], *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Rome, École française de Rome, 1986.

³ Ralph Schor, « Les Italiens dans les Alpes-Maritimes, 1919-1939 », in Pierre Milza [dir.], *Les Italiens en France de 1919 à 1940*, Rome, École française de Rome, 1986.

de Jean-Luc Huard⁴, peu d'études ont été consacrées spécifiquement au cas de l'Isère, département non frontalier, mais à la diaspora italienne importante. La temporalité de notre analyse se veut également particulière. De nombreux travaux traitant des rapports entre Français et Italiens ont en effet choisi de baser leur étude sur le XIX^e⁵, l'entre-deux-guerres⁶, l'époque vichyste ou l'après-guerre⁷, mais la période de la « drôle de guerre » - qui sépare l'entre-deux-guerres de l'avènement du régime pétainiste – a été nettement moins exploitée. Symbole, de ce manque de visibilité, les relations entre la France et l'Italie entre septembre 1939 et juin 1940, période de notre analyse, sont souvent mal connues. Le mois de juin 1940 évoque ainsi bien davantage la bataille de Dunkerque ou l'armistice de Rethondes que la « bataille des Alpes » entre Italiens et Français, qui constitua pourtant une incontestable victoire française, dans une année où celles-ci furent rares et qui permet de nuancer le jugement, souvent trop hâtif, porté sur l'Armée française de 1940⁸.

Notre étude s'inscrit ainsi dans l'histoire de l'étude de la Seconde Guerre mondiale. Celle-ci s'est longtemps basé sur le caractère violent des combats et du conflit dans sa globalité. On s'est également concentré avant tout sur les fronts occidentaux, les fronts de l'Est ayant été moins étudiés. L'étude des guerres mondiales se renouvelle néanmoins, avec des thématiques nouvelles et une diversification géographique et temporelle. On cherche à étudier des aspects nouveaux du conflit, en s'intéressant notamment aux populations civiles. Les épisodes du conflit déjà étudiés sont analysés avec un regard nouveau, à l'image de la bataille de France, et des fronts moins connus sont explorés⁹. Les deux ouvrages dirigés par Alya Aglan et Robert Frank, *La Guerre-monde (1937-1947)*¹⁰ sont l'illustration de cette nouvelle historiographie de la Seconde Guerre mondiale, s'intéressant notamment au vécu de la guerre par les populations. Nous tenterons ici de nous placer dans ce renouvellement historiographique. Notre analyse sera

⁴ Jean-Luc Huard, *Les Italiens, histoire d'une communauté en Rhône-Alpes*, Veurey, Éditions Le Dauphiné Libéré, 2012.

⁵ Jean-Baptiste Duroselle, Enrico Serra [dir.], *L'Émigration italienne en France avant 1914*, Milan, Franco Angeli, 1978.

⁶ Ralph Schor, « Les immigrés italiens au miroir de la presse française dans l'entre-deux-guerres », in *Pour une histoire des médias en Méditerranée (XIX^e - XXI^e siècle), Les médias comme émetteurs et vecteurs de représentations sur la Méditerranée*, Cahiers de la Méditerranée, n°85, 2012.

⁷ Marie-Claude Blanc-Chaléard [dir.], *Les Italiens en France depuis 1945*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003.

⁸ André Martel, « La bataille de l'Armée des Alpes, 10-24 juin 1940. Réflexion sur la décision et l'exécution », in Jean-Baptiste Duroselle, Enrico Serra [dir.], *Italia e Francia, 1939 -1945*, Franco Angeli, Milan, 1984, p.210-211.

⁹ Bruno Cabanes, « Guerres mondiales », in Claude Gavard, Jean-François Sirinelli [dir.], *Dictionnaire de l'historien*, Paris, Presses universitaires de France, 2015, p.320.

¹⁰ Alya Aglan, Robert Frank [dir.], *La guerre-monde (1937-1947), tome I et II*, Paris, Folio, 2015.

en effet concentrée sur les populations civiles, en la personne des Isérois et des Italiens de l'Isère, plongés dans la « drôle de guerre ». L'accent porté sur les relations franco-italiennes et notamment sur l'épisode peu célèbre de la « bataille des Alpes » se place également dans le renouvellement géographique de l'étude de la Seconde Guerre mondiale.

L'étude des rapports entre Isérois et Italiens nous conduit avant toute chose à nous plonger dans l'histoire de l'immigration. L'immigration apparaît en effet comme un précédent nécessaire à toute cohabitation entre autochtones et étrangers. L'étude de son histoire trouve son origine au tournant des années 1970 et 1980, dans un contexte de crise xénophobe et de développement du Front national, sur le thème de l'impossible intégration des étrangers¹¹. Cette question des racines et du discours sur l'identité nationale suscite l'intérêt des historiens de l'époque. À l'inverse d'autres pays, comme les États-Unis, où l'immigration occupait depuis longtemps une place centrale dans la mémoire collective, cette histoire n'existait pas, avant les années 1980, en France, où la tradition historique s'était longtemps portée sur l'étude de l'émigration¹². Si l'immigration avait pu être analysée au travers de différents autres sujets, elle devient désormais un objet d'étude en elle-même. Pour Gérard Noiriel, l'histoire de l'immigration a notamment connu son envol car elle possède une importance centrale dans l'histoire contemporaine, due au fait qu'elle se situe à l'intersection de deux révolutions majeures. La première est la Révolution française, qui définit le national et l'étranger. La seconde est la « révolution industrielle », qui accélère la mobilité des hommes¹³. Les historiens qui choisissent de se concentrer sur son étude proviennent de différentes traditions. Certains, comme Jean-Charles Bonnet et ses successeurs Patrick Weil ou Vincent Viet, s'intéressent à l'émergence d'un appareil d'État nouveau, qui met en œuvre des politiques spécifiques liées à l'immigration. D'autres se concentrent sur la figure de l'étranger, de sa vision par l'opinion publique, de la xénophobie, comme Yves Gastaud ou Laurent Dornel. On trouve d'autres voies d'accès à l'histoire de l'immigration, les relations internationales pour Pierre Milza ou Janine Ponty, ou encore l'histoire économique et sociale, pour Gérard Noiriel, Laure Pitti ou Pierro Galloro¹⁴. Ceux-ci, en étudiant la figure des ouvriers étrangers dans les industries françaises, ont en effet permis le développement de cette histoire de l'immigration¹⁵.

¹¹ Philippe Rygiel, « Archives et historiographie de l'immigration », *Migrance*, n°33, 2009, p.50.

¹² Gérard Noiriel, *Histoire de l'immigration en France. États des lieux, perspectives d'avenir, Hommes et migrations*, Paris, Musée national de l'histoire de l'immigration, n°1255, 2005, p.39.

¹³ *Ibid*, p.40.

¹⁴ Philippe Rygiel, « Archives et historiographie de l'immigration », *op. cit.*, p.51.

¹⁵ *Ibid*, p.52.

De nombreuses thèses apparaissent ainsi au cours des années 1980, que Noiriel divise en deux catégories. Dans sa première catégorie, celle de l'histoire politique de l'immigration, il place les thèses s'intéressant à une échelle nationale de l'immigration et qui choisissent d'axer leurs études sur des thématiques précises, comme l'action des gouvernements ou le rôle des mouvements ouvriers. À l'inverse, au sein de l'histoire sociale de l'immigration, il place les nombreuses monographies, basées sur une échelle locale et concentrées sur un groupe, une communauté précise. Cette approche monographique, qui se prête à la tradition historiographique française, participe selon lui au succès de l'histoire de l'immigration¹⁶. Elle continue d'être très présente, à l'image, en ce qui concerne l'Italie, des travaux de Marie-Claude Blanc-Chaléard¹⁷. Elle a conduit à la réalisation de nombreuses études selon les nationalités et les lieux d'implantation des immigrés¹⁸. Les travaux se poursuivent également dans le cas d'études relevant de la micro-histoire ou d'analyses comparatistes¹⁹. Certaines d'entre elles, comme celles de Judith Rainhorn, comparant l'immigration italienne à New York et à Paris, conduisent à remettre en cause l'existence d'un modèle français en matière d'immigration²⁰. Parallèlement à ces thèses, on voit apparaître différentes synthèses, qui axent leurs études autour de l'intégration, de l'assimilation, un thème très présent au cours de la fin du XXème siècle²¹.

Au début du XXIème siècle, l'étude de l'immigration connaît un changement d'échelle, avec de nombreux spécialistes, de multiples analyses et la création de manuels sur le sujet²². Une attention particulière est portée aux enjeux de mémoire, caractérisée par une collaboration importante avec les enseignants, les professionnels de l'audiovisuel et la réalisation de nombreux documentaires²³. On redéfinit également la figure de l'immigrant. Longtemps identifié au travailleur industriel peu qualifié, on élargit sa définition aux étudiants, commerçants, ouvriers agricoles ou domestiques²⁴. Dans cette même lignée, on ouvre l'histoire de l'immigration à des thématiques dont on l'avait jusque-là relativement tenue à l'écart,

¹⁶ Gérard Noiriel, *Histoire de l'immigration en France*, *op. cit.*, p.43.

¹⁷ Marie Claude Blanc-Chaléard, *Les Italiens dans l'est parisien (années 1880-1960). Une histoire d'intégration*, Rome, École française de Rome, 2000.

¹⁸ Philippe Rygiel, « Archives et historiographie de l'immigration », *op. cit.*, p.53.

¹⁹ Gérard Noiriel, *Histoire de l'immigration en France*, *op. cit.*, p.44.

²⁰ Judith Rainhorn, *Paris, New York : des migrants italiens (années 1880 – années 1930)*, Paris, CNRS Éditions, 2005, cité dans Philippe Rygiel, *Archives et historiographie de l'immigration*, *op. cit.*, p.54-55.

²¹ Gérard Noiriel, *Histoire de l'immigration en France*, *op. cit.*, p.43.

²² Philippe Rygiel, « Archives et historiographie de l'immigration », *op. cit.*, p.54.

²³ Gérard Noiriel, *Histoire de l'immigration en France*, *op. cit.*, p.45.

²⁴ Philippe Rygiel, « Archives et historiographie de l'immigration », *op. cit.*, p.54.

comme le colonialisme ou l'histoire du genre²⁵. Presque inexistante dans les années 1970, l'histoire de l'immigration est devenue, en quarante ans, « l'une des branches les plus actives de l'histoire contemporaine²⁶ ».

Toutefois, si l'étude de la cohabitation entre autochtones et étrangers passe nécessairement par une autopsie de l'immigration, son analyse ne peut s'effectuer sans un examen de l'opinion des habitants de l'époque, et ainsi de « l'opinion publique ». Notion imprécise, dont l'étude s'avère particulièrement complexe, elle apparaît dans les principales langues européennes – anglais, français, allemand, italien – à la moitié du XVIII^e siècle²⁷. La Révolution française, et avec elle l'accroissement progressif du rôle décisionnaire de la population dans les affaires de l'État contribue largement à son développement²⁸. Mais c'est la fin du XIX^e et surtout le XX^e qui marquent l'avènement de « l'opinion publique ». Le développement du parlementarisme avec la Troisième République, le renforcement du contrôle de l'opinion incarné par la Grande Guerre, démultiplient l'importance de l'opinion populaire dans l'esprit des gouvernants²⁹. Celle-ci devenait alors de plus en plus changeante, créant un besoin de connaissance pour les responsables politiques. On ne le consultait désormais plus uniquement lors des scrutins mais on cherchait à connaître ses moindres évolutions et de façon toujours plus récurrente, les peuples devenant pour Jean-Jacques Becker : « les partenaires obligés des gouvernements³⁰ ». Les premiers à en prendre conscience furent les régimes totalitaires, qui exercèrent un contrôle sur l'esprit de la population jamais vu auparavant. Néanmoins, si les États totalitaires créèrent la brèche du contrôle croissant de l'état d'esprit de la population, ce sont bien les démocraties qui s'y engouffrèrent, cherchant à connaître toujours plus précisément la teneur de l'opinion de leurs citoyens. On vit ainsi apparaître à la fin des années 1930 les premiers instituts de sondage, dont l'Institut français d'opinion publique (IFOP) en 1938. L'après-guerre marqua ainsi une période de « dictature des sondages³¹ ».

Cela étant dit, qu'est-ce que l'opinion publique et comment pouvons-nous la définir ? Il s'agit là d'une vaste question et à laquelle il semble impossible de donner une réponse précise.

²⁵ Gérard Noiriel, *Histoire de l'immigration en France*, op. cit., p.46.

²⁶ Philippe Rygiel, « L'historiographie des migrations », in *Mémoires publiés par la fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et de d'Île de France*, Paris, Fédérations des sociétés historiques et archéologiques de Paris et d'Île de France, n°61, 2010, p.7.

²⁷ Sandro Landi, *Notes pour une histoire de l'opinion publique comme catégorie du discours politique*, HAL, 2009, p.1.

²⁸ Jean-Jacques Becker, « L'opinion publique : un populisme ? », *Vingtième siècle*, n°56, 1997, p.92

²⁹ *Ibid.*, p.93-94.

³⁰ *Ibid.*, p.95.

³¹ *Ibid.*, p.96.

Pierre Laborie la considère comme « un phénomène collectif, reflet et affirmation d'une position dominante à l'intérieur d'un groupe social³² » et résultant de nombreux phénomènes, à la fois anciens et contemporains³³. Il est difficile de parler d'une opinion publique, l'opinion demeurant plurielle, comme le rappelle Jacques Ozouf en la qualifiant de « grouillement d'opinions particulières³⁴ ». La question de sa définition anime depuis longtemps les débats entre historiens au sein de l'historiographie française. Sa place est en revanche plus limitée dans les traditions historiques étrangères³⁵. Fortement animée entre les années 1890 et 1930, les recherches théoriques sur l'opinion publique connurent un déclin entre 1940 et le début des années 1980. Cependant, on assiste depuis à un renouveau de la recherche sur les origines de l'opinion publiques et sur la formation de l'opinion³⁶. Ce renouveau est particulièrement illustré par les nombreux travaux de Pierre Laborie dans ce domaine, notamment ceux portant sur la place de l'opinion dans la Seconde Guerre mondiale³⁷.

Une définition exacte de l'opinion publique semble impossible à donner et le savoir relatif à l'opinion publique demeure précaire³⁸. Néanmoins, pour Pierre Laborie, ce constat de pluralité et de diversité de l'opinion ne doit pas empêcher la considération et l'étude d'une « opinion publique »³⁹. Pierre Renouvin avait ainsi cherché à allier lucidité et encouragement à son égard, soulignant les difficultés extrêmes à réaliser des travaux sur l'opinion, mais en même temps leur extrême intérêt⁴⁰. L'utilisation de la notion d'opinion publique constitue pour l'historien et constituera dans ce mémoire avant tout une pratique à but de simplification du discours, ainsi que l'indique Jean-Jacques Becker : « L'historien ne croit pas à l'opinion publique, mais aux tendances de l'opinion publique, et s'il emploie la formule d'opinion publique, c'est plutôt par facilité de langage⁴¹ ». Notre étude de l'opinion publique iséroise revêtira irrémédiablement de cette « ambiguïté qui semble indissociable de toute forme

³² Pierre Laborie, « De l'opinion publique à l'imaginaire social. Enjeux », *Vingtième siècle*, n°18, 1988, p.103.

³³ *Ibid.*, p.106.

³⁴ *Ibid.*, p.106.

³⁵ Jean-Jacques Becker, « L'opinion publique : un populisme ? », *op. cit.*, p.98.

³⁶ Loïc Blondiaux, « Les théories contemporaines de l'opinion publique : un retour aux classiques ? », CNRS Éditions, *Hermès, La Revue*, n°31, 2001, p.13-14.

³⁷ Pierre Laborie, *Résistants vichyssois et autres : l'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1944*, Paris, Éditions du CNRS, 1980. Pierre Laborie, *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, 1990.

³⁸ Pierre Laborie, « De l'opinion publique à l'imaginaire social », *op. cit.*, p.101.

³⁹ *Ibid.*, p.107.

⁴⁰ *Ibid.*, p.102.

⁴¹ Jean-Jacques Becker, « L'opinion publique : un populisme ? », *op. cit.*, p.92.

d'investigation dans le domaine mouvant des attitudes collectives⁴² ». Il convient donc pour l'historien de respecter un certain nombre d'exigences afin de réduire le plus possible la dimension de cette ambiguïté. Pour Jean-Jacques Becker, un vocabulaire précis, un rejet de l'anachronisme et de l'interprétation téléologique ainsi qu'une périodisation scrupuleuse constituent des conditions nécessaires à toute étude de l'opinion. La volonté d'ouverture, d'adaptation et d'analyse de l'implicite d'un discours masqué est également essentielle selon lui⁴³. Pour Pierre Laborie, l'historien doit « admettre, sans préjuger des avancements ultérieurs ou sans chercher à tirer frileusement un verrou sur des positions de repli, que de sérieux obstacles tiennent à la nature profonde de l'opinion et demeurent par là, au moins pour l'historien, partiellement irréductibles⁴⁴ ». Celui-ci se doit d'éviter deux écueils, celui des analyses spéculatives et à l'opposé, celui d'un trop grand recul sur le fond⁴⁵. L'opinion étant changeante et évolutive, « il est essentiel de la considérer avant tout comme une donnée fluide et dont l'évolution est constante⁴⁶ ».

Pour aboutir à une analyse la plus précise qui soit, nous allierons cet examen de l'opinion publique à une étude des représentations collectives. L'étude des rapports entre individus de nationalités différentes est en effet indissociable des représentations de l'autre, créées ou héritées. Au cours de l'entre-deux-guerres, dans le cadre de l'analyse de ces représentations, certains historiens, dans le sillage de l'École des Annales, utilisent le concept de « représentations collectives », issu de la sociologie durckheimienne. Dans les années 1960, d'autres, en particulier les spécialistes des religions, avancent la notion de « mentalité ». C'est à partir des années 1980 que cette notion est supplantée par l'apparition de celle de « représentation ». Des polémiques ayant trait à la notion de représentation naissent dans les années 1990. Pour certains, il s'agit d'une notion trop floue, quand d'autres reprochent au contraire sa trop grande théorisation, par laquelle les historiens se placent selon eux davantage en philosophes qu'en historiens. On estimait également que l'étude spécifique des représentations pouvait amener à négliger les réalités sociales qui se trouvaient à leurs origines⁴⁷.

⁴² Pierre Laborie, « De l'opinion publique à l'imaginaire social », *op. cit.*, p.101.

⁴³ *Ibid.*, p.108-110.

⁴⁴ *Ibid.*, p.102.

⁴⁵ *Ibid.*, p.103.

⁴⁶ *Ibid.*, p.105.

⁴⁷ Sylvain Venayre, « Représentations », in *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, Presses universitaires de France, 2010.

Le passage des « mentalités » aux « représentations » s'effectue sous l'influence d'historiens comme Paul Veyne, Michelle Perrot ou Michel Foucault. Ce dernier théorise notamment trois grandes idées dans le cadre de l'étude des représentations. Il s'agit en premier lieu d'abandonner la recherche de l'origine d'un phénomène, pour se concentrer sur sa généalogie, sur les évolutions qui ont conduit à son émergence. Ce phénomène doit ensuite être envisagé comme un problème, comme une rupture chronologique, ayant pour objectif d'être comprise de l'historien. Enfin, Foucault met en avant le fait que tout discours correspond à une réalité sociale. On peut ainsi résumer son propos, selon lequel l'étude des représentations a pour but le repérage d'une discontinuité temporelle, son explication au travers d'une généalogie, analysée par le biais du discours. Cette méthode exalte l'abandon d'une analyse par « catégories sociales »⁴⁸.

Des historiens comme Alain Corbin se voient attribuer le titre d'historiens des représentations. Néanmoins, qu'il s'agisse de l'étude de « mentalités » ou de « représentations », l'objectif, pour Lucien Febvre, Georges Duby ou Alain Corbin, a toujours été de percevoir le monde au travers de ceux qui l'ont vécu. Dans la lignée de Foucault, Corbin utilise la notion de « systèmes de représentations », emblématique de la transformation historiographique qui s'opère dans les années 1980. Il étudie la genèse, la période de gloire, puis l'effacement des divers systèmes de représentations. L'approche philosophique, qui sépare la réalité des représentations n'a ici pas de place, car au travers de cette démarche, c'est bien la réalité qui intéresse l'historien⁴⁹.

Ici, nous plaçant selon les préceptes de Foucault, nous chercherons après être revenu de façon brève sur la généalogie des représentations traditionnelles des Italiens dans les esprits français, à étudier ces représentations au cours de la période qui nous occupe.

Notre analyse s'appuiera ainsi sur une étude de ces représentations collectives, entreprise au travers des attitudes de la population iséroise et du regard porté sur les Italiens eux-mêmes. Cette analyse sera en outre couplée, nous l'avons dit, à une étude de l'opinion publique. Pour les mener à bien l'une comme l'autre, l'examen de la presse, en l'occurrence celle de la presse départementale iséroise, nous sera particulièrement utile.

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ *Ibid.*

L'historien s'est longtemps montré méfiant à l'égard de cette ressource, du fait de son caractère subversif et de son manque de légitimité scientifique⁵⁰. Les premières études réalisées à base de presse remontent à la seconde moitié des années 1940, mais sont davantage l'œuvre de professionnels des journaux, comme Jacques Kayser ou Claude Bellanger, que d'historiens. Les historiens s'en emparent une décennie plus tard, en tant qu'instrument ayant pour but de sonder l'opinion publique. Les années 1970 marquent l'apparition de deux importantes synthèses, celle de Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou⁵¹, ainsi que celle de Pierre Albert, également contributeur du précédent ouvrage⁵². Cette dernière synthèse marque une innovation importante. Elle ne se cantonne plus uniquement à l'analyse du contenu mais s'intéresse également au contenant, en contextualisant le journal et en l'analysant comme une entreprise au sein d'un marché⁵³. Les années 1980 et 1990 marquent une époque de dynamisme pour l'histoire de la presse, qui évolue vers des approches moins politiques et plus sociales, en s'attachant notamment à la figure des journalistes. On s'interroge également sur la place de la presse vis-à-vis des nouveaux médias apparus depuis le milieu du XXème siècle, comme la radio ou la télévision, en l'associant à de nouvelles disciplines telles que la sociologie ou la science politique. L'histoire culturelle vient renouveler l'histoire de la presse, en valorisant l'ensemble des domaines de presse : la presse féminine, sportive, enfantine⁵⁴.

En 2011, Dominique Kalifa, Philippe Régnier, Marie-Ève Thérenty et Allain Vaillant réunissent un large panel de chercheurs historiens et littéraires, dans l'optique de construire une histoire par la presse et non de la presse⁵⁵. Les culturalistes dressent ainsi une vaste synthèse, en montrant que la transformation de l'écriture et de la narration au fil du temps met en lumière la place et le rôle central de la presse dans l'homogénéisation sociale, l'acculturation collective et la construction des identités. Cette « civilisation du journal » du XIXème constitue de cette façon un précédent à la société médiatique du XXème⁵⁶.

⁵⁰ Christian Delporte, « Presse », in Claude Gavard, Jean-François Sirinelli [dir.], *Dictionnaire de l'historien*, Paris, Presses universitaires de France, 2015, p.550.

⁵¹ Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou [dir.], *Histoire générale de la presse française*, 5 volumes, cité dans Christian Delporte, « Presse », *op. cit.*, p.550.

⁵² Pierre Albert, *Histoire de la presse politique nationale au début de la Troisième République (1871-1879)*, 2 volumes, Thèse d'État, 1977, cité dans Christian Delporte, « Presse », *op. cit.*, p.550.

⁵³ Christian Delporte, « Presse », *op. cit.*, p.550.

⁵⁴ *Ibid.*, p.551.

⁵⁵ Dominique Kalifa, Pierre Régnier, Marie-Ève Thérenty, Allain Vaillant [dir.], *La civilisation du journal : histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIXème*, Paris, Nouveau monde éditions, 2011, cité dans Christian Delporte, « Presse », *op. cit.*, p.551.

⁵⁶ Christian Delporte, « Presse », *op. cit.*, p.551.

Longtemps débattue, la question du degré de reflet de l'opinion publique constitue un débat animé et l'on ne peut y apporter une réponse précise. Si pour certains historiens, à l'image de David Pike, la presse est « véritablement un reflet exact du climat qui existe dans l'opinion publique d'un pays⁵⁷ », cette extrême précision se doit d'être nuancée selon d'autres chercheurs, qui comme Pierre Albert, considèrent que le rôle de la presse sur la formation d'une opinion est loin d'être exclusif⁵⁸. Pierre Laborie tente de poser un regard lucide sur cette source en indiquant que si « la presse n'est pas l'opinion publique, [...] il n'en demeure pas moins qu'elle en constitue un de ses échos les plus perceptibles, un des lieux les plus commodes pour tenter de la saisir ». Il ajoute que « cela suffit à en faire une source irremplaçable⁵⁹ ». Pierre Milza poursuit cette réflexion. Selon lui, si nulle autre source n'offre « une approche qualitative aussi riche que celle du discours de presse », il convient de manier cette ressource avec précaution. Un corpus de presse se doit par exemple d'être le plus exhaustif possible⁶⁰. À cet effet, nous avons intégré, dans notre corpus, l'ensemble des journaux départementaux, quotidiens et hebdomadaires, en vente à l'époque et disponibles aux Archives départementales de l'Isère. Ils sont au nombre de neuf : trois quotidiens, deux hebdomadaires à la diffusion départementale et quatre à la diffusion municipale. Leurs multiples lignes éditoriales, leur répartition géographique, nous aideront à analyser de la façon la plus large possible l'opinion des Isérois de cette époque. Nous analyserons les dires de la presse concernant les grands événements internationaux et le regard que cette presse porte sur l'Italie et sur les Italiens. Il semble en effet, que le regard porté sur l'Italie ne peut que posséder d'importantes répercussions sur la perception des Italiens eux-mêmes. On constate par exemple que le regard porté sur les Italiens de France s'inverse complètement à la suite de l'entrée en guerre d'avril 1915⁶¹. Nous étudierons également les commentaires de cette presse portant directement sur les immigrants italiens de l'Isère, plus rares, mais présents par exemple à la déclaration de guerre de juin 1940.

⁵⁷ David W. Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, Paris, Presses universitaires de France, 1975, p.25, cité dans Ralph Schor, « Les immigrants italiens au miroir de la presse française dans l'entre-deux-guerres », *op. cit.*, p.103.

⁵⁸ Ralph Schor, « Les immigrants italiens au miroir de la presse française dans l'entre-deux-guerres », *op. cit.*, p.103.

⁵⁹ Pierre Laborie, « De l'opinion publique à l'imaginaire social », *op. cit.*, p.111.

⁶⁰ Pierre Milza, *Le fascisme italien et la presse française, 1920-1940*, Paris, Complexe, 1987, p.38-39.

⁶¹ Pierre Milza, « Les images de l'Italie en France », in Robert Frank *Image et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938*, *Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent*, n°28, 1994, p.74.

Dans une moindre mesure, nous chercherons aussi à connaître les difficultés rencontrées par la presse au cours de ces premiers mois de guerre, comme l'a fait Bernard Montergnole⁶².

Pour Pierre Milza, si l'étude de la presse constitue « un matériau essentiel et une étape indispensable dans la connaissance des phénomènes d'opinion⁶³ », « l'erreur serait de considérer que ce jalon constitue à lui seul une telle connaissance⁶⁴ ». Le rapport entre le journal et ses lecteurs est en effet ambigu. S'il influence incontestablement l'opinion de ses lecteurs, le journal est lui-même sous l'influence de ces derniers. Il est avant tout une entreprise, qui pour se développer ou du moins pour survivre, doit parvenir à fidéliser son public et ne peut ainsi se permettre des prises de position qui seraient trop éloignées de celle de sa base⁶⁵. De plus, comme l'ont mis en avant Hans Robert Jauss, Wolfgang Iser et l'École de Constance, la lecture, qu'elle soit de littérature ou de presse, est éphémère, inventive, plurielle et plurivoque⁶⁶. Le discours de presse et les déductions auxquelles il peut amener sont donc à manier avec précaution. Il convient ainsi, afin d'analyser le regard porté sur les Italiens de l'Isère et par ce biais la cohabitation entre autochtones et étrangers de façon précise de diversifier notre objet d'étude.

L'occasion nous en est donnée par le biais des archives de la préfecture de l'Isère, des sous-préfectures de Vienne et de La Tour-du-Pin et des archives municipales de Grenoble. Dans le cadre des études sur l'immigration, l'importance de ces archives locales aux yeux des historiens s'est accrue devant la multiplication des travaux d'échelle locale, et des fonds comme les dossiers individuels d'étrangers ont connu une revalorisation progressive⁶⁷. Elles nous permettront d'analyser la cohabitation franco-italienne à travers d'autres prismes que l'unique discours de presse. Elles seront en premier lieu un moyen d'étudier les mesures prises par les autorités, comme le préfet, les sous-préfets ou le maire de Grenoble vis-à-vis de la communauté italienne. Témoignaient-elles d'une méfiance particulière à leur égard ? Les fonds concernant ces mesures sont constitués de demandes de visas de passeports, de registres d'écrou des maisons d'arrêt iséroises, de communications du préfet avec ses subordonnés et ses supérieurs, de dossiers individuels concernant des Italiens ou encore d'avis diffusés dans la presse. Ces

⁶² Bernard Montergnole, *La presse quotidienne grenobloise (septembre 1939-août 1944), L'information en temps de guerre*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2004.

⁶³ Pierre Milza, *Le Fascisme italien et la presse française*, *op. cit.*, p.13.

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ Ralph Schor, « Les immigrés italiens au miroir de la presse française dans l'entre-deux-guerres », *op. cit.*, p.104.

⁶⁶ Fabien Pillet, « Que reste-t-il de l'École de Constance ? », in *Études germaniques*, n°263, 2011, p.763.

⁶⁷ Philippe Rygiel, « Archives et historiographie de l'immigration », *op. cit.*, p.55-56.

archives préfectorales et municipales seront également l'opportunité d'analyser les archives de renseignement, rapports de police ou initiatives populaires, permettant de connaître de façon précise l'état d'esprit des Isérois.

L'analyse de ce corpus de sources devra nous permettre de répondre à différentes interrogations. Comment s'est déroulée la cohabitation franco-italienne en Isère entre septembre 1939 et juin 1940 ? Quel regard ont porté les Isérois sur l'Italie, sur les Italiens du département et sur les Italiens dans leur globalité ? Les ont-ils dissociés ou associés au régime fasciste ? Quelle a été l'attitude des autorités vis-à-vis des Italiens dans cette période troublée de montée des tensions ?

La nature de cette cohabitation et de ce regard évolue nécessairement au cours des dix mois de notre période. Afin de mesurer au mieux ces évolutions et ces transformations, après un bref chapitre introductif ayant pour but de revenir plus en détail sur la généalogie des représentations des Italiens en France, les caractéristiques de la population italienne de l'Isère et les journaux de notre corpus, nous nous baserons sur une approche chronologique, axée sur les différentes perceptions qu'ont eu les Isérois de l'Italie et des Italiens. Ces perceptions ont en effet, nous l'avons dit, une incidence majeure sur la nature de la cohabitation franco-italienne. Elles se divisent en deux catégories, celles relevant de l'opinion publique, que nous analyserons au travers du regard porté sur les événements internationaux, et celles relevant des représentations collectives, que nous étudierons en examinant les attitudes de la population. Sur la période qui nous intéresse, on constate cinq regards différents et évolutifs, qui serviront d'ossature à notre réflexion. Ainsi, du déclenchement des hostilités en septembre au début de l'année 1940, on relève une vision positive de l'Italie, avec des espoirs d'ordre géopolitique placés en elle. On l'imagine en médiateur pacifique ou on entrevoit presque une alliance avec elle. Cette première période est ainsi riche en témoignages d'une cohabitation se déroulant pour le mieux. Néanmoins, le mois de mars marque le début d'une lente et progressive désillusion. Les espoirs placés en l'Italie s'évanouissent peu à peu et les rapports entre Isérois et immigrés italiens s'en ressentent. Le paroxysme de cette désillusion est atteint le 10 juin, lorsque l'Italie déclare la guerre à la France, laissant éclater les tensions latentes nées d'une longue incertitude et les ressentiments accumulés depuis plusieurs mois.

Chapitre introductif : clefs de compréhension

Notre objectif est ici d'exposer différentes clefs de compréhension et d'explicitier certaines notions qui seront essentielles à notre analyse. Nous nous focaliserons ainsi sur les origines des communautés italiennes de France et d'Isère, sur la généalogie des rapports franco-italiens, de même que, dans un premier temps, sur les journaux constituant notre corpus. Ceci nous permettra de mieux percevoir leurs caractéristiques respectives et ainsi d'analyser dans de meilleures conditions leurs discours.

Le développement de la presse iséroise

La fin du XIX^{ème} marqua une période d'essor fantastique pour la presse de province¹. En effet, le nombre de quotidiens de province passa de 179 en 1874 à 257 en 1892², et quand le tirage de la presse parisienne passa de 2 000 000 d'exemplaires en 1880 à 5 500 000 en 1914, celui de la presse de province, de 750 000 exemplaires en 1880, s'envola quant à lui à hauteur de 4 000 000 d'exemplaires³. Les causes de ce rattrapage sont multiples. La libéralisation de la législation sur la presse et l'exportation en province du modèle du journal à un sou en sont une⁴. Cette période marqua également l'émancipation de la presse provinciale, longtemps dépendante des journaux parisiens, mais « qui cesse désormais d'être à la remorque de celle de Paris⁵ ». Cette émancipation s'opéra notamment grâce à des éditions locales ou à la création pour certains journaux de province de services parisiens⁶. Mais l'élément qui pesa le plus lourd dans l'émergence de la presse de province fut sans doute la modernisation technologique. Le décalage entre les entreprises de presse parisiennes et provinciales permit aux secondes de s'approvisionner à bas coût au sein d'un important marché d'occasion⁷. L'expansion des bureaux de poste, qui gagnèrent de nombreux villages reculés, le développement du réseau téléphonique ou de l'automobile permirent un meilleur transit de l'information⁸. Ces améliorations technologiques accélérèrent le déplacement de l'information et élargirent ses

¹ Sylvain Venayre, « Identités nationales, altérités culturelles », in Dominique Kalifa, Philippe Régner, Marie-Ève Thérenty, Allain Vaillant [dir.], *La civilisation du journal*, op. cit., p.1392.

² Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou [dir.], *Histoire générale de la presse française, tome III, de 1871 à 1940*, Paris, Presses universitaires de France, 1972, p.394.

³ Marc Martin, *La presse régionale. Des Affiches aux grands quotidiens*, Paris, Fayard, 2002, p.163.

⁴ Sylvain Venayre, « Identités nationales, altérités culturelles », op. cit., p.1393.

⁵ Marc Martin, *La presse régionale*, op. cit., Paris, Fayard, 2002, p.149.

⁶ *Ibid*, p.191.

⁷ Marc Martin, « La presse départementale », in Dominique Kalifa, Philippe Régner, Marie-Ève Thérenty, Allain Vaillant [dir.], *La civilisation du journal*, op. cit., p.503.

⁸ Marc Martin, *La presse régionale*, op. cit., Paris, Fayard, 2002, p.156.

lieux de provenance. L'installation de correspondants permit aux informations locales, jusqu'ici cantonnées aux accidents climatiques, aux incendies ou aux nouvelles administratives, de s'enrichir considérablement⁹. Ce développement de la presse de province ne fut pas sans inquiéter les journaux parisiens. Symbole de cette inquiétude, le quotidien *La Croix* lança en cette fin de XIX^{ème}, 130 suppléments régionaux ayant pour but de développer l'information régionale¹⁰. Le suffrage universel masculin favorisa la politisation des titres, tandis que le journal de province devint un lieu de façonnement de l'identité locale¹¹.

La presse iséroise ne fit pas exception à cet essor de la presse provinciale. Son développement était déjà visible au cours des années 1870, son tirage passant de 4 000 exemplaires en 1871 à 5 900 en 1878¹². Longtemps sous l'influence lyonnaise, elle s'émancipa à partir de 1885. Symbole de cette émancipation, Pierre Baragnon fonda le 1^{er} août 1885 *Le Petit Dauphinois*, qui connut une percée fulgurante et qui tira, dès 1888 à 8 000 exemplaires¹³. Baragnon constitua l'illustration de la génération de patrons entreprenants, qui furent les grands artisans du développement de la presse provinciale¹⁴. Le succès du *Petit Dauphinois* provoqua la disparition de nombreux autres journaux grenoblois et les échecs de lancement furent nombreux. À droite, le seul lancement fructueux fut celui du quotidien *La Croix de l'Isère*, fondé en 1888 par l'abbé France, dans la logique de développement de l'information régionale de *La Croix*. Il s'agissait alors d'un simple supplément du journal parisien, mais il devint quotidien en 1893¹⁵. L'abbé France considérait la parole religieuse comme trop difficilement audible et souhaitait accroître sa visibilité. Il expliquait ainsi : « Lorsque j'étais vicaire, je m'aperçus que les meilleurs sermons n'aboutissaient à aucun résultat, pour la bonne raison que les hommes ne venaient presque jamais les entendre¹⁶ » et : « J'aimerais mieux voir plusieurs paroisses sans curé que *La Croix* privée de ses rédacteurs¹⁷ ». En 1895, Joseph Besson devint directeur du *Petit Dauphinois* et allait largement contribuer à son développement. Gagnant la confiance de Baragnon, il axa le journal sur une ligne radicale et anticléricale, ce qui lui valut

⁹ *Ibid*, p.155.

¹⁰ *Ibid*, p.161.

¹¹ Sylvain Venayre, « Identités nationales, altérités culturelles », *op. cit.*, p.1393.

¹² Pierre Barral, *Le département de l'Isère sous la Troisième République, 1870-1940 : histoire sociale et politique*, Paris, Armand Colin, 1962, p.337.

¹³ *Ibid*, p.339.

¹⁴ Marc Martin, *La presse régionale, op. cit.*, p.194.

¹⁵ Pierre Barral, *Le département de l'Isère sous la Troisième République, op. cit.*, p.340.

¹⁶ Paroles prononcées au Congrès de la bonne presse de 1904, cité dans Pierre Barral, *Le département de l'Isère sous la Troisième République, op. cit.*, p.340.

¹⁷ *La Croix de l'Isère*, 22 novembre 1896, cité dans Pierre Barral, *Le département de l'Isère sous la Troisième République, op. cit.*, p.340.

d'être considéré comme à gauche¹⁸. À son aile gauche justement, il fut concurrencé par la création en 1897 du *Droit du Peuple* par la Fédération socialiste du département et devint quotidien en 1900¹⁹. En dehors de Grenoble, des journaux furent créés dans les autres villes iséroises. On nota par exemple la fondation du *Journal de Saint-Marcellin* en 1888, ou celles du *Journal* et du *Moniteur de Bourgoin*. D'autres journaux à la longévité importante avaient connu des fondations anciennes, à l'image du *Moniteur Viennois*, créé en 1842.

Si la fin du XIX^{ème} avait marqué un essor sans précédent de la presse de province, les premières années du XX^{ème} se révélèrent plus nuancées. Le nombre de quotidiens provinciaux connût ainsi une baisse, passant de 257 en 1892 à 242 en 1914²⁰. Du fait du nombre important de journaux créés dans les décennies précédentes, le marché était en état de quasi-saturation²¹. Symbole de ces conditions difficiles, *Le Droit du Peuple*, après une crise de la Fédération socialiste en 1902 qui permit à Alexandre Zévaès de prendre les commandes du journal, dut déposer le bilan en 1903. Il fut repris par son adversaire Léon Greffier et par le futur maire de Grenoble Paul Mistral. Devant une modération des positions du *Petit Dauphinois* – celui-ci prît notamment position contre l'expulsion des moines chartreux en 1902 – les radicaux fondèrent un nouveau journal, *La Dépêche Dauphinoise*, géré par les imprimeurs Soulié et Ginzburger. À droite, de nombreux journaux furent créés à partir de 1900, à l'image du *Clairon des Alpes*, de *L'Éclairer des Alpes* ou encore du *Courier de l'Isère*, mais peu survécurent. *La République de l'Isère* fut fondée en 1901 mais fit rapidement faillite. Elle fut alors reprise par le groupe La Presse Régionale qui fournit la moitié de son capital tandis que l'autre moitié était assurée par des notables grenoblois comme Paul Jouvin²².

Dans un contexte de concurrence féroce, le directeur de *La République de l'Isère*, Perroy, accorda des primes à ses lecteurs, ce qui bouleversa le marché. Il parvint ainsi à atteindre un tirage quotidien de 39 700 exemplaires en 1904 et fit reculer celui du *Petit Dauphinois* à seulement 11 000 exemplaires²³. Joseph Besson, qui devint le nouveau propriétaire du journal à la mort de Baragnon, répliqua lui aussi avec des primes et des éditions spéciales. Il réussit de cette façon à relancer son expansion. La force du *Petit Dauphinois* résidait en particulier dans sa supériorité technologique, née des initiatives de Joseph Besson. Celui-ci avait convaincu

¹⁸ Pierre Barral, *Le département de l'Isère sous la Troisième République*, op. cit., p.340.

¹⁹ Pierre Barral, *Le département de l'Isère sous la Troisième République*, op. cit., p.341.

²⁰ Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou [dir.], *Histoire générale de la presse française*, tome III, op. cit., p.394.

²¹ *Ibid*, p.395.

²² Pierre Barral, *Le département de l'Isère sous la Troisième République*, op. cit., p.341.

²³ *Ibid*.

Baragnon en 1896 de racheter l'imprimerie Rigaudin pour en faire les Grands établissements de l'Imprimerie générale, une imprimerie moderne et très perfectionnée. Cela lui permit ainsi en 1900 d'imprimer non seulement son propre journal, mais aussi 11 autres journaux, dont *La Croix de l'Isère* ou *Le Droit du Peuple*²⁴. Néanmoins, ces journaux préférèrent peu à peu se tourner vers des imprimeries moins sophistiquées mais plus indépendantes. En 1907, fort de ces atouts, *Le Petit Dauphinois* tirait à 32 000 exemplaires, *La Dépêche Dauphinoise* 15 000, *La République de l'Isère* 12 000, *Le Droit du Peuple* 9 000, *La Croix de l'Isère* 7 000 et 20 000 exemplaires pour son supplément du dimanche²⁵.

L'entre-deux-guerres marqua une période de stagnation du développement de la presse française²⁶. Bien que celle-ci fut moins prononcée en province qu'à Paris, les temps se révélèrent tout de même difficiles pour les rédacteurs de journaux. Certaines publications, qui avaient connu leurs heures de gloire au début du XX^e siècle, connurent des difficultés. Presque en déficit tout au long de son existence, *Le Droit du Peuple* devint hebdomadaire en 1920 et *La Croix de l'Isère* fit de même en 1926²⁷. Celle-ci changea de directeur en 1927, avec l'arrivée du chanoine Jean-Baptiste Lanfrey à sa tête, qui en était également le rédacteur-en-chef et l'administrateur, en compagnie de M^{gr} Caillot, l'évêque de Grenoble et du vicaire de la même ville²⁸. Seuls deux quotidiens d'opinion parvinrent à survivre. *La Dépêche Dauphinoise* fut reprise et réorganisée en 1927 par le député et sénateur socialiste de l'Isère, Joseph Paganon. Elle changea à cette occasion de directeur, en la personne de Léon Perrier²⁹. Son homologue de droite, *La République de l'Isère*, connut elle aussi des difficultés et fut reprise en 1933 par la Ligue dauphinoise d'Action catholique, devenant à cette occasion *La République du Sud-Est*. Son directeur Léon Poncet, en poste depuis 1905, fut maintenu³⁰. Les deux quotidiens possédaient dans l'entre-deux-guerres un tirage aux environs de 20 000 exemplaires, qu'ils parvenaient difficilement à maintenir³¹, bien que leurs zones de diffusion s'étaient étendues en dehors de l'Isère, en Savoie, Haute-Savoie, dans la Drôme et les Hautes-Alpes³².

²⁴ Henri Rousset, *La presse à Grenoble*, Grenoble, A. Gratier & cie., 1900, p.36.

²⁵ Pierre Barral, *Le département de l'Isère sous la Troisième République*, op. cit., p.342.

²⁶ Marc Martin, *La presse régionale*, op. cit., p.221.

²⁷ Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou [dir.], *Histoire générale de la presse française*, tome III, op. cit., p.608.

²⁸ Comptage préfectoral du 30 janvier 1936 ; ADI, 9 T 41.

²⁹ Pierre Barral, *Le département de l'Isère sous la Troisième République*, op. cit., p.343.

³⁰ *Ibid*, p.344.

³¹ Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou [dir.], *Histoire générale de la presse française*, tome III, op. cit., p.608.

³² Correspondance du préfet de l'Isère au ministère de l'Intérieur ; ADI, 9 T 41.

Ces difficultés profitèrent à leur plus grand concurrent, *Le Petit Dauphinois*. La Première Guerre mondiale avait mis à mal l'influence de la presse lyonnaise, déjà fort diminuée, notamment du fait de la suppression des trains de nuit. Les presses stéphanoise et grenobloise connurent ainsi un essor non négligeable, mais en Isère, *Le Petit Dauphinois* fut le seul à en profiter³³. Déjà dominant avant la guerre, celui-ci accrut considérablement son avance au cours de l'entre-deux-guerres. Joseph Besson mourut en 1919 et transmit le journal à ses deux fils, Robert et Marcel, ce-dernier se révélant vite comme « un homme d'affaires remarquable³⁴ ». Il renforça l'attractivité du journal, le faisant passer de 4 à 6 pages, puis à 8 et à 10. Son contenu se diversifia également, avec l'apparition de rubriques portant sur la mode, le cinéma ou le sport, rachetant en 1928 *Les Alpes sportives*³⁵. La réorganisation de sa diffusion s'avéra très efficace et permit aux hameaux les plus reculés d'être livrés avant 13h00³⁶. Il parvint ainsi à s'étendre sur 8 départements, du Sud du Jura aux Alpes-de-Haute-Provence³⁷.

Son succès fut en outre rendu possible par un changement de ligne éditoriale. Jusque-là plutôt polémiste, il adopta une ligne éditoriale plus neutre, se voulant objectif, à une époque où les publications à l'opinion plus tranchée, nous l'avons vu, connaissaient des difficultés³⁸. Léon Poncet, qui possédait sans aucun doute une certaine aversion à son égard, disait ainsi à son sujet qu'il était un « journal neutre, soufflant le chaud et le froid, flattant tour à tour la gauche et la droite et finalement trompant tout le monde³⁹ ». Bernard Montergnole définit ainsi son identité comme étant avant tout « alpine⁴⁰ ». Mais le plus grand coup d'éclat du *Petit Dauphinois* fut sans doute le rachat, à la mort de Joseph Paganon en 1937, de son premier concurrent, *La Dépêche Dauphinoise*. Marcel Besson choisit néanmoins de ne pas interférer sur la ligne éditoriale du journal radical, qui resta ainsi inchangée⁴¹. Grâce à sa stratégie innovante, *Le Petit Dauphinois* vit son tirage passer de 32 000 exemplaires avant la guerre à 80 000 en 1925, pour atteindre 190 000 à l'aube de la Seconde Guerre mondiale⁴². Cela en faisait le septième

³³ Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou [dir.], *Histoire générale de la presse française, tome III, op. cit.*, p.608.

³⁴ Pierre Barral, *Le département de l'Isère sous la Troisième République, op. cit.*, p.342.

³⁵ *Ibid*, p.321.

³⁶ *Ibid*, p.342.

³⁷ Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou [dir.], *Histoire générale de la presse française, tome III, op. cit.*, p.608.

³⁸ Pierre Barral, *Le département de l'Isère sous la Troisième République, op. cit.*, p.342-343.

³⁹ Léon Poncet, *Souvenirs*, cité dans Pierre Barral, *Le département de l'Isère sous la Troisième République, op. cit.*, p.343.

⁴⁰ Bernard Montergnole, *La presse quotidienne grenobloise, op. cit.*

⁴¹ Pierre Barral, *Le département de l'Isère sous la Troisième République, op. cit.*, p.343.

⁴² *Ibid*, p.342.

quotidien régional de France et le second du Sud-Est, à quelques pas du *Progrès de Lyon*, dont le tirage atteignait 220 000 exemplaires⁴³. *Le Journal de Saint-Marcellin* acquit lui aussi cette hégémonie – à son échelle tout du moins – en devenant le seul journal de la ville, suite à la disparition de son concurrent, *Le Mémorial*, en 1925⁴⁴.

Si l'entre-deux-guerres consacra l'avènement du *Petit Dauphinois* vis-à-vis de ses concurrents, elle permit également à nombre de journalistes de voir leur statut s'améliorer. On peut situer la naissance de la profession de journaliste au dernier tiers du XIX^eme, leur nombre passant en province de 950 en 1885 à 2 800 en 1900⁴⁵. La Grande Guerre avait cependant révélé la précarité de cette profession. De nombreux journaux avaient mis un terme, du moins provisoirement, à leur activité et avaient ainsi congédié leurs journalistes⁴⁶. Face à cette situation, l'après-guerre allait marquer l'essor du journalisme en tant qu'organisation professionnelle. La loi Brachard, promulguée le 29 mars 1935, définit le statut professionnel des journalistes et leur reconnut différents droits⁴⁷. Des syndicats de journalistes apparurent, comme le Syndicat des Journalistes des Alpes. Celui-ci réunissait notamment les journalistes professionnels des différents journaux qui en comptaient dans la région. En Isère, seuls les trois quotidiens en possédaient⁴⁸. Parmi les journaux n'en employant pas, *Le Droit du Peuple* expliquait – selon ses dires – que ses articles étaient le fruit de parlementaires socialistes et que ses correspondants étaient des bénévoles, ne touchant aucune rétribution pour leur travail⁴⁹. Ce Syndicat des Journalistes des Alpes comprenait au sein de sa direction cinq membres du *Petit Dauphinois*, dont son président, deux membres de *La Dépêche Dauphinoise* et un de *La République du Sud-Est*, un vice-président chacune, ainsi qu'un membre du *Progrès* de Valence et un du *Nouvelliste* de Chambéry⁵⁰. Un syndicat des patrons de journalistes existait également, avec Marcel Besson comme président⁵¹. Ce dernier s'était mis d'accord avec les patrons de *La Dépêche Dauphinoise* et de *La République du Sud-Est* en 1936 pour harmoniser les revenus de

⁴³ Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou [dir.], *Histoire générale de la presse française, tome III, op. cit.*, p.603-604.

⁴⁴ Pierre Barral, *Le département de l'Isère sous la Troisième République, op. cit.*, p.498.

⁴⁵ Marc Martin, *La presse régionale, op. cit.*, p.202.

⁴⁶ Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou [dir.], *Histoire générale de la presse française, tome III, op. cit.*, p.608.

⁴⁷ *Ibid*, p.40-42.

⁴⁸ Correspondance du Syndicat des Journalistes des Alpes au préfet de l'Isère, 15 juin 1935 ; ADI, 9 T 45.

⁴⁹ Correspondance du directeur du *Droit du Peuple* au préfet de l'Isère, 10 mai 1937 ; ADI, 9 T 45.

⁵⁰ Correspondance du Syndicat des Journalistes des Alpes au préfet de l'Isère, 15 juin 1935 ; ADI, 9 T 45.

⁵¹ ADI, 9 T 45.

leurs journalistes. Ceux-ci pouvaient prétendre, suivant leur ancienneté, à un salaire compris entre 900 et 1 700 francs mensuels⁵².

À partir de 1939, les menaces de guerre renforcèrent le caractère répressif du système de contrôle des publications de presse. Deux décrets-lois du 21 avril 1939 punissaient la diffamation et l'injure quand celles-ci avaient pour but d'exciter à la haine contre les habitants et punissaient de six mois à cinq ans de prison « quiconque reçoit de provenance étrangère, directement ou indirectement sous quelque forme ou à quelque titre que ce soit, des fonds de propagande et se livre à une propagande politique⁵³ ». Un décret du 29 juillet 1939 instaura un Commissariat Général à l'Information auprès du président du Conseil tandis qu'un autre décret du 27 août 1939 imposa un contrôle préventif sur les publications, pouvant déboucher sur l'interdiction de ladite publication⁵⁴. Un dernier décret-loi du 1^{er} septembre 1939 interdit, dès l'entrée en vigueur de la mobilisation générale, la publication « de toute information de nature à favoriser les entreprises d'une puissance étrangère contre la France ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations⁵⁵ ».

Voici de cette façon dressés l'historique et les lignes éditoriales des journaux de notre corpus, lesquels nous permettront d'analyser de manière lucide la vision des Italiens par les Isérois. En 1939, *Le Petit Dauphinois*, journal modéré, écrasait donc la concurrence, avec un tirage de 200 000 exemplaires chaque jour. Loin derrière suivaient *La Dépêche Dauphinoise*, radicale-socialiste, et *La République du Sud-Est*, organe d'une droite conservatrice et catholique, achetées quotidiennement par 20 000 lecteurs. *Le Droit du Peuple*, socialiste, et *La Croix de l'Isère*, catholique, avaient chacun un tirage de 8 000 à 10 000 exemplaires. En plus de ces cinq journaux grenoblois, nous nous appuyerons sur quatre hebdomadaires, répartis entre différentes villes du département. *Le Moniteur de Bourgoin*, libéral, et *Le Journal de Bourgoin*, radical, nous aideront à analyser le nord-Isère. *Le Moniteur Viennois*, conservateur catholique, nous offrira une vision de la périphérie occidentale du département. Enfin, concernant la frontière sud de l'Isère, nous nous aiderons du *Journal de Saint-Marcellin*, neutre⁵⁶. Leurs

⁵² Correspondance du Syndicat des Journalistes des Alpes au préfet, 25 novembre 1936 ; ADI 9 T 45.

⁵³ Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou [dir.], *Histoire générale de la presse française, tome III*, op. cit., p.51.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ Les définitions des lignes éditoriales sont issues pour les trois premières des définitions données par la préfecture (ADI, 9 T 41) et pour le *Journal de Saint-Marcellin* de Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou [dir.], *Histoire générale de la presse française, tome III*, op. cit., p.498.

tirages – respectivement 2 300, 1500, 1 000 et 2 600 exemplaires⁵⁷ – sont évidemment infimes en comparaison d'un mastodonte tel que *Le Petit Dauphinois*, mais nous permettront de déceler des opinions parfois différentes de celles des grands quotidiens. L'hebdomadaire communiste *Le Travailleur Alpin* n'a pas pu être analysé, du fait de son interdiction suite à la conclusion du pacte germano-soviétique⁵⁸. Il ne reparait clandestinement que le 24 octobre 1940.⁵⁹

Si les regards contenus dans la presse nous apporteront des informations sur la perception des Italiens par les Grenoblois, notre analyse de la cohabitation, comme nous l'avons dit en introduction, se doit de passer par une étude préalable de l'immigration italienne et en particulier de celle ayant amené la diaspora italienne de l'Isère à se développer.

L'immigration italienne en France et en Isère

Département voisin de l'Italie, frontalier jusqu'en 1860, l'Isère a été marquée, comme de nombreux départements du Sud-Est, par l'immigration italienne. Ancienne, celle-ci prit un tour nouveau et un caractère de masse à partir du second tiers du XIX^eme, avec des milliers d'hommes et de femmes qui s'insérèrent dans le prolétariat français⁶⁰. En 1914, la ville de Marseille comptait ainsi 20% d'Italiens en son sein⁶¹. Dans le Sud-Est, elle s'était longtemps établie sur la base de « couples migratoires », des associations de petites portions de territoire. À l'époque moderne, les liens entre la province de Coni et le secteur des Alpes de Haute-Provence et des Alpes-Maritimes étaient importants, tout comme ceux entre les vallées piémontaises et valdôtaines et les vallées savoyardes. Néanmoins, ces régions françaises, qui avaient eu davantage tendance au dépeuplement au cours de l'époque moderne créèrent un appel au vide à partir du XIX^eme et constituèrent des pôles d'attraction importants pour les migrants en provenance d'Italie. Toutefois, ces couples anciens furent supplantés par de nouvelles associations au cours de l'entre-deux-guerres⁶². Les besoins de main d'œuvre n'y étaient pas étrangers. Dès la fin du XIX^eme, les maîtres de forges lorrains envoyaient leurs agents recruteurs en Italie⁶³. Au sortir de la Première Guerre mondiale, la France avait perdu

⁵⁷ Comptages préfectoraux (1932 – 1938) ; ADI, 9 T 41.

⁵⁸ *Le Travailleur Alpin*, numéro spécial, mars 2019.

⁵⁹ Il existait trois autres journaux départementaux (*L'Indicateur de Bourgoin*, *Le Journal de Vienne* et *Le Petit Voironnais*) mais ceux-ci n'ont pas été étudiés, n'étant pas disponibles ou consultables aux Archives départementales de l'Isère.

⁶⁰ Philippe Rygiel, « L'historiographie des migrations », *op. cit.*, p.9.

⁶¹ Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1986, p.141.

⁶² Pierre George, « L'immigration italienne en France de 1920 à 1939 », *op. cit.*, p.49.

⁶³ Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française, op. cit.*, p.114.

plus de 10% de sa population active et un déficit des naissances était à venir. Les régions du Nord et de l'Est de l'Hexagone devaient être reconstruites, nécessitant une importante quantité de main d'œuvre. Pour faire face à ces carences humaines et matérielles, on fit appel de façon massive à l'immigration. Cette main d'œuvre immigrée ayant pour but de remplir le marché du travail s'implanta dans les régions industrielles et sinistrées et l'on vit ainsi la population italienne des territoires du Nord et de l'Est de la France augmenter de façon importante⁶⁴. Malgré l'appel aux populations d'Europe centrale, l'immigration en provenance de la Péninsule restait très importante et la proportion de travailleurs immigrés italiens demeurait presque inchangée⁶⁵.

Parallèlement à leurs lieux d'établissement en France, les régions de provenance des Italiens se diversifièrent également. Longtemps originaires du Piémont et du Val d'Aoste, la demande de main d'œuvre des industries électrochimique, électromagnétique et des chantiers d'aménagement hydraulique poussa des migrants de régions comme la Vénétie et le Frioul à venir en France, particulièrement depuis Vicence, Belluno, Trévis ou Udine⁶⁶. De nouveaux couples se formèrent ainsi, dont celui entre la région de Monte Grappa et les régions industrielles des Alpes du Nord. Les migrations en provenance du Centre de la Péninsule devinrent plus importantes. À Nice, entre 1921 et 1926, la proportion d'Italiens venus du Centre passa ainsi de 13% à 21%⁶⁷. D'autres couples plus surprenants se constituèrent, comme celui entre Corato, ville des Pouilles, et Grenoble. Celui-ci était en grande partie lié aux relations nouées entre les deux villes du fait du développement du marché des chevaux. En 1931, on dénombrait ainsi à Grenoble 2 500 Italiens originaires de Corato, pour la plupart venus depuis 1925. Cette immigration s'étendait dans le Bas-Dauphiné et jusqu'à Romans-sur-Isère⁶⁸. Le passage d'une immigration de voisinage à une immigration plus étendue continua d'être visible avec les migrants originaires de provinces comme la Ciociarie, un ancien pôle de départ pour l'Amérique, situé entre le Latium et la Campanie. Les migrants italiens s'installaient souvent dans un premier temps dans les régions frontalières, puis se répartissaient dans les zones de forte activité économique⁶⁹. Ils arrivaient ainsi à Lyon, puis se dirigeaient vers Saint-Étienne ou vers Grenoble, comme les Siciliens en provenance des carrières d'Enna ou de Caltanissetta,

⁶⁴ Pierre George, « L'immigration italienne en France de 1920 à 1939 », *op. cit.*, p.45-46.

⁶⁵ *Ibid*, p.47.

⁶⁶ *Ibid*, p.49.

⁶⁷ Ralph Schor, « Les Italiens dans les Alpes-Maritimes, 1919-1939 », *op. cit.*, p.578.

⁶⁸ Pierre George, « L'immigration italienne en France de 1920 à 1939 », *op. cit.*, p.50.

⁶⁹ Ralph Schor, « Les immigrés italiens au miroir de la presse française dans l'entre-deux-guerres », *op. cit.*, p.104.

qui s'installèrent dans le quartier Saint-Laurent ou à Fontaine. Cette situation est ainsi résumée par Pierre George : « Les localisations sont toujours les mêmes : les communes suburbaines où ont surgi les industries nouvelles, où les conditions de travail répugnent aux nationaux, où les logements sont sommaires et étriqués⁷⁰ ». Par le biais de cette immigration, établie notamment grâce aux filières familiales et professionnelles, la France était ainsi devenue, en 1927, le pays européen comptant le plus de migrants italiens. On en recensait 963 000 sur un total de 1 300 000 immigrants italiens dans l'ensemble des pays d'Europe⁷¹. En 1931, les Italiens représentaient 28% des étrangers en France, loin devant les Polonais avec environ 17%⁷².

Cette dernière année marqua l'apogée de cette immigration. En effet, en France, si l'on peut assimiler les années 1920 à une période d'attractivité et d'immigration, les années 1930 marquèrent quant à elle une fermeture certaine. En Italie, l'attitude adoptée face à l'émigration était moins nette. On la considérait comme un moyen d'alléger la balance démographique, du fait du fort taux de natalité de la Péninsule, et comme un moyen d'acquérir des « savoir-faire » nouveaux issus de l'étranger. Néanmoins, toute installation définitive était vue comme néfaste par le pouvoir italien, qui cherchait à réaffirmer l'attachement à la terre natale. L'objectif était donc de mettre en place une émigration encadrée, qui permettait l'obtention de techniques professionnelles nouvelles par des migrants, dont on assurait le renouvellement fréquent, tout en conservant chez eux un attachement à la mère-patrie et la volonté d'y rentrer. À cette fin, on cherchait à entretenir la flamme du fascisme chez les émigrés. Ceux-ci étaient souvent peu politisés. Ils savaient que les engagements politiques pouvaient être sources de répulsion pour les employeurs⁷³. Néanmoins, on menait d'importantes actions d'influences dans les départements à la communauté italienne conséquente. Dans les Alpes-Maritimes par exemple,

⁷⁰ Pierre George, « L'immigration italienne en France de 1920 à 1939 », *op. cit.*, p.51.

⁷¹ *Ibid.*, p.49.

⁷² Ralph Schor, « Les immigrés italiens au miroir de la presse française dans l'entre-deux-guerres », *op.cit.*, p.104.

⁷³ *Ibid.*, p.105.

le consulat général de Nice, les vice-consulats de Cannes, de Menton et les quatre agences consulaires réparties au sein du département menaient d'importantes actions de propagande⁷⁴. Dans le cas de l'Isère, la *Casa d'Italia*, située à Grenoble, cours Jean Jaurès, s'impliquait elle aussi dans ce type d'entreprise. Au sein de la ville, le vice-consulat d'Italie menait également d'importantes opérations propagandistes, notamment au sein de l'École italienne. Celle-ci, située 23 avenue Alsace-Lorraine, organisait en dehors des heures de classe des cours de langue, d'histoire et de géographie italienne. En dépit de différentes inspections, elle semble avoir fonctionné jusqu'en 1940. La présence des faisceaux au sein de la « capitale des Alpes » et dans différentes communes du département est elle aussi attestée jusqu'en 1940⁷⁵. À l'inverse, on trouvait également diverses organisations antifascistes, comme la Ligue italienne des droits de l'homme ou l'Union populaire italienne (UPI), fondée en 1937 et qui possédait une section à Grenoble. Tout comme leurs adversaires, les antifascistes étaient eux gardés à l'œil et leurs actions de propagandes, notamment au travers d'affiches faisaient l'objet d'une surveillance importante⁷⁶.

Le but pour Mussolini était donc d'encourager l'émigration temporaire. Cependant,

Année	Population étrangère en Isère
1926	51 400
1927	50 292
1928	57 284
1929	64 244
1930	71 844
1931	68 136
1932	64 607
1933	62 757
1934	59 463
1935	58 684

Figure 1. La population italienne de l'Isère (1926-1935) ; Recensements préfectoraux (ADI, 58 M 57)

Ville	Population italienne
Grenoble	8 805
Fontaine	1 765
Vienne	1 107
Saint-Martin-d'Hères	1 047
Saint-Priest	1 041
Décines-Charpieu	863
Villard-Bonnot	835
Voiron	790
Livet-et-Gavet	735
Jallieu	689
La Mure	585
Vizille	555
Salaise-sur-Sanne	530
Échirolles	522

Figure 2. Les quatorze foyers de population italienne dépassant 500 individus en 1938 : Recensement

⁷⁴ Ralph Schor, « Les Italiens dans les Alpes-Maritimes, 1919-1939 », *op. cit.*, p.583.

⁷⁵ Michel Chanal, « L'occupation italienne de l'Isère », in Ettore Passerin d'Entrèves [a cura di], *Guerra e Resistenza nelle regioni alpine occidentali : 1940-1945*, Milan, F. Angeli, 1980, p.141.

⁷⁶ ADI, 52 M 93. Voir l'annexe 2 pour plus de détails.

ce modèle se réalisait mal, de nombreux Italiens s'implantant durablement en France. Cette situation conduisit les autorités fascistes, à réduire le flux migratoire. On compte 100 000 entrées en 1924, 10 000 en 1927, une nouvelle hausse à 60 000 en 1930, puis de nouveau une nette baisse en 1931, avec 13 000 entrants⁷⁷. Ces chiffres ne prennent néanmoins en compte que l'émigration légale et omettent de nombreux antifascistes, qui se réfugiaient, pour des motifs de discrétion au sein de communautés italiennes déjà nombreuses, dans les grandes villes et en particulier dans le Sud-Est de la France⁷⁸. Cette diminution des entrées et les naturalisations accordées avec plus de facilité par la loi du 10 août 1927⁷⁹ peuvent nous permettre d'avancer une explication à l'évolution démographique de la diaspora italienne de l'Isère. En effet, celle-ci décrut de façon notable, quand la population du département ne connut qu'une baisse de l'ordre de 10 000 habitants au cours des années 1930. Les recensements préfectoraux confirment le début des années 1930 comme un tournant dans l'évolution quantitative de l'immigration en France. Ceux-ci indiquent une baisse de l'ordre de 13 000 étrangers au sein du département entre 1930 et 1935, après un pic en 1930. Un recensement des étrangers par communes en date du 1^{er} janvier 1938 indique que cette baisse se poursuit. Parmi ces étrangers, ce dernier recensement fait état d'une population de 37 838 Italiens. Les Transalpins semblent ainsi représenter environ les 2/3 des étrangers du département. Ce

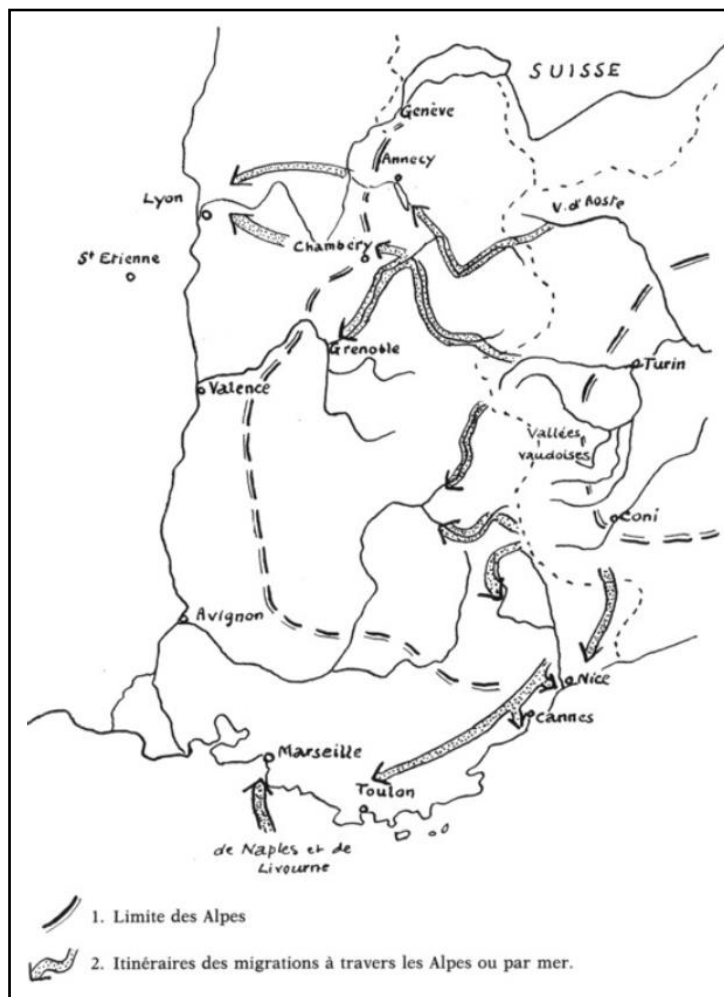


Figure 3. Les courants frontaliers traditionnels
(Pierre George)

⁷⁷ Pierre George, « L'immigration italienne en France de 1920 à 1939 », *op. cit.*, p.59.

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ Éric Guichard et Gérard Noiriel [dir.], *Construction des nationalités et immigration dans la France contemporaine*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1997, p.74.

recensement met en avant 5 foyers principaux, dont la population italienne dépasse les 1 000 individus : Grenoble, Fontaine, Vienne, Saint-Martin-d'Hères et Saint-Priest⁸⁰. Bien qu'affichant une baisse, l'Isère constituait un des plus importants lieux d'installation de la population italienne à l'aube de la Seconde Guerre mondiale, et demeurait pour beaucoup d'émigrants un lieu de passage obligé depuis l'Italie. Grenoble est en effet placée sur la route de Turin. Elle se trouve le long de deux routes majeures en provenance de la cité piémontaise, depuis le col du Mont-Cenis, la vallée de la Maurienne et celle du Grésivaudan au Nord, ou depuis le col de Montgenèvre, Briançon et la vallée de l'Oisans au Sud. Cette position en faisait, avec Chambéry, un lieu de passage – et parfois d'installation – majeur pour les migrants en provenance du Piémont et se dirigeant vers Lyon ou le reste de la France.

Toutefois, une étude de la cohabitation franco-italienne ne peut se cantonner à une simple approche démographique et géographique. L'élément central dans cette analyse des rapports entre individus de nationalité différente est indissociable des représentations de l'autre, créées ou héritées.

Les rapports franco-italiens au fil des années

Le XIX^{ème} siècle marqua l'avènement de la conscience nationale, de l'État-nation et du nationalisme, qui constitua « l'une des grandes mutations » de ce siècle et qui s'imbriqua dans ses autres grandes mutations, comme l'industrialisation, l'urbanisation ou l'affirmation de la puissance de l'État⁸¹. En Italie, ce développement de la conscience nationale mena à l'unification, à laquelle la France contribua, à Magenta ou à Solferino. Ce rôle put donner aux Français un sentiment paternaliste et de supériorité vis-à-vis des Italiens, renforcé par des éléments comme la géographie, qui opposait une France équilibrée, hexagonale, à une botte italienne étirée et cloisonnée⁸². La fin du XIX^{ème} allait mettre à rude épreuve cette sensation de paternalisme. En effet, dès 1870, la prise de Rome, à qui la défaite de Sedan avait ouvert la voie, alimenta le ressentiment des catholiques français, donnant ainsi le sentiment « de voir le

⁸⁰ Recensement préfectoral des étrangers par communes, 31 décembre 1937 ; ADI, 58 M 33.

L'ensemble des recensements prend en compte les communes du département de l'époque, incluant les communes rattachées au département du Rhône par la suite.

⁸¹ Jean-Claude Caron, Michel Vernus, *L'Europe au 19^e siècle : des nations aux nationalismes (1815-1914)*, Paris, Armand Colin, 2015, p.421.

⁸² Paul Guichonnet, « L'image de l'Italie dans la conscience nationale française », in Pierre Blanc [dir.], *L'image de l'Italie en France au XX^e siècle, Franco-Italica*, série contemporaine n° 2, Paris-Alessandria, Champion-Slatkine Éd., 1992, p.10.

protégé s’émanciper du tuteur, et la fille aînée de l’Église spolier le Souverain Pontife⁸³ ». Du côté des « laïcs », les prétentions coloniales italiennes, notamment celles sur la Tunisie, et la confrontation des nationalismes firent également naître un ressentiment certain. La conclusion de la Triple-Alliance, en 1882, renforça les tensions, le rapprochement italien avec l’Allemagne – qui avait vaincu la France seulement 12 ans auparavant – fut considéré comme une trahison par bon nombre de Français⁸⁴. Cette fin de XIX^{ème}, « période au cours de laquelle se sont façonnés les jugements et les stéréotypes des Français envers ce pays [l’Italie]⁸⁵ », fut caractérisée par des relations presque continuellement mauvaises entre les deux États voisins. La guerre douanière qui eut lieu entre 1888 et 1895 en est un exemple⁸⁶.

Ces stéréotypes forgés par les Français naquirent notamment de leur méconnaissance des Italiens. L’intérêt pour l’Italie se manifestait surtout pour ces civilisations anciennes, à l’image du livre de Marc Monnier *L’Italie est-elle la terre des morts ?*⁸⁷. La Péninsule était souvent réduite à une vitrine touristique passéiste. L’Italie et les Italiens étaient surtout connus par l’intermédiaire des immigrants. On vit ainsi se diffuser le stéréotype de l’Italien « pauvre diable », qui s’accrut avec le développement de l’immigration⁸⁸. Des appellations péjoratives comme « macaroni » et par la suite « rital » apparurent⁸⁹. Pierre Milza résume ainsi la situation :

Le portrait-robot de l’Italien de la fin du XIX^{ème} siècle est un mélange des principaux types régionaux. Le Romain, plébéien turbulent, le Florentin, esthète et machiavélique, le Vénitien, oriental et décadent et le Napolitain, le pire de tous, s’assemblant pour créer un stéréotype national. De cette composition, l’Italien ressort traître, malhonnête et obséquieux.⁹⁰

Cette image négative s’inversa néanmoins avec la Première Guerre mondiale. Le changement de camp de l’Italie – qui rejoignit l’Entente en mai 1915 – changea, au moins pour un temps, l’image des Italiens en France, avec l’émergence d’une vision positive⁹¹. Les Italiens furent alors souvent considérés comme des frères latins. Ils étaient également appréciés car constituant une main d’œuvre utile, dans des années 1920 où, nous l’avons vu, le besoin en

⁸³ *Ibid.*, p.14.

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ *Ibid.*, p.13.

⁸⁶ *Ibid.*, p.14.

⁸⁷ Marc Monnier, *L’Italie est-elle la terre des morts ?*, 1860, cité dans Paul Guichonnet, « L’image de l’Italie dans la conscience nationale française », *op. cit.*, p.11.

⁸⁸ Paul Guichonnet, *L’image de l’Italie dans la conscience nationale française*, *op. cit.*, p.11.

⁸⁹ *Ibid.*, p.14.

⁹⁰ Pierre Milza, « Les images de l’Italie en France », *op. cit.*, p.74.

⁹¹ *Ibid.*

main d'œuvre immigrée était important⁹². Néanmoins, les vieilles images ne tardèrent pas à ressurgir. En effet, les Italiens furent également accusés d'aggraver la délinquance, de violer les règles élémentaires d'hygiène ainsi que de manquer d'ordre et de rigueur⁹³. Les ouvriers étrangers étaient rassemblés dans ce que Gérard Noiriel n'hésite pas à qualifier de « véritables ghettos » et on les considérerait souvent comme des « arriérés », confinés dans leurs cités⁹⁴. Cette question de l'emploi induisait des disparités géographiques. Au sein des campagnes, la main d'œuvre était particulièrement recherchée, la proximité importante avec les habitants et la dispersion des habitats empêchait la constitution de noyaux étrangers isolés trop importants. Dans les régions urbanisées, en revanche, les immigrés étaient davantage regroupés, avaient de fait moins de contacts avec les autochtones, ce qui alimentait la xénophobie, nourrie de la méconnaissance de l'autre⁹⁵. On assistait ainsi à une montée de violence xénophobe, qui s'exprimait dans la presse, voire même à la Chambre, en particulier dans les années 1930. Les cibles de cette xénophobie étaient souvent les derniers arrivés⁹⁶.

Les considérations à l'égard des Italiens différaient selon les mouvements politiques. L'extrême droite était très inquiète, considérant que l'immigration pourrait aboutir à une alliance entre communistes français et italiens, que redoutait notamment le Parti populaire français de Jacques Doriot⁹⁷. La droite, davantage axée sur des considérations économiques, reconnaissant le caractère incontournable de cette main d'œuvre, était plus nuancée. Même ses éléments les plus modérés étaient admiratifs de l'œuvre du Duce, qui avait ramené l'ordre dans la Péninsule et espéraient une alliance avec l'Italie. Dans son ensemble, elle souhaitait que l'on renvoie les agitateurs les plus virulents, mais que l'on conservât une immigration ayant pour but de remplir le marché du travail, dans une optique de coopération avec la Péninsule⁹⁸. La gauche défendait par principe les Italiens, considérés comme une main d'œuvre pauvre et exploitée. Elle souhaitait voir se former une association entre les prolétariats français et italien. Elle n'était toutefois pas exempte de xénophobie⁹⁹. On craignait notamment la concurrence des Transalpins sur le marché du travail, qui, selon le mot de *L'Humanité* : « faisaient le jeu des

⁹² Ralph Schor, « Les immigrés italiens au miroir de la presse française dans l'entre-deux-guerres », *op.cit.*, p.105.

⁹³ *Ibid*, p.106.

⁹⁴ Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française*, *op. cit.*, p.152.

⁹⁵ Ralph Schor, « Les immigrés italiens au miroir de la presse française dans l'entre-deux-guerres », *op.cit.*, p.111.

⁹⁶ Philippe Rygiel, « L'historiographie des migrations », *op. cit.*, p.15.

⁹⁷ Ralph Schor, « Les immigrés italiens au miroir de la presse française dans l'entre-deux-guerres », *op.cit.*, p.106.

⁹⁸ *Ibid*, p.107.

⁹⁹ *Ibid*, p.108.

patrons¹⁰⁰ ». Ils étaient en effet accusés d'accepter les conditions de travail très difficiles, de ne pas se rebeller contre les bas salaires et de ne pas faire grève, ce qui avait pour effet de remplacer les travailleurs français renvoyés du fait de leur implication militante. Cette peur de la concurrence professionnelle ne pouvait que s'accroître avec la crise des années 1930. Ralph Schor note ainsi, dans le cadre de son étude sur les Alpes-Maritimes, que les mauvais rapports l'emportaient globalement¹⁰¹.

Dans le domaine de la politique étrangère, l'arrivée au pouvoir des fascistes bouleversa le clivage italophile/italophobe traditionnel. On observa ainsi un quasi-consensus pour un rapprochement avec l'Italie jusqu'à 1935 et le début de la guerre d'Éthiopie¹⁰². Celle-ci allait dégrader les rapports franco-italiens et mettre par exemple un frein aux initiatives culturelles visant à un rapprochement, qui avaient connu leur âge d'or au début des années 1930 et leur apogée à l'occasion des accords de Rome de janvier 1935¹⁰³. Ces initiatives culturelles nous permettent de porter notre regard sur ce que l'on peut qualifier « d'idée latine », une idéologie que nous aurons régulièrement l'occasion de voir apparaître au sein de la presse iséroise.

Ce mythe de la latinité, qui étayait ses thèses par le biais de l'héritage du monde antique, désignait « un processus au terme duquel serait reconstituée l'unité de la civilisation latine »¹⁰⁴. Dans le cadre de la relation entre la France et l'Italie, cette latinité possédait une caractéristique encore plus forte, dans le sens où une véritable parenté culturelle était supposée exister entre les deux nations, matérialisée par l'expression de « sœurs latines¹⁰⁵ ». Cette idée d'union latine était présente dès le XIX^{ème} siècle, notamment sous la plume de Jules Michelet, qui expliquait en 1831 qu'une union entre la France, l'Espagne et l'Italie permettrait à ces trois nations de retrouver le rôle prépondérant joué jadis par l'Empire romain¹⁰⁶. Il s'agissait ainsi de dresser face au développement des doctrines pangermanistes et panslavistes, une idéologie latine du même ordre, qui était présente dans les écrits de Prosper Vallerange, qui avançait

¹⁰⁰ *L'Humanité*, 3 février 1921, cité dans Ralph Schor, « Les immigrés italiens au miroir de la presse française dans l'entre-deux-guerres », *op.cit.*, p.108.

¹⁰¹ Ralph Schor, « Les immigrés italiens au miroir de la presse française dans l'entre-deux-guerres », *op.cit.*, p.110.

¹⁰² Pierre Milza, « Les images de l'Italie en France », *op. cit.*.

¹⁰³ Catherine Fraixe, Christophe Poupault et Lucia Piccioni, *Vers une Europe latine. Acteurs et enjeux des échanges culturels entre la France et l'Italie fasciste*, Bruxelles, INHA-Peter Lang, 2014, p.26.

¹⁰⁴ *Ibid*, p.14.

¹⁰⁵ *Ibid*.

¹⁰⁶ Jules Michelet, *Introduction à l'histoire universelle*, 1831, cité dans Catherine Fraixe, Christophe Poupault et Lucia Piccioni, *Vers une Europe latine*, *op. cit.*, p.16.

l'idée de « races latines¹⁰⁷ ». Dans les années 1880, des intellectuels comme Charles de Tourtoulon révèrent à une alliance des peuples latins avec les États-Unis et la Grande-Bretagne, un espoir que la conclusion de la Triple-Alliance devait rapidement doucher¹⁰⁸. Néanmoins, du fait de l'action des diplomates, l'Italie rejoignit finalement le camp allié au cours de la Première Guerre mondiale. La théorie du « bloc latin », faisant face aux empires germaniques, retrouvait ainsi de la vitalité et rencontra le soutien d'intellectuels de droite des deux nations, comme Maurras, Barrès ou d'Annunzio. Toutefois, ce fameux « bloc latin » devait se fissurer au cours de l'entre-deux-guerres, notamment face aux critiques fascistes envers le modèle libéral¹⁰⁹. Cependant, le mythe de la latinité continua d'être présent au cours des années d'après-guerre et Christophe Poupault et Catherine Fraixe indiquent ainsi que : « rien n'était plus répandu dans l'entre-deux-guerres que cette « idée latine » ou celle, qui en était la version géographiquement circonscrite, d'une mythique Méditerranée supposée rassembler les peuples jadis unis au sein de l'Empire romain¹¹⁰ ». Celle-ci « apparaissait en effet comme le fondement d'une alliance qui devait empêcher la ruine de la civilisation par des barbaries nouvelles dont le nationalisme allemand et le bolchevisme étaient les principales manifestations¹¹¹ ». Nous aurons régulièrement l'occasion de retrouver cette idée de rempart civilisationnel, faisant face aux barbares allemands et russes, dans la presse iséroise, en particulier au cours des mois de novembre à janvier.

Cette « idée latine » était entretenue par de fidèles et obstinés partisans d'un rapprochement avec l'Italie. L'arrivée au pouvoir des fascistes, en 1922, bouleversa le regard traditionnel des intellectuels français sur l'Italie. L'intérêt suscité par les anciennes civilisations, les monuments, les paysages, était toujours bien présent, mais de nouveaux éléments de curiosité, liés à son régime actuel apparurent. Des intellectuels comme l'académicien Henry Bordeaux, Ferdinand Bach, Édouard Schneider ou Roland Dorgelès se firent les chefs de file du rapprochement entre les deux nations, notamment en effectuant des voyages dans la Péninsule¹¹². Ils formèrent des organisations, comme le Comité France-Italie, qui œuvrèrent à la réalisation de ce rapprochement. Considérant que les mésententes entre l'Italie et la France

¹⁰⁷ *Le panlatinisme, confédération gallo-latine et celto-gauloise, contre-testament de Pierre le grand, et contre-panславisme, ou Projet d'une union fédérative des peuples gallo-latins*, 1860, cité dans Catherine Fraixe, Christophe Poupault et Lucia Piccioni, *Vers une Europe latine, op. cit.*, p.16.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p.18.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p.19-20.

¹¹⁰ *Ibid.*, p.14.

¹¹¹ *Ibid.*, p.21.

¹¹² Christophe Poupault, « Les voyages d'hommes de lettre en Italie fasciste. Espoir du rapprochement franco-italien et culture de la latinité », *Vingtième siècle*, n°104, 2009, p.68.

étaient dues à une méconnaissance, en particulier de la part des diplomates, de la réalité de la nation italienne, ils consignaient dans des écrits les impressions de leurs voyages, de leurs rencontres avec des personnalités influentes du régime fasciste et tissaient d'importantes relations intellectuelles et paradiplomatiques au sein de la Péninsule¹¹³. Pierre de Nohlac écrivait ainsi dans le bulletin mensuel France-Italie de mars 1932 : « Si nous avions eu alors un ministre des Affaires étrangères [...] ayant le sens de la Latinité [...] et s'il eût consenti à franchir les Alpes et à accorder au chef du gouvernement de notre ancienne alliée le quart de la confiance et des prévenances dont on a comblé Stresemann, bien des erreurs pouvaient être réparées¹¹⁴ ». Néanmoins, Paul Guichonnet, nuance fortement le caractère fondé de cette proximité latine, considérant que l'appellation de « sœurs latines » demeure « un cliché rebattu que tout dément ». Il ajoute : « Derrière de fausses analogies et de superficielles ressemblances, la France et l'Italie sont profondément différentes¹¹⁵ ».

L'année 1935 marqua l'apogée du rapprochement franco-italien, avec la conclusion en janvier des accords Mussolini-Laval et en avril la conférence de Stresa, réunissant la France, l'Italie et la Grande-Bretagne¹¹⁶. Le choix de Mussolini était encore loin d'être fait et le Duce était inquiet des visées allemandes sur l'Autriche, auxquelles il s'était opposé en envoyant des troupes au Brenner en 1934. Toutefois, le déclenchement de la guerre d'Éthiopie devait mettre un sérieux coup de frein à ce rapprochement. Mussolini fut surpris et décontenancé des réactions françaises, alors qu'il avait compris, à l'occasion de l'accord signé avec Laval, qu'il avait le champ libre en Afrique. Les relations culturelles qui avaient œuvré au rapprochement se firent plus rares.

Cette guerre d'Éthiopie transforma les clivages liés à l'Italie parmi la population française¹¹⁷. La gauche était hostile au fascisme et ne prônait aucun ménagement à son égard. Les démocrates-chrétiens lui étaient eux aussi hostiles mais refusaient de condamner pour autant l'Italie elle-même. À droite, l'on possédait une bienveillance traditionnelle à l'égard du fascisme, mais la guerre obligeait à condamner les agissements du Duce. On trouvait enfin, bien que peu nombreux, ceux qui étaient favorables au fascisme et approuvaient la politique de

¹¹³ *Ibid.*, p.67.

¹¹⁴ *Ibid.*, p.75.

¹¹⁵ Paul Guichonnet, « L'image de l'Italie dans la conscience nationale française », *op. cit.*, p.12.

¹¹⁶ Nicolas Beaupré, *Les grandes guerres (1914-1945)*, Paris, Collection Histoire de France, Belin, 2012, p.746-747.

¹¹⁷ Christophe Poupault, « Amitié « latine » et pragmatisme diplomatique. Les relations franco-italiennes de 1936 à 1938 », *Relations internationales*, n°154, 2013, p.51.

Mussolini¹¹⁸. Au sein de la presse iséroise, on vit *La Dépêche Dauphinoise*, emmenée par Léon Perrier, soutenir les sanctions contre l'Italie. À l'inverse, *La République du Sud-Est*, sous la plume de Léon Poncet lui affichait son soutien et défendait : « ce qu'il y a de plus légitime dans les revendications d'une Italie laborieuse et surpeuplée¹¹⁹ ». Il fut à cette occasion remercié par le consul d'Italie pour « son attitude d'impartialité et de compréhension¹²⁰ ». Poncet prit également position pour les franquistes au cours de la guerre d'Espagne.

Malgré tout, en 1936, alors que la guerre était terminée, le choix de Mussolini n'était pas encore arrêté, bien qu'il refusait de recevoir, depuis la prise d'Addis-Abeba, l'ambassadeur de France, Charles de Chambrun. Contrairement à ce que l'on pouvait penser, l'arrivée au pouvoir du Front populaire ne le rebuta pas et ne changea pas sa position¹²¹. Cependant, le 30 octobre 1936, on décida, malgré les mises en garde de Paul Reynaud ou de l'ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, François Charles-Roux, de rappeler Chambrun, dans le cadre de l'instauration d'une mesure limitant l'âge des ambassadeurs. Son successeur ne fut finalement jamais envoyé, l'Italie exigeant la reconnaissance du titre d'empereur d'Éthiopie à Victor-Emmanuel III, ce à quoi la France se refusait. Pendant deux ans, jusqu'en 1938, la France ne fut ainsi représentée à Rome que par un chargé d'affaires, Jules Blondel. Pour Christophe Poupault, on peut considérer cet automne 1936 comme le moment où l'Italie passe dans le camp de l'Allemagne¹²². L'espoir resta néanmoins de mise parmi les partisans français d'un rapprochement, comme ceux du groupe parlementaire France-Italie, qui créèrent en décembre 1936, un périodique dédié à ce rapprochement, nommé *France et Nations*¹²³. L'absence d'ambassadeur rendait néanmoins ce rapprochement très hypothétique, ce qui s'aggrava lorsqu'en octobre 1937, Mussolini décida lui aussi de rappeler son ambassadeur. Mussolini fit un voyage à Berlin en septembre 1937 tandis qu'Hitler fut reçu en grande pompe à Rome, Naples et Florence en mai 1938. Les relations diplomatiques entre la France et l'Italie se trouvaient ainsi au point mort¹²⁴.

Les accords de Munich modifièrent quelque peu la donne. La conférence sur le sort des Sudètes fit apparaître l'Italie en puissance cherchant à préserver la paix, ce qui revalorisa sa

¹¹⁸ Pierre Milza, « Les images de l'Italie en France », *op. cit.*

¹¹⁹ *La République du Sud-Est*, 29 décembre 1935, cité dans Pierre Barral, *Le département de l'Isère sous la Troisième République*, *op. cit.*, p.376.

¹²⁰ *Ibid.*, p.377.

¹²¹ Christophe Poupault, « Amitié « latine » et pragmatisme diplomatique », *op. cit.*, p.52-54.

¹²² *Ibid.*, p.55-57.

¹²³ *Ibid.*, p.57.

¹²⁴ *Ibid.*, p.58.

position aux yeux de beaucoup. Elle relança les relations franco-italiennes et de nouveaux ambassadeurs furent envoyés, André François-Poncet à Rome et Raffaele Guariglia, très francophile, à Paris¹²⁵. Néanmoins, on était loin de se trouver dans un processus de rapprochement. Lorsque Guariglia vint prendre ses instructions auprès du ministre des Affaires étrangères, Galeazzo Ciano, demandant : « Que dois-je faire à Paris ? », il n'obtint pour seule réponse que : « Rien », ce à quoi il répondit : « C'est difficile, mais je ferai de mon mieux¹²⁶ ». Les tensions se firent de nouveau jour lorsque le 30 novembre, un discours de Ciano à la Chambre fut suivi de cris de : « Tunisie ! Savoie ! Corse ! Nice ! » par les députés fascistes¹²⁷. Ces menaces à coup de revendications territoriales suscitérent de nombreuses inquiétudes en France, en particulier dans les régions concernées. Dans les Alpes-Maritimes par exemple, le climat de tensions s'aggrava, illustré par des querelles entre journaux, comme entre *La France de Nice*, radicale et le journal *Pensiero Latino*, irrédentiste, caractérisée par des menaces et des rixes¹²⁸. Le 17 décembre, Mussolini dénonça les accords de janvier 1935 et on assista à une violente campagne de presse francophobe en cette fin d'année. La position française se radicalisa également, Daladier optant pour la fermeté, qu'il afficha en se rendant en Corse, en Algérie et en Tunisie en janvier 1939. Inquiet suite à l'invasion de la Tchécoslovaquie en mars, Mussolini chercha à initier un nouveau rapprochement, mais Daladier demeurait méfiant¹²⁹. La signature du Pacte d'acier, le 22 mai, amena à un consensus très largement défavorable à l'Italie fasciste. Le courant italophobe de la fin du XIX^e renaquit et, aux yeux des Français, les Italiens redevinrent « haleurs, obséquieux, malhonnêtes, fanfarons¹³⁰ ». L'hostilité à l'égard des Transalpins prit de telles proportions que les milieux de gauche commencèrent à s'inquiéter de l'assimilation du peuple italien à son unique chef.

Pour Mussolini, l'année 1939 allait se révéler riche d'enseignements. Le voyage que Ciano entreprit du 11 au 13 août en Autriche allait lui ouvrir les yeux sur les intentions allemandes. Il prit alors conscience de l'emprise allemande sur l'Italie et de l'inégalité du rapport de force. Il tenta de convaincre Mussolini de dénoncer le Pacte d'acier et de se défaire de l'emprise allemande, mais ces tentatives étaient vouées à l'échec ainsi que le résume Pierre

¹²⁵ Christophe Poupault, *À l'ombre des faisceaux. Les voyageurs français dans l'Italie des chemises noires (1922-1943)*, Rome, École française de Rome, 2014, p.726.

¹²⁶ *Ibid.*, p.727.

¹²⁷ Frédéric Le Moal, « Raffaele Guariglia à Paris (1938 à 1940) : reflet de l'impossible rapprochement franco-italien ? », *Transversalités*, n°119, 2011, p.159.

¹²⁸ Ralph Schor, « Les immigrés italiens au miroir de la presse française dans l'entre-deux-guerres », *op.cit.*, p.110.

¹²⁹ Christophe Poupault, *À l'ombre des faisceaux*, *op. cit.*, p.727-732.

¹³⁰ Pierre Milza, « Les images de l'Italie en France », *op. cit.* p.78.

Milza : « Entre les deux hommes, la discussion pouvait durer des heures, Mussolini finissant par se rendre aux arguments de Ciano pour changer d'avis dès que celui-ci avait tourné le dos¹³¹ ». Ciano et Mussolini ne s'attendaient pas à une attaque allemande sur la Pologne dès 1939 et leur désillusion fut grande lorsqu'ils comprirent que celle-ci était inévitable et que les Allemands ne changeraient pas d'avis. Mussolini allait ainsi « devoir affronter, à partir de l'été 1939, une situation internationale qu'il a sans doute contribué à créer, mais dont les ressorts lui échappent désormais complètement¹³² ». Pierre Milza analyse ainsi la situation :

La rapide et spectaculaire montée en force du III^e Reich l'avait en quelque sorte pris de vitesse et conduit, beaucoup plus tôt que prévu – s'il avait jamais prévu de le faire –, à mettre le doigt dans un processus belligère. Maintenant, il était bel et bien pris au piège, contraint à « marcher avec son ami, jusqu'au bout », comme il l'avait promis à Hitler dans le stade olympique de Berlin, ou à faire machine arrière au risque de perdre la face et de passer aux yeux des Allemands pour un lâche et un traître.¹³³

Ainsi, pour éviter de passer pour un traître, Mussolini, à l'initiative de Ciano, indiqua aux Allemands que l'Italie était prête à entrer en guerre si le Reich s'engageait à lui fournir les ressources nécessaires à son intervention. Lorsque Hitler lui demanda de quantifier ces ressources, Ciano fit volontairement adresser une liste exorbitante, de manière à obliger les Allemands à refuser¹³⁴. L'Italie se trouvait ainsi en situation de « non-belligérance » et non de « neutralité », une différence de pure forme. Cette non-belligérance allait faire naître d'importants espoirs en France. La situation n'était pas sans rappeler celle de 1914 et l'on espérait, soit que cette non-belligérance se transforme en une véritable neutralité, soit, mieux encore, que l'Italie finisse par rejoindre le camp allié. Néanmoins, il ne fallait pas s'y tromper. La situation de 1939 était très différente de celle de 1914. Elle n'était due qu'aux carences matérielles qui retardaient une entrée en guerre que le Duce considérait comme inévitable, un rendez-vous avec l'histoire qu'il appelait de ses vœux tout en le redoutant. Elle n'avait que peu de points communs avec le neutralisme de 1914¹³⁵

¹³¹ Pierre Milza, *Mussolini*, Paris, Fayard, 1999, p.762-763.

¹³² *Ibid.*, p.758.

¹³³ *Ibid.*, p.761-762.

¹³⁴ *Ibid.*, p.763-765.

¹³⁵ Frédéric Le Moal, « Raffaele Guariglia à Paris », *op. cit.*, p.165-166.

Première partie : le temps des espoirs

Chapitre I : L'Italie comme médiateur : vers un nouveau Munich ?

Devant l'émergence d'un nouveau conflit avec l'Allemagne, on chercha en premier lieu à connaître la position que prendrait l'Italie. Allait-elle entrer dans la guerre aux côtés du Führer comme le laissait supposer la signature du Pacte d'acier, conclu trois mois auparavant ?

L'inquiétude retombée, les Isérois furent désormais en mesure de placer des espoirs dans une poursuite de la neutralité italienne, voire dans une alliance avec le régime fasciste, selon le modèle de 1915. L'Italie n'était-elle pas membre de la Triple-Alliance aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie en 1914 sans pour autant être entrée en guerre ? N'avait-elle pas rejoint par la suite le camp allié à force de tractations ?

Ces six premiers mois d'espoirs furent tout d'abord marqués par une vision de l'Italie et de son chef comme celle d'un médiateur, qui pourrait parvenir à un règlement de paix selon un autre modèle déjà vu, celui des accords de Munich de septembre 1938, dont on allait d'ailleurs célébrer le premier anniversaire.

Le déclenchement des hostilités

Le 1^{er} septembre 1939 à 4h45, prétextant la supposée attaque d'une station radiophonique allemande par des soldats polonais, Hitler ordonna le bombardement de Dantzig et lança ses armées en direction de la frontière polonaise. Face à cette nouvelle agression, Français et Britanniques adressèrent chacun un ultimatum au Führer, le sommant de retirer ses troupes du territoire polonais. Leurs ultimatums respectifs ayant expiré, la France et la Grande-Bretagne déclarèrent, le 3 septembre, la guerre à l'Allemagne.

La tentative de médiation du début septembre

Face à cette montée des tensions, Mussolini restait dubitatif et hésitait sur la conduite à adopter. Il s'était longtemps bercé de l'illusion qu'Hitler n'irait pas jusqu'à déclencher un conflit mais se trouvait désormais devant le fait accompli¹. Il opta finalement pour la neutralité, à laquelle il donna, afin de camoufler sa dérobade vis-à-vis d'Hitler, le titre moins déshonorant de « non-belligérance ». Cette décision provoqua une vive satisfaction en Italie. Elle constituait en effet pour de nombreux Italiens « un nouveau signe d'espérance² » et signifiait, non

¹ Pierre Milza, *Mussolini, op. cit.*, p.762.

² Christophe Poupault, *À l'ombre des faisceaux, op. cit.*, p.738.

seulement la paix, mais également des espoirs de libéralisation du régime, devant le rétrécissement des liens avec l'Allemagne³. En France, cette décision fut également bien accueillie et Jean-Baptiste Duroselle explique que « la seule circonstance consolante, en ce triste mois de septembre, avait été de voir l'Italie, malgré son alliance défensive avec l'Allemagne, le « pacte d'acier » du 22 mai 1939, refuser d'entrer dans la guerre à ses côtés⁴ ». Parallèlement à cette non-belligérance, Mussolini proposa, dès le 31 août, la tenue d'une conférence internationale pour régler le problème polonais. Cette conférence devait réunir l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, l'Espagne, l'URSS et la Pologne et se tenir le 5 septembre. Néanmoins, ni la France et l'Angleterre, ne souhaitant pas devoir reconnaître un nouveau coup de force hitlérien, ni l'Allemagne, qui n'entendait pas se contenter de la récupération du couloir de Dantzig mais bien occuper la Pologne, ne donnèrent suite⁵. Toutefois, le 6 septembre encore, Ciano notait dans son journal à propos de son beau-père : « Il croit encore que l'occasion se présentera bientôt à lui de s'insérer dans le jeu en qualité de médiateur⁶ ».

Cette possible conférence de paix n'échappa pas à l'attention des journaux isérois. Nombreux furent ceux qui y virent la résurgence des accords de Munich de 1938, comme *Le Petit Dauphinois*. Celui-ci posa en effet la question « L'heure de M. Mussolini a-t-elle sonné ? » et déclara :

Il ne serait pas, d'autre part, improbable que M. Mussolini renouvelle le geste qui devança les accords de Munich. On a noté en effet l'activité diplomatique de l'Italie. A deux reprises l'ambassadeur d'Italie à Berlin a été reçu par son collègue britannique et par un curieux parallélisme c'est à deux reprises que notre ambassadeur à Rome rendait visite au comte Ciano.⁷

Pierre Beaumont, rédacteur parlementaire à *La Dépêche Dauphinoise*, écrivit à ce sujet :

On s'attendait à vrai dire à voir apparaître une initiative de ce genre que laissaient prévoir depuis quelques jours les commentaires de la presse italienne. La négociation directe entre Berlin et Varsovie n'ayant pu être amorcée, la parole allait sans doute passer au « brillant second ». La situation apparaissant suffisamment tendue, le Duce estimait l'heure venue de se présenter en médiateur.⁸

³ *Ibid.*, p.766.

⁴ Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme*, Paris, Imprimerie nationale, 1982, p.35.

⁵ Pierre Milza, *Mussolini, op. cit.*, p.765.

⁶ Galeazzo Ciano, *Journal politique, II, septembre 1939-février 1943*, Paris, Perrin, 2015, date du 6 septembre 1939, p.9.

⁷ *Le Petit Dauphinois*, 1^{er} septembre 1939.

⁸ *La Dépêche Dauphinoise*, 1^{er} septembre 1939.

Le Droit du Peuple, sous la plume de Léon Blum alla quant à lui encore plus loin, en considérant que les Alliés avaient accepté cette médiation :

Les gouvernements français et anglais se sont associés à une nouvelle offre d'entremise formulée par le comte Ciano, au nom de l'Italie. Ils se sont déclarés prêts, une dernière fois, à participer à une conférence des cinq puissances sous la seule condition que l'Allemagne arrêterait les hostilités et ramènerait ses troupes sur son sol.⁹

A droite, cette initiative du Duce donna à *La Croix de l'Isère*, l'occasion de vanter les mérites de l'Italie :

On ne veut parler ici ni des appels de M. Roosevelt auxquels le gouvernement de Berlin n'a pas même répondu, ni de l'intention généreuse annoncée du roi des Belges. [...] Mais il y a l'effort certain tenté par l'Italie pour freiner l'instinct de violence de son allié et éviter une catastrophe pour le monde mais surtout pour l'Italie elle-même.¹⁰

On y commenta peu l'initiative en elle-même et on se concentra davantage sur un argumentaire visant à expliquer pourquoi l'Italie ne déclarerait pas la guerre à la France. *La République du Sud-Est* commença, dans le cadre de deux reportages sur les bons rapports entre les chasseurs alpins à la frontière, par exalter les liens qui unissaient Français et Italiens, au travers de la fraternité latine, une thématique qui fut largement utilisée par le journal tout au long de la drôle de guerre.

Ceux-là [les chasseurs alpins], comme les autres Italiens, sont contre une guerre de l'Italie contre la France et ils ne veulent pas se battre pour le roi de Prusse.¹¹

N'est-ce pas beau cette fraternisation dans l'altitude, cette rencontre dans l'air des cimes des frères latins qui, malgré les axes, les discours, les manœuvres de la diplomatie, affirment qu'ils sont du même sang et que ce sang ne tâchera pas la neige des Alpes.¹²

Le journal poursuivit dans cet argumentaire en expliquant que l'Italie n'avait aucun intérêt à déclencher une guerre qu'elle ne pourrait de toute façon pas gagner :

Nos voisins d'au-delà des Alpes ne peuvent avoir aucune illusion. [...] Ce serait donc une grande folie, un vrai suicide pour l'Italie de partir en guerre dans ces conditions.¹³

La Croix de l'Isère abonda dans cette voie, en expliquant qu'une guerre aurait des conséquences économiques néfastes pour l'Italie, quand bien même elle n'y serait pas impliquée. Cela lui permit par la même occasion d'exalter elle aussi la fraternité latine :

Que ces considérations [les mauvaises conséquences économiques d'une guerre] ne soient pas prédominantes dans l'esprit des dirigeants italiens et qu'elles soient honnêtement dominées par un souci plus noble, celui d'éviter un carnage qui répugne à une

⁹ *Le Droit du Peuple*, 9 et 10 septembre 1939.

¹⁰ *La Croix de l'Isère*, 3 septembre 1939.

¹¹ *La République du Sud-Est*, 1^{er} septembre 1939.

¹² *La République du Sud-Est*, 13 septembre 1939.

¹³ *La République du Sud-Est*, 2 septembre 1939.

nation civilisée et chrétienne, on le veut bien, et on le croit. Mais elles comptent tout de même et ne doivent pas être absentes des délibérations de la Consulta ou du Palais de Venise.¹⁴

Cette première offensive fut ainsi largement commentée par la presse iséroise, qui sembla considérer comme crédible ce rôle de médiateur pour l'Italie. La presse ne parut en tous cas témoigner d'aucune animosité vis-à-vis de l'Italie ou des Italiens, comme l'illustrèrent notamment les dires de *La République du Sud-Est* et de *La Croix de l'Isère*.

Face à cette nouvelle guerre, certains habitants s'inquiétèrent de la situation des étrangers. Le recteur de l'Académie de Grenoble écrivit ainsi le 5 septembre au chef du bureau des étrangers de la préfecture afin de « recommander à sa bienveillance et d'une façon très spéciale », deux lecteurs de la faculté des lettres de Grenoble, un Espagnol et un Italien. Le recteur écrivait à leur sujet :

Ils sont l'un et l'autre d'une haute moralité et professent des sentiments de reconnaissance envers notre pays. De plus, l'un et l'autre résident à Grenoble depuis de longues années. Ils ont épousé des françaises et ont des enfants.¹⁵

La gestion de la situation par les autorités

Face à cette situation nouvelle de guerre, les autorités locales se devaient de réagir et pour commencer, d'assurer le maintien d'une atmosphère calme au sein de la population. Il semble que la population resta calme face aux événements, comme en fit mention le sous-préfet de La Tour-du-Pin dans un rapport au préfet où il souligna le bon-état d'esprit de ses administrés¹⁶. Néanmoins, le préfet, M. Surchamp, fit figurer dès le 2 septembre dans les journaux un appel au calme et un message de soutien, formulé en ces termes :

L'ordre de mobilisation générale vient d'être lancé par le gouvernement, en réponse à l'inqualifiable agression dont le Führer allemand vient de se rendre coupable à l'égard de la Pologne.

Depuis peu de temps dans le département, je n'ai pas encore pu prendre les contacts que j'aurais voulu tant avec les magistrats municipaux qu'avec la population.

Je tiens toutefois à vous dire que dans les heures dures qui vont suivre, vous me trouverez toujours près de vous pour vous aider dans toute la mesure du possible et faciliter une tâche rendue encore plus lourde.

De mon côté, sûr du calme éprouvé des populations dauphinoises, comme de leur fervent patriotisme, je compte que chacun fera son devoir.¹⁷

¹⁴ *La Croix de l'Isère*, 3 septembre 1939.

¹⁵ Lettre du recteur de l'Académie de Grenoble au chef du bureau des étrangers de la préfecture, 5 septembre 1939 ; ADI, 13 R 802.

¹⁶ Rapport du sous-préfet de La Tour-du-Pin au préfet, 31 août 1939 ; ADI, 52 M 93.

¹⁷ Message du préfet à la population ; ADI, 13 R 801. Voir l'annexe 3 pour plus de détails.

Cette communication préfectorale fut complétée par un appel au calme du maire de Grenoble, Paul Cocat, relayé notamment dans *La Croix de l'Isère* du 10 septembre :

Restons calmes et confiants. [...] Je m'adresse à la population civile pour lui recommander, dans son propre intérêt, de conserver son sang-froid et d'observer strictement, sans les discuter, les consignes qui lui seront données.

La Municipalité reste en contact permanent avec l'Autorité militaire et l'Administration préfectorale ; elle prendra, en plein accord avec elles, toutes les précautions que comportera le déroulement de la situation.

D'autres avis, concernant cette fois les étrangers, furent diffusés dans les journaux au cours du mois de septembre. Le premier, signé du préfet, obligeait les employeurs des professions non-agricoles du département employant des étrangers à demander une autorisation à l'Office départemental de placement. Les locaux de celui-ci étaient situés au n°9 du quai Créquy, à Grenoble. Cette autorisation devait être demandée et obtenue pour chaque travailleur, qu'il ait été employé avant la déclaration de guerre ou qu'il s'agisse d'un nouvel employé¹⁸. A cette première obligation vint s'ajouter une seconde, faisant suite à une directive nationale, qui obligeait les étrangers à déposer leurs armes dans les mairies de leurs communes respectives¹⁹.

Dans ces premiers jours de septembre, des opérations de police furent menées, avec de nombreuses visites domiciliaires, dont une au restaurant grenoblois « Notre Foyer », qui déboucha sur l'interrogatoire de 64 personnes²⁰. Néanmoins, comme le rappelle Pierre Giolitto, plus que les étrangers, ces visites du début septembre concernaient avant tout « ceux qu'on qualifie de « mauvais Français », communistes et auteurs de « menées anti-nationales » ou de « propos défaitistes²¹ ». D'ailleurs, pour éviter toute prise de mesures excessives de la part des maires du département à l'égard des étrangers, le préfet fit diffuser un dernier avis. Celui-ci rappelait aux maires de ne prendre aucune initiative concernant les étrangers. On en trouve trace dans la presse. Ainsi dans le numéro du 17 septembre de *La Croix de l'Isère* :

Le Préfet confirme à MM. les Maires les instructions précédemment adressées, concernant les étrangers en résidence dans le département. Il leur rappelle expressément qu'aucune initiative ne doit être prise par eux en cette matière et que les étrangers restent sous le régime administratif antérieur, sauf ceux qui ont déjà été l'objet d'une mesure de sécurité de la part de l'Autorité militaire.

¹⁸ *La Dépêche Dauphinoise*, 2 septembre 1939. *Le Droit du Peuple*, 9 et 10 septembre 1939.

¹⁹ *Le Petit Dauphinois*, 11 septembre 1939. *Le Droit du Peuple*, 9 et 10 septembre 1939. *La Croix de l'Isère*, 17 septembre 1939.

²⁰ Pierre Giolitto, *Grenoble 40-44*, Paris, Perrin, 2001, p.19.

²¹ *Ibid.*

La liberté laissée aux étrangers de s'engager sous nos drapeaux ne saurait, pour eux, constituer une obligation.

Cette dernière précision nous permet d'aborder un autre aspect majeur des rapports franco-italiens au cours des premiers jours de septembre, l'engagement des étrangers, et en particulier des Italiens, dans l'Armée française.

L'engagement des Italiens dans l'Armée française

Pour certains étrangers, notamment italiens, la déclaration de guerre fut l'occasion de prouver leur reconnaissance à l'égard de leur pays d'accueil, la France. Ils pouvaient, en effet, depuis un décret du 16 avril 1939, contracter un engagement dans les forces françaises²². Les étrangers étant en France depuis moins de deux mois et ceux titulaires d'une simple carte de tourisme n'y étaient néanmoins pas éligibles²³. Il semble que cette possibilité, encouragée par l'UPI²⁴, fut suivie d'effets, comme le nota le commissaire de police de Voiron, qui relève le 31 août que « de nombreux étrangers souscrivent des engagements²⁵ ». Les journaux isérois informèrent la population de ces engagements, sous des titres tels que « De nombreux étrangers s'engagent dans l'Armée française²⁶ », « L'enrôlement des étrangers est entré dans sa phase de réalisation²⁷ » ou encore « Les étrangers résidant en France se mettent à la disposition de leur patrie²⁸ ». Ils firent mention d'initiatives de l'UPI, de l'Association franco-italienne des anciens combattants ou du Parti républicain italien, ainsi que d'engagements massifs à Lille, Marseille²⁹ ou Paris³⁰. Au sein du département, *La Croix de l'Isère* rapporta des scènes d'engagements massifs à Vienne :

Italiens, Russes, Hollandais, Suisses, Espagnols, etc., résidant à Vienne, reconnaissants envers la patrie française qui les a hospitalisés si largement, viennent de prouver leur reconnaissance envers elle. Très nombreux sont les engagements souscrits à la gendarmerie et confirmés au bureau des étrangers à la mairie de Vienne.³¹

²² Gilles Bertrand, Jean-Yves Frégné, Alessandro Giaccone, *La France et l'Italie, Histoire de deux nations sœurs de 1660 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2016, p.323.

²³ Journal Officiel du 16 avril 1939 ; ADI, 58 M 57.

²⁴ Gilles Bertrand, Jean-Yves Frégné, Alessandro Giaccone, *La France et l'Italie, op. cit.*, p.323.

²⁵ Rapport du commissaire de police de Voiron au préfet, 31 août 1939 ; ADI, 52 M 93.

²⁶ *Le Droit du Peuple*, 9 et 10 septembre 1939.

²⁷ *La Dépêche Dauphinoise*, 11 septembre 1939.

²⁸ *Le Petit Dauphinois*, 1^{er} septembre 1939.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Le Droit du Peuple*, 9 et 10 septembre 1939.

³¹ *La Croix de l'Isère*, 10 septembre 1939.

Parmi ces Italiens qui voulurent s'engager, on trouve notamment le cas de Vincent Bisso. Cet Italien, résidant à Fitialieu depuis 1921 et marié à une Française, se présenta à la mairie des Abrets. Il passa la visite médicale mais fut déclaré inapte³².

En ces premiers jours de septembre, les commentaires de la presse, son soulagement de voir proclamée la non-belligérance, le peu de mesures prises à l'égard des Italiens par les autorités ainsi que l'engagement d'Italiens dans l'Armée française laisse à penser que les rapports franco-italiens demeuraient bons, malgré le risque de guerre. La neutralité proclamée par le Duce avait suffi à rassurer les Isérois. Les plus déterminés face à l'Allemagne reconnaissaient le caractère possible d'une médiation italienne tandis que les plus pacifiques, bien que nettement moins nombreux, plaçaient leurs espoirs d'une résolution du conflit dans cette initiative.

La mi-septembre : nouveaux évènements et nouvelles réglementations

L'intervention russe : l'illustration d'un caractère commun aux journaux

Le 17 septembre, illustrant une politique étrangère que Churchill qualifiait de « devinette enveloppée de mystère au sein d'une énigme³³ » et en application des protocoles secrets du pacte germano-soviétique, l'Armée rouge franchit la frontière orientale de la Pologne. Cette manœuvre soviétique acheva d'encercler les armées polonaises, déjà attaquées au Nord depuis la Prusse orientale, à l'Ouest depuis l'Allemagne et au Sud depuis la Slovaquie. Pour les Polonais, la victoire passa alors de l'inimaginable à l'impossible. En effet, comment dans ces conditions résister à l'encerclement de deux armées immensément plus nombreuses et mieux équipées ?³⁴

Cette offensive russe, dirigée contre un État polonais déjà à terre, fut largement perçue comme un acte d'une grande lâcheté en France. Déjà extrêmement peu populaire suite à la signature du pacte d'août 1939, l'URSS achevait alors de perdre le crédit que certains pouvaient encore avoir pour elle. Cette offensive est pour nous l'occasion de mettre en lumière un caractère commun aux journaux du corpus, leur anticommunisme.

³² Correspondance du sous-préfet de La Tour-du-Pin au préfet, 29 octobre 1940 ; ADI, 13 R 897.

³³ Olivia Gomolinski, « L'URSS face à la guerre », in Alya Aglan Alya et Robert Frank [dir.], *1937-1947 : La guerre-monde, I*, Paris, Folio, 2015, p.302.

³⁴ Bernard Crochet, *Deuxième guerre mondiale*, Paris, Éditions de Lodi, 2012, p.10.

En effet, qu'ils fussent catholiques, conservateurs, modérés ou socialistes, ces journaux étaient tous réunis par un point commun : leur opposition au communisme et surtout à son incarnation matérielle, l'Union soviétique. Le pacte de non-agression du 23 août avait déjà suscité un déluge de critiques parmi les journaux de la presse iséroise. Si la détestation de l'URSS et de la Troisième Internationale était bien présente, certains à l'exemple du *Petit Dauphinois* ou de *La Dépêche Dauphinoise* prirent garde d'éviter tout amalgame entre les communistes sincères, désabusés par la politique du Kremlin et les thuriféraires qui suivaient aveuglément les ordres staliniens³⁵.

Ces critiques refirent surface avec l'offensive russe, *Le Petit Dauphinois* titrant « Le Crime Soviétique³⁶ » et *Le Droit du Peuple* « Heil ! Heil Staline !³⁷ ». Pour *La République du Sud-Est*, cette nouvelle agression ne pouvait que renforcer les chances que le conflit, qui avait débuté deux semaines plus tôt, ne devienne une guerre mondiale. Elle utilisa à cette occasion une formule qui allait passer à la postérité dix mois plus tard, « le coup de poignard dans le dos » et écrivit :

Après le coup de poignard dans le dos donné hier à la Pologne, on peut, hélas ! redouter que l'incendie allumé par Berlin et Moscou ne prenne, maintenant, de gigantesques proportions. Les incendiaires sont connus, ils s'appellent Hitler et Staline.³⁸

Pour l'autre journal de l'aile droite, *La Croix de l'Isère*, cette alliance soviéto-germanique n'avait rien d'étonnant. L'Allemagne, contrée des Alamans – adversaires du roi chrétien Clovis à la bataille de Tolbiac – des adorateurs des idoles sous Charlemagne, des empereurs germaniques, du luthérianisme, ne pouvait que se joindre à un État anticlérical comme l'URSS. Sous la plume du député de la Loire-Inférieure Jean Le Cour-Grandmaison, le journal, reprenait toutes les attitudes jugées anticatholiques que l'Allemagne avait adoptées au cours de son histoire et écrivait ainsi :

Tragique destin que celui de l'Allemagne. Il semble que ce grand pays, si puissant d'égards, soit condamné à faire dans l'Histoire figure d'ennemi du Christ. [...] Aujourd'hui, mettant sa main dans la main sanglante du communisme athée, il rêve de planter sur le monde la croix sacrilège.³⁹

³⁵ Bernard Montergnole, *La presse quotidienne grenobloise, op. cit.*, p.20.

³⁶ *Le Petit Dauphinois*, 17 septembre 1939.

³⁷ *Le Droit du Peuple*, 23 et 24 septembre 1939.

³⁸ *La République du Sud-Est*, 18 septembre 1939.

³⁹ *La Croix de l'Isère*, 17 septembre 1939.

Les critiques les plus violentes vinrent du journal radical *La Dépêche Dauphinoise*, qui fit un sévère réquisitoire contre le *Vojd* :

Hitler, qui l'eût dit ? a trouvé son maître en matière de vilénie. Attaquer la Pologne dans les conditions que l'on a vues, se conduire à l'égard de ce malheureux peuple exactement comme le bandit qui assaille au coin d'un bois une victime sans défense, c'est un bel acte de crapule. Mais ce n'est pas le nec le plus ultra du crime. On peut encore frapper par derrière la victime qui tombe et aider le premier gremlin à l'assassiner.

C'est ce que vient de faire Staline.

Des deux escarpes, le plus répugnant, le plus abject, c'est lui.⁴⁰

L'anticommunisme et surtout l'antisoviétisme allaient encore avoir l'occasion de s'exprimer parmi les journaux, notamment au cours de la guerre d'Hiver ou au travers d'hypothèses variées et plus ou moins fondées sur le tour qu'allait prendre la guerre. Cette détestation de l'URSS allait en effet constituer un argument solide pour diviser par la suite le monde en deux camps, celui des barbares – constitué de l'Allemagne et l'URSS – et celui de la civilisation, auquel un pays latin et chrétien comme l'Italie ne pouvait qu'appartenir. Cette vision d'un monde bifide allait être largement commentée par les grandes plumes de la presse iséroise. En effet, bien que de nombreux reporters furent envoyés sur le front, les principaux rédacteurs de la presse iséroise restèrent à leur poste. Des hommes comme Jean Perquelin, Léon Poncet, Marcel Farges ou Justin Arnol continuèrent ainsi à s'exprimer jusqu'en juin 1940 et pour certains, jusqu'en 1944⁴¹.

Les instructions nouvelles sur les visas et les passeports

La seconde moitié de septembre fut particulièrement agitée dans le domaine de la réglementation de la délivrance des visas et des passeports aux ressortissants étrangers. Devant la situation nouvelle que la mobilisation générale et la déclaration de guerre avait créée, le Bureau central militaire de circulation (BCMC) de Paris, et son commandant, le général Jouart, indiquèrent aux préfets que l'ensemble des visas d'entrée sur le territoire accordés aux ressortissants étrangers avant le 1^{er} septembre n'avaient aucune valeur⁴². On ajourne ainsi, pour l'Isère, les demandes de permis de séjour faites par dix Italiens, deux Tchèques, une Polonaise et un Espagnol⁴³. Les mesures prises n'étaient évidemment pas les mêmes suivant la nationalité des demandeurs. Le général Jouart indiquait ainsi aux préfets le 4 septembre de faciliter la

⁴⁰ *La Dépêche Dauphinoise*, 19 septembre 1939.

⁴¹ Bernard Montergnole, *La presse quotidienne grenobloise, op. cit.*, p.14.

⁴² Télégramme du BCMC aux préfets de France, 20 septembre 1939 ; ADI, 69 M 3.

⁴³ ADI, 66 M 22.

délivrance des visas de sortie aux ressortissants des nationalités présentant « une certaine garantie », c'est-à-dire les ressortissants britanniques, américains et belges⁴⁴. Ce régime d'exception resta en place jusqu'au 10 septembre. Les mesures prises concernant les ressortissants allemands étaient en revanche, comme l'on peut s'y attendre, d'une toute autre nature. Dès le 28 août en effet, le ministère de l'Intérieur donnait ordre aux préfets de ne plus accorder aucun visa aller-retour aux ressortissants allemands⁴⁵. Cette instruction était confirmée et renforcée le 13 septembre par le général Jouart, qui proscrivait toute délivrance de passeport aux ressortissants allemands, ex-autrichiens, sarrois et moraves⁴⁶. Les deux extrêmes sont ainsi connus. La question est donc désormais de savoir ce qu'il en était concernant des États non impliqués dans le conflit et dont la position vis-à-vis de la France était nettement plus difficile à discerner, comme l'Italie.

Un télégramme du 9 septembre du ministère de l'Intérieur aux préfets de France nous apporte une première réponse. Le ministre, Albert Sarraut y donna aux préfets la consigne de délivrer les visas de sortie aux ressortissants italiens souhaitant regagner leurs pays⁴⁷. Un télégramme du général Jouart du 19 septembre vint confirmer cette ordonnance, en ces termes :

Je vous prie faciliter dans toute la mesure du possible la délivrance du visa de sortie aux ressortissants italiens à destination Italie stop Toutefois dans les cas qui vous paraîtront douteux vous devrez en référer préalablement au général commandant de la région.⁴⁸

Cette dernière indication fut visiblement sujette à incompréhension. Dix jours plus tard en effet, le même général Jouart précisait aux préfets « entendez par la nécessité hâter enquête administrative mais aussi en référer au Général Commandant la région dans tous les cas et pas seulement dans cas



Figure 4. Passeport italien (ADI, 66 M 23)



⁴⁴ Télégramme du BCMC aux préfets de France, 4 septembre 1939 ; ADI, 69 M 12.

⁴⁵ Télégramme du ministère de l'Intérieur aux préfets de France, 28 août 1939 ; ADI, 69 M 12.

⁴⁶ Télégramme du BCMC aux préfets de France, 13 septembre 1939 ; ADI, 69 M 12.

⁴⁷ Télégramme du ministère de l'Intérieur aux préfets de France, 9 septembre 1939 ; ADI, 69 M 12.

⁴⁸ Télégramme du BCMC aux préfets de France, 19 septembre 1939 ; ADI, 69 M 12.

douteux⁴⁹ ». Le général commandant la région était le général Jules Hartung, chef du Bureau de centralisation des renseignements (BCR), basé à Lyon. Le territoire dont il avait la responsabilité, la 14^{ème} région, correspondant au territoire défendu par le 14^{ème} corps d'armée, s'étendait sur les départements de l'Isère, de la Drôme, des Hautes-Alpes, de la Savoie et de la Haute-Savoie.

Le 22 septembre, le général Hartung octroyait des prérogatives spéciales et exceptionnelles aux préfets et aux sous-préfets de sa région⁵⁰. Celles-ci leur permettaient d'accorder ou de refuser les autorisations de délivrance de passeport, entre le 26 septembre et le 9 octobre⁵¹. A partir de cette date, seul le BCR, situé à Lyon était habilité à accorder ou refuser les passeports et les visas. Les demandes de visas d'entrée étaient généralement transmises du BCMC à la préfecture. Le préfet, M. Surchamp, demandait alors un avis à une autorité locale, le commissaire de police central dans le cas d'un Italien ayant résidé à Grenoble ou le maire de l'ancienne commune de résidence s'il s'agissait d'une autre ville. Cet avis connu, le préfet faisait part du sien au général Hartung qui validait ainsi ou non la demande.

Une nouvelle médiation italienne ?

En ces premiers jours d'octobre, après les opérations limitées menées dans la Sarre au cours du mois de septembre, le conflit entra dans la phase que l'on qualifia de « drôle de guerre » en France.

En Isère, les traces de relative bonne entente que l'on avait décelées durant les premiers jours du conflit semblent toujours présentes. *Le Petit Dauphinois* et *La Croix de l'Isère* font ainsi mention d'une famille bourguignonne, celle de François Tourny, qui comptait 37 enfants, petits-enfants ou gendres mobilisés sous les drapeaux. Cette famille vit un trente-huitième de ses membres s'engager dans l'Armée française. On en fit mention dans les journaux car il s'agissait d'un Italien, qui s'était marié – après avoir combattu dans les rangs de l'armée italienne pendant la Première Guerre mondiale – avec l'une des filles des Tourny, la vingtième des 23 enfants. Ils s'étaient ensuite installés à Grenoble, au 78, quai Perrière. Le gendre italien,

⁴⁹ Télégramme du BCMC aux préfets de France, 29 septembre 1939 ; ADI, 69 M 12.

⁵⁰ Télégramme du BCR aux préfets de la 14^{ème} région, 22 septembre 1939 ; ADI, 69 M 12.

⁵¹ Télégramme du BCR aux préfets de la 14^{ème} région, 9 octobre 1939 ; ADI, 69 M 12.

nommé Piemontesi, s'engagea en 1939 dans l'armée française, un engagement que *Le Petit Dauphinois* narra en ces termes :

L'Italien-Grenoblois, en présence du danger que courait sa patrie d'adoption, n'hésita pas. Sa famille – peut-être la plus belle famille de France – aurait un 38e enfant sous les armes.⁵²

Cette bonne entente qui semble régner entre Français et Italiens est confirmée par les rapports des commissaires de police de Grenoble et des sous-préfets sur l'état d'esprit de la population au cours du mois écoulé. Le commissaire central de Grenoble et les sous-préfets de Vienne et de La Tour-du-Pin avaient pour mission d'informer chaque mois le préfet de l'état d'esprit de leurs administrés. Le commissaire central de Grenoble, recueillait pour ce faire, les rapports des commissaires des trois arrondissements de Grenoble.

Le sous-préfet de Vienne souligna que l'état d'esprit de la population était bon⁵³. Le commissaire du 1er arrondissement de Grenoble releva quant à lui que les craintes au sujet d'une entrée de l'Italie dans la guerre n'étaient pas encore totalement retombées :

La principale préoccupation des Grenoblois est de chercher à connaître l'attitude que prendra l'Italie. On suit avec grand intérêt les événements diplomatiques, l'accord germano-russe a surpris et il s'en dégage une impression de malaise due à la crainte de voir l'Italie s'associer à ces États.⁵⁴

Le commissaire du 2^{ème} arrondissement, pour sa part, rapporta, en plus de l'expectative générale dans laquelle pouvait se trouver la population, les espoirs que certains plaçaient en l'Italie et l'amélioration que son image avait connue :

L'attitude de l'Italie met les uns et les autres dans l'expectative. Certains ne croient pas à son intervention à nos côtés, d'autres, souhaitent une stricte neutralité de sa part. A la faveur de ces divergences, les bruits les plus divers, le plus souvent controuvés, ont couru. Il n'est d'ailleurs pas besoin d'indiquer que la nation italienne est aujourd'hui beaucoup plus sympathique qu'il y a un an et que, même ceux qui, par opinion, sont opposés à son régime totalitaire, n'en parlent qu'avec prudence et une grande réserve.⁵⁵

Mais le témoignage qui nous apporte sans conteste le plus d'informations concernant la cohabitation franco-italienne à cette période nous vient du rapport du commissaire du 3^{ème} arrondissement. Celui-ci souligne le respect de l'arrêté prescrivant le dépôt des armes par les

⁵² *Le Petit Dauphinois*, 2 octobre 1939.

⁵³ Rapport du sous-préfet de Vienne au préfet, 6 octobre 1939 ; ADI, 52 M 93.

⁵⁴ Rapport du commissaire du 1^{er} arrondissement de Grenoble au commissaire central, 29 septembre 1939 ; ADI, 52 M 93. Voir l'annexe 4 pour plus de détails.

⁵⁵ Rapport du commissaire du 2^{ème} arrondissement de Grenoble au commissaire central, 28 septembre 1939 ; ADI, 52 M 93. Voir l'annexe 5 pour plus de détails.

ressortissants italiens et les dires sur les engagements que ceux-ci ont pu souscrire. Mais surtout, il insiste sur les bons rapports entre Français et Italiens :

L'attitude réservée de l'Italie, quant à sa politique vis-à-vis de la France, contribue pour une grande part à rassurer les Grenoblois.

Une bonne entente règne entre les autochtones et les Italiens domiciliés dans le 3^{ème} arrt. Ces derniers sont venus spontanément déposer leurs armes et se mettre en règle avec le décret relatif aux étrangers. Un certain nombre se sont présentés au début des hostilités afin de s'enrôler comme volontaires dans l'armée.⁵⁶

Ces commentaires nous montrent ainsi qu'une bonne entente régnait au sein du département en septembre et que la cohabitation franco-italienne s'y déroulait pour le mieux. Le mois d'octobre allait quant à lui commencer comme son prédécesseur, par de nouvelles hypothèses concernant une médiation italienne dans le conflit.

Le 30 septembre en effet, Ribbentrop téléphona à Ciano pour lui faire une proposition, celle d'une entrevue italo-allemande de première importance. Ciano avait le choix entre une visite de Mussolini à Munich, son départ personnel pour Berlin, où il rencontrerait Hitler, ou enfin une rencontre entre le ministère des affaires étrangères du Reich et lui-même au col du Brenner. Le gendre du Duce opta finalement pour la seconde proposition et décolla le soir-même, à 18h00, pour Berlin⁵⁷. Il y rencontra Hitler le lendemain, qui lui fit part de ses certitudes en la victoire, et Ciano nota à cette occasion : « Soit cet homme est en proie au délire, soit c'est véritablement un génie⁵⁸ ». Le Führer expliqua ensuite à Ciano le sens de sa visite. Il entendait, au cours d'un discours qu'il devait prononcer au Reichstag le 6 octobre, faire des propositions de paix à l'Angleterre et à la France. Il proposait notamment de créer un État polonais aux frontières réduites, ce qui n'aurait selon lui plus donné aucune raison aux Alliés de poursuivre la lutte. Ciano rentra d'Allemagne le 2 octobre et fit un rapport détaillé au Duce⁵⁹. Celui-ci, comme à son habitude, semblait hésitant et versatile quant aux chances que pouvaient avoir ces propositions de trouver un écho favorable en France et en Grande-Bretagne.

La presse iséroise fit grand cas de cette nouvelle médiation potentielle. Le 1^{er} octobre, Urbain Falaize, rédacteur parlementaire à *La République du Sud-Est* sous le pseudonyme de Marc-Antoine écrivait ainsi :

L'Allemagne cherche une tierce puissance pour présenter officiellement ses propositions de paix à la France et à l'Angleterre. [...]

⁵⁶ Rapport du commissaire du 3^{ème} arrondissement de Grenoble au commissaire central, 28 septembre 1939 ; ADI, 52 M 93. Voir l'annexe 6 pour plus de détails.

⁵⁷ Galeazzo Ciano, *Journal politique, op. cit.*, date du 30 septembre 1939, p.32.

⁵⁸ *Ibid.*, dates des 1^{er} et 2 octobre 1939, p.33.

⁵⁹ *Ibid.*, date 3 octobre 1939, p.34.

C'est probablement sans grand enthousiasme que le comte Ciano se rend à l'invitation des dirigeants allemands.

Quoiqu'il en soit, nous serons rapidement fixés sur le résultat de cette entrevue au cours de laquelle l'Italie fera connaître sa position à l'égard de son ancienne partenaire de l'axe.

Il est difficile de concevoir qu'en formulant sa réponse, elle ne tienne pas compte du fait qu'un nouvel axe s'est formé dont l'Italie est cette fois totalement exclue !⁶⁰

Le journal semblait ainsi considérer que le pacte germano-soviétique avait jeté un froid sur l'alliance italo-allemande et avait rebattu les cartes du jeu diplomatique. Il renchérit le lendemain en proposant un récit du député de la Haute-Savoie Henri Gérente. Ce dernier y narrait son dernier voyage entrepris dans la péninsule en mars 1939. Il représente ainsi un exemple parfait des voyageurs étudiés par Christophe Poupault. Son récit, teinté de fraternité latine, laisse supposer qu'un rapprochement franco-italien était parfaitement envisageable :

Je revins avec la conviction profonde qu'un rapprochement entre les deux nations latines n'était pas impossible. Ce sentiment s'est depuis encore fortifié en moi, et des précédents historiques sont là pour lui donner une base solide.⁶¹

Le Droit du Peuple, sous la plume de Léon Blum, s'interrogeait lui aussi sur la probabilité que cette « offensive de paix » hitlérienne puisse réussir et puisse être parrainée par Mussolini :

La situation est presque aussi ténébreuse en ce qui touche l'entrée en scène éventuelle de l'Italie. Le comte Ciano a été mandé à Berlin. A l'heure où j'écris, aucun commentaire officiel ou officieux de son voyage n'a encore été publié. Mais, sans nul doute, Hitler désire introduire l'Italie dans son « offensive de paix ». Seulement Mussolini acceptera-t-il ou non de la patronner, bien qu'elle ait été probablement montée sans lui ? [...] Ici encore, des indices, des inductions, mais nul commencement de certitude.⁶²

En ces temps de guerre, la presse faisait, nous l'avons dit, l'objet d'une étroite surveillance. C'était déjà le cas avant le déclenchement du conflit, les services de la préfecture gardant un œil affuté sur les dires des journaux isérois et recensant les articles jugés problématiques⁶³. Néanmoins, le contrôle des autorités se renforça à partir de la fin août et des consignes étaient passées au sujet de ce dont on devait éviter de trop parler dans les journaux. Parmi ces consignes, on trouvait notamment le 19 septembre une directive visant à supprimer les informations concernant les entrevues entre Ciano et les ambassadeurs de France et d'Angleterre. Dans ces premiers jours d'octobre, de nouvelles consignes étaient passées concernant l'actualité relative à l'Italie : « Éviter de faire une trilogie « Hitler-Staline-

⁶⁰ *La République du Sud-Est*, 1^{er} octobre 1939.

⁶¹ *La République du Sud-Est*, 2 octobre 1939.

⁶² *Le Droit du Peuple*, 7 et 8 octobre 1939.

⁶³ ADI, 9 T 44.

Mussolini ». Ne pas les mettre sur le même pied » et « Supprimer toute allusion au rôle de l'Italie au sujet des accords balkaniques, y compris la Hongrie⁶⁴ ».

Devant l'attente générale en face de cette médiation potentielle, l'agence italienne Stefani publia un démenti le 5 octobre, indiquant que les rumeurs quant à une action de médiateur de l'Italie étaient purement infondées. Pour *Le Petit Dauphinois* et *La Dépêche Dauphinoise*, cette nouvelle ne pouvait que signifier un coup dur important pour Hitler. Il allait ainsi devoir trouver un autre médiateur crédible, ce qui ne serait pas chose aisée :

Il est certain que la décision de l'Italie – officiellement annoncée par l'agence Stefani – de ne prendre aucunement l'initiative d'une conférence de paix a dû singulièrement refroidir le maître de l'Allemagne qui se demande sans doute par quel intermédiaire il pourrait faire transmettre ses offres à la France et à l'Angleterre.⁶⁵

Si la dernière note de l'Agence Stefani résume vraiment tout ce que Hitler et Ribbentrop ont réussi à obtenir du comte Ciano, au cours de l'entretien de dimanche dernier à Berlin, entretien provoqué, on s'en souvient, par le maître de l'Allemagne et qui ne dura pas moins de trois heures, c'est peu, très peu pour le Reich. Par là même, ce n'est peut-être pas mal, déjà, pour les Alliés.⁶⁶

Le journal radical faisait ainsi témoignage de sa détermination à ne pas céder face à l'Allemagne, détermination dont il était selon lui nécessaire que les Alliés fassent preuve. Mais plus qu'une simple attitude déterminée à poursuivre la guerre face au Reich, il laissait apparaître dans son article la possibilité d'un rapprochement entre les Alliés et le Duce. Il poursuivait ainsi :

Qui sait ? Il est peut-être advenu ces jours-ci à M. Mussolini, ou il lui adviendra peut-être demain, en considérant une carte de notre continent misérable, de remarquer que tous les États qui ont disparu en Europe ces derniers temps étaient des États utiles, et même des États indispensables à l'Italie. Quand l'Autriche disparaît, voilà l'Italie bien découverte. Quand la Tchécoslovaquie est escamotée, quel frère rempart que la Hongrie ! Et quand il n'y a plus de Pologne, comme l'Italie est seule ! [...]

M. Mussolini réfléchit certainement devant la carte actuelle de l'Europe, où la Germanie bouillonne et se répand, où la Russie surgit auprès d'elle à la lisière des Balkans, « chasse réservée » italienne, il y a peu.⁶⁷

Cette réflexion nous permet de mettre en évidence le fait que l'espoir d'un rapprochement avec l'Italie ne se cantonnait pas à un unique courant idéologique, mais était présent dans l'ensemble des journaux isérois – bien qu'à des nuances différentes et pour des motifs divers –

⁶⁴ AMG, 4 H 54.

⁶⁵ *Le Petit Dauphinois*, 7 octobre 1939.

⁶⁶ *La Dépêche Dauphinoise*, 6 octobre 1939.

⁶⁷ *Ibid.*

aussi bien à droite qu'à gauche. Avec ou sans l'appui de l'Italie, le Führer prononça le discours dans lequel il présentait ses propositions de paix le 6 octobre à midi au Reichstag. Il proposait notamment la création d'un État polonais de 8 à 10 millions d'habitants, dont les contours seraient définis par l'Allemagne et fermait la porte à une restauration des frontières polonaises d'avant-guerre : « Pour la reconstitution de la Pologne ? La Pologne du traité de Versailles ne resuscitera jamais, cela, ce sont deux des plus grands États de la terre qui le garantissent ». Cette conférence devait également avoir pour sujet la restitution des colonies allemandes⁶⁸.

On observa en France une réprobation unanime à l'égard de cette « offensive de paix » hitlérienne. Bien que l'affrontement avec l'Allemagne fût redouté, le ralliement à la guerre était général et la détermination bien présente. A cette époque en effet, l'influence des mouvements pacifistes était au plus bas. On se trouvait donc dans une situation bien différente de celle présente seulement un an auparavant. On était loin en effet de l'atmosphère qui accompagnait le retour des signataires de Munich et même les plus optimistes et les plus naïfs quant aux promesses d'Hitler, à l'image du premier ministre britannique Neville Chamberlain – espérant toujours au printemps 1939 pouvoir mettre en place une politique de conciliation avec l'Allemagne – avaient fini par se rendre à la raison. La première enquête d'opinion jamais réalisée en France, un sondage de l'IFOP posant la question « Approuvez-vous les accords de Munich ? », donnait un résultat de 57% d'approbation. On note toutefois que 37% des sondés déclaraient désapprouver les accords, symbole de la décrue pacifiste déjà bien en marche⁶⁹. Le camp des plus déterminés et des plus lucides, peu nombreux en septembre 1938 – à l'image de Daladier descendant de son avion au Bourget désabusé et marmonnant à la vue de la foule qui l'acclamait en héros : « Ah les cons ! S'ils savaient ! », – allait ainsi considérablement s'étoffer dans les mois qui suivirent. Les journaux de la presse iséroise ne faisaient pas exception, ce qui s'illustra dans la réponse formulée en réaction au discours d'Hitler. *Le Petit Dauphinois* titra en effet le 7 octobre, lendemain du discours du Führer, « Hitler a parlé... mais son discours ne fait que trahir les déceptions des dirigeants du Troisième Reich, aucun offre concrète de paix », voyant en cette fausse initiative de paix une tentative allemande de faire avaliser par les Alliés la conquête de la Pologne. Pour lui, cette recherche d'un arrêt des hostilités ne pouvait que signifier que les Allemands étaient inquiets à l'idée de continuer la guerre, d'affronter frontalement les forces franco-britanniques et qu'il s'agissait là d'une nouvelle certitude en la

⁶⁸ Jean-Batpiste Duroselle, *L'Abîme*, op. cit., p.42.

⁶⁹ Beaupré Nicolas, *Les grandes guerres*, op. cit., p.768.

victoire. *La Croix de l'Isère* fit moins de détails en déclarant sobrement « Un pareil programme est jugé d'avance. Il est inacceptable⁷⁰ ».

La détermination était ainsi forte. On ne relève pas de traces de pacifisme dans cette presse de septembre et des premiers jours d'octobre 1939, d'articles rejetant la guerre ou mettant à mal le modèle de l'Union sacrée de la guerre précédente. *La Dépêche Dauphinoise* ou *Le Droit du Peuple* ne semblaient pas se reconnaître dans le pacifisme traditionnel de gauche, considéraient la lutte contre le nazisme comme une priorité et n'étaient pas avares de critiques et d'injures à l'égard d'Hitler ou de Staline, comme nous l'avons déjà vu. A droite, un pacifisme nouveau s'était développé en ces années 1930, qui voyait le combat contre le communisme et l'URSS comme la priorité absolue, et considérait donc qu'il était légitime de renoncer à la lutte contre le Reich et de faire front commun contre le vrai danger⁷¹. Néanmoins, ni *La République du Sud-Est* ni *La Croix de l'Isère*, bien que farouchement anticommunistes, n'adoptèrent cette tendance.

Les gouvernements anglais et français allèrent dans le sens des journaux isérois. Ils avaient en effet bien compris que les accords signés avec Hitler, tels ceux de Munich, n'étaient qu'un marché de dupes et que s'ils venaient à accepter une quelconque paix, ils seraient amenés à déclarer à nouveau la guerre quelques mois plus tard. Le discours du président du Conseil Édouard Daladier prononcé le 10 octobre fut ainsi sans équivoques, rejetant en bloc les propositions hitlériennes⁷².

Néanmoins, en dépit de la détermination, les craintes liées à la guerre et à ses évolutions, dont celle de voir l'Italie se joindre à l'Allemagne, demeuraient importantes. *Le Droit du Peuple* considérait en effet, dans son numéro des 7 et 8 octobre, que l'aval de l'Italie au sujet des propositions de paix était acquis par nature, en raison des liens contractés entre les deux nations. Il contredisait ainsi l'article de Léon Blum publié dans ce même numéro et le déroulement final des événements en partant du principe qu'il n'y avait aucun doute sur le fait que l'Italie accepterait de parrainer les propositions allemandes⁷³. Mais en dépit de ces contradictions, le plus intéressant est qu'il considérait qu'étant donné la dépendance italienne vis-à-vis de l'Allemagne, la convocation de Ciano ne pouvait avoir été organisée que dans un but plus

⁷⁰ *La Croix de l'Isère*, 8 octobre 1939.

⁷¹ Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme*, *op.cit.*, p.42.

⁷² *Ibid.*

⁷³ Article présenté page 54.

important et plus large qu'une simple avalisation des plans allemands. Cette entrevue se devait donc d'être source d'inquiétude pour les Alliés :

On a dit que cette entrevue avait pour but principal d'associer l'Italie aux propositions de paix que doivent lancer prochainement Hitler et Staline. Mais l'acquiescement de notre voisine ne saurait faire doute. Mussolini n'en a point fait mystère. C'est donc qu'on avait quelque-chose de plus à lui demander ! Quels ont été les éléments de cette discussion ? Convenons que l'opinion publique a raison d'être sinon inquiète, du moins perplexe.

Comme de coutume, Mussolini s'était montré lunatique au sujet des propositions de paix allemandes. Il souhaitait tantôt leur réussite, tantôt leur échec, agacé de voir Hitler réussir tout ce qu'il entreprenait et l'avoir dépassé depuis leur première entrevue, à Venise en 1934. Il avait réussi à y éblouir un Führer tout juste arrivé au pouvoir, qui considérait Mussolini comme un véritable modèle. Bien qu'Hitler conservât tout au long de la guerre une grande estime pour le leader de la marche sur Rome, l'élève avait bel et bien dépassé le maître, et ce de très loin. Mussolini, personnage mégalomane, supportait mal cette comparaison peu flatteuse à son égard. L'échec des propositions hitlériennes semblait finalement l'avoir abattu. Ciano nota ainsi dans son journal à la date du 9 octobre :

Je n'ai jamais vu le Duce aussi déprimé que ce matin. Il se rend compte désormais que la guerre va se poursuivre et il ressent un profond malaise à l'idée de rester à l'écart.⁷⁴

A sa plus grande satisfaction, il allait pouvoir, dans les mois qui suivirent, sortir de cet écart et retrouver une place plus importante dans l'actualité internationale.

Ces réactions de la presse iséroise au cours du mois de septembre témoignent de cette façon d'une détermination et d'une détestation de l'Allemagne ainsi que de l'URSS et surtout d'une absence d'animosité vis-à-vis de l'Italie et des Italiens. On ne relève en effet aucune critique à leur égard, et l'on souligne généreusement leur engagement dans l'Armée française. Les mesures non-restrictives de délivrance de passeports et de visas des autorités aux ressortissants italiens témoignent d'une méfiance limitée de leur part. Cette bonne entente apparente est confirmée par les rapports de police concernant l'état d'esprit de la population. On note en outre que d'importants espoirs étaient placés en l'Italie. On espérait évidemment le maintien de sa « non-belligérance », mais également qu'elle se joigne aux Alliés. Les initiatives de paix dont elle avait été l'actrice ou dont on avait pu la suspecter de l'être ayant échoué, l'Italie allait s'illustrer, à partir de la fin du mois d'octobre dans un autre rôle, passant de la

⁷⁴ Galeazzo Ciano, *Journal politique, op.cit.*, date du 9 octobre 1939, p.38.

figure de la colombe au rameau d'olivier au grand rempart devant contenir les poussées allemandes et soviétiques.

Chapitre II : Le rempart à l'aigle, à la faucille et au marteau

Face à l'échec des tentatives de médiation pacifique, l'Italie mussolinienne allait être amenée à changer de rôle. Dans cette seconde phase de la période qui voyait des espoirs être placés en elle, on allait désormais considérer une alliance avec la Péninsule transalpine comme, selon l'expression d'Henri Massis : « la seule barrière capable de contenir la poussée des Germains et des Slaves »¹. Cette vision positive allait permettre de poursuivre une cohabitation en bon ordre jusqu'ici.

La toussaint : évènements internationaux et opérations de police

Après avoir commencé par « l'offensive de paix » d'Hitler, le mois d'octobre se poursuivit dans le calme, sans évènements diplomatiques d'importance relatifs à l'Italie. Cette situation fut interrompue le 19 octobre par la signature d'un accord entre la France, la Grande-Bretagne et la Turquie.

Une scène diplomatique agitée

Dans les mois qui avaient précédé le déclenchement des hostilités, la Turquie avait constitué pour les deux camps un enjeu diplomatique d'importance. L'ancien Empire ottoman possédait en effet depuis longtemps une position stratégique, renforcée par sa maîtrise retrouvée sur les Détroits depuis la signature de la convention de Montreux de 1936. Antoine Fleury résume ainsi la conduite turque : « Ankara cherche à obtenir de la part de ses partenaires ce que chacun d'entre eux est à même de lui apporter au mieux »². Les Turcs se rapprochèrent finalement des démocraties occidentales, ce qui ne fut pas sans inquiéter la diplomatie allemande, qui tenta d'expliquer aux gouvernants turcs que, selon la phrase de l'ex-chancelier von Papen, « l'Allemagne est bien la seule puissance européenne qui n'ait aucun intérêt direct en Asie mineure »³. Le pacte germano-soviétique augmenta ce virage de la diplomatie turque. Alors qu'ils avaient depuis la Première Guerre mondiale cherché à entretenir de bons rapports avec leur voisin septentrional, l'alliance russo-allemande renforça les craintes des Turcs pour leur sécurité et les poussa à rechercher une alliance plus forte avec les Alliés. C'est ainsi que fut conclu le 19 novembre un traité d'assistance mutuelle anglo-franco-turc⁴. Si cet accord ne

¹ Christophe Poupault, *À l'ombre des faisceaux*, *op. cit.*, p.733.

² Antoine Fleury, « États neutres et non-belligérants », in Alya Aglan, Robert Frank, *1937-1947 : La guerre-monde, I*, *op. cit.*, p.626.

³ *Ibid*, p.628.

⁴ *Ibid*, p.629.

comportait pas la signature de Mussolini, il concernait bel et bien l'Italie. Il faisait en effet craindre un prolongement du conflit en Méditerranée et en Europe du Sud, que l'on considérait comme une chasse-gardée et une zone d'influence italiennes. Selon une ambition impérialiste bien antérieure au régime mussolinien, illustrée notamment par la guerre de 1911, l'Italie considérait la Méditerranée comme un *Spazio vitale* et cherchait à resusciter l'Empire romain et son *Mare nostrum*⁵.

L'association de l'Italie à cet événement est bien visible dans les journaux isérois. *Le Petit Dauphinois* consacra ainsi un article à l'évènement sur le thème « Le pacte d'Ankara et la presse italienne »⁶, tandis que *La Croix de l'Isère* écrivit : « L'accord anglo-franco-turc est accueilli avec enthousiasme à Ankara, avec satisfaction à Rome »⁷. Pour les journaux isérois, la volonté italienne était avant tout celle de prévenir un élargissement de la guerre en Méditerranée, ainsi que le résumait *Le Droit du Peuple* :

L'Italie est toujours énigmatique. [...] Le Duce semble ne pas vouloir compromettre l'avenir et conserver sa position de stricte neutralité.⁸

Cette préservation de la neutralité de l'Italie et de l'Europe du Sud-Est, pouvait passer par différentes stratégies. Pour *La Dépêche Dauphinoise*, qui se basait sur une dépêche de Rome, un rapprochement entre l'Italie, les puissances balkaniques et la Turquie était envisageable⁹. Mais plus largement, la préservation de la paix en Europe du Sud devait passer par une ferme opposition à l'Allemagne et à l'URSS. Le même journal titrait ainsi le 28 octobre : « Contre l'ingérence soviétique, la diplomatie italienne travaille à Sofia »¹⁰. À droite, on se montra particulièrement loquace sur la question, à propos de laquelle on considérait une confrontation italo-russe et italo-allemande inévitable, qu'elle passe par un affrontement militaire ou non. Le principal argument avancé, en plus d'un conflit d'intérêts d'ordre géopolitique, était une opposition culturelle. Comment l'Italie, nation latine et chrétienne par excellence, pouvait-elle en effet devenir l'allié des barbares païens de Germanie et des communistes athées venus des steppes de l'Est ? Abel Chatonnay, rédacteur à *La République du Sud-Est* déclarait ainsi :

Qu'y a-t-il de commun entre les doctrines germaniques raciales et païennes et l'Italie, entre les rêveries du « devenir », le goût des aventures hégéliennes et la frénésie du désespoir (le Schadenfreude) allemands et la civilisation latine, baignée de droit romain, de

⁵ Bernard Lory, « La quatrième guerre balkanique », in Alya Aglan, Robert Frank, *1937-1947 : La guerre-monde, I, op. cit.*, p.453.

⁶ *Le Petit Dauphinois*, 23 octobre 1939.

⁷ *La Croix de l'Isère*, 29 octobre 1939.

⁸ *Le Droit du Peuple*, 4 et 5 novembre 1939.

⁹ *La Dépêche Dauphinoise*, 24 octobre 1939.

¹⁰ *La Dépêche Dauphinoise*, 28 octobre 1939.

soleil, de solide bon sens, d'un amour fervent de la liberté et de la responsabilité humaines ? Rien. [...]

La poussée du Reich vers la Méditerranée est contraire à tous les intérêts italiens et on le sait bien au palais de Venise.¹¹

Chatonnay considérait également que le pacte signé entre l'Allemagne et l'Union soviétique avait rebattu les cartes du jeu diplomatique et entraîné *de facto* la fin du Pacte d'acier, les Italiens ayant été désabusés par cette trahison :

Si les nazis ont pu fouler aux pieds sans scrupules leurs idéaux, pour s'allier aux bolcheviks par désir de conquête, l'Italie ne doit pas être mise sur le même rang : celui des parjures et des renégats. Le pacte Berlin-Moscou a fait tomber à Rome les illusions qui pouvaient y demeurer, touchant l'esprit et les desseins du Reich.¹²

La Croix de l'Isère partageait cette opinion, et écrivait ainsi en reprenant un article de *Lyon-Soir* :

L'Italie poursuit ouvertement une politique de resserrement des puissances balkaniques et leur constitution, sous sa direction, en un bloc qui puisse résister efficacement aux poussées germanique et russe.

La trahison hitléro-bolchevique a transformé la situation et l'accord constitue aujourd'hui une barrière qui ne peut qu'aider à l'œuvre diplomatique entreprise par Rome, et par conséquent à la défense de la civilisation latine contre la barbarie.¹³

La République du Sud-Est, toujours sous la plume de Chatonnay, terminait par vanter elle aussi l'action diplomatique du Duce, qui devait faire barrage aux poussées allemande et soviétique en Europe du Sud-Est :

La diplomatie du Duce n'avait pas attendu que la crise prit un tour aigu, pour reprendre sur les États danubiens et balkaniques l'influence que lui disputait âprement son alliée. Nous avons signalé, au moment du pacte d'Ankara, l'action de l'Italie pour la formation d'un bloc neutre solide dans cette partie de l'Europe. [...]

L'Italie cherche à former pour l'instant avec l'Espagne d'une part, les Balkans et la Turquie de l'autre, un groupement de nations méridionales résolument anti-bolchevistes. Un tel effort sert utilement à la localisation de la guerre. S'il réussit, ce sera très beau. N'en demandons pas davantage, pour l'instant.¹⁴

En réalité, et contrairement à ce que semblaient penser les rédacteurs des journaux, les dirigeants italiens, même les plus germanophobes comme Ciano, avaient considéré la signature du pacte germano-soviétique non pas comme une trahison des Allemands, mais bien comme un coup de maître¹⁵. Les commentateurs de presse restaient néanmoins convaincus qu'un rapprochement avec l'Italie était possible, notamment car elle était vouée, pensaient-ils, à

¹¹ *La République du Sud-Est*, 30 octobre 1939.

¹² *La République du Sud-Est*, 31 octobre 1939.

¹³ *La Croix de l'Isère*, 29 octobre 1939.

¹⁴ *La République du Sud-Est*, 31 octobre 1939.

¹⁵ Pierre Milza, *Mussolini, op. cit.*, p.763.

s'opposer à l'Allemagne et à l'URSS. Cette conviction et les hypothèses qui l'accompagnaient sur une rupture des liens italo-allemands suite au pacte d'août 1939 et un rapprochement avec les Alliés, allaient revenir de façon fréquente au cours de cette seconde période, à chaque événement international d'importance.

Le suivi de ces événements internationaux et diplomatiques par la population, dans lequel la presse avait un rôle certain, nous est en outre confirmé par les rapports relatifs à l'état d'esprit de la population en provenance des commissaires de police et des sous-préfets. En cette fin d'octobre, le sous-préfet de Vienne relevait que l'état d'esprit de la population demeurait bon et n'avait témoigné d'aucun changement notable au cours du mois passé¹⁶. Les rapports des commissaires d'arrondissement de Grenoble devaient quant à eux s'avérer plus riches d'informations pour le préfet. Ils faisaient mention du suivi de cette actualité, et comme en septembre, de la bonne cohabitation entre Français et Italiens. Le commissaire du 1^{er} arrondissement rapportait ainsi que l'amélioration progressive des rapports entre la France et l'Italie, rassurait, comme au cours des mois précédents, les Grenoblois. Il indiquait ainsi :

L'amélioration des rapports de notre pays avec l'Italie a amené un certain soulagement dans les esprits. La conclusion de l'accord anglo-franco-turc a apporté également un réconfort.¹⁷

Le rapport du commissaire du 2^{ème} arrondissement abondait dans ce sens et confirmait les espoirs de rapprochement que les événements diplomatiques avaient fait naître ou entretenu dans l'esprit des Grenoblois. Ces espoirs, observés dans les dires de la presse paraissaient ainsi se matérialiser parmi la population dans son ensemble :

L'accord d'Ankara, a produit une impression très favorable, quant à la suite des opérations et beaucoup se demandent pourquoi certains neutres du moment, telle l'Italie, hésitent encore à jeter le poids de leurs armées dans la balance des démocraties, puisqu'aussi bien, de toute façon, ils ne peuvent que devenir les victimes de l'Allemagne hitlérienne, au cas d'un succès militaire de cette dernière.¹⁸

L'espoir d'un rapprochement franco-italien continuait ainsi d'être vivace et était conforté par l'actualité internationale. Il allait être à nouveau renforcé dans les jours qui suivirent.

¹⁶ Rapport du sous-préfet de Vienne au préfet, 3 novembre 1939 ; ADI, 52 M 93.

¹⁷ Rapport du commissaire du 1^{er} arrondissement au commissaire central de Grenoble, 28 octobre 1939 ; ADI, 52 M 93. Voir l'annexe 8 pour plus de détails.

¹⁸ Rapport du commissaire du 2^{ème} arrondissement au commissaire central de Grenoble, 27 octobre 1939 ; ADI, 52 M 93. Voir l'annexe 7 pour plus de détails. Ces rapports des commissaires d'arrondissement et des sous-préfets ne sont malheureusement disponibles de façon détaillée que pour les premiers mois de l'année, jusqu'au début novembre. Ils sont présentés plus en détail dans les annexes 4 à 8.

L'Italie continuait en effet à occuper le devant de la scène internationale, le Duce procédant à un important remaniement, lequel donna lieu à de multiples interprétations et hypothèses.

Le remaniement ministériel italien

Les espoirs d'un rapprochement franco-italien continuèrent d'être entretenus par un nouvel événement en cette fin octobre. Mussolini décidait en effet de procéder à un important remaniement ministériel, la « relève de la garde ». Six ministres perdirent leur place, notamment Dino Alfieri, à la réputation germanophile. Ils furent remplacés par des proches de Ciano : Alessandro Pavolini à la Culture populaire, Renato Ricci aux Corporations et Raffaello Riccardi aux Changes et Valeurs. De plus, parmi les quatre ministres conservés, trois étaient hostiles à l'entrée en guerre et à l'Allemagne : Ciano, Grandi et Bottai, à la fois président de la Chambre des faisceaux et corporations et ministre de la Justice. La même évolution se produisit au niveau du secrétariat du Parti national fasciste. Achille Starace, à qui Ciano était ouvertement hostile, fut remplacé par Ettore Muti, un proche de ce dernier. On assista ainsi au triomphe du ministre des Affaires étrangères, qui semblait devenir en cette fin d'année 1939, l'homme fort du régime¹⁹. On qualifiait ainsi tout bas le nouveau gouvernement de « cabinet Ciano »²⁰. Le gendre du Duce et ministre des Affaires étrangères étant hostile à l'Allemagne et partisan d'un rapprochement avec les démocraties, ce remaniement entretint, en France et en Isère, les espoirs des partisans d'un rapprochement avec l'Italie. On y vit en effet, notamment dans la presse iséroise, un signe de changement important dans la politique du Duce, y compris dans sa politique étrangère.

On commença par résumer de façon sobre l'évènement, comme *La Dépêche Dauphinoise* qui titra « Le Duce a voulu s'entourer d'hommes nouveaux pour appliquer sa politique d'expectative »²¹. Certains, cependant, demeuraient mesurés sur les conclusions à donner à ce remaniement. Ainsi de Marc-Antoine à *La République du Sud-Est* :

L'évènement du jour est le remaniement ministériel italien ; mais tout commentaire risquerait de s'inspirer plus des tendances personnelles du commentateur que des renseignements précis sur l'état d'esprit qui a présidé à des mutations qui sont, certes, spectaculaires, mais qui ne sont pas sans précédents.

Nous n'essaierons donc pas de percer le secret du gouvernement italien.²²

¹⁹ Pierre Milza, *Mussolini, op. cit.*, p.766-767.

²⁰ Galeazzo Ciano, *Journal politique, op. cit.*, date du 31 octobre 1939, p.49.

²¹ *La Dépêche Dauphinoise*, 1^{er} novembre 1939.

²² *La République du Sud-Est*, 1^{er} novembre 1939.

Le petit hebdomadaire local *Le moniteur de Bourgoin* faisait preuve de la même modération :

En s'entourant de nouveaux collaborateurs, M. Mussolini a voulu consacrer sa politique d'abstention et d'expectative.

Il est à souligner toutefois que disparaissent du premier plan de l'activité politique la plupart des hommes qui avaient scellé l'amitié des gouvernements de Rome et de Berlin.²³

Le possible changement de politique étrangère que le journal bergusien indiquait de façon prudente dans la dernière phrase de son article était repris avec moins de réserve par d'autres journaux. *Le Petit Dauphinois* argumentait ainsi :

Le fascisme a toujours paru défendre la civilisation méditerranéenne occidentale. Les legs de la Rome antique et de la Rome chrétienne font son orgueil et constituent le plus clair, le plus beau de son héritage.

Aux plus mauvais jours de l'inimitié franco-italienne nous n'avons jamais voulu croire que nos voisins d'outre-Alpes jetteraient par-dessus bord leurs antiques traditions, pour se charger, comme d'une pierre au cou des servitudes de l'idéologie ci-devant communiste de Moscou.

C'est en quoi le fascisme se sépare du national-socialisme.

On paraît n'avoir aucun goût à Rome pour suivre la politique acrobatique du Führer jusque dans ses sauts de carpe.

L'Italie reste avec l'Espagne les deux garants européens du pacte anti-komintern.²⁴

Certains journaux usaient, de plus, d'autres arguments pour renforcer l'hypothèse d'un rapprochement. Léon Poncet, dans l'éditorial de *La République du Sud-Est*, s'appuyait sur la détente que l'on constatait à cette époque entre les radios italienne et britannique et concluait ainsi :

Cela est, ma foi, très bon ; cela est préférable aux fanfares guerrières.

Et nous nous réjouissons de voir triompher la politique d'union latine qui fut invariablement soutenue par ce journal.

Et l'on ne peut, bien que l'heure ne soit point aux regrets inutiles, s'empêcher de déplorer le coup de barre de juin 1936.²⁵

Cette dernière phrase était une attaque non voilée contre le gouvernement du Front populaire et Léon Blum, pour lequel Poncet possédait une aversion particulière. Accusés d'avoir désarmé la France et dégradé les relations diplomatiques avec l'Italie – suite au rappel de l'ambassadeur de France entre 1936 et 1938 – les responsables du Front populaire étaient particulièrement critiqués à droite. Les critiques de Léon Poncet à l'égard de la coalition de mai 1936 furent nombreuses dans les mois qui suivirent.

²³ *Le Moniteur de Bourgoin*, 3 novembre 1939.

²⁴ *Le Petit Dauphinois*, 1^{er} novembre 1939.

²⁵ *La République du Sud-Est*, 1^{er} novembre 1939.

La Croix de l'Isère considérait elle aussi ce remaniement comme un signe d'espoir dans la formation d'une « union latine » :

M. Mussolini va-t-il ramener l'Italie dans ses grandes traditions de peuple latin et surtout de peuple chrétien ? Il est permis de l'espérer à la suite du remaniement qu'il vient de faire dans son gouvernement.²⁶

Pour étayer cette thèse, le journal s'appuyait également sur les dires du général italien Gambara, ambassadeur d'Italie en Espagne, qui au cours d'une cérémonie avait déclaré :

Quoi qu'il arrive au cours de la guerre internationale, l'Espagne et l'Italie demeureront unies pour lutter contre le marxisme, comme elles le furent durant la guerre civile espagnole. Notre mer Méditerranée « mare nostrum » ne sera jamais une mer internationale, mais une mer latine.²⁷

Cette affirmation ne pouvait que renforcer le journal dans sa conviction qu'une alliance entre les sœurs latines, à savoir l'Espagne, l'Italie et la France était possible. Parmi ses dires, on note aussi d'importants éloges adressés au maréchal Graziani, qui était devenu, à l'occasion du remaniement, le nouveau chef d'État-major de l'Armée italienne²⁸. *Le Moniteur Viennois* fit de même en écrivant :

Le général Pariani qui, au titre de chef d'état-major de l'armée, avait participé à de nombreuses conférences avec les chefs militaires du III^e Reich, est remplacé par le pacificateur de la Libye, le conquérant d'Abyssinie, le maréchal Graziani, symbole d'héroïsme et d'honneur.²⁹

En réalité, bien que ce remaniement eût consacré la victoire des partisans, comme Ciano, de la neutralité et d'un rapprochement avec les démocraties, les hypothèses des journalistes sur un rapprochement franco-italien, bien que légitimes, devaient s'avérer infondées. En effet, Ciano lui-même écrivait dans son journal à propos du remaniement : « D'aucuns vont même jusqu'à chercher la cause du changement dans la politique extérieure, ce qui est absurde »³⁰.

Cette agitation qui caractérisait la scène internationale était également présente au plan local, comme en témoignent les importantes opérations de police menées à Grenoble.

²⁶ *La Croix de l'Isère*, 26 novembre 1939.

²⁷ *La Croix de l'Isère*, 12 novembre 1939.

²⁸ *La Croix de l'Isère*, 19 novembre 1939.

²⁹ *Le Moniteur Viennois*, 11 novembre 1939.

³⁰ Galeazzo Ciano, *Journal Politique*, op. cit., date du 4 novembre 1939, p.50.

Les opérations de police

À Grenoble, des opérations de police furent activement menées au cours de cette période de Toussaint. Ces opérations de surveillance furent mises en place à partir de la dernière semaine d'octobre, à l'initiative du commissaire central. Celui-ci note en effet dans son rapport en date du 27 octobre : « Continuant la surveillance que j'ai prescrite, mon service a procédé hier à une visite dans les hôtels et garnis »³¹. Les services de police de la ville étaient en cette fin d'année 1939 composés de 7 agents pour le commissariat central, 5 par commissariat d'arrondissement et de 32 fonctionnaires pour le service de la sûreté³². Cette surveillance renforcée se prolongea durant les premiers jours de novembre, ainsi que le confirment les rapports du commissaire central :

J'ai fait effectuer, ce matin, de minuit à 5 heures, par des Inspecteurs de la sûreté et des gardiens de la paix et des gendarmes, dans 4 voitures automobiles mises à ma disposition par l'Autorité militaire, des rondes de surveillance fréquentes dans tous les quartiers de notre ville.³³

Ces opérations de surveillance débouchèrent sur l'interpellation d'Italiens, la plupart pour défaut de papiers d'identité, ainsi que nous le confirme un autre rapport :

Au cours des surveillances exercées ce matin de minuit à 5 heures, dans tous les quartiers de la ville, des inspecteurs et agents ont interpellé de nombreux individus. Parmi, ces derniers, le nommé TROVERO Igino, né le 1er-1-1902, à Caravino (Italie), peintre en bâtiment, demeurant 2, rue du Lycée, qui était dépourvu de la carte d'identité, a été appréhendé et conduit à la permanence à la disposition du commissaire. Un autre italien, le nommé RAVIOLI Enrico, né le 26-11-1893, à Chiaverina (Italie) chiffonnier, sans domicile fixe, a été conduit à la permanence pour défaut de présentation de sa carte d'identité d'étranger. RAVIOLI a été déjà condamné pour défaut de papiers d'identité et de vol.³⁴

Cette augmentation d'interpellations de ressortissants italiens à cette période se confirme avec l'étude des registres d'écrou des maisons d'arrêt et de correction de Grenoble³⁵. Ceux-ci indiquent un total de 11 Italiens arrêtés pour défaut de titre d'identité au cours du mois de novembre. Cela représente 10 interpellations de plus qu'au cours des mois d'octobre ou de décembre et il s'agit là du plus haut total pour l'ensemble de notre période, avec le mois de juin, lequel fait suite à la déclaration de guerre³⁶. À la lecture des rapports journaliers, les opérations

³¹ Rapport du commissaire central de Grenoble, journée du 26 au 27 octobre 1939 ; AMG, 1 I 351.

³² AMG, 1 I 608.

³³ Rapport du commissaire central de Grenoble, journée du 2 au 3 novembre 1939 ; AMG, 1 I 351.

³⁴ Rapport du commissaire central de Grenoble, journée du 6 au 7 novembre 1939 ; AMG, 1 I 351.

³⁵ Il est difficile d'effectuer une comparaison avec le reste du département, la seule autre maison d'arrêt ayant un registre consultable pour cette période dans les fonds des ADI étant celle de Vienne, à la population carcérale bien plus réduite.

³⁶ Registre d'écrou de la maison d'arrêt de Grenoble ; ADI, 6 Y 404. Registre d'écrou de la maison de correction de Grenoble ; ADI, 6 Y 418. Rapports journaliers du commissaire central ; AMG, 1 I 351. Voir l'annexe 26 pour plus de détails.

de surveillance menées par le commissaire central semblent se poursuivre jusqu'au 9 novembre, puis de manière moins intense jusqu'à la fin du mois de novembre.

Les mesures concernant les étrangers semblaient se renforcer, déjà à cette période. Un décret en date du 18 novembre autorisait les préfets, en cas de siège, à éloigner les individus considérés comme « dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique » des lieux où ils résidaient et à les interner « en cas de nécessité » dans un centre désigné par le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Défense nationale et de la Guerre³⁷. Ils pouvaient en outre être réquisitionnés pour accomplir « tous travaux intéressant la Défense nationale »³⁸. La délivrance des passeports et des visas aux sujets italiens connaissait elle aussi des restrictions. Une circulaire des ministères de l'Intérieur et de la Défense nationale et de la Guerre donnait l'ordre aux préfets de France de refuser toute délivrance de passeports et de visas de sortie aux ressortissants italiens endettés auprès de créanciers français³⁹. Ceux-ci étaient visiblement suffisamment nombreux pour que les ministères dressent une mesure spécifique à leur encontre. Cette situation d'endettement, auquel les ressortissants italiens cherchaient semble-t-il à échapper en quittant le pays, devait sans aucun doute nuire dans une certaine mesure à la cohabitation franco-italienne, notamment dans un département comme l'Isère, qui comptait l'une des plus importantes communautés italiennes de France. Concernant les visas de sortie du territoire, le BCMC donnait également instruction aux préfets de contrôler plus étroitement la sortie des étrangers. Ils devaient, à compter du 1^{er} novembre, relever le nombre de Français et d'étrangers sortant du territoire, « prenant note de la nationalité, de la profession et de la nature du visa » dont ils étaient munis. Un compte-rendu de ces sorties devait être adressé au BCMC le 10 de chaque mois⁴⁰.

Les grands événements internationaux de décembre

Les poussées allemande et russe en Europe centrale

Le mois de novembre, en particulier ses derniers jours, continua d'être particulièrement agité dans les Balkans et en Europe danubienne. Le 20 novembre, la Hongrie de Miklós Horthy et de son premier ministre Pál Teleki adhéra au pacte anti-Komintern tandis qu'une insurrection étudiante éclatait à Prague, occupée par les troupes du Reich depuis le mois de mars. La

³⁷ Article 1^{er} du décret du 18 novembre 1939 ; ADI, 13 R 1056.

³⁸ Article 3 du décret du 18 novembre 1939 ; ADI, 13 R 1056.

³⁹ Correspondance des ministères de l'Intérieur et de la Défense nationale et de la guerre aux préfets de France, 7 novembre 1939 ; ADI, 69 M 12.

⁴⁰ Circulaire du BCMC aux préfets de France, 31 octobre 1939 ; ADI, 69 M 31.

répression menée par la Gestapo fit 120 morts parmi les étudiants. Le 25 novembre, la Roumanie connut un changement gouvernemental avec la nomination de Gheorghe Tătărescu comme président du Conseil. Le cas de la Roumanie illustre pleinement la vision qu'avaient de l'Europe danubienne et balkanique nombre de commentateurs de l'époque, celle d'une région coincée entre les ambitions allemandes et soviétiques, dont le seul secours pouvait venir de l'Italie. Le royaume de Carol II, dans le camp des vainqueurs de la Première Guerre mondiale, faisait partie des États satisfaits des traités de paix, au même titre que la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, avec qui il avait mis en place la Petite Entente. Cette alliance militaire, qui plus est soutenue par la France, devait constituer le garant de la sécurité du royaume. Néanmoins, en ce mois de novembre, la Tchécoslovaquie avait disparu et la Roumanie devait désormais composer avec une république slovaque aux ordres de Berlin à ses frontières. Toujours considérée comme une chasse-gardée italienne, cette Europe centrale et les remous qui pouvaient s'y produire étaient régulièrement associés à l'Italie. Ils donnaient en effet, comme nous l'avons déjà vu avec les événements de la fin octobre, lieu à des hypothèses concernant le rôle de l'Italie comme rempart aux Allemands et aux Russes dans la région et donc indirectement concernant un rapprochement entre l'Italie et les Alliés. *Le Droit du Peuple* résumait ainsi :

Sur le terrain diplomatique, c'est toujours dans les Balkans que l'intrigue se noue. Pris entre le désir de ne pas compromettre l'avenir et la crainte de perdre leur indépendance, les neutres tergiversent et essaient de gagner du temps, dans l'attente d'évènements décisifs.⁴¹

Jean Leroy, rédacteur parisien du *Petit Dauphinois*, confirmait ces tensions et insistait sur le rôle de l'Italie comme barrière aux ambitions soviétiques en Europe danubienne et balkanique. L'histoire avait prédestiné l'Italie à jouer ce rôle, depuis qu'elle avait vaincu l'armée de l'empire habsbourgeois, sorte d'hybride à la fois germain et latin, en 1918. Elle avait à cette occasion endossé son rôle de rempart aux visées russes dans la région, lequel avait amené au déclenchement de la guerre précédente :

Le Duce considère que son pays doit être une sorte de gardien du statu quo, non seulement territorial mais aussi politique des États balkaniques.

Nulle part mieux qu'à Rome, on sait que derrière le panneau du bolchevisme c'est le panslavisme que l'on trouve, et c'est contre celui-ci que l'Italie entend intervenir si cela devenait nécessaire. La raison en est facile à comprendre. Autrefois, dans les Balkans, deux forces s'opposaient ; le slavisme et un germanisme mélangé de latinité. Maintenant que l'empire austro-hongrois n'existe plus, c'est l'Italie qui a pris peu à peu sa place au cours de ces vingt dernières années. Aujourd'hui elle voit s'avancer le vieux rival de Moscou, et elle n'ignore pas que tous les succès qu'il pourra remporter seront pour elle des défaites.⁴²

⁴¹ *Le Droit du Peuple*, 25 et 26 novembre 1939.

⁴² *Le Petit Dauphinois*, 21 novembre 1939.

Ce point de vue selon lequel l'Italie constituerait le garant territorial des États balkaniques et danubiens était partagé par d'autres journaux, qui pour étayer leurs thèses, s'appuyaient sur les dires de la presse italienne et notamment sur un article de *La Gazzetta del Popolo*. *La Croix de l'Isère* écrivait ainsi « La presse italienne s'élève avec énergie contre la poussée soviétique dans les Balkans »⁴³ et *Le Journal de Saint-Marcellin* abondait en ce sens : « Un journal italien déclare que l'Italie ne pourra jamais permettre une nouvelle avancée soviétique dans les Balkans »⁴⁴.

Les hypothèses sur une nouvelle rupture du Pacte d'acier suite au pacte germano-soviétique, que les dirigeants italiens se devaient d'avoir considéré comme une trahison furent de nouveau nombreuses. On rappelait que le pacte germano-soviétique ne pouvait qu'avoir créé des dissensions entre Allemands et Italiens, ce qui autorisait *de facto* un rapprochement avec l'Italie. *Le Journal de Bourgoin* déclarait ainsi :

Malgré les hymnes glorifiant le Pacte d'acier unissant les puissances de l'Axe, il est certain que l'Italie a compris [...] que le Führer ne se souciait aucunement des revendications italiennes et travaillait uniquement à réaliser les ambitions démesurées de l'impérialisme allemand.⁴⁵

Ce rapprochement devait prendre, selon certains, et en particulier parmi l'aile droite, la forme d'une alliance latine. L'Italie ne pouvait en effet s'associer aux païens germaniques et communistes athées de l'Est. Berceau de la civilisation romaine et de son héritage latin, matrice de la religion chrétienne, elle était destinée à rassembler les forces latines du monde, forces civilisées, qui devaient faire barrage aux barbares de l'Est. Ces « États latins », rassemblaient principalement dans l'esprit des commentateurs l'Italie, la France et l'Espagne. *La Croix de l'Isère*, sous la plume du général de Castelnau, développait ainsi cette vision :

Dans le conflit sanglant de l'heure présente, l'Italie s'est réfugiée dans l'abstention ; elle ne marchera pas contre le bloc anglo-français, défenseur de la civilisation chrétienne ; elle lui laisse les mains libres. De ce chef encore, le geste philo-soviétique de l'Allemagne est une belle « gaffe ». [...]

Gaffe aussi, surtout en Espagne ! Le pacte russo-germain a provoqué, en effet, dans la péninsule ibérique une profonde émotion et une puissante vague d'indignation. [...]

Le Gouvernement du Général Franco n'a pas hésité, un seul instant, à répudier tout contact avec le pacte russo-germain ; il a fièrement proclamé, une fois de plus, sa constante fidélité aux principes et aux traditions de la civilisation hispano-chrétienne.⁴⁶

⁴³ *La Croix de l'Isère*, 26 novembre 1939.

⁴⁴ *Le Journal de Saint-Marcellin*, 18 novembre 1939.

⁴⁵ *Le Journal de Bourgoin*, 16 novembre 1939.

⁴⁶ *La Croix de l'Isère*, 26 novembre 1939.

Des références au Portugal sont également parfois présentes, comme chez Léon Poncet, lui aussi fidèle partisan de l'alliance latine. Celui-ci établit également une claire distinction entre les régimes mussolinien, franquiste et salazariste et ceux du Reich ou de l'URSS.

En effet, entre la doctrine autoritaire d'un Franco ou d'un Salazar et le « totalitarisme » du Reich, il y a l'abîme qui sépare la vérité de l'erreur, le bien du mal.⁴⁷

Ces hypothèses, concernant le rôle de rempart de l'Italie dans les Balkans et un rapprochement avec les Alliés allaient continuer de s'exprimer et se renforcer au cours du mois de décembre.

La guerre d'Hiver et les réactions en Italie

La conquête de la Pologne achevée, Staline décida, pour reprendre les paroles de Pierre Degeyter, de « battre le fer tant qu'il était chaud »⁴⁸ et de s'atteler à de nouveaux projets d'expansion. Les projets staliniens avaient en effet deux objectifs en cet automne 1939. Tout d'abord, prévenir une agression potentielle des pays voisins, en les intégrant à l'espace soviétique. Ensuite, se protéger des populations de ces États considérées comme « suspectes », c'est-à-dire hostiles au régime soviétique. Les États baltes, à savoir l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, figuraient dans les protocoles secrets du pacte d'août 1939 et se situaient en tête de la liste du *Vojd*⁴⁹. Le 24 septembre, soit une semaine seulement après son invasion du territoire polonais, il plaça ses navires devant Tallinn et Riga et le lendemain, l'aviation soviétique violait les espaces aériens des trois pays. Ceux-ci ne purent qu'accepter la demande soviétique d'installation de bases militaires et de stationnement de troupes sur leurs territoires respectifs. Le 28 septembre, l'Estonie signa un traité d'assistance mutuelle avec l'URSS, suivie le 5 octobre par la Lettonie et quelques jours plus tard par la Lituanie. Le 18 octobre, l'Armée rouge franchissait la frontière des États baltes⁵⁰.

Le scénario devait être répété à l'identique en Finlande. Cependant, à la surprise générale, les Finlandais refusèrent la demande pressante des Soviétiques d'accéder au golfe de Finlande et à l'isthme de Carélie. Le 30 novembre, devant l'intransigeance finlandaise, l'armée de l'air soviétique bombardait Helsinki et Vyborg. Pour les troupes russes, menées par le maréchal Vorochilov, ce qui devait s'apparenter à une promenade de santé se révéla vite devenir

⁴⁷ *La République du Sud-Est*, 22 novembre 1939.

⁴⁸ Olivia Gomolinski, « L'URSS face à la guerre », *op. cit.*, p.313.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ *Ibid.*, p.314.

un borbier gelé, mettant en lumière les incroyables carences de l'Armée rouge, dues notamment aux purges de 1937⁵¹. Cette nouvelle guerre allait fournir des arguments à ceux qui militaient pour un rapprochement avec l'Italie.

Face à l'agression soviétique, l'indignation dans la presse iséroise fut grande. L'éditorial du *Droit du Peuple* signé Léon Blum s'intitulait ainsi « Le Crime »⁵², tandis que certains journaux affichaient clairement leur soutien à la jeune république finnoise, comme *Le Journal de Saint-Marcellin* qui illustra son soutien aux Finlandais : « Salut à l'héroïque Finlande ! »⁵³. Il faut dire que l'URSS n'avait, comme nous l'avons vu, pas eu besoin de ce nouvel épisode pour faire l'unanimité contre elle dans la presse iséroise. *Le Petit Dauphinois* et *La Dépêche Dauphinoise* optèrent quant à eux pour l'ironie. Marcel Farges, éditorialiste du journal radical, parla ainsi de « l'impérialisme finlandais »⁵⁴ auquel l'URSS se devait légitimement de mettre fin pour garantir sa sécurité, tandis que *Le Petit Dauphinois* écrivait selon cette même voie :

Décidément, l'audace et l'effronterie de la Finlande devenaient insupportables !
Ce petit peuple de paysans lettrés, de bûcherons, de scieurs et de skieurs menaçait de ses trois millions d'âmes, Léninegrad et toute la grande Russie !
3 millions et 1/2 contre 145, et les Soviets tremblaient pour leur sécurité comme feuilles de bouleau au vent !⁵⁵

Le déclenchement de cette nouvelle guerre fut l'occasion de sonder l'opinion italienne, afin de savoir si celle-ci était aussi hostile aux Russes qu'on l'avait supposé dans les semaines précédentes. Cette étude d'opinion se basa en particulier sur un article du journal catholique *L'Italia*, lequel condamnait la violence des méthodes soviétiques. Cet article, fut repris, chose notable, par *Le Petit Dauphinois*⁵⁶, *La République du Sud-Est*⁵⁷ et *La Dépêche Dauphinoise*, c'est-à-dire les trois quotidiens départementaux. Ceci nous montre une nouvelle fois que les argumentaires visant à promouvoir un rapprochement franco-italien, notamment en mettant en avant les tensions entre Italiens et Soviétiques, n'avaient pas de couleur politique unique et étaient présents aussi bien à droite qu'à gauche. Farges jugeait ainsi cet article représentatif de l'opinion des Italiens dans leur ensemble :

L'Italia est un journal catholique ; il exprime avant tout la pensée de l'Église, mais il n'est pas dans les habitudes de celle-ci de s'écarter du sentiment général. Elle l'épouse au contraire et lorsque *L'Italia* condamne le culte de la force et de l'amoralité internationale,

⁵¹ *Ibid*, p.316.

⁵² *Le Droit du Peuple*, 9 et 10 décembre.

⁵³ *Le Journal de Saint-Marcellin*, 30 décembre 1939.

⁵⁴ *La Dépêche Dauphinoise*, 30 novembre 1939.

⁵⁵ *Le Petit Dauphinois*, 1^{er} décembre 1939.

⁵⁶ *Le Petit Dauphinois*, 5 décembre 1939.

⁵⁷ *La République du Sud-Est*, 5 décembre 1939.

on peut admettre sans erreur possible que l'indignation du Saint-Siège est partagée par le plus grand nombre des Italiens. En vérité, l'article de *l'Italia* traduit la révolte des consciences italiennes.⁵⁸

Le Petit Dauphinois faisait lui aussi part de l'indignation produite en Italie par cette nouvelle agression soviétique :

L'indignation suscitée par l'agression soviétique ne s'est pas encore apaisée. [...]

Mais c'est peut-être en Italie que la réaction a pris un caractère vivement national et quasi officiel.

Non seulement les étudiants, applaudis par la foule, ont, dans les rues de Rome et devant l'ambassade soviétique, acclamé la Finlande et conspué l'U.R.S.S., mais la presse si sensible à la « couleur du jour », si accueillante aux nuances des lumières qui rayonnent de la Consulta et du palais de Venise, embouche ses bruyantes trompettes.⁵⁹

Symbole du rôle de vecteur de rapprochement attribué à ce nouvel épisode, Marcel Farges témoignait des espoirs qu'il plaçait dans les esprits italiens pour choisir le bon camp :

Nous attendons beaucoup en France de la conscience des Italiens honnêtes. Nous ne le crions pas sur les toits, nous n'en parlons qu'avec discrétion ou même pas du tout, si des voix irrésistibles nous le demandent. Mais nous y pensons assez souvent, partagés d'abord entre l'incertitude et la confiance.

À la réflexion, la confiance, en notre débat intérieur, l'emporte très vite sur l'incertitude. Il nous semble que nous ne pouvons pas douter de la confiance des Italiens honnêtes : à notre avis, jamais elle ne prendra parti contre l'honnêteté.⁶⁰

Sans prendre position pour un rapprochement, Justin Arnol, directeur du *Droit du Peuple*, indiquait que cette nouvelle expansion soviétique ne constituait qu'une pièce du vaste plan d'occupation de l'Europe du Nord au Sud. Ce plan devait ainsi nécessairement s'opposer aux ambitions italiennes en Méditerranée :

L'attaque russe contre l'État finlandais n'est qu'un simple épisode. Le plan russo-allemand se révèle comme une immense entreprise de partage de l'Océan glacial aux Balkans.⁶¹

Cette nouvelle illustration de l'expansionnisme soviétique fut l'occasion de rappeler une nouvelle fois le rôle de rempart de l'Italie en Europe du Sud-Est, une thématique qui, nous l'avons vu, avait été grandement mis en avant depuis la fin octobre. C'est ce que fit Abel Chatonnay dans son éditorial à *La République du Sud-Est* :

Mais celle qui peut le plus pour combattre l'extension de l'incendie dans les Balkans, c'est l'Italie. L'Italie amie de la Hongrie et adversaire jurée du bolchevisme.

⁵⁸ *La Dépêche Dauphinoise*, 6 décembre 1939.

⁵⁹ *Le Petit Dauphinois*, 5 décembre 1939.

⁶⁰ *La Dépêche Dauphinoise*, 6 décembre 1939.

⁶¹ *Le Droit du Peuple*, 23 et 24 décembre 1939.

Elle a déjà fait beaucoup, avec la Yougoslavie, pour le maintien de la paix dans les Balkans. Elle a déclaré que rien ne se passerait sans son assentiment dans cette partie de l'Europe.

Beaucoup de choses dépendent dans les jours qui vont venir, de l'attitude qu'elle prendra.

Cette attitude sera évidemment conforme à ses intérêts, mais ceux-ci ne se confondent-ils pas en la circonstance, avec ceux de la civilisation.⁶²

Cette indignation italienne rapportée par la presse semble avérée, comme l'indique Ciano : « L'Italie toute entière est indignée de l'agression russe contre la Finlande et seul le sens de la discipline empêche les manifestations publiques »⁶³. Le même Ciano indiquait le 4 décembre que « dans toutes les villes d'Italie ont eu lieu des manifestations d'étudiants en faveur de la Finlande et contre la Russie »⁶⁴. Ce soutien italien à la Finlande avait été analysé très positivement par les journaux isérois dans l'optique d'un rapprochement avec l'Italie, escomptant que ces tensions avec la Russie devaient amener à une scission du royaume avec son alliée l'Allemagne. Il semble que cette hypothèse n'était pas dénuée de fondement, comme en faisait mention Ciano : « il ne faut pas se faire d'illusions : le peuple italien est de plus en plus antiallemand »⁶⁵ et « il ne faut pas oublier que la foule, en criant : « À bas la Russie ! », pense : « À bas l'Allemagne ! » »⁶⁶.

La réunion du Grand Conseil fasciste et le discours de Ciano

Dans les jours qui suivirent le déclenchement des hostilités entre Russes et Finlandais, on continua d'être attentif à l'Italie. Du côté de la presse, on souhaitait en effet savoir si les réactions antisoviétiques qui s'étaient manifestées allaient aboutir à une prise de position franche de la part de Mussolini. L'Italie avait certes envoyé 50 bombardiers Savoia-Marchetti à la république nordique menacée⁶⁷, mais on attendait que le Duce exprime clairement son opposition à l'Union soviétique, et pourquoi pas également à l'Allemagne. Le Grand Conseil fasciste, réuni le 7 décembre au soir devait apporter cette réponse. On s'interrogea et on commença alors à faire des hypothèses sur les tenants et les aboutissants de cette réunion. *La*

⁶² *La République du Sud-Est*, 6 décembre 1939.

⁶³ Galeazzo Ciano, *Journal politique*, *op. cit.*, date du 2 décembre 1939, p.62.

⁶⁴ *Ibid.*, p.63.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ *Le Petit Dauphinois*, 7 décembre 1939. *La Croix de l'Isère*, 17 décembre 1939.

Croix de l'Isère se questionnait ainsi et semblait considérer, en se basant sur les réactions populaires, que l'Italie se rapprochait sans doute des Alliés :

On ne sait quelle foi accorder à l'information publiée à Londres, mais émanant de Rome, qui affirme que le Grand Conseil fasciste adoptera jeudi « une motion condamnant sévèrement l'agression soviétique en Finlande et annonçant que l'Italie ne tolérera pas la pénétration du communisme dans les Balkans » et s'y opposera s'il le faut par les armes. Il est possible que cette information soit controuvée. Il semble certain, par contre, que l'attitude qu'elle prête à l'Italie est nettement dans le sens de l'évolution italienne que de jour en jour les événements précisent et accentuent, et dont les manifestations des étudiants romains et milanais ne sont que l'expression extérieure.⁶⁸

Le communiqué publié à l'issue du Grand Conseil se montra finalement très avare en informations. Il confirmait la poursuite de la non-belligérance italienne, indiquait que les rapports italo-allemands demeuraient inchangés, rappelait que l'Italie suivait la situation internationale de près et qu'elle se tenait prête à intervenir pour protéger les Balkans si nécessaire. De nombreuses zones grises émanaient ainsi de ce communiqué, ce que Marcel Farges résuma en ces termes : « Les réunions du Grand Conseil du Fascisme s'enveloppent d'un épais mystère »⁶⁹. Néanmoins, le dernier point du communiqué conforta les journalistes dans leur idée de voir l'Italie faire figure de rempart dans les Balkans. Georges Blun, envoyé spécial du *Petit Dauphinois* à Zurich, déclarait ainsi qu'une tentative d'expansion dans les Balkans serait « heurter de front l'Italie, dont on peut admettre qu'elle répondrait instantanément par une intervention militaire »⁷⁰ et *Le Moniteur Viennois* expliquait :

Ce dernier point est des plus importants. Il indique que l'Italie n'acceptera pas, sans s'en mêler, une modification du statu quo balkanique et tout particulièrement qu'elle s'opposera à une extension du bolchevisme dans le sud-est européen.⁷¹

Son homonyme bergusien poursuivait dans la même voie, considérant les Russes comme le danger numéro 1 :

On l'a vu ces jours-ci. L'attitude de l'Italie, s'affirmant protectrice des Balkans, lui [Staline] a fait soudain rentrer ses griffes, déjà allongées vers la Roumanie. C'est par la crainte, et non par des risettes, qu'on l'arrêtera.⁷²

⁶⁸ *La Croix de l'Isère*, 10 décembre 1939. Cet article semble avoir été écrit avant la réunion du Grand Conseil.

⁶⁹ *La Dépêche Dauphinoise*, 9 décembre 1939.

⁷⁰ *Le Petit Dauphinois*, 14 décembre 1939.

⁷¹ *Le Moniteur Viennois*, 16 décembre 1939.

⁷² *Le Moniteur de Bourgoin*, 22 décembre 1939.

Jean Perquelin, au *Petit Dauphinois*, considérait lui-aussi que ce dernier point s'adressait en priorité aux Russes :

Il y a là comme une menace voilée, un mouvement de pied nerveux sous la table. Une voix s'élève de Rome et dit aux uns et aux autres : Pas trop d'illusions messieurs !

Le communiqué présente pourtant une pointe très nette. Elle est dirigée contre la Russie, mais aussi contre la, où [sic.] les puissances qui voudraient entrer dans les Balkans comme à la foire d'empoigne.

Les Soviets ne sont pas désignés. Mais on ne peut, ils ne peuvent s'y tromper. À bon entendeur salut.

Ainsi, M. Mussolini s'érige en défenseur des Balkans, en mainteneur de la paix. C'est de quelque côté que l'on se tourne tout bénéfice pour l'Italie.⁷³

Ciano tint un discours le 16 décembre, dont ce qui en fut retenu était sensiblement comparable au communiqué du Grand Conseil du 7 décembre. Comme il l'indiqua dans son journal, il semble que ses intentions ne furent sans doute pas pleinement perçues : « Mon discours a eu beaucoup de succès, bien que tous n'aient pas immédiatement remarqué le subtil venin antiallemand dont il était imprégné »⁷⁴. En effet, au sein de la presse iséroise, l'incompréhension était visible. On ne comprenait pas que l'Italie, qui se prétendait gardienne de l'Europe danubienne et balkanique pouvait demeurer alliée avec un Reich dont les visées dans la région étaient connues, ayant de plus conclu un pacte avec une autre puissance ne cachant pas ses ambitions dans la région. Tout commandait en effet à l'Italie de marquer son désengagement des liens qui l'unissaient à ces puissances qui menaçaient ses intérêts – et ainsi de se rapprocher des Alliés – et pourtant elle ne le faisait pas. L'impatience et l'incompréhension commençaient de cette façon à prendre le pas sur l'enthousiasme et les espoirs perçus à la Toussaint. On vit ainsi apparaître dès le communiqué du Grand Conseil les premières critiques concernant l'attitude italienne, et ce dans les trois quotidiens isérois. Jean Perquelin s'indignait contre un article du *Telegrafo*, qui évoquait les « empires comparables à des monstres gigantesques » qui dévoraient les petites nations « en ces heures qu'on pourrait à bon droit nommer les heures des loups ». Perquelin y rétorquait en posant la question : « Qui donc dévore comme un loup la Tchécoslovaquie et la Pologne ? »⁷⁵. Abel Chatonnay, à *La République du Sud-Est*, s'insurgeait de la même façon contre cette absence de cohérence :

L'Italie fasciste, qui se pique et non sans quelque raison de réalisme a tendance cependant, elle aussi, à conserver une attitude dépassée par les événements, mais en sens contraire de celle de Londres et de Paris.

⁷³ *Le Petit Dauphinois*, 9 décembre 1939.

⁷⁴ Galeazzo Ciano, *Journal politique*, *op. cit.*, date du 16 décembre 1939, p.70.

⁷⁵ *Le Petit Dauphinois*, 10 décembre 1939.

D'une part avec une loyauté parfaite et un souci scrupuleux de ses idéaux politiques comme de ses intérêts en Europe balkanique, elle condamne sévèrement l'impérialisme soviétique et ses agressions. Le Grand Conseil fasciste qui s'est réuni la nuit dernière a réaffirmé la position du Gouvernement de Rome et son intention de ne rien laisser faire dans les Balkans sans qu'il dise son mot.

Mais, en même temps, le même Grand Conseil réaffirme également sa fidélité à l'axe Rome-Berlin, alors que son partenaire a déchiré le pacte anti-komintern et fait de l'ennemi commun son allié.

Croit-on que c'est en maintenant aux yeux du monde des attitudes en partie contradictoires et basées davantage sur des survivances idéologiques que sur un véritable réalisme, que l'on pourra réussir à dresser contre les deux impérialismes tentaculaires la barrière infranchissable de toutes les nations encore libres ?⁷⁶

Marcel Farges, dans l'éditorial de *La Dépêche Dauphinoise*, flétrissait lui aussi le traditionnel « réalisme » du Duce, qui n'avait pas empêché les agressions et les annexions ces dernières années :

Le « réalisme », pourvu de toute sa puissance exorbitante qu'il est dans sa logique de s'efforcer toujours d'acquérir, nous a donné sa mesure ces dernières années en Autriche et Tchécoslovaquie. Il nous la donne encore en ce moment en Pologne et en Finlande. Pour nous, un tel spectacle fait douter de l'hoMme

Non, décidément, le « réalisme », autre nom pour la violence déchaînée et aussi pour l'attente et la ruse, cela ne nous dit rien.⁷⁷

On constate ainsi, une nouvelle fois, que les appels au rapprochement ou les critiques, ne se cantonnaient pas à une unique tendance politique, mais concernaient bien la presse iséroise dans son ensemble. Cette attitude contradictoire, due principalement à la « folie des grandeurs » d'un Duce pris au piège de ses discours mégalomanes, conduisait en effet Mussolini à claironner que l'Italie était prête pour la guerre et prête à intervenir contre toute action contraire à ses intérêts, bien qu'aucun changement ne se produisait dans l'attitude italienne. On ne pouvait alors que s'étonner qu'une Italie forte de « huit millions de baïonnettes »⁷⁸ et disposant d'assez d'avions pour « masquer la lumière du soleil »⁷⁹ ne fasse que s'insurger face à l'expansionnisme russe et ne soit pas encore entrée en guerre, d'un côté ou de l'autre. Ciano résumait ainsi la situation :

[Au sujet de Mussolini] Sa position de neutre dans une Europe en guerre, ou qui y sera plongée d'un jour à l'autre, l'humilie. Mais je n'y vois pas d'issue. Notre manque total de

⁷⁶ *La République du Sud-Est*, 9 décembre 1939.

⁷⁷ *La Dépêche Dauphinoise*, 9 décembre 1939.

⁷⁸ Benito Mussolini, cité dans Pierre Milza, *Histoire de l'Italie. Des origines à nos jours*, Paris, Pluriel, 2013, p.897.

⁷⁹ *Ibid.*

préparation militaire, autarcique et économique nous obligera longtemps à maintenir notre position actuelle.⁸⁰

L'année 1939 s'achevait ainsi dans un climat où l'on semblait toujours persuadé qu'un rapprochement avec l'Italie était possible, malgré quelques impatiences et incompréhensions. La principale préoccupation était de savoir de quoi 1940 serait fait. On espérait évidemment y voir la victoire des Alliés. Pour s'en convaincre, *La Dépêche Dauphinoise* interrogea un astrologue dans un article intitulé « 1940 : Que seras-tu ? ». Les réponses de celui-ci confortèrent les hypothèses concernant l'Italie en déclarant : « L'Italie jouera un rôle prépondérant dans les Balkans » et prédit :

Mai décidera du sort de la guerre. L'armistice sera signé peu après en Allemagne.⁸¹

Si mai décida effectivement du sort de la guerre et que l'armistice fut bien signé peu après, il ne s'agissait probablement pas là de ce que s'imaginaient les journalistes de *La Dépêche Dauphinoise* et les Isérois dans leur ensemble.

Un début d'année relativement calme mais riche en enseignements

La venue du comte Csáky en Italie, témoignage d'une continuité...

Le 7 janvier, le comte István Csáky, ministre des Affaires étrangères de Hongrie, se rendit en Italie, pour rencontrer Ciano à Venise. Il s'agissait ainsi d'une rencontre entre les ministres des Affaires étrangères des deux royaumes. Si la Première Guerre mondiale les avait placés dans des camps différents, ils avaient par la suite développé la même idéologie et les mêmes arguments. Ils s'estimaient lésés par les traités d'après-guerre. L'Italie n'était pas satisfaite du traité de Saint-Germain-en-Laye et considérait que toutes les promesses de 1915 n'avaient pas été tenues tandis que la Hongrie n'avait cessé de s'élever contre le traité de Trianon, par lequel elle perdait les deux tiers de sa superficie d'avant-guerre, et de sérieux atouts économiques, au profit des nouveaux états tchécoslovaque et yougoslave et de la Roumanie⁸². Elle était parvenue à obtenir des territoires en Slovaquie mais sa principale revendication portait sur la région roumaine de Transylvanie⁸³. Cette entrevue devait constituer la première étape de l'ouverture des revendications hongroises concernant cette région⁸⁴. Les Italiens et plus encore

⁸⁰ Galeazzo Ciano, *Journal politique, op. cit.*, date du 10 décembre 1939, p.68.

⁸¹ *La Dépêche Dauphinoise*, 25 décembre 1939.

⁸² Bernard Crochet, *Première Guerre mondiale*, Paris, Éditions de Lodi, 2012, p.365.

⁸³ Bernard Lory, « La quatrième guerre balkanique », *op. cit.*, p.455.

⁸⁴ Antonio Grego, *Figlie della stessa lupa, Storia dei rapporti tra Italia e Romania alla vigilia della Seconda Guerra mondiale*, Rome, Fuoco, 2009, p.64.

les Allemands cherchaient à modérer les ardeurs hongroises, au moins dans un premier temps, afin de préserver leur contrôle sur le pétrole roumain, ainsi que le rappelle Antonio Grego : « L'Italie et l'Allemagne se limitèrent à modérer les points les plus agressifs du révisionnisme hongrois, qui risquait de susciter des difficultés avec la Roumanie »⁸⁵. Cette position pouvait leur permettre par la suite d'utiliser les revendications hongroises comme moyen de pression sur le royaume roumain⁸⁶.

L'entrevue se déroula cordialement. Csáky affirma à Ciano que la Hongrie n'avait aucune intention de provoquer une extension du conflit dans les Balkans⁸⁷, tandis que Ciano suggéra l'idée selon laquelle « si la Roumanie promettait de prendre en discussion, à la fin de la guerre, les prétentions territoriales de la Hongrie, l'Italie s'impliquerait comme arbitre »⁸⁸. Ciano nota à cette occasion : « L'attitude des Hongrois rappelle parfois celle de certains individus qui se querellent à haute voix pour qu'on les empêche d'en venir aux mains »⁸⁹. L'Europe danubienne et balkanique faisant partie intégrante de ce que les commentateurs de la presse iséroise considéraient comme une zone d'influence et une « chasse gardée »⁹⁰ italienne, cette rencontre retint évidemment leur attention et fit couler beaucoup d'encre. Si pour la plupart des rédacteurs le sujet de la rencontre n'avait pas beaucoup de secret, Jean Perquelin écrivant : « Il eut été difficile de supposer, en effet que les deux ministres des affaires étrangères d'Italie et de Hongrie ne profitent pas de cette rencontre pour s'entretenir du « Statu quo » balkanique et pour évoquer la politique extérieure du gouvernement hongrois »⁹¹ et *Le Droit du Peuple* : « Les entretiens de Venise entre les ministres des affaires étrangères d'Italie et de Hongrie auront sur le développement prochain de la situation balkanique et européenne une importance que nous n'hésitons pas à juger décisive »⁹², la teneur exacte des conversations était plus difficile à déceler. *La Croix de l'Isère* parvint néanmoins à en synthétiser un compte-rendu relativement précis : « le comte Ciano a conseillé au comte Csáky de mettre en sommeil, devant le danger communiste, les revendications territoriales de la Hongrie sur la Transylvanie roumaine et de

⁸⁵ *Ibid*, p.63, citation originale : Italia e Germania si limiteranno a moderare le punte più aggressive del revisionismo ungherese, che rischiava di suscitare difficoltà con la Romania. [traduction personnelle].

⁸⁶ *Ibid*, p.64.

⁸⁷ Galeazzo Ciano, *Journal politique*, *op. cit.*, dates des 6 et 7 janvier 1940, p.86.

⁸⁸ Antonio Grego, *Figlie della stessa lupa*, *op. cit.*, p.64.

Citation originale : In cambio, Ciano suggerì "l'idea che, se la Romania prometterà di prendere in discussione, alla fine della guerra, le pretese territoriali dell'Ungheria, l'Italia si impregnerà come arbitro". [traduction personnelle]

⁸⁹ Galeazzo Ciano, *Journal politique*, *op. cit.*, dates des 6 et 7 janvier 1940, p.86.

⁹⁰ *Le Petit Dauphinois*, 6 janvier 1940.

⁹¹ *Le Petit Dauphinois*, 7 janvier 1940.

⁹² *Le Droit du Peuple*, 13 et 14 janvier 1940.

n'en faire pas une condition de son rapprochement avec Bucarest, il était annoncé qu'une action modératrice analogue fût menée auprès de la Roumanie »⁹³. *Le Droit du Peuple* envisageait quant à lui deux hypothèses qu'il considérait comme « à retenir » concernant les suites à donner à cette entrevue. Ou bien l'Allemagne et l'URSS mettaient en place un partage des Balkans – auquel l'Italie s'opposerait ou qu'elle soutiendrait – ou bien une collaboration entre les puissances balkaniques et danubiennes, réalisées à base de concessions réciproques et que l'Italie dominerait⁹⁴. Concernant un éventuel partage, Marcel Farges, à *La Dépêche Dauphinoise* n'imaginait quant à elle pas l'Italie accepter un pareil marchandage : « Les Balkans partagés à trois ? L'offre serait tentante si la finesse italienne ne veillait »⁹⁵.

Une conclusion commune était, une nouvelle fois, la thèse selon laquelle l'Italie n'autoriserait aucune intrusion, avant tout russe, mais également allemande, dans les Balkans. *Le Moniteur Viennois* écrivait ainsi : « Il ressort surtout des entretiens de Venise que l'Italie ne tolèrera pas une nouvelle expansion du bolchevisme en Europe danubienne et balkanique, ce qui intéresse aussi bien la Hongrie, dont la frontière de l'est est commune avec la Russie, que la Roumanie, menacée par l'ambition stalinienne dans sa province de Bessarabie »⁹⁶. Dans la même lignée, *Le Journal de Saint-Marcellin* affirmait : « L'Italie et la Hongrie entendent s'opposer résolument à toutes les forces qui viendraient élargir le conflit vers l'Europe danubienne et balkanique »⁹⁷. Abel Chatonnay, à *La République du Sud-Est*, abondait en ce sens :

La position de l'Italie et celle de la Hongrie au milieu des troubles actuels sont assez semblables : toutes deux liées par des liens d'amitié à l'Allemagne, elles sont toutes deux ennemies déclarées de la Russie bolchevique dont elles ont tout à redouter et qui est de son côté l'alliée de leur alliée. [...]

Il s'agit avant tout pour les deux nations d'éviter toute extension du conflit au bassin danubien et aux Balkans. C'est en effet la seule solution pour elles de maintenir leurs intérêts vitaux sans risquer d'être prises entre l'enclume germanique et le marteau bolcheviste.⁹⁸

⁹³ *La Croix de l'Isère*, 21 janvier 1940.

⁹⁴ *Le Droit du Peuple*, 13 et 14 janvier 1940.

⁹⁵ *La Dépêche Dauphinoise*, 10 janvier 1940.

⁹⁶ *Le Moniteur Viennois*, 13 janvier 1940.

⁹⁷ *Le Journal de Saint-Marcellin*, 13 janvier 1940.

⁹⁸ *La République du Sud-Est*, 7 janvier 1940.

Le Petit Dauphinois, comme nombre de ses confrères, laissait transparaître l'espoir de voir dans cette opposition balkanique entre Italie d'un côté, URSS et Allemagne de l'autre, l'espoir d'un rapprochement entre l'Italie et les Alliés :

Dans le système défensif organisé par l'Italie, la Hongrie reste le bastion avancé contre le bolchevisme et aussi – l'axe Berlin-Rome étant une chose et les fatalités historiques une autre – contre le germanisme.

Ces considérations permettent, sans doute, de se faire une idée de la nature des conversations de Venise.⁹⁹

Cet espoir, dont nous avons déjà eu l'occasion d'observer la présence, était partagé par de nombreux journaux. On se plaisait en effet à souligner les dissensions entre Allemands et Italiens, *Le Droit du Peuple* posant la question : « Que devient dans tout cela l'axe Berlin-Rome, toujours aussi solide aux dires des deux tenants ? »¹⁰⁰ et *La Croix de l'Isère* : « Les efforts de l'Italie pour constituer en Europe centrale un rempart contre le bolchevisme ne rencontreraient-ils à Berlin qu'une approbation mitigée ? »¹⁰¹. Dans la continuité des deux hebdomadaires, Marc-Antoine écrivait : « C'est tous les jours qu'il faudrait relever quelques symptômes de la désaffection des neutres latins pour l'Allemagne hitlérienne devenue la complice des Soviets »¹⁰². Son journal, *La République du Sud-Est*, sous la plume d'Abel Chatonnay, poursuivait ainsi en témoignant de son espoir de voir se former un bloc uni face au danger germano-russe et aux intérêts communs avec les Alliés : « Rome et Budapest, pas plus que Belgrade, Bucarest ni Ankara, ne peuvent mésestimer que le péril ne soit conjoint, Berlin et Moscou étant liés par un pacte essentiellement agressif qui apparaît chaque jour davantage doublé d'un plan de partage qui ne s'arrête point à la malheureuse Pologne ni au Sud de l'Europe ! »¹⁰³.

... mais des premiers signes d'effritement

Faisant suite à cette visite, les mois de janvier et février 1940 furent relativement calmes en ce qui concerne l'actualité internationale. On ne relève dans la presse ou dans le témoignage du comte Ciano aucun événement majeur qui concentrerait l'attention et donnerait aux journaux l'occasion d'exprimer leurs opinions sur l'Italie ou les Italiens. De la même façon, en ce qui concerne les événements locaux, le calme paraissait prédominer. L'examen de l'état d'esprit de

⁹⁹ *Le Petit Dauphinois*, 8 janvier 1940.

¹⁰⁰ *Le Droit du Peuple*, 20 et 21 janvier 1940.

¹⁰¹ *La Croix de l'Isère*, 14 janvier 1940.

¹⁰² *La République du Sud-Est*, 6 janvier 1940.

¹⁰³ *La République du Sud-Est*, 10 janvier 1940.

la population, qui avait indiqué une bonne entente apparente aux cours des premiers mois du conflit semble continuer de confirmer ce diagnostic. Le commissaire central de Grenoble indiquait ainsi dans son rapport mensuel au préfet, en date du 27 décembre 1939 : « L'état d'esprit de la population à Grenoble n'a pas subi de modifications importantes au cours du mois écoulé »¹⁰⁴. Cette situation devait se poursuivre au cours du mois de janvier, le même commissaire central et le sous-préfet de Vienne n'indiquant pas de changement notable dans l'esprit de leurs administrés¹⁰⁵. Le commissaire central précisait à cette occasion que : « le public suit toujours attentivement, sans inquiétude apparente, l'activité déployée sur le front »¹⁰⁶. Les derniers jours de décembre avaient vu levée, par arrêté ministériel, l'interdiction de diffusion des journaux italiens la *Gazzetta del Popolo* et *La Stampa*, témoignage d'une forme de détente. *Il Telegrafo* eut droit à la même mesure le 17 février¹⁰⁷. Une consigne du ministère de l'Intérieur du 26 décembre insistait néanmoins sur la répression et le recensement des menées antinationales, décrivant un le mode d'emploi d'un compte-rendu à en faire le 7 de chaque mois¹⁰⁸.

Toutefois, si les mois de novembre, décembre et janvier avaient laissé penser à une situation inchangée en ce qui concerne les rapports franco-italiens, son successeur devait se révéler plus nuancé. Comme on l'avait observé au niveau des réactions de la presse iséroise au sujet de l'attitude italienne face à la guerre d'Hiver, on vit apparaître quelques signes de tensions ou d'une méfiance renforcée de la part des autorités. *Le Moniteur de Bourgoin* se plaignait ainsi de la présence des étrangers, non-soumis à la mobilisation générale, ce qu'il considérait comme une concurrence déloyale vis-à-vis des commerçants isérois :

Depuis que la mobilisation a vidé les ateliers des artisans et les boutiques des commerçants, on voit prospérer les commerçants étrangers de tout poil.

Ceux-ci, qu'ils le recherchent ou non, profitent du départ de leurs concurrents français dont ils raflent petit à petit la clientèle.

Les commerçants mobilisés, lorsqu'ils viennent en permission, n'ont d'autre ressource que de voir l'étranger installé en face accueillir les clients avec un large sourire de satisfaction.

On ne saurait certes interdire à ces étrangers d'exercer leur commerce. Nous payons maintenant les erreurs d'une politique d'immigration qui fut parfois inconsidérée et qui a

¹⁰⁴ Rapport du commissaire central de Grenoble au préfet, 27 décembre 1939 ; ADI, 52 M 93.

Ne relevant aucun changement d'importance, le commissaire n'a pas transmis les rapports des commissaires d'arrondissement au préfet. Ceux-ci ne sont donc pas présents aux ADI.

¹⁰⁵ Rapport du sous-préfet de Vienne au préfet, 1^{er} février 1940 ; ADI, 52 M 93.

¹⁰⁶ Rapport du commissaire central de Grenoble au préfet, 29 janvier 1939 ; ADI, 52 M 93.

¹⁰⁷ ADI, 52 M 96.

¹⁰⁸ Correspondance du ministère de l'Intérieur au préfet, 26 décembre 1939 ; ADI, 2902 W 123. Transmise aux sous-préfets et aux commissaires spéciaux ; ADI, 2902 W 124.

gravement porté atteinte à notre commerce et à notre industrie. Au moins pouvons-nous les empêcher d'augmenter leurs gains dans des proportions immorales. Pour cela, on propose qu'à l'égard de ces commerçants les patentes et taxes diverses soient doublées pendant la durée des hostilités avec établissement d'une taxe spéciale et progressive par employé étranger.

Les fonds recueillis pourraient être utilement employés à aider les commerçants mobilisés, où à constituer en leur faveur une caisse de prêts sans intérêts qui leur permettrait, après la guerre, de remonter leurs affaires.¹⁰⁹

Ce journal, au tirage et à la diffusion relativement faibles – 2 500 exemplaires environ – n'était lu que par une partie restreinte de la population iséroise. Néanmoins, il nous permet de constater qu'en dépit d'une cohabitation qui se déroulait sans accrocs majeurs dans son ensemble, des opinions dissonantes, des divergences et des tensions pouvaient être présentes. De plus, on constate que cette peur d'une concurrence étrangère sur le marché du travail était partagée en dehors de l'Isère. Dans le cas des Italiens, on la relève de façon importante dans les Alpes-Maritimes par exemple, où elle effrayait les milieux conservateurs¹¹⁰ et envenimait les rapports entre travailleurs français et italiens, en suscitant de cette façon une xénophobie, y compris en provenance de la gauche¹¹¹. Cette xénophobie issue de la gauche est confirmée dans d'autres régions au cours de notre période, comme dans le Sud-Ouest par exemple¹¹².

Dans cette même lignée, la méfiance des autorités semblait également se renforcer en cette fin février. Si dans son rapport sur l'état d'esprit de la population concernant le mois de février le sous-préfet de Vienne indiquait selon la formule habituelle qu'aucun changement d'importance ne s'y était produit, il précisait en revanche que des investigations étaient menées à Péage-de-Roussillon, Chasse-sur-Rhône, Saint-Priest et Pont-de-Chéruy afin de sonder la population¹¹³. Il n'avait jamais fait mention au préfet de ce type de mesure dans ses rapports précédents. On instaura également un système de codage sur les passeports. Le général Jouart, chef du BCMC, indiquait en effet dans une circulaire aux préfets datée du 29 février : « Il a été décidé de mettre en vigueur un système de notation confidentielle, sur les visas de passeport, fournissant un renseignement immédiat sur le détenteur du passeport, et indiquant le degré de confiance à lui accorder »¹¹⁴. Afin d'être le plus discret qui soit, ce système de codage se basait sur la mise en forme d'une indication aux apparences peu riche en informations sur le

¹⁰⁹ *Le Moniteur de Bourgoin*, 19 février 1940. Voir l'annexe 14 pour plus de détails.

¹¹⁰ Ralph Schor, « Les Italiens dans les Alpes-Maritimes, 1919-1939 », *op. cit.*, p.603.

¹¹¹ Ralph Schor, « Les immigrés italiens au miroir de la presse française dans l'entre-deux-guerres », *op. cit.*, p.110.

¹¹² Laure Teulières, *Immigrés d'Italie et paysans de France : 1920-1944*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2003, p.223.

¹¹³ Rapport du sous-préfet de Vienne au préfet, 1^{er} mars 1940.

¹¹⁴ Circulaire du BCMC aux préfets de France, 29 février 1940 ; ADI, 69 M 3.

détenteur : la date de validité du visa. Dans le cas d'individus « non-suspects », elle devait être écrite avec le quantième du mois et l'année en chiffres arabes, tandis que le mois était écrit en lettres : « 30 mars 1937 ». Dans le cas d'individus « douteux », elle devait être rédigée selon le modèle : « 30 – III – 1937 » et dans le cas d'individus « suspects » selon le modèle « trente III – 1937 »¹¹⁵. Cette différence graphique avait ainsi pour but de permettre à un agent contrôlant un passeport de pouvoir connaître immédiatement le degré de suspicion qui devait être affecté à un individu. Le général Jouart concluait en ces termes : « J'attire tout spécialement votre attention sur le caractère secret de cette instruction, et je vous prie de ne la porter à la connaissance que des seuls chefs de service appelés à connaître des questions d'étrangers et de visas de passeports »¹¹⁶.

De la fin novembre aux derniers jours de février, on assiste ainsi à une nouvelle période d'espoirs, mais de nature différente. Les prédictions ayant vu l'Italie jouer un rôle de médiateur ramenant la paix s'étant avérées infructueuses, de nouvelles hypothèses apparaissent qui imaginent cette fois-ci l'Italie comme un rempart en Europe danubienne et balkanique. Cette région est considérée par nombre de commentateurs de presse comme une zone d'influence italienne, menacée par les appétits allemand et russe. Devant la menace planant sur ses intérêts, l'Italie ne devrait avoir d'autre choix que de prendre ouvertement position contre ces États et se rapprocher *de facto* du camp franco-britannique. Pour s'en convaincre, on cherche donc à sonder l'opinion italienne face aux événements diplomatiques, comme la signature de l'accord d'Ankara ou le déclenchement de la guerre soviéto-finlandaise. On se persuade que tout commande à l'Italie de rejoindre le camp allié plutôt que le camp allemand, qu'il s'agisse de raisons géopolitiques – celles de la menace de sa zone d'influence géographique – ou idéologiques. On considérait en effet que le pacte germano-soviétique, qui représentait l'alliance de deux nations barbares de l'Est, ne pouvait qu'avoir été considéré comme une trahison par les Italiens et que celle-ci devait les amener à choisir le camp de la civilisation et non de la barbarie, en raison de leurs racines chrétiennes et latines. À droite notamment, on estimait que ce regroupement devait prendre la forme d'une alliance civilisationnelle, regroupant les peuples latins, c'est-à-dire l'Italie, la France, l'Espagne et peut-être le Portugal. L'ensemble des événements qui survinrent entre la fin octobre et le début janvier servirent ainsi à étayer ces hypothèses.

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ *Ibid.*

Toutefois, après plusieurs mois d'attente aux cours desquels on espérait voir l'Italie adopter une position claire face à l'Allemagne et à l'URSS, la déception et l'incompréhension commençaient à se faire jour. On le vit en effet aux réactions dissonantes suite à la faible prise de position italienne dans le cadre de la guerre d'Hiver. La cohabitation qui demeura bonne témoigna néanmoins de quelques signes d'effritement au cours mois de février. Le mois de mars allait constituer une période décisive pour la suite de la guerre et les rapports franco-italiens.

*Seconde partie : une longue période
d'incertitude*

Chapitre III : le tournant du mois de mars

La cohabitation paraissait ainsi s'être déroulée relativement bien jusqu'ici, le regard porté sur l'Italie et les Italiens du département semblait bon, malgré quelques signes de tensions naissantes observées au cours des derniers mois. Le mois de mars allait constituer un tournant. Il allait en effet être caractérisé pour la première fois depuis le déclenchement des hostilités par des épisodes de tensions directes entre les Alliés et l'Italie et par d'importantes incertitudes sur le positionnement du Duce. Face à ces inquiétudes nouvelles et à l'opposition entre Italiens et Français, comment allait évoluer la vision positive de l'Italie qu'avaient construite les journaux isérois au cours des premiers mois du conflit, dans l'espoir d'un rapprochement ? Observe-t-on les signes d'un changement parmi la population iséroise ?

L'épisode du charbon : les premières tensions

Dès novembre 1939, Français et Britanniques décidèrent de placer un embargo, non plus uniquement sur les importations allemandes, mais également sur les exportations du Reich. Cette politique, qui constituait une innovation en matière de guerre économique, permettait d'asphyxier l'Allemagne au niveau de ses besoins en devises étrangères. Néanmoins, les Alliés hésitèrent et retardèrent la mise en place de cette mesure. Finalement, le 1^{er} mars 1940, ils décidèrent de mettre en application cet embargo. Les premiers à en faire les frais furent les navires italiens partis de Rotterdam chargés de charbon allemand¹. Ils furent arraisonnés par la Royal Navy le 5 mars et conduits au port anglais de Deal, dans le Kent². Cet arraisonnement des navires italiens ne pouvait que créer des tensions entre les Alliés et l'Italie, ainsi que le confirme Ciano dans son journal : « le contrôle du charbon appartient à cette catégorie de décisions qui ne peuvent que pousser l'Italie dans les bras de l'Allemagne³ ». Cette décision irritait en effet passablement Mussolini et « ne fut pas sans conséquence sur l'évolution de la position italienne⁴ ». Comment cet événement, premier épisode d'opposition directe entre les Alliés et l'Italie, allait-il être perçu ? Allait-il mettre à mal les espoirs placés en l'Italie ?

¹ Gabriel Auphan, Jacques Mordal, *La Marine française dans la Seconde Guerre mondiale*, Paris, France-Empire, 1958, p.76.

² Georges Pernot, *Journal de guerre (1940-1941)*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 1971, date du 5 mars, page 42.

³ Galeazzo Ciano, *Journal politique, op. cit.*, date du 2 mars 1940, p.119.

⁴ Pierre Milza, *Mussolini, op. cit.*, p.769.

On observa en premier lieu une unanimité concernant le soutien au blocus. On le justifia sobrement, à l'image du *Petit Dauphinois* qui estimait que la mise en place du blocus était « une des lois de la guerre qui ne saurait être reprochée à celui qui domine les mers⁵ » tandis que *Le Droit du Peuple* déclarait : « La mesure prise au sujet des exportations du Reich doit avoir une portée générale, sinon elle perdrait toute sa valeur et constituerait un acte d'arbitraire et d'injustice⁶ ». Abel Chatonnay, à *La République du Sud-Est* expliquait quant à lui :

L'embargo mis par Londres sur les exportations de charbon à destination de l'Italie, n'est pas un geste brutal et inconsidéré.

Il est superflu de dire que le blocus de l'Allemagne est notre arme principale.

L'Angleterre pouvait-elle, en conséquence, attendre plus longtemps pour fermer au Reich une de ses principales sources d'échange que les conventions précitées viennent encore élargir ?

Nous comprenons fort bien les doléances italiennes, comme celles de tous les neutres gênés dans leur commerce légitime.

Mais nous avons aussi le devoir de ne pas prolonger la guerre qui nous a été imposée et de ne pas engraisser le monstre qui cherche à nous abattre.

Libre à l'Italie de nourrir le crocodile ; nous n'avons, quant à nous, en dépit de ce qu'elle imagine trop facilement, aucun goût pour le suicide !⁷

On étoffait ces justifications en expliquant que le respect du blocus était dans l'intérêt des neutres eux-mêmes. Pour Jean Perquelin, le blocus se devait universel, sinon les autres États se seraient retrouvés lésés :

Il n'est pas douteux que la position privilégiée de l'Italie n'ait paru exorbitante. À bon droit les neutres pouvaient s'offusquer de cette différence de traitement en faveur de nos voisins, outre qu'il ouvrait dans le système du blocus une importante brèche.⁸

Abel Chatonnay abondait en ce sens et considérait que le blocus permettait de protéger les navires étrangers des actions allemandes de torpillage et pose de mines :

Notre décision s'inspirait autant de l'intérêt des neutres que du nôtre. N'ont-ils pas été victimes de la piraterie allemande dans une proportion presque égale aux marines alliées ? [...]

C'est contre cela que les Alliés ont entendu réagir. Mais nous n'entendons nullement priver l'Italie d'approvisionnements de quelque nature qu'ils soient : le délai de 3 mois que nous avons accordé à Rome avant de rendre effectif l'embargo prouve surabondamment que notre intention est uniquement de frapper l'Allemagne. [...]

Nous avons le droit – et le devoir – d'assurer la fermeture totale du blocus. Nul ne peut le contester.⁹

On présentait différentes hypothèses concernant la gestion de crise. Certains, comme Jean Perquelin, au *Petit Dauphinois*, semblaient déjà placer l'Italie aux côtés de l'Allemagne : « On

⁵ *Le Petit Dauphinois*, 8 mars 1940.

⁶ *Le Droit du Peuple*, 9 et 10 mars 1940.

⁷ *La République du Sud-Est*, 5 mars 1940.

⁸ *Le Petit Dauphinois*, 4 mars 1940.

⁹ *La République du Sud-Est*, 8 mars 1940.

a vraiment la sensation, à tort ou à raison, que Rome n'est plus guère autre chose, pour le moment, que l'écho de Berlin¹⁰ ». Il poursuivait le lendemain, 6 mars, dans son éditorial, indiquant : « Il n'empêche qu'on ne peut pas être étonné de constater qu'en fait c'est toute la légitimité du blocus que l'Italie met en cause » et affirmant : « On peut dire sans exagération que Rome [...] chausse les bottes de Berlin ». D'autres journaux étaient davantage optimistes. *La Dépêche Dauphinoise*, qui avait présenté quelques jours plus tôt une longue chronique commune avec *Le Droit du Peuple* sur la position italienne signée du député socialiste Justin Arnol¹¹, relativisait l'importance de l'évènement : « La protestation de Rome était à peine remise à Londres qu'il apparaissait à lire la presse italienne que le gouvernement fasciste n'attribuait pas à toute l'affaire une gravité irrémédiable¹² ». Son éditorialiste, Marcel Farges, semblait afficher une certaine confiance dans l'Italie pour se défaire de l'emprise allemande : « Ce qui [le fait que le différend puisse être facilement réglé à l'amiable], évidemment, n'empêchera pas Rome de se perfectionner sans cesse dans l'art supérieur de la politique et même de montrer à Berlin qu'elle n'y a plus besoin de leçons depuis longtemps¹³ ». *La République du Sud-Est*, toujours sous la plume de Chatonnay, semblait partager cet optimisme :

Il paraîtrait inconcevable qu'avec un peu de bonne volonté de part et d'autre, il ne soit pas possible de résoudre un problème qui est en somme, un problème de détail. [...]

L'atmosphère serait assainie de ce côté-là, au moins – ce qui est vivement à souhaiter.¹⁴

Un accord fut finalement trouvé entre Italiens et Britanniques et les cargos charbonniers purent faire de nouveau voile vers la Péninsule le 9 mars. Il était ainsi, selon le mot du *Moniteur Viennois* « entendu que désormais les navires italiens ne chargeront plus la houille du Reich, qui utilisera la voie de terre¹⁵ ».

Les journaux isérois s'étaient ainsi retrouvés face à un choix difficile. Ils avaient été dans les mois précédents majoritairement favorables à un rapprochement avec l'Italie. Face à cet épisode de tensions, devaient-ils prendre ouvertement parti pour les Alliés, en soutenant le blocus maritime, une position qui devait signifier un refroidissement des relations avec l'Italie et ainsi diminuer les probabilités d'aboutir à un rapprochement ? On le voit, ils choisirent de soutenir massivement le blocus, en ne témoignant que d'une compréhension mesurée à l'égard des revendications italiennes. Ils semblaient néanmoins considérer, dans leur majorité, que cette

¹⁰ *Le Petit Dauphinois*, 5 mars 1940.

¹¹ *La Dépêche Dauphinoise*, 3 mars 1940. *Le Droit du Peuple*, 2 et 3 mars 1940.

¹² *La Dépêche Dauphinoise*, 7 mars 1940.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *La République du Sud-Est*, 8 mars 1940.

¹⁵ *Le Moniteur Viennois*, 9 mars 1940.

« affaire du charbon » ne présentait qu'une faible importance et n'aurait pas de répercussions majeures sur les relations franco-italiennes. Mais, nous l'avons constaté, certains percevaient l'Italie comme de plus en plus proche du Reich. Des critiques furent également visibles concernant la guerre russo-finlandaise, au sujet d'un article du *Popolo d'Italia*, qui plaçait à égalité la Finlande et l'URSS, en estimant qu'un règlement à l'amiable du conflit était la meilleure solution. On l'avait vu au cours du mois de décembre, l'attitude ambiguë de l'Italie vis-à-vis de ce conflit était sujette à critiques, celle-ci s'indignant contre les actions de l'URSS mais agissant peu en revanche. Cette absence d'action apparaissait en contradiction avec la rhétorique mégalomane mussolinienne. Face à cet adoucissement des griefs italiens à l'égard des Soviétiques, Jean Perquelin exprimait son incompréhension en ces termes :

Certaines nations qui s'étaient faites, à peu de frais, les Don Quichottes de la cause finnoise, raccrochent leurs armes à la panoplie.

C'est ainsi qu'on assiste au revirement de l'Italie. Elle abandonnerait, si l'on en croyait ses journaux, la Finlande à son sort. [...]

Pour ceux qui suivent dans ses avatars quotidiens la presse italienne quel changement de ton !

D'adversaires véhéments et injurieux de la Russie des Soviets voilà nos voisins donnant de la voix en sa faveur.¹⁶

Les entrevues diplomatiques : vers une nouvelle médiation de paix ?

La visite de Ribbentrop à Rome

S'engouffrant dans la brèche née des complications liées au blocus, Joachim von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du Reich, partit pour Rome le 10 mars, pour une visite qui selon Ciano était « très impopulaire en Italie¹⁷ ». La rencontre entre les deux ministres des Affaires étrangères se déroula à la gare de Rome dans une atmosphère « froide¹⁸ ». Ribbentrop rencontra ensuite Mussolini, à qui il remit une lettre du Führer indiquant qu'il entendait bien décider du sort du conflit par les armes et qu'il estimait que la place de l'Italie était inévitablement aux côtés de l'Allemagne. Une nouvelle rencontre eut lieu entre les deux hommes le lendemain, 11 mars. Hésitant et d'état d'esprit changeant comme à son habitude, Mussolini ne semblait pas encore avoir fait son choix. Il expliquait ainsi à Ciano qu'il ne croyait pas à l'offensive allemande ni à son plein succès. Toute cette hésitation encore latente est

¹⁶ *Le Petit Dauphinois*, 9 mars 1940.

¹⁷ Galeazzo Ciano, *Journal politique*, *op. cit.*, date du 9 mars 1940, p.124.

¹⁸ *Ibid.*, date du 10 mars 1940, p.125.

confirmée par Ciano, qui note dans son journal que Mussolini « n'a pas encore fait le point » et qu'il « veut méditer plus longtemps¹⁹ ».

Le Petit Dauphinois, s'interrogeant sur le but de cette visite, posait la question : « Ribbentrop est-il allé à Rome pour entraîner l'Italie dans la guerre ?²⁰ ». En effet, cette question devait trotter dans les têtes de beaucoup d'Isérois et plus largement de Français. Réfléchissant sur le sens à donner à cette visite du ministre allemand, les journaux isérois mirent en avant différentes hypothèses. *Le Moniteur Viennois* demeurait mesuré, indiquant que le mystère entourait cette visite et qu'il restait difficile de connaître son réel contenu :

Dans la capitale italienne, M. von Ribbentrop a vu le comte Ciano et aussi M. Mussolini. Dans quel but ? Il est difficile de le préciser puisqu'à Berlin on force la note sur l'importance de la visite, tandis qu'à Rome on manifeste plus de modération.²¹

Le reste de la presse iséroise était davantage optimiste et de nombreux journaux considéraient que cette entrevue n'aurait pas d'incidences sur la neutralité italienne. *La République du Sud-Est* indiquait ainsi : « La position de l'Italie n'est pas changée écrit la presse italienne après la visite de M. Ribbentrop²² » et *Le Journal de Saint-Marcellin* : « L'Italie a déclaré que la visite de M. Ribbentrop n'a modifié en rien sa position à l'égard du conflit européen et qu'elle restait non-belligérante²³ ». *Le Petit Dauphinois* déclarait dans cette lignée : « Le ciel s'éclaircit, l'Italie reste non-belligérante²⁴ » et argumentait en expliquant que l'accord conclu quelques jours plus tôt entre Anglais et Italiens au sujet du charbon ne pouvait qu'avoir coupé l'herbe sous le pied de Ribbentrop :

Ribbentrop a terminé à Rome, ses négociations avec le Duce et le comte Ciano. L'arrangement anglo-italien au sujet des charbons allemands lui a fait sauter une carte des mains, d'autant plus qu'on assure à Londres qu'il ne serait que le prélude d'un substantiel accord commercial.²⁵

D'autres hypothèses étaient liées à la visite qu'avait fait Ribbentrop au Pape le 12 mars, qui fut surtout commentée au sein de la droite catholique. Pour *La République du Sud-Est*, cette visite pouvait avoir comme objectif l'introduction d'une nouvelle médiation, qui serait parrainée par le Vatican et l'Italie. Elle s'interrogeait ainsi : « Le ministre allemand a-t-il présenté au Saint-Père des suggestions sur une médiation éventuelle du Vatican et de

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Le Petit Dauphinois*, 12 mars 1940.

²¹ *Le Moniteur Viennois*, 9 mars 1940.

²² *La République du Sud-Est*, 13 mars 1940.

²³ *Le Journal de Saint-Marcellin*, 16 mars 1940.

²⁴ *Le Petit Dauphinois*, 13 mars 1940.

²⁵ *Le Petit Dauphinois*, 12 mars 1940.

l'Italie ?²⁶ ». *Le Petit Dauphinois* considérait aussi que cette hypothèse d'une nouvelle « offensive de paix » était fondée et que l'Italie la soutiendrait sans doute :

Cette offensive de paix trouverait des échos favorables chez certains neutres et sera sans doute soutenue ouvertement par l'Italie. [...]

Une paix avant terme, ce serait l'avortement de nos plus légitimes espoirs de libération et de restauration de la justice et de la liberté asservies.²⁷

La Croix de l'Isère, reprenant un article de *Paris-Soir* expliquait que quel que fut le but de Ribbentrop, il avait sans doute échoué dans son initiative :

Que cette visite a été en quelque sorte imposée au Vatican, on n'en saurait douter, après la note – on ne pouvait pas en douter non plus avant elle – publiée après l'entrevue par l'Agence Havas. Elle établit que c'est à la demande formelle du Reich que M. de Ribbentrop a été reçu par le Pape ; que cette visite « ne signifie pas que rien ait été changé dans l'attitude de l'Allemagne à l'égard de l'Église catholique, ni dans les protestations du Vatican au sujet des persécutions nazies, spécialement en Pologne ». Et elle déclare que « le Souverain Pontife a profité de cette occasion pour faire les représentations nécessitées par les circonstances actuelles ».

Étant donné la prudence des milieux du Vatican, cette note dit beaucoup. M. de Ribbentrop n'a peut-être pas mieux réussi au Vatican, qu'au Quirinal ou au Palais de Venise.²⁸

En guise de bilan, Ciano écrivait ces quelques lignes au sujet de la visite de Ribbentrop :

Ainsi s'est terminée la visite de Ribbentrop. S'il voulait renforcer l'Axe, il a réussi. Mais s'il voulait hâter notre intervention, il n'a pas atteint son but, quoique Mussolini ait fait de nouvelles promesses dont nous ne tirerons aucun profit.²⁹

La venue de Benjamin Sumner Welles

Les thèses portant sur des manœuvres de paix orchestrées par l'Italie allaient être renforcées par la venue à Rome de Benjamin Sumner Welles, envoyé spécial du président Roosevelt, le 15 mars. Celui-ci avait entrepris une tournée des capitales européennes : Rome au début du mois, puis Berlin, Londres, Paris et de nouveau Rome. Sa première visite dans la « ville éternelle », au cours des premiers jours de mars avait déjà été considérée comme revêtant une importance particulière par les journaux isérois. *Le Droit du Peuple*, s'interrogeait ainsi sur le sens de cette visite :

Quel est-il ?

Nous le saurons un jour ; mais il nous plairait assez de le connaître.

Les conversations avec les neutres – l'Italie en particulier – seront certainement pleines d'intérêt pour lui, à condition que la sincérité y préside.

²⁶ *La République du Sud-Est*, 12 mars 1940.

²⁷ *Le Petit Dauphinois*, 14 mars 1940.

²⁸ *La Croix de l'Isère*, 17 mars 1940.

²⁹ Galeazzo Ciano, *Journal politique*, op. cit., date du 11 mars 1940, p.126.

Ce n'est assurément pas un voyage d'agrément pour M. Sumner Welles. Souhaitons qu'il en conserve néanmoins un bon souvenir. Les Alliés ne lui causeront certainement aucune déception.

Puisse-t-il en tirer les conclusions qui s'imposent.³⁰

L'importance de sa deuxième visite était confirmée par les dires du *Petit Dauphinois*, qui indiquait ainsi : « M. Sumner Welles prolonge son séjour en Italie, Rome attache une importance exceptionnelle aux conversations en cours³¹ ». Sumner Welles eut deux entretiens avec Mussolini, au cours desquels il fit mention de certaines hésitations sur la poursuite du conflit qu'il avait perçues chez les dirigeants français et anglais³². Parmi les journaux isérois, on fit, comme à l'accoutumée en cas de rencontre diplomatique de nombreuses hypothèses sur le sens à donner à la visite de l'envoyé américain. Marcel Farges, à *La Dépêche Dauphinoise* affichait sa confiance en Sumner Welles mais était très critique au sujet des desseins de l'Italie à son égard. Il s'énervait en premier lieu contre ceux qui ne proposaient que des hypothèses défavorables aux Alliés et puis poursuivait :

Il est vraisemblable que deux de ses interlocuteurs romains [Mussolini et Ciano] lui recommanderont une paix blanche susceptible d'être dénommée « paix romaine » et de leur assurer, à peu de frais, quelques avantages – un « pourboire impérial » ! – en même temps qu'une indigestion d'espace vital à leur triomphant associé. Mais leur insistance était connue d'avance de M. Sumner Welles et le Président Roosevelt n'en ignore pas plus que lui les raisons forts visibles.

Résumons-nous : à Rome, M. Sumner Welles, aujourd'hui comme il y a quinze jours, prend des notes et se tait. Voilà le certain. Quant à donner un sens à son silence [...] c'est arbitraire, c'est gratuit. Nous dirons aussi que c'est naïf.³³

Il continuait de développer son argumentaire dans son éditorial du lendemain :

L'Italie appréhende une Europe anglo-française autant qu'une Europe germano-russe. Une victoire totale, de l'un ou l'autre groupe lui paraît mettre ses propres intérêts en péril. Elle est donc très chaude pour une paix de compromis et, emportée par son imagination essentiellement dramatique, elle s'en donne déjà le spectacle. Ayant M. Sumner Welles sous la main, elle le presse d'accepter un rôle dans cette représentation exaltante. M. Sumner Welles se garde bien d'ouvrir la bouche. Elle peut encore affirmer qu'il est consentant... et voilà Rome, encore une fois, arbitre du monde. Quelle belle scène ! [...]

M. Mussolini et le comte Ciano peuvent compter : le Président n'a pas fait un seul pas sur le chemin tortueux où des visionnaires prétendaient qu'il avançait à toute allure [celui d'une reconnaissance des actions allemandes par le patronage d'une paix], il n'a pas bougé de sa position bien connue.³⁴

On le voit, le ton employé par Farges avait incontestablement évolué par rapport à celui employé à la fin de l'année 1939 ou au début du mois de janvier. À cette époque, il évoquait

³⁰ *Le Droit du Peuple*, 2 et 3 mars 1940.

³¹ *Le Petit Dauphinois*, 17 mars 1940.

³² Galeazzo Ciano, *Journal politique*, *op. cit.*, date du 16 mars 1940, p.129.

³³ *La Dépêche Dauphinoise*, 17 mars 1940.

³⁴ *La Dépêche Dauphinoise*, 18 mars 1940.

encore « la finesse italienne », terme qu'il employait à cinq reprises dans le cadre de son éditorial sur l'entretien entre Ciano et le comte Csáky³⁵. Si pour lui, le seul but de Mussolini et Ciano était de tenter de parvenir à un règlement de paix, d'autres journaux avaient des opinions différentes. Pour *Le Moniteur de Bourgoin* par exemple, Ciano et Mussolini ne cherchaient pas la paix, mais des accords d'ordre géopolitique et économique :

A Rome, il [Sumner Welles] a trouvé, dans le domaine politique, des préoccupations portant, principalement, sur l'Afrique. Le comte Ciano et M. Mussolini manquaient de liberté pour l'entretenir, sans ambages de leur attitude touchant la crise européenne et ses suites.

Quelles qu'aient été leurs arrière-pensées, il n'est pas douteux qu'ils ont cherché à se montrer modestes aux yeux de leur interlocuteur. Leurs préoccupations devaient être de tirer quelques résultats immédiats de cette visite. L'un des résultats qu'ils recherchaient, était la reconnaissance de la conquête de l'Éthiopie – reconnaissance à laquelle n'ont pas procédé les États-Unis. Il y avait, aussi, certains espoirs dans le domaine économique et commercial.

Pour atteindre ces buts, il ne fallait se montrer ni trop rigide ni trop exigeant. M. Sumner Welles ne doit donc pas remporter de Rome une mauvaise impression ; mais, sans doute, aussi, ne lui a-t-on pas laissé voir tout le fond des choses.³⁶

En réalité, il semble que cette visite n'avait pas pour but premier la négociation d'une paix, ainsi que l'indique Ciano dans son compte rendu de la journée du 17 mars :

Welles a téléphoné à Roosevelt afin d'être autorisé à entreprendre de vagues initiatives de paix ; mais la réponse a été négative. Le mot du téléphone laisse entendre que Roosevelt ne veut pas se compromettre au-delà d'un certain point et en tout cas pas avant d'avoir examiné à fond les résultats de la mission que son collaborateur a accomplie en Europe.³⁷

L'entrevue du Brenner

Au cours de la rencontre avec Ribbentrop, la tenue d'une entrevue entre Hitler et Mussolini avait été décidée. Celle-ci eut lieu sous la neige, à la gare du col du Brenner, le 18 mars. Hitler, qui parla plus de deux heures sans interruption, évoqua la situation militaire et la grande offensive qu'il prévoyait de lancer à l'ouest, dont il assura qu'elle serait victorieuse avant l'automne. Mussolini, toujours placé dans une situation inconfortable vis-à-vis du Führer, car devant justifier une fois de plus sa non-intervention, expliqua que l'Italie entrerait en guerre dès qu'elle serait prête ou dès que la Wehrmacht aurait créé une situation favorable. Il expliqua en effet à Hitler que, du fait de sa situation économique, l'Italie ne pouvait se permettre de prendre part à un conflit de longue durée pour le moment³⁸. Il revint ulcéré de cette rencontre.

³⁵ *La Dépêche Dauphinoise*, 10 janvier 1940.

³⁶ *Le Moniteur de Bourgoin*, 15 mars 1940.

³⁷ Galeazzo Ciano, *Journal politique*, *op. cit.*, date du 17 mars 1940, p.130.

³⁸ Pierre Milza, *Mussolini*, *op. cit.*, p.772.

Celle-ci agissait sur lui comme un miroir, reflétant une nouvelle fois le fossé qui le séparait désormais de Hitler et la supériorité qu'avait acquise ce dernier. Mussolini était de nouveau obligé d'admettre la réalité, celle d'un élève ayant dépassé son maître. Les agissements incontrôlables de Hitler lui faisaient craindre de manquer le « rendez-vous avec l'Histoire », perspective qui le terrifiait. Il lança donc les préparatifs de guerre au retour du Brenner. Néanmoins, l'impréparation économique et militaire était grande et ne serait pas simple à résorber aussi rapidement. De plus, une tâche autrement plus ardue s'imposait au Duce : convaincre le peuple italien qu'une intervention aux côtés d'une Allemagne impopulaire était souhaitable. Mussolini se désespérait de la situation mais était bien résolu à ce qu'elle change, déclarant : « Pour faire un grand peuple, il faut le pousser au combat à coups de pied au cul³⁹ ».

Cette rencontre du Brenner, dans un contexte international tendu, fut comme les autres, sujette à de nombreuses hypothèses de la part des journaux isérois. Cette rencontre faisant suite aux entretiens avec Ribbentrop et Sumner Welles, elle ne pouvait qu'avoir pour but la négociation d'une paix entre les Alliés et l'Allemagne, dont l'Italie et les États-Unis seraient les entremetteurs. Mussolini serait ainsi parti recueillir des informations auprès de Hitler de façon à les transmettre à Sumner Welles, toujours à Rome, et *de facto* à Roosevelt. C'est en tout cas ce que pensait Marcel Farges, à *La Dépêche Dauphinoise* :

Les ultimes précisions qu'ils [les Allemands] tiennent à lui [Sumner Welles] faire connaître, c'est M. Mussolini qui est allé les recueillir de la bouche aimable autant qu'auguste du Maître du Reich et qui les rapportera au sous-secrétaire d'État américain, accompagné de ses observations pertinentes.⁴⁰

Cette version était confirmée par *Le Petit Dauphinois*, qui, sous la plume de Jean Leroy, écrivait : « Il est admis, dans la capitale italienne, que si M. Mussolini a décidé de rencontrer le chancelier Hitler d'une façon aussi soudaine, c'est pour permettre à M. Sumner Welles d'emporter un dossier complet sur la situation européenne et sur les possibilités qui pourraient exister encore d'arrêter le conflit actuel⁴¹ ». Son confrère, Jean Perquelin, poursuivait dans cette idée qu'Hitler souhaitait voir une paix être signée avec les Alliés :

Au risque de nous répéter nous dirons qu'il [Hitler] a demandé à M. Mussolini de bien vouloir appuyer de son autorité, de son « désintéressement », la manœuvre enveloppante dite de la Paix de Pâques et persuader de l'opportunité, de la légitimité de l'urgence de celle-ci le Pape et M. Roosevelt. Si par surcroît, le Duce consentait à laisser entendre qu'en cas de refus des Alliés, l'Italie pourrait être appelée à reconsidérer sa position dans le conflit, lui, Adolf Hitler, en serait comblé et reconnaissant.

Jusqu'à quel point le Duce s'engagera-t-il dans cette paix marécageuse ?

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ *La Dépêche Dauphinoise*, 19 mars 1940.

⁴¹ *Le Petit Dauphinois*, 19 mars 1940.

On ne saurait le dire, mais on peut être assuré que ici encore la politique fasciste ne jettera pas par-dessus bord prudence, prévoyance et cette finesse sinieuse et nuancée qui la caractérise.⁴²

On le voit Perquelin semblait encore optimiste sur la réserve de l'Italie quant à un changement de position. S'il considérait que Rome se rapprochait de Berlin, il n'imaginait pas une rupture de la non-belligérance pour le moment :

La politique italienne est en voie d'évolution. Elle tend à se rapprocher, sur certains secteurs du moins, de la politique allemande sans se confondre avec celle-ci pour autant. L'Italie n'abandonnera pas, ne paraît pas à la veille d'abandonner sa position de non-belligérance vraiment trop agréable. Mais elle peut en exploiter plus activement tous les avantages. C'est ce qui va se passer sans doute. [...]

Le Duce pratiquera vis-à-vis de son allié une politique de soutien plus militante, sans cependant se confiner dans le rôle d'agent des intérêts de l'Allemagne en Méditerranée et dans les Balkans. Il veut faire valoir les siens propres, selon la voie que traceront les événements. Certains ajustements seront évidemment délicats.⁴³

Marcel Farges, malgré les critiques qu'il avait pu formuler à l'égard de l'Italie, considérait lui aussi une sortie de la non belligérance improbable pour le moment et étayait son argumentation en s'appuyant sur la volonté qu'il attribuait aux Italiens eux-mêmes : « le peuple italien tout entier ne redoute rien tant que d'être impliqué dans une conflagration et les diverses incommodités et restrictions que lui impose l'actuel conflit lui semblent déjà suffisamment déplorable⁴⁴ ». On semblait ainsi considérer cette rencontre du Brenner comme une initiative à but de paix. Ciano nous indique, que si cette croyance semblait en effet répandue, y compris en Italie, elle n'avait en revanche rien de fondé :

La ronde des hypothèses sur les raisons et les résultats du Brenner continue et, comme toujours, les explications les plus naturelles et, par conséquent, les plus vraies, sont écartées. A Rome, hier, le voyage était interprété comme un signe précurseur de paix et la ville était en fête ; cela fait prévoir qu'il serait difficile de la rendre aussi gaie avec une perspective de guerre.⁴⁵

Une alliance germano-russo-italienne ?

Toutefois, si au cours des premiers jours faisant suite à l'entrevue on avait cru à une initiative de paix, très vite une autre hypothèse ô combien plus inquiétante fit son apparition. On considérait non plus que la rencontre avait eu pour but de servir d'intermédiaire entre Roosevelt et Hitler, mais que son objectif, au contraire, était de favoriser, sous l'égide du Führer, un rapprochement entre Italiens et Soviétiques. *La République du Sud-Est* s'interrogeait

⁴² *Le Petit Dauphinois*, 19 mars 1940.

⁴³ *Le Petit Dauphinois*, 20 mars 1940.

⁴⁴ *La Dépêche Dauphinoise*, 19 mars 1940.

⁴⁵ Galeazzo Ciano, *Journal politique*, op. cit., date du 19 mars 1940, p.132.

ainsi : « L'entrevue du Brenner a-t-elle préparé des conversations Rome-Berlin-Moscou ?⁴⁶ ». Pour Jean Perquelin, au *Petit Dauphinois*, Hitler, comme il l'avait indiqué les jours précédents, n'avait pas réussi, malgré ses efforts, à faire sortir l'Italie de sa position de non-belligérance, c'est pourquoi il tentait ce rapprochement :

La sortie de l'Italie de sa position de non-belligérance est plus que douteuse. Là encore, le Führer a essuyé un échec [...].

Il ne faudrait pas croire cependant que des brumes et du blizzard du Brenner ne sortiront pas quelques lueurs plus ou moins menaçantes. C'est à leur lumière que nous verrons sans doute l'Italie s'engager sur des chemins qui mènent à Moscou ou qui en approchent. Nos voisins souhaitent, semble-t-il, avoir une part dans l'exploitation de la Russie.⁴⁷

Du côté du *Droit du Peuple*, on partageait cette analyse, que l'on étayait. Hitler ne pouvant « obtenir le succès par les armes », n'ayant pu mettre en œuvre une médiation de paix ni réussi à faire entrer l'Italie en guerre, n'avait d'autre choix que de renforcer ses positions et de « tenir », en espérant que les Alliés finissent par « se lasser ». Pour tenir, il lui fallait un « contingent important de matières premières » qu'il comptait se procurer dans les Balkans, ce pourquoi il avait besoin de parvenir à un accord avec les Russes et les Italiens :

Jusqu'ici, il a exercé une pression sur chacun d'eux ; il n'a réussi qu'à moitié et les résultats obtenus sont loin d'être satisfaisants.

Reste la manière forte, mais Mussolini est là qui n'entend pas qu'on touche à son espace vital et qui ne tolérerait pas que la Russie s'attribuât un gage quelconque.

D'où la nécessité première de rapprocher l'Italie et la Russie en vue d'un partage ultérieur d'influence à trois sur toute l'Europe centrale et balkanique.

Avouons que le plan est des meilleurs et si la combinaison réussissait, un coup grave serait porté aux Alliés.⁴⁸

Cette initiative aurait de plus permis au Reich de fermer la porte de la Méditerranée aux Alliés, ainsi que l'expliquait *Le Moniteur Viennois* :

L'Allemagne poursuit ses intrigues dans le sud-est européen. La paix finno-russe ayant à ses yeux le mérite d'empêcher toute action des Alliés dans l'Europe septentrionale, elle s'efforce de leur fermer l'Europe méridionale.

D'où l'entrevue Hitler-Mussolini du Brenner. D'où les efforts de la Wilhelmstrasse pour donner aux Balkans une garantie italo-germano-russe, Berlin offrant ses bons offices pour un rapprochement entre Rome et Moscou.⁴⁹

Abel Chatonnay, à *La République du Sud-Est* partageait ce point de vue, mais restait confiant dans les choix de l'Italie :

Un plan bien autrement dangereux qu'un plan de paix y a été ébauché : il s'agit d'un projet de pacte tripartite germano-italo-russe, en vue d'une garantie du statu quo dans les Balkans, d'où seraient éliminés du même coup les Alliés, politiquement et

⁴⁶ *La République du Sud-Est*, 21 mars 1940.

⁴⁷ *Le Petit Dauphinois*, 22 mars 1940.

⁴⁸ *Le Droit du Peuple*, 30 et 31 mars 1940.

⁴⁹ *Le Moniteur Viennois*, 23 mars 1940.

économiquement.

Certes, ce projet se heurte pour le moment à de nombreuses difficultés, dont la principale est sans doute l'antinomie essentielle des intérêts russes et italiens et la répugnance de ces deux États à se rapprocher l'un de l'autre.

L'Italie en particulier est très opposée, politiquement parlant, à une détente avec le Kremlin, sa civilisation comme son régime étant aux antipodes de ceux des Soviets.⁵⁰

Marcel Farges, dans son éditorial de *La Dépêche Dauphinoise* allait plus loin et penchait pour un partage territorial de la région directement discuté lors de la rencontre : « La théorie de l'espace vital a été, bien entendu, à l'honneur sur le Brenner, chacun des interlocuteurs s'appliquant à en tirer tous les profits que lui permet sa force, de là d'assez considérables divergences entre eux sur la part qui doit revenir... à l'autre » et ajoutant pour conclure : « Le plus fort veut tout avaler, le moins fort exige au moins un rogaton⁵¹ ». Son confrère, le député Barthélemy Mayeras, alias Claude Jonchère, expliquait que l'antibolchevisme affiché par le Duce n'avait jamais eu un autre but que celui de monnayer plus fortement son ralliement à l'Allemagne lorsque le moment serait venu. Le Duce agissait là dans le but de servir ses intérêts géopolitiques et l'idéologie n'avait rien à y voir. Il s'insurgeait également contre ceux qui avaient pu croire à la sincérité de l'Italie. Mayeras semblait du même coup oublier que son journal, *La Dépêche Dauphinoise*, avait lui aussi cru dans une antinomie entre Russes et Italiens qui devait avoir pour effet de favoriser un rapprochement entre l'Italie et les démocraties :

Tous ces remue-ménage diplomatiques en Europe centrale, toutes ces visites spectaculaires finiront-elles par un pacte à trois Hitler-Mussolini-Staline ? Ne vous fut-il pas dit, ici même, plusieurs fois, que le Duce n'affichait tant d'anti-bolchevisme que pour vendre plus cher un jour son ralliement, pour obtenir une plus grande part du gâteau balkanique, et qu'ils étaient bien godiches ceux qui nous racontaient que Staline désormais séparerait Hitler de Mussolini ? Ils déchantent depuis l'entrevue du Brenner. Ils s'aperçoivent que le trio de dictateurs n'a qu'un but : organiser au profit des trois ensemble et de chacun des trois l'Europe centrale et balkanique, l'organiser sans guerre, sans grabuge, soit à bon marché de préférence – mais autrement s'il le faut. L'antibolchevisme ou le probolchevisme, n'ont rien à voir en ces affaires-là. L'antibolchevisme comme le scepticisme de Montaigne, est un « mol oreiller pour une oreille bien faite » et celle du Duce est au moins aussi bien faite que celle du Führer.⁵²

On le voit, peu de journalistes semblaient aussi rassurés qu'Abel Chatonnay. Ce « pacte tripartite » était source de nombreuses inquiétudes. Pour son confrère Léon Poncet, un tel pacte aurait porté un coup sévère à l'unité latine tant souhaitée : « Un succès du Germain et du

⁵⁰ *La République du Sud-Est*, 24 mars 1940.

⁵¹ *La Dépêche Dauphinoise*, 20 mars 1940.

⁵² *La Dépêche Dauphinoise*, 24 mars 1940.

Bolchevique ne pourrait être obtenu qu'au détriment de la civilisation latine et chrétienne ». Le correspondant zurichois du *Petit Dauphinois* faisait lui aussi part de ses incertitudes :

La signature du pacte à trois est-elle imminente ? Est-ce pour demain, ou pour samedi ? Comme on le prétend à Berlin, est-ce demain que Mussolini annoncera aux foules italiennes éberluées que, non content d'être déjà l'allié d'Hitler, il est également devenu celui du génial petit père des peuples ? En vérité, si ces informations devaient se confirmer, on aura tout vu : Mussolini et Staline s'étreignant et échangeant un baiser fraternel, sous l'œil narquois de Hitler, leur ordonnant sa bénédiction !⁵³

Jean Perquelin semblait marquer sa déception, bien que non mêlée de surprise, de voir la conduite de l'Italie évoluer ainsi :

Nous ne sommes plus à nous étonner de voir l'Italie collaborer avec Berlin et indirectement avec Moscou. Elle a beaucoup évolué. Elle, c'est-à-dire ses gouvernants. Vu de Rome, avec des lunettes fabriquées à Berlin, le Kremlin n'est pas aussi barbare qu'on l'aurait cru.⁵⁴

La signature du pacte semblait alors imminente, comme le confirmait *Le Journal de Saint-Marcellin* :

D'après de récentes informations, la signature d'un pacte à trois serait imminente. Mussolini s'allierait à Staline et à Hitler afin de monter la garde dans les Balkans.⁵⁵

Toutefois, aucun pacte ne fut signé. Ces inquiétudes et les hypothèses dont elles découlaient étaient fondées bien davantage sur le désagréable sentiment d'incertitude que sur de réelles tractations visant à un rapprochement entre Italiens et Soviétiques. Ciano ne mentionne ainsi aucun dialogue de cette sorte. L'inquiétude retomba alors dans les jours qui suivirent, devant l'absence de pacte, ce que résumait *Le Droit du Peuple* en déclarant le 6 avril que : « le rapprochement de l'Italie et de la Russie est toujours hypothétique ». Cependant, les inquiétudes induisirent une volonté de voir les Alliés réagir face aux initiatives allemandes dans le Sud-Est européen. *Le Moniteur Viennois* exprimait ainsi ses attentes : « Nos ennemis sont particulièrement agissants ; aux Alliés de contrecarrer leurs manœuvres dans cette région essentielle de l'échiquier européen⁵⁶ ». Marcel Farges exhortait lui aussi les Alliés à réagir face à l'Allemagne :

Devant cette menace très précise, que font les Alliés ? Quelles précautions prennent-ils ? La campagne militaire de printemps est peut-être remplacée par une campagne diplomatique décisive. Comment pensent-ils se comporter à l'égard de cette offensive d'un genre tout autre que celle à quoi ils s'attendaient dès la venue de la belle saison ?

On guette avec impatience, après leur longue léthargie hivernale, les premiers signes de leur réveil. On voudrait dès maintenant deviner le dispositif de leur contre-

⁵³ *Le Petit Dauphinois*, 22 mars 1940.

⁵⁴ *Le Petit Dauphinois*, 26 mars 1940.

⁵⁵ *Le Journal de Saint-Marcellin*, 23 mars 1940.

⁵⁶ *Le Moniteur Viennois*, 23 mars 1940.

attaque, apercevoir la direction de la manœuvre qu'ils ont conçue pour arracher à l'ennemi l'initiative des opérations sur le terrain diplomatique.⁵⁷

On observe ainsi un changement de ton notable dans la presse au cours du mois de mars. Sous l'influence des incertitudes liées au caractère mystérieux de la série d'entrevues diplomatiques survenues entre les 10 et 18 mars, la bienveillance et l'espoir avaient laissé place à l'inquiétude. Les jugements sur l'Italie se faisaient ainsi plus sévères. Si une évolution du regard sur l'Italie semble ainsi visible au travers de la scène internationale, constate-t-on pour autant le même type de transformation au plan local ?

La situation locale : des considérations économiques au rôle croissant

L'étude de la cohabitation à une échelle plus locale nous renseigne sur le rôle de plus en plus important des aspects économiques dans la cohabitation franco-italienne. La guerre ayant éclaté depuis sept mois désormais, ses effets sur l'économie étaient de plus en plus sensibles.

Ces considérations économiques avaient des répercussions sur la délivrance des visas de passeport, notamment ceux permettant à d'anciens résidents étrangers de regagner le département. Si durant les premiers mois de guerre les renseignements d'ordre politique recueillis sur les étrangers semblaient être prédominants au niveau du choix d'accorder la délivrance d'un visa, la situation semblait en phase d'évolution. Ainsi, dès le 23 novembre, une circulaire du BCMC adressée aux préfets de France insistait, en plus du recueil traditionnel des renseignements d'ordre politique et idéologique sur les ressortissants étrangers, sur la nécessité d'étudier leur apport économique :

Il appartiendra aux Préfets d'apprécier, dans chaque cas, en s'inspirant notamment des intérêts économiques français, les raisons présentées par les étrangers qui devront faire la preuve de la nécessité de leur déplacement.⁵⁸

Symbole de cette nouvelle importance des considérations économiques, on vit à partir de la mi-février les demandes de renseignements – jusque-là destinées aux maires et aux commissaires de police – être également adressées à l'Office départemental de placement, dont nous avons déjà fait mention dans notre premier chapitre. Ce dernier avait pour mission de donner un avis favorable ou défavorable aux demandes, en fonction de la profession des intéressés. Celles-ci étaient en effet, au regard des besoins en main d'œuvre, plus ou moins

⁵⁷ *La Dépêche Dauphinoise*, 26 mars 1940.

⁵⁸ Circulaire du BCMC aux préfets de France, 23 novembre 1939 ; ADI, 69 M 3.

recherchées. Ainsi, les bûcherons, les menuisiers, les ouvriers agricoles, les cimentiers ou encore les tailleurs de pierre avaient de grandes chances de voir leurs demandes avalisées. À l'inverse, les magasiniers, les marchands forains et ambulants ou encore les ouvriers du bâtiment n'avaient que peu d'espoir de se voir octroyer un visa⁵⁹. À partir du 9 mars, on vit, de la même façon, apparaître sur les demandes de renseignement adressées aux maires et aux commissaires de police la mention :

[Il est demandé de s'assurer] s'il [le demandeur] est en mesure de trouver du travail dès son arrivée en France et s'il est en possession d'un contrat de travail visé favorablement par les services de la main d'œuvre étrangère.⁶⁰

Si les motifs d'avis défavorables étaient jusque-là répartis entre « loyalisme douteux », « attachement à la patrie d'origine » ou encore « opinions fascistes », on constate, à partir de la fin février et du début mars, l'apparition et la progression rapide de motifs comme « main d'œuvre encombrée », « concurrence aux entrepreneurs », « manque de moyens de subsistance » ou encore « chômage⁶¹ ». On observe de plus, au cours des mois de mars et avril, différentes demandes ayant obtenu des avis défavorables des maires ou commissaires de police mais des avis favorables de l'Office départemental de placement et finalement accordées⁶². Un autre bon exemple de ce changement nous est donné par le motif de refus consistant en le fait d'avoir quitté la France pour regagner l'Italie au moment de la déclaration de guerre. Le cas de Stefano Emilio Soleri est intéressant. Il dépose une demande le 9 novembre 1939 afin de pouvoir revenir travailler en France, au sujet de laquelle le commissaire central de Grenoble donne un avis défavorable et dresse le rapport suivant :

Bien qu'il n'ait donné lieu à aucune remarque défavorable tout au point de vue conduite et moralité qu'au point de vue national, il paraît attaché à son pays d'origine. Son dernier départ pour l'Italie date du 6 septembre 1939. Il demande son retour par intérêt, afin de reprendre son travail. Mr illisible⁶³, son propriétaire, qu'il indique comme référence, ne se porte nullement garant de son loyalisme.⁶⁴

⁵⁹ ADI, 69 M 3.

⁶⁰ ADI, 66 M 23. Du fait de la très grande disparité du nombre de demandes suivant les mois, il a été décidé de les traiter avant tout d'un point de vue qualitatif, davantage que quantitatif. On ne trouve par exemple dans le dossier qu'une ou deux demandes pour les mois de novembre, décembre ou janvier quand il y en a 70 pour le mois de mars et plus de 100 pour le mois d'avril.

⁶¹ *Ibid.* Voir l'annexe 11 pour plus de détails.

⁶² *Ibid.*

⁶³ Intitulé écrit par le commissaire sur son rapport.

⁶⁴ Demande de visa de Stefano Emilio Soleri, 9 novembre 1939 ; ADI, 66 M 23. Voir l'annexe 9 pour plus de détails.

Dans le cas de la demande de Luigi Barbero, qui avait déposé sa demande dix jours plus tôt, le commissaire donne un avis identique et indique de la même façon :

Quant au loyalisme de cet étranger, il est douteux et très incertain. Il a quitté furtivement notre ville au début de la tension internationale pour rejoindre son pays d'origine à la date du 1er septembre 1939.⁶⁵

On le voit, le fait d'avoir rejoint l'Italie au moment de la déclaration de guerre était interprété comme un important manque de loyalisme et représentait ainsi un motif quasi rédhibitoire. Néanmoins, à partir des mois de mars et avril, cet élément semble perdre en importance au profit des considérations économiques. On voit ainsi, le 20 avril, les demandes de 17 bûcherons – profession la plus recherchée par l'Office départemental de placement – ayant tous rejoint l'Italie au moment de la déclaration de guerre, être acceptées⁶⁶. D'autres cas de ce type, témoignant d'une importance moindre des motifs d'ordre politique sont présents, comme celui de Marthe Solare. Celle-ci dépose une demande le 15 mars, pour venir chez son frère résidant à Grenoble. À ce sujet, le commissaire central donne un avis défavorable et écrit :

Toutefois, comme son frère Albert chez qui elle désire venir ne donne pas toutes garanties de loyalisme, j'émetts l'avis, en raison des événements actuels, que le visa qu'elle sollicite ne lui soit pas accordée.⁶⁷

L'avis final émis par le préfet est pourtant, en dépit de ces renseignements, favorable.

L'importance majeure de la main d'œuvre transalpine en Isère nous est confirmée par un télégramme du BCR de Lyon au préfet en date du 13 mars. Le général Hartung, chef du BCR, s'inquiétait du départ temporaire de nombreux travailleurs italiens. La durée de ces départs n'était pas selon lui, pleinement justifiée :

La main d'œuvre étant particulièrement nécessaire en ce moment et les ouvriers italiens résidant sur notre territoire semblent prendre de très longs congés, en invoquant trop fréquemment, à notre avis le motif « pour raison de famille », il serait nécessaire de demander aux intéressés de produire, à l'appui de leur demande de visa, une attestation de leur patron indiquant la durée du congé qui leur est accordé, de façon à limiter la validité du visa à la durée du dit congé.⁶⁸

En plus d'influencer la décision des autorités, ces considérations économiques jouaient aussi directement sur les rapports entre Isérois et Italiens. Un cas particulièrement riche en informations nous est fourni par le petit village de Bellegarde-Poussieu, situé dans l'Ouest du

⁶⁵ Demande de visa de Luigi Barbero, 9 novembre 1939 ; ADI, 66 M 23.

⁶⁶ Demandes de visa de Giovanni Zanardi ; Carlo Locatelli ; Santo, Giuseppe, Pietro, Francesco, Alessandro, Emilio et Pietro Carminati ; Battista, David, Aristide et Giuseppe Pesenti ; Pietro Tartari ; Giovanni Milesi ; Emilio et Luigi Capelli, 20 avril 1940 ; ADI, 66 M 23.

⁶⁷ Demande de visa de Marthe Solare, 15 mars 1940 ; ADI, 66 M 23.

⁶⁸ Télégramme du BCR au préfet de l'Isère, 13 mars 1940 ; ADI, 69 M 12.

département, non-loin du Rhône et de la ville de Vienne. Celui-ci comptait en son sein, au début de l'année 1940, un immigré italien : Daniele Giacomello, né en 1882 dans la province d'Udine. Celui-ci avait été condamné à 2 mois de prison, qu'il avait purgé, et à 200 francs d'amende, qu'il s'engageait à rembourser, pour absence de présentation de sa carte d'identité d'étranger. Selon ses dires, il n'était plus en possession de la carte qu'il détenait depuis 1918 et avait demandé son renouvellement, qu'il n'avait pu obtenir et sans qu'on lui donne le motif de ce refus. Mise au courant, la population du village souhaita rédiger une pétition adressée directement au sous-préfet de Vienne afin d'obtenir des explications à ce sujet. Le notaire du village, Frédéric Giroud, prit la décision d'en avertir au préalable le préfet afin d'obtenir des explications permettant d'éviter une telle entreprise. Il écrivit ainsi au préfet Surchamp le 11 mars :



Figure 5. Document d'identité de Daniele Giacomello (ADI, 66 M 23)

Giacomello, qui habitait précédemment les Roches de Condrieu, est venu se fixer à Bellegarde-Poussieu où il a rendu de réels services comme ouvrier agricole, notamment depuis la mobilisation – allant aider les jeunes femmes seules à rentrer les récoltes, panser les bêtes et faire les travaux les plus urgents, sans se ménager.

Aussi toute la population qui s'intéresse à lui s'était décidée à faire une pétition pour obtenir que la lumière soit faite sur cette affaire.

J'ai pensé qu'il était tout d'abord préférable Monsieur le Préfet de s'adresser directement à vous et que vous voudriez bien nous donner les raisons des mesures prises en nous indiquant en même temps les formalités à faire pour que Giacomello puisse obtenir sa carte s'il est en droit de l'avoir.

J'ajoute que Giacomello est un bon travailleur et qu'il n'a jamais donné dans le pays le moindre sujet de plainte.

Inutile de vous dire que ceux qui s'intéressent à lui sont prêts à s'incliner si les mesures prises à son égard sont justifiées. Ils désirent simplement connaître les raisons de ces mesures et la cause qui s'oppose à la délivrance d'une nouvelle carte.⁶⁹

En réalité, ce non renouvellement de carte était délibéré, principalement pour des motifs économiques, ce qu'indiqua le sous-préfet de Vienne au préfet qui souhaitait obtenir davantage d'explications. M^e Giroud n'obtint donc pas de réponse ni davantage d'explications et l'agitation à Bellegarde-Poussieu ne fut de ce fait pas apaisée. Comme indiqué, une pétition fut

⁶⁹ Lettre du notaire de Bellegarde-Poussieu au préfet de l'Isère, 11 mars 1940 ; ADI, 65 M 4.

rédigée le 31 mars, comportant « plus de 100 signatures » et « signée par la plupart des conseillers municipaux et par Mr le Maire de Bellegarde-Poussieu ». Elle était ainsi rédigée :

Malgré ses démarches, Giacomello n'a pu obtenir depuis quelque temps le renouvellement de sa carte, personne ne voulant ou ne pouvant le renseigner sur les formalités à faire.

Il prétend avoir obtenu sans difficultés sa carte dans toutes ces communes [celles où il avait travaillé précédemment] et n'avoir jamais pu y arriver depuis qu'il s'est fixé à Bellegarde-Poussieu.

À un employeur du pays qui l'avait accompagné à la Préfecture, il aurait été répondu qu'il ne manquait à son dossier que le certificat avec avis favorable de la mairie de Bellegarde-Poussieu, certificat qu'il a réclamé en vain sans rien savoir depuis lors qui lui permette de se mettre en règle avec la loi.

Les soussignés émus et surpris de cette situation tiendraient à savoir :

Quelle est la raison qui s'oppose à la délivrance de la carte de Giacomello

Si un avis défavorable a été donné, par qui et pour quels motifs

Quelles seraient le cas échéant les formalités à faire pour régulariser sa situation

Ils ajoutent qu'ils sont tous plus ou moins intéressés à garder dans la commune, où la main d'œuvre fait défaut, un journalier agricole qui y a rendu et est appelé à y rendre les plus grands services en aidant à rentrer les récoltes et à tous les travaux des champs les plus urgents.

D'autant plus que cet étranger n'a jamais donné le moindre sujet de plainte et qu'il s'est surtout employé à aider les femmes seules et les cultivateurs dans l'embarras. C'est pourquoi Monsieur le Préfet, les signataires confiants dans votre bienveillante intervention ont recours à vous pour que la lumière soit faite sur le cas qui vous est signalé et auquel s'intéresse une grande partie de la population.⁷⁰

Cette pétition, comportant une centaine de signatures sur une population totale d'environ 600 habitants témoigne des liens qui pouvaient exister entre autochtones et immigrés italiens, notamment à la campagne. Les considérations économiques, nous l'avons vu n'y étaient évidemment pas étrangères, ces immigrés apportant une main d'œuvre visiblement très utile au village. Mais on ne peut que considérer que les bons rapports qui semblaient caractériser les relations entre cet Italien et les Poussieurois, d'ampleur à susciter une initiative de solidarité populaire autour d'une pétition réunissant 1/6^{ème} de la population du village, ne pouvaient être le seul fruit de l'utilité économique de l'intéressé. Cet exemple confirme les différences évoquées par Ralph Schor entre ville et campagne dans le cadre des Alpes-Maritimes et mentionnées au sein du chapitre introductif⁷¹. Les rapports entre Isérois et Italiens au sein des campagnes étaient souvent plus directs qu'en ville et permettaient une cohabitation sous de meilleurs auspices, grâce à une meilleure connaissance de l'autre.

⁷⁰ Pétition des habitants de Bellegarde-Poussieu, 31 mars 1940 ; ADI, 66 M 23. Voir l'annexe 15 pour plus de détails.

⁷¹ Ralph Schor, « Les immigrés italiens au miroir de la presse française dans l'entre-deux-guerres », *op.cit.*, p.111.

Le mois de mars avait ainsi agi comme un tournant. Sur la scène internationale, il avait vu naître les premières tensions directes entre les Alliés et l'Italie suite à l'épisode du charbon. Bien que l'on restât au départ confiant sur les suites à donner à cet incident, la série d'entrevues diplomatiques qui s'opéra entre le 10 et le 18 mars fit émerger des inquiétudes. Là aussi, l'on avait dans un premier temps simplement considéré que celles-ci avaient pour but la conclusion d'une paix, mais les derniers jours du mois avaient vu naître une effrayante hypothèse, bien qu'infondée, celle de la conclusion d'une alliance entre l'Allemagne, l'URSS et l'Italie. L'image d'Épinal qu'avaient bâtie les journaux au sujet de l'Italie et sur une potentielle alliance avec le royaume transalpin ne résista pas à ces inquiétudes et les doutes s'installèrent. Si certains journaux demeuraient encore optimistes, le nombre de références à une alliance franco-italienne ou à la « finesse italienne » chère à Marcel Farges avait fortement chuté. Le regard sur l'Italie avait de cette façon indéniablement changé chez les journalistes.

Toutefois, du côté des autorités, il semble que ce mois de mars caractérisa surtout l'avènement des considérations économiques dans le cadre des politiques liées aux immigrés italiens. On ne note pas de renforcement particulier de leur méfiance au cours de ce mois. On constate enfin, en dépit de l'augmentation des tensions entre l'Italie et les Alliés, que des exemples d'une cohabitation se déroulant sous d'excellents auspices sont encore bien visibles, notamment dans les campagnes. Ce tournant de mars est en cela diversement marqué.

L'autre tournant qui eut lieu au cours du mois de mars fut celui de la politique italienne. Mars, dieu de la guerre, allait présider à une période décisive, en amenant l'Italie plus près d'elle encore. Au cours de ce mois, elle choisit en effet son camp, bien qu'elle ne rendît pas ce changement officiel. Il convient, pour analyser l'évolution du positionnement italien, de se placer en dehors de tout déterminisme. Le choix de Mussolini était, jusqu'au printemps 1940, encore en suspens, comme l'a montré Pierre Guillen dans son analyse des rapports économiques franco-italiens durant la « drôle de guerre »⁷². Toutefois, le mois de mars vit bel et bien Mussolini choisir définitivement, au milieu de ses hésitations perpétuelles, le camp de l'Allemagne. Cela nous est confirmé par Christophe Poupault pour qui : « au printemps 1940, seule la France désire désormais trouver un terrain d'entente⁷³ » et Pierre Milza, qui explique

⁷² Pierre Guillen, « La coopération économique entre la France et l'Italie de septembre 1939 à juin 1940 », in Jean-Baptiste Duroselle, Enrico Serra [dir.], *Italia e Francia, 1939-1945*, Franco Angeli, Milan, 1984.

⁷³ Christophe Poupault, *À l'ombre des faisceaux*, op. cit., p.741.

qu' « en réalité, depuis qu'il avait reçu Ribbentrop à Rome, le 10 mars, le choix de Mussolini paraissait à peu près acquis⁷⁴ ».

Néanmoins, en France et en Isère, on ignorait tout de cette évolution de la position du Duce. Les événements de mars avaient ainsi suscité d'importantes incertitudes, d'où avaient découlé des craintes majeures. Ces incertitudes allaient perdurer pendant les deux mois qui suivirent, laissant les Isérois dans la perplexité et l'inquiétude les plus totales.

⁷⁴ Pierre Milza, *Mussolini, op. cit.*, p.771.

Chapitre IV : une longue période d'incertitude

Marqués par une reprise des développements militaires du conflit, après la longue période d'attente observée de septembre à mars, le mois d'avril et les semaines qui s'en suivirent inaugurèrent une nouvelle période. Après une fin d'hiver qui avait ébranlé chez les Isérois nombre d'espairs placés en l'Italie, le printemps 1940 se caractérisa par un renforcement des incertitudes apparues au cours du mois de mars. Symbole de cette perplexité ambiante, on compte, chez les trois quotidiens isérois, une soixantaine d'articles dont le seul titre évoque l'attitude de l'Italie, en des termes tels que : « Le point d'interrogation italien », « L'énigme italienne », « L'Italie à la croisée des chemins » ou encore « L'Italie face à son destin ». Cette période de deux mois, qui s'interrompt le 10 mai, incarne ainsi la deuxième phase de notre lente et progressive désillusion.

La mi-avril : bouleversements géopolitiques

Les opérations de Scandinavie

Les pays scandinaves – Danemark, Norvège, Suède – avaient été jusqu'ici relativement tenus à l'écart du conflit. On leur avait seulement reproché leur manque de soutien à la Finlande au moment de la guerre d'Hiver¹, en dépit du fait que la Suède avait bel et bien envoyé de l'aide à la république finnoise, attaquée par le géant soviétique². Cette guerre finno-russe avait fait naître chez les Alliés l'idée d'une opération en Scandinavie, permettant à la fois de prêter assistance aux Finlandais et de porter un coup décisif à l'Allemagne par sa périphérie. Le Reich était en effet hautement dépendant des minerais de fer extraits dans les mines suédoises de Kiruna. Ceux-ci étaient habituellement acheminés via le port de Luleå, mais durant l'hiver, ce dernier étant pris en glace, les approvisionnements s'effectuaient via la Norvège et le port de Narvik. Cette « route du fer » étant particulièrement vulnérable à une offensive alliée, Hitler décida dès le 14 décembre 1939 de démarrer la préparation de l'occupation des ports norvégiens³. Le 9 avril, lançant l'opération *Weserübung*, il envoya un ultimatum aux gouvernements de Copenhague et d'Oslo, leur demandant de ne pas s'opposer au passage des

¹ *La République du Sud-Est*, 8 décembre 1940. *Le Petit Dauphinois*, 20 décembre 1940.

² Klas Åmark, « Sweden », in Richard Bosworth, Joseph Maiolo [dir.], *The Cambridge History of the Second World War*, Volume 2 : *Politics and Ideology*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p.362.

³ Stefan Martens, « Printemps-été 1940 : les premiers *blitzkriege* de l'Allemagne nazie », in Alya Aglan, Robert Frank, *1937-1947 : La guerre-monde, I, op. cit.*, p.194.

troupes allemandes sur leurs sols respectifs⁴. Le roi du Danemark céda aux exigences allemandes, mais Haakon VII de Norvège, informé des intentions alliées d'intervenir eux aussi, opta pour la résistance⁵. Français et Anglais s'étaient en effet concertés le 28 mars sur une opération Wilfried, dont le lancement ne fut précédé par les Allemands que de quelques heures. Si l'occupation du territoire des deux pays fut rapide, les combats se prolongèrent jusqu'en juin dans des zones comme Narvik, qui fut prise par les Alliés. Ils furent durs pour l'Allemagne, notamment pour la *Kriegsmarine*⁶.

Mussolini, qui approuvait « de grand cœur cette action de Hitler⁷ » trépassait toujours de ne pouvoir entrer en guerre, déclarant ainsi : « il est humiliant de rester les mains dans les poches pendant que les autres écrivent l'Histoire⁸ ». Pierre Milza indique que : « L'occupation du Danemark par l'armée allemande, puis l'attaque victorieuse contre la Norvège et bientôt l'échec de l'opération franco-britannique à Narvik devaient conforter Mussolini dans l'idée que rien ne pourrait arrêter le Führer dans son entreprise conquérante⁹ ». Son appétit guerrier se réveilla et il fit nommer Dino Alfieri, ouvertement belliciste et germanophile, comme ambassadeur à Berlin, symbole de son rapprochement de plus en plus fort avec l'Allemagne¹⁰. Le Duce semblait en effet avoir choisi son camp, répondant ainsi aux Hongrois qui lui demandaient si l'Italie les soutiendrait en cas d'attaque allemande contre le territoire magyar : « Comment cela serait-il possible, puisque je suis l'allié d'Hitler et que j'entends le rester ?¹¹ ».

Après un court répit, les interrogations nées au mois de mars quant à la conduite de l'Italie renaquirent de plus belle. Elle que l'on considérait comment s'étant rapprochée de l'Allemagne au cours du mois précédent allait-elle la rejoindre officiellement en soutenant ouvertement l'action du Reich, voire en entrant dans le conflit à son tour ?

Chez certains journaux isérois, l'optimisme était de mise. *Le Journal de Saint-Marcellin* semblait considérer qu'un rapprochement avec l'Italie était toujours envisageable :

Il reste, il est vrai, deux inconnues, et deux inconnues de taille : que feront l'Italie et la Russie ? [...] Il est permis d'espérer que l'énergie que déploient les Alliés et l'affirmation croissante de la supériorité de leurs forces ne seront pas sans influence sur l'attitude

⁴ David Kirby, *The Baltic World 1772–1993, Europe's Northern Periphery in an Age of Change*, Longman, New York, 1995, p.261.

⁵ Antoine Fleury, « États neutres et non-belligérants », *op. cit.*, p.195.

⁶ *Ibid.*

⁷ Galeazzo Ciano, *Journal politique, op. cit.*, date du 9 avril 1940, p.149.

⁸ *Ibid.*, date du 11 avril 1940, p.152.

⁹ Pierre Milza, *Mussolini, op. cit.*, p.773.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Galeazzo Ciano, *Journal politique, op. cit.*, date du 9 avril 1940, p.149.

qu'adopteront deux nations que seules des considérations idéologiques et des ambitions démesurées opposent aux démocraties occidentales.¹²

Pour diverses raisons, on n'estimait pas que cette nouvelle phase de la guerre aurait des incidences sur la position italienne. Au *Petit Dauphinois*, on considérait complètement illogique l'hypothèse selon laquelle l'Italie se joindrait à l'Allemagne. Le journal s'appuyait pour cela sur des arguments géopolitiques, de fraternité latine ou encore sur le fait que le peuple italien était selon lui hostile à la guerre :

On dit que M. Mussolini serait l'objet d'une vive pression ; on envisagerait même une décision de sa part. Que son heure arrive, c'est possible, mais qu'il aille, contre le gré de son peuple et sans doute de la Couronne, mettre la main dans celle de l'oppresseur, ce serait renier à tel point le passé historique, les affinités latines et les règles du bon sens que nous lui faisons, malgré tout, meilleur crédit.

Il s'est posé en défenseur des pays balkaniques : serait-il à ce point aveuglé, qu'il compromettrait, par un geste contre la logique, le laborieux dessein qu'il paraît s'être tracé ? Comment ne méditerait-il pas présentement sur les conséquences évidentes de l'aventure norvégienne.¹³

L'opposition populaire à la guerre est confirmée par Ciano. Il semble que même l'idéologie prônant un expansionnisme en Méditerranée ne rencontrait qu'un assentiment très limité, ce que le gendre du Duce indiquait en ces termes : « Même chez les plus enthousiastes, la question méditerranéenne trouve peu d'échos, pas assez en tous cas pour justifier une guerre »¹⁴.

Le Petit Dauphinois continuait dans cette voie, qui considérait qu'un rapprochement italo-allemand serait contre toute logique, les jours suivants, déclarant :

Le pacte triangulaire, il l'a repoussé depuis. La tentation des Balkans, il l'a nettement écartée, en déclarant qu'il ne saurait y admettre une pénétration russe, tout comme il ne cesse de répéter par sa presse que rien ne pourrait se faire en Méditerranée, sans que le gouvernement de Rome fût d'accord.

Quel intérêt vraiment aurait Mussolini ou Staline de permettre à Hitler de vaincre ?¹⁵

Il concluait enfin sa démonstration plurijournalière en ces termes : « Que tout le bruit qu'il a mené dans le monde, que tous les arcs-en-ciel qu'il a fait lever sur le Capitole aboutissent à un crépuscule de suicide, il y aurait de quoi faire hurler la louve romaine¹⁶ ». Il se voulait également rassurant sur les commentaires négatifs de la presse italienne à l'égard des Alliés qu'on pouvait lire en cette mi-avril : « Certes, le ton de la presse s'est haussé fortement, un mot

¹² *Le Journal de Saint-Marcellin*, 20 avril 1940.

¹³ *Le Petit Dauphinois*, 12 avril 1940.

¹⁴ Galeazzo Ciano, *Journal politique*, *op. cit.*, date du 5 mai 1940, p.164.

¹⁵ *Le Petit Dauphinois*, 14 avril 1940.

¹⁶ *Le Petit Dauphinois*, 17 avril 1940.

d'ordre a été donné de toute évidence, mais un pareil diapason ne serait-il pas plus pour flatter Berlin et lui prodiguer de bonnes paroles que pour exprimer une identité de vues sur le problème européen ?¹⁷ ». Son correspondant zurichois, André Choisy, considérait d'ailleurs que le fait – supposé – que l'Allemagne cherche à entraîner l'Italie dans la guerre était un aveu de faiblesse du Reich, incapable de mener sa guerre seul, comme il se plaisait à le raconter :

Il [Hitler] a besoin du soutien de l'Italie, lui qui en septembre dernier, proclamait fièrement : « L'Allemagne est assez puissante pour combattre seule contre tous ses ennemis ».

Et voilà que ce n'est plus vrai.

Voilà que Hitler est contraint de solliciter l'appui de l'Italie fasciste pour ménager la jeunesse allemande.¹⁸

Marc-Antoine, à *La République du Sud-Est*, rejoignait *Le Petit Dauphinois* dans cet élan d'optimisme, en se basant une nouvelle fois sur les liens « civilisationnels » qui unissaient les peuples latins :

Le peuple italien n'est pas moins attaché que le peuple français ou le peuple espagnol à cette civilisation occidentale, que les Alliés défendent actuellement contre ces deux formules barbares d'asservissement de l'individu, qui s'appellent le nazisme et le bolchevisme.¹⁹

Cet appui sur le peuple italien prenait une place nouvelle en ce printemps 1940. On s'était déjà appuyé sur lui, notamment lors du déclenchement de la guerre d'Hiver, pour dresser des hypothèses sur l'attitude de l'Italie. Il acquérait un rôle plus important à présent. En effet, s'il devenait plus difficile de s'appuyer sur les dirigeants italiens, semblant se rapprocher de l'Allemagne, pour se persuader que l'Italie n'entrerait pas en guerre, une autre ressource de conviction résidait dans le peuple transalpin, qui selon les dires des journaux ne voulait pas la guerre. On entra alors dans une période où la dissociation entre les dirigeants italiens et les Italiens eux-mêmes devenait courante dans la presse iséroise. Pour affirmer que ces derniers ne voulaient pas de la guerre, Jean Perquelin, au *Petit Dauphinois*, s'appuyait sur le récit que faisait un journaliste du *Temps* sur son dernier voyage dans la Péninsule :

L'opinion publique italienne est martelée chaque jour par la presse et par la radio. La parole du Duce y éveille de grands échos. Elle a sans doute évolué, cette opinion, et dans un sens qui ne nous est pas favorable. Et, cependant, qui pourrait dire que dans sa majorité, elle soit foncièrement hostile à la France ?

Notre confrère Gabriel Boissy, retour d'une mission de reportage en Italie pour le compte du « Jour », constate avec quel gentil empressement le voyageur français est

¹⁷ *Le Petit Dauphinois*, 14 avril 1940.

¹⁸ *Le Petit Dauphinois*, 18 avril 1940.

¹⁹ *La République du Sud-Est*, 21 avril 1940.

accueilli partout. Partout il cueille des témoignages de la persistance de la vieille amitié traditionnelle franco-italienne.²⁰

Le Droit du Peuple lui emboîtait le pas, déclarant : « Le peuple italien ne semble pas pressé de payer de son sang la guerre déchaînée par Hitler ; il ne sait pas encore d'où vient le vent, malgré les efforts de la propagande nazie²¹ ». La même dissociation entre dirigeants et citoyens était présente dans les dires d'Antoine Bérard, à *La République-du-Sud-Est* : « Ce que l'on peut affirmer à coup sûr, d'après les renseignements les plus autorisés, c'est qu'une grande partie de l'opinion italienne n'envisage pas l'hypothèse d'un conflit avec sérénité, et ne suivrait pas ses chefs avec enthousiasme²² ». Elle allait être particulièrement présente au cours des mois d'avril et de mai, de cette longue période d'incertitude dans laquelle nous entrons. Même si le peuple italien demeurait hostile à la guerre, l'offensive allemande n'avait pas pour autant créé d'importante réprobation, ainsi que le confirmait Ciano : « Les nouvelles de la campagne allemande dans le Nord ont trouvé un écho favorable dans le peuple qui, comme le dit Mussolini, « est une putain qui préfère le mâle le plus fort »²³ ».

Pour certains journaux, si les relations franco-italiennes se trouvaient détériorées et pour ainsi dire au point mort, la faute en incombait aux gouvernements précédents, en particulier au Front populaire. Les journaux de l'aile droite n'étaient ainsi pas avares de critiques à son égard et sa plus célèbre figure, Léon Blum, cristallisait les attaques. Léon Poncet, qui n'avait jamais mâché ses mots contre le leader socialiste, écrivait :

Le 5 novembre 1935, M. Blum annonçait, avec son habituel à-propos « l'effondrement du régime mussolinien ». Dans *Le Populaire* des 6 et 7 octobre 1935, il se félicitait des sanctions contre l'Italie, alors qu'il avait, dans son discours du 29 mars 1930, exigé et obtenu que les sanctions ne seraient jamais appliquées à l'Allemagne.

Son gouvernement a laissé pendant plus d'un an sans titulaire le poste d'ambassadeur de France à Rome. Et, le 5 mars 1939, il annonçait « qu'il ne s'écoulerait pas un bien long délai avant que l'ultimatum de l'Italie nous soit signifié.²⁴

La Croix de l'Isère, reprenant un article de *Lyon-Soir*, partageait cette opinion, jugeant elle aussi Blum responsable de la rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Italie :

Il est un fait indéniable, c'est que durant les deux années où le Front populaire, en la personne de M. Léon Blum, dirigea la politique de la France, nous avons été privé de représentation diplomatique à Rome. Et il se trouve que c'est pendant ces deux années que s'est décidé l'orientation vers le Reich de la politique italienne.

²⁰ *Le Petit Dauphinois*, 21 avril 1940.

²¹ *Le Droit du Peuple*, 11 et 12 mai 1940.

²² *La République du Sud-Est*, 19 avril 1940.

²³ Galeazzo Ciano, *Journal politique*, op. cit., date du 10 avril 1940, p.150.

²⁴ *La République du Sud-Est*, 18 avril 1940.

Mais si M. Blum [...], rappelait en 1936, M. de Chambrun qui continuait, à Rome, la politique de rapprochement et d'amitié inaugurée par M. Pierre Laval, c'est donc qu'il était opposé à cette politique et qu'il en voulait introduire une autre.²⁵

Ils étaient suivis dans leur démonstration par *Le Moniteur de Bourgoin*, qui tout en critiquant ouvertement la politique étrangère du Front populaire, définissait une différence fondamentale entre l'URSS et l'Italie :

L'Italie, au contraire [de l'URSS], malgré ses plaintes au sujet du traité de Versailles, est restée dans le camp des Alliés aussi longtemps qu'on ne l'a pas, pour ainsi dire, chassée. En 1934, Mussolini arrête Hitler et sauve l'Autriche en envoyant 60.000 hommes sur le Brenner. Après la conquête de l'Éthiopie, dans la fameuse interview de M. Ward Price, envoyé du « Daily Mail », il déclare que l'Italie est désormais parmi les nations satisfaites. On sait à la suite de quelques erreurs, au lendemain des élections de 1936, le gouvernement socialiste l'a découragée et finalement rejetée dans les bras de l'Allemagne. La politique de l'Italie, si déplaisante fût-elle, a toujours été franche. [...]

On ne peut nier que, à Munich et depuis Munich, Mussolini a tâché de maintenir la paix. [...] Il résulte de ces faits que vouloir rétablir l'harmonie entre les peuples méditerranéens ou travailler à répandre la peste bolchevique, ce sont deux choses aussi différentes que la nuit et le jour.²⁶

Le journal bergusien ajoutait :

L'autre jour encore, 35.000 tracts bolcheviques et défaitistes étaient saisis en France. A-t-on vu circuler dans notre pays un seul tract pro-fasciste ?²⁷

Si, selon ses dires, on ne voyait pas de tracts profascistes circuler, on notait en revanche l'apparition de propos défaitistes tenus par des Italiens. On en observait ainsi le premier cas au sein des données disponibles pour le département en février. Par la suite, le mouvement s'accélérait avec 2 cas en avril et 4 en mai²⁸.

À la thèse qui voyait le Front populaire être jugé seul responsable d'un affaiblissement diplomatique de la France se substitua, dans une certaine logique, après la défaite, une nouvelle théorie. Celle-ci voyait la coalition de gauche être reconnue coupable d'avoir entraîné la défaite en désarmant le pays et en l'affaiblissant. Ces théories selon lesquelles le Front populaire était responsable de l'effondrement français eurent et ont pour certaines toujours la dent dure. En réalité, en 1934, l'homme qui considéra que la ligne Maginot ne devait pas être prolongée dans les Ardennes devait devenir le sauveur de la nation à l'été 1940, Philippe Pétain. Celui-ci choisit

²⁵ *La Croix de l'Isère*, 5 mai 1940.

²⁶ *Le Moniteur de Bourgoin*, 12 avril 1940.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Registre d'écrou de la maison d'arrêt de Grenoble ; ADI, 6 Y 404. Registre d'écrou de la maison de correction de Grenoble ; ADI, 6 Y 418. Registre d'écrou de la maison d'arrêt de Vienne ; ADI, 6 Y 361. Rapports du commissaire central de Grenoble ; AMG 1 I 352. Voir l'annexe 26 pour plus de détails.

pour le seconder dans sa tâche, Pierre Laval, un président du Conseil qui en 1935, avait opéré d'importantes coupes budgétaires sur la Défense nationale du fait d'une politique déflationniste²⁹. Ayant signé les accords de janvier 1935 avec Mussolini, Laval était au contraire considéré en héros. On le voit, les premières pierres des thèses accablant le Front populaire étaient déjà bien présentes.

À gauche, en revanche, on adressait les plus vifs griefs à l'État péninsulaire. *Le Droit du Peuple*, parlait ainsi d'« attaques virulentes de la presse fasciste contre les Alliés » et de « sa mauvaise foi dans la relation des opérations en Norvège présentées comme un échec total, voire comme le prélude de la victoire du Reich³⁰ ». Marcel Farges, dans son éditorial de *La Dépêche Dauphinoise* haussait le ton, s'en prenant à « la Louve », qui applaudissait le barbare allemand attaquant la frêle mais non moins courageuse Norvège :

Un Français sera toujours porté à faire du sentiment avec l'Italie, nation sœur, et, de plus, fort estimable et sympathique. Il n'en faut point faire, paraît-il. La Louve nous y invite. Elle est bien aimable, mais, qu'elle se le dise une bonne fois, personne ne pense un seul instant à en faire avec elle.

La Louve est particulièrement agitée depuis l'invasion de la Norvège par l'Allemagne. Chose curieuse, ce n'est pas cette invasion même, abominable et scélérate, qui lui cause un tel trouble et lui fait grincer des dents. C'est la résistance de la Norvège.

Pour la Louve, il faut absolument que l'héroïque résistance du petit peuple norvégien soit brisée et comme elle ne l'est pas dans la réalité, comme au contraire elle s'affermir de jour en jour, la Louve la brise dans ses journaux et devant ses microphones.³¹

Il continuait en adoptant une attitude paternaliste déçue, ancienne et partagée par de nombreux français, ainsi que l'a décrite Paul Guichonnet³². Voir l'Italie, pays que la France avait libéré du joug des Germains les rejoindre à nouveau et ne témoigner à l'égard de son protecteur et libérateur d'aucune reconnaissance lui était insupportable :

La Louve fut longtemps mise en cage, asservie, opprimée. Son humiliation dura jusqu'au jour où les Français s'émurent de son destin et la proclamèrent indigne de son génie incomparablement plus brillant, plus fécond, plus humain que celui de ses oppresseurs. Ces têtes gauloises, enflammées, quelque peu folles, vinrent au secours de la Louve captive, l'aiderent à reconquérir sa liberté. Avec les années, elle retrouva aussi une certaine vigueur et les Français purent alors voir que chez les louves, la vigueur est exclusive de la reconnaissance.

Ils sont à l'heure actuelle, tout à fait habitués de ce spectacle paradoxal : l'Italie, sortie toute entière de la lutte contre la domination du Barbare, applaudit chaque fois que le Barbare impose son joug à un peuple faible : mieux, elle quête toujours elle-même quelque peuple à subjuguier.³³

²⁹ Johann Chapoutot, « 1935-1940 : Les démocraties face à la guerre », in Alya Aglan Alya, Robert Frank [dir.], *1937-1947 : La guerre-monde, I, op. cit.*, p.156-157.

³⁰ *Le Droit du Peuple*, 27 et 28 avril 1940.

³¹ *La Dépêche Dauphinoise*, 20 avril 1940.

³² Paul Guichonnet, « L'image de l'Italie dans la conscience nationale française », *op. cit.*, p.14 (voir chapitre introductif).

³³ *La Dépêche Dauphinoise*, 20 avril 1940.

Farges poursuivait son discours, au sein duquel on peut percevoir une dose de moquerie, envers une Italie qui se voulait une grande puissance guerrière mais dont il jugeait qu'il s'agissait bien davantage d'un colosse aux pieds d'argile :

La Louve déborde de volonté de puissance. Elle rêve de jouer un grand rôle, elle aspire à faire du vrai théâtre. La guerre ? La Louve n'a pas beaucoup de charbon, pas beaucoup de ressources minières et quasi point d'or.³⁴

Il concluait enfin en témoignant d'une résignation et d'attentes déçues. On sentait dans son discours la frustration et la déception d'avoir cru honnêtement en un rapprochement franco-italien pendant des mois, pour aboutir à un si faible résultat. Il marquait ainsi son désintéressement au travers d'une attitude fière, déclarant que peu importait désormais l'attitude que prendrait l'Italie, la France se tiendrait prête à combattre ses ennemis, aussi nombreux soient-ils :

La Louve commettra-t-elle une faute monumentale ? Perdra-t-elle toute raison ? Elle fera bien ce qu'elle voudra... Nous nous occupons exclusivement de nos propres affaires. Qu'elle soit assurée que nous nous en occupons bien.³⁵

Néanmoins, ces critiques envers une Italie dont on avait longtemps attendu un signe de rapprochement, qui n'était pas survenu, n'étaient pas l'apanage de la gauche. *Le Moniteur de Bourgoin*, qui nous l'avons vu, jugeait le Front populaire comme le premier responsable de l'échec du rapprochement franco-italien, déclarait cependant à propos des commentaires négatifs de la presse italienne :

Mais cela étant dit [la responsabilité du Front Populaire], nous sommes les premiers à juger déplorables et stupides les excitations anti-françaises d'une certaine partie de la presse italienne.³⁶

La République du Sud-Est faisait de même, sous la plume d'Antoine Bérard :

Nous pouvons, néanmoins, trouver étrange que ses dirigeants [italiens] aient cru bon d'affirmer qu'après la « liquidation » de la Pologne, la guerre n'avait plus pour excuse que « la volonté de domination des démocraties ».³⁷

Les marques de déception vis-à-vis d'un traitement plus favorable accordé au Reich qu'aux Alliés par l'Italie étaient ainsi bien visibles. Elles commençaient à se matérialiser en critiques, particulièrement à gauche, contre l'État transalpin, devant les marques d'un rapprochement italo-allemand qu'on ne pouvait désormais plus dénier.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Le Moniteur de Bourgoin*, 12 avril 1940.

³⁷ *La République du Sud-Est*, 19 avril 1940.

L'anniversaire d'Hitler

Né en 1889, Hitler fêtait, en ce 20 avril 1940, ses cinquante et un ans. Pour féliciter le maître du Reich, le Duce lui fit envoyer un télégramme en ces termes :

Tandis que le peuple allemand célèbre votre anniversaire, je veux, au nom du gouvernement fasciste et du peuple italien vous exprimer mes vœux cordiaux, avec la ferme conviction que le peuple allemand sortira victorieux de la grande épreuve dans laquelle il se trouve.³⁸

André Choisy, correspondant à Zurich pour *Le Petit Dauphinois*, le résumait ainsi, avec une pointe de moquerie à l'égard du Führer : « À l'occasion du 51^e anniversaire du peintre en bâtiment, Mussolini a adressé à Hitler son télégramme de félicitations dans lequel le Duce exprime sa confiance dans la victoire de l'Allemagne³⁹ ». Pour Marcel Farges, à *La Dépêche Dauphinoise*, ce télégramme de félicitations était l'occasion de renouveler la dissociation entre le Duce et son peuple, dans leurs rapports respectifs à l'Allemagne et à son chef :

Le peuple italien pourrait se formaliser de voir que le Duce lui fait exprimer des vœux cordiaux à Hitler, attendu que s'il est au monde un personnage qui l'horripile, qui lui inspire de l'aversion et, pour tout dire, qui le dégoûte c'est bien l'Antéchrist germanique. Mais le peuple italien a trop le sens de la diplomatie pour attacher beaucoup d'importance aux formules protocolaires.⁴⁰

Celui-ci considérait également la réponse d'Hitler – qui exaltait les liens germano-italiens – était un nouvel aveu de faiblesse, le Führer cherchant une nouvelle fois à faire entrer l'Italie dans la guerre :

L'Italien marchait sur la pointe des pieds ; l'Allemand s'avance au pas de l'oie et met ses lourdes bottes dans le plat. Sans discrétion, sans habileté, il reparle à pleine voix (chut ! chut !) de l'assistance plus ou moins stipulé par l'Axe.

Aussi bien, il en a un tel besoin !⁴¹

Enfin, ces félicitations du Duce étaient très mal perçues chez certains. *La Croix de l'Isère*, reprenant un article de *Paris-Soir*, relativisait l'importance du lien entre l'Italie et l'Allemagne. Mais elle s'indignait également que l'on fasse tant de cas du télégramme de Mussolini quand les échanges entre Reynaud et le Duce semblaient mis sous silence :

L'opinion s'est émue des termes des télégrammes échangés entre Hitler et Mussolini, à l'occasion du cinquante-et-unième anniversaire du premier. À tort peut-être. Les liaisons dangereuses entraînent toujours à des démarches qui, n'ayant rien de spontané, dépassent souvent et forcément la pensée de celui qui les fait. Ce qui est plus troublant, sans être d'ailleurs nécessairement plus inquiétant, c'est le silence fait par la presse et la radio italiennes, autour des déclarations de M. Paul Reynaud. [...] Que signifie exactement cette réserve ? Refus de négocier et de résoudre amiablement des problèmes, d'ailleurs mal

³⁸ *La Dépêche Dauphinoise*, 24 avril 1940.

³⁹ *Le Petit Dauphinois*, 22 avril 1940.

⁴⁰ *La Dépêche Dauphinoise*, 24 avril 1940.

⁴¹ *Ibid.*

définis sinon mal posés ? Ou bien simple embarras de répondre aux déclarations par autre chose que le silence ? On ne sait.⁴²

Le journal catholique faisait ici référence à la lettre de Paul Reynaud – qui avait succédé à Daladier à la présidence du Conseil le 22 mars – à Mussolini. Le nouveau chef de gouvernement français, s'adressant « au-dessus de tout protocole à l'un de ces chefs, rares dans l'histoire, qui ont tenu dans leurs mains le sort de millions d'êtres humains⁴³ », écrivait :

Je crois dans la démocratie, vous croyez dans le fascisme. Mais la glorieuse civilisation méditerranéenne repose sur nos deux pays.⁴⁴

Le ton employé par Reynaud, glorifiant le rôle joué par le Duce dans l'histoire, pouvait atteindre l'égo surdimensionné de ce dernier. Néanmoins, l'entreprise se révéla être un cuisant échec, Mussolini répondant de façon hautaine et méprisante :

L'Italie est et entend rester politiquement et militairement liée à l'Allemagne. [...] Vos considérations sur la démocratie et le fascisme et sur la nécessité d'un équilibre européen exigeraient un long discours qu'il n'y a pas lieu de faire.⁴⁵

La question de la presse italienne : entre réprobation, inquiétude et appui sur le peuple italien

Une violente campagne de presse

Les derniers jours d'avril et la première quinzaine de mai virent se développer une farouche campagne de presse en Italie, particulièrement violente à l'égard des Alliés. Les journaux italiens, pour beaucoup à la solde du régime, prenaient pour ainsi dire toujours parti pour l'Allemagne dans leurs comptes rendus de la situation scandinave. Mussolini avait en effet déclaré, à la suite de l'invasion de la Norvège et du Danemark : « Je vais donner l'ordre à la presse et au peuple italien d'applaudir sans réserves à cette action de l'Allemagne⁴⁶ ». Cela avait le don d'agacer passablement nombre de journalistes isérois. Jean Perquelin écrivait ainsi :

Les développements de la campagne de Norvège sont suivis d'un regard avide par le monde entier, mais c'est sans doute en Italie que le public suit avec l'attention la plus passionnée les épisodes qui se succèdent sur le théâtre du Nord. Il ne se manifeste pas, ne désire pas, dans sa majorité, descendre dans le ring, mais il existe dans ses rangs une clique nombreuse et bruyante, qui de la voix et des paumes obéit fidèlement aux indications de Berlin, au doigt et à l'œil.

Car pour l'Italie officielle et officieuse de ce printemps 1940, la lumière vient de Berlin.⁴⁷

⁴² *La Croix de l'Isère*, 28 avril 1940.

⁴³ Lettre de Paul Reynaud à Mussolini, 22 avril 1940, cité dans Pierre Milza, *Mussolini, op. cit.*, p.771.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ Lettre de Mussolini à Paul Reynaud, 26 avril 1940, cité dans Pierre Milza, *Mussolini, op. cit.*, p.771.

⁴⁶ Galeazzo Ciano, *Journal politique, op. cit.*, date du 9 avril 1940, p.149.

⁴⁷ *Le Petit Dauphinois*, 1^{er} mai 1940.

Il affirmait quelques jours plus tard à ce propos :

Rien à signaler sur le « front italien ». Rien d'autre du moins que la mousqueterie des polémiques quotidiennes contre les Alliés.⁴⁸

Son point de vue était partagé par Marcel Farges, qui dans un éditorial au titre pour le moins explicite : « Parti pris transalpin » s'insurgeait lui aussi de ce manque d'objectivité :

Un broyeur de noir impénitent, un pessimiste incurable qui tiendrait absolument à désespérer de la victoire de nos armes, que devrait-il lire ? La presse de Goebbels et ses cascades de mensonge ? Non pas. La presse italienne.

Elle suffirait à le navrer, à lui donner le frisson de la catastrophe.

À propos des événements de Norvège, nos confrères de l'autre côté des Alpes ont évidemment reçu une consigne, mais avec quel zèle ils l'exécutent ! Le brio de leurs stylographes ne se peut décrire.

On les a chargés de souligner d'une façon systématique, de vanter toujours, d'exalter sans cesse les succès et la valeur des troupes allemandes ; aussitôt ce ne sont, dans leurs articles, que foudroyantes manœuvres et triomphales avances. [...]

De la sincérité, la presse fasciste n'a cure. Elle se soucie exclusivement d'exécuter les ordres et de remplir sa mission.

Curieuse mission, qui est de faire écho à toutes les affirmations germaniques et même d'encherir sur elles !⁴⁹

Ces attaques de la presse italienne étaient également particulièrement commentées dans les petits hebdomadaires municipaux. Le *Journal de Saint-Marcellin* écrivait à ce sujet :

Dans les milieux officiels romains, on sembla longtemps désireux de tenir l'Italie en dehors du conflit. Mais depuis quelques semaines, la presse inspirée par le gouvernement se montre à notre égard brutale et agressive.⁵⁰

Le Moniteur de Bourgoin s'insurgeait contre une pratique qui, si elle n'était pas un acte de guerre à proprement parler, favorisait l'Allemagne dans la bataille :

Alors que l'opinion des neutres se montrait unanime pour flétrir la triple agression allemande, la presse italienne adoptait la thèse du Reich.

C'est d'ailleurs un moyen pour le Duce de venir en aide à son allié de l'axe. À chaque moment difficile il chauffe l'opinion pour nous empêcher de nous dégarnir notre frontière des Alpes.⁵¹

La Croix de l'Isère s'indignait elle aussi contre la subjectivité des analyses de la presse transalpine, notamment quand, au moment de l'invasion du 10 mai, celle-ci prit une nouvelle fois parti pour le Reich. Les journaux italiens s'appuyaient sur le fait que les Pays-Bas et la Belgique avaient placé leurs frontières avec l'Allemagne en état de défense dans les jours précédant l'attaque, devant l'augmentation du danger germanique. Elle était également

⁴⁸ *Le Petit Dauphinois*, 9 mai 1940.

⁴⁹ *La Dépêche Dauphinoise*, 1^{er} mai 1940.

⁵⁰ *Le Journal de Saint-Marcellin*, 27 avril 1940.

⁵¹ *Le Moniteur de Bourgoin*, 17 mai 1940.

passablement agacée par l'effort qui était fait pour expliquer que la conduite germanophile actuelle de Mussolini n'était aucunement incompatible avec celle de 1915 :

La presse italienne admet sans hésiter, comme une preuve de la complicité de la Hollande et de la Belgique, le fait – authentique et c'est le seul – que leurs seules frontières communes avec l'Allemagne ont été mises en état de défense, tandis que leurs frontières françaises ou hollando-belges demeuraient ouvertes.

Humiliant aussi l'effort laborieux d'accorder les paroles de M. Mussolini en 1914 et les actes de M. Mussolini en 1940. En 1914, il stigmatisait comme une agression honteuse et lâche l'agression de la Belgique par les armées allemandes. En 1940 ... « *La Voie d'Italie* » écrit : « Contre les paroles de 1914, il y a les faits de 1919 et des années suivantes, jusqu'en 1940 ». Comme si des faits, où d'ailleurs la Belgique, la Hollande ni le Luxembourg n'ont rien à voir – pouvaient changer le caractère d'une action proclamée comme honteuse et lâche.⁵²

Les hypothèses sur les conclusions à donner à ce discours de la presse italienne se divisaient en deux camps. Du côté du *Petit Dauphinois*, on semblait considérer que cette campagne de presse n'était que le signe d'un rapprochement encore plus étroit entre l'Allemagne et l'Italie, pressenti au moment de la rencontre du Brenner. André Choisy déclarait ainsi : « Il n'est pas absolument impossible que le grain semé sur le Brenner germe avec quelque retard⁵³ », tandis que Jean Perquelin expliquait :

Que conclure de tout cela ? Beaucoup de bruit pour rien ? Ce n'est pas sûr.

L'Italie est à la remorque de l'Allemagne. Elle se laissera entraîner, le Jupiter capitolin sait où.⁵⁴

Un intérimaire en charge de la rubrique de Perquelin indiquait quant à lui :

L'énigme italienne – qu'il ne faut pas oublier bien qu'elle ne tienne plus la grande vedette dans les journaux – reste indéchiffrable. Pour combien de temps encore ? On ne sait qu'une chose très sûre : une collaboration plus étroite existe entre l'Italie et l'Allemagne depuis la rencontre du Brenner.⁵⁵

On trouvait, à l'opposé, des journalistes plus optimistes sur la conduite à venir de l'Italie. On était évidemment loin des plaidoyers de l'automne qui imaginaient une alliance franco-italienne, mais l'on restait mesuré sur la question d'une coopération toujours plus étroite entre le Reich et l'Italie. Marc-Antoine, à *La République du Sud-Est*, jugeait ainsi les dires de la presse italienne, auxquels il ne fallait selon lui pas donner trop d'importance : « Malgré la recrudescence de mauvaise humeur dont témoigne depuis deux jours la presse italienne, il n'y a pas de raison sérieuse de croire que le Duce apprécie autrement que nous l'évolution des événements en Norvège⁵⁶ ». Le député socialiste des Bouches-du-Rhône et futur président du

⁵² *La Croix de l'Isère*, 19 mai 1940.

⁵³ *Le Petit Dauphinois*, 24 avril 1940.

⁵⁴ *Le Petit Dauphinois*, 1^{er} mai 1940.

⁵⁵ *Le Petit Dauphinois*, 27 avril 1940.

⁵⁶ *La République du Sud-Est*, 28 avril 1940.

GPRF, Félix Gouin, plaidait lui aussi pour l'optimisme et la confiance. Dans les colonnes de *La Dépêche Dauphinoise*, il expliquait en effet que l'Italie n'avait aucun intérêt à entrer en guerre, notamment car elle n'en avait pas les moyens, et qu'il fallait de ce fait modérer les inquiétudes :

Si donc l'on ne discerne pas clairement l'intérêt italien à s'engager dans la lutte, on peut, par contre, concevoir très nettement quels peuvent être les inconvénients majeurs qui risquent de se produire, si le fait venait à se réaliser.

Les points sensibles de l'Empire italien sont multiples et nombreux.

Absence totale de matières premières ; difficultés de communications maritimes ; vulnérabilité territoriale : voilà déjà un certain nombre de handicaps, comme disent nos amis anglais.

Ce ne sont pas les seuls, car chacun sait quelle est, à l'heure actuelle, la dispersion des forces militaires de notre voisine.

Libye, Éthiopie, sont des contrées difficiles à conserver si on n'a point la maîtrise de la mer.

Or, comment se flatter de posséder celle-ci après le désastre naval allemand qui vient de renforcer de façon formidable le potentiel maritime des Alliés !

Ajoutons enfin que l'opinion italienne est plus divisée qu'on ne pense sur l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de des armées allemandes.

On le voit : quand on pèse le pour et le contre des choses, on ne peut qu'être enclin à l'optimisme.

Tant que l'irréparable ne sera pas accompli, il ne faut donc point désespérer de la sagesse et de la finesse italiennes.⁵⁷

Les Moniteurs de Bourgoin et Viennois, qui présentaient des articles communs sur la question, partageaient eux aussi cette vision optimiste quant à la conduite de l'Italie, mais demeuraient prudents, estimant qu'une situation trop favorable pourrait tout de même pousser le Duce à entrer dans le conflit :

Malgré la violence des discours prononcés, l'Italie ne semble pas pressée de se jeter dans l'aventure.

Mais son attitude risquerait de se modifier si la balance penchait en faveur de l'Allemagne.

M. Mussolini a donné l'assurance qu'un changement d'attitude n'était pas envisagé actuellement.

Une détente s'est produite à la suite de cette déclaration.⁵⁸

Le cas de L'Osservatore Romano : un nouvel exemple de dissociation

Pour tenter de réalimenter leur confiance dans l'attitude de l'Italie, les journaux isérois cherchèrent – à nouveau – à se baser sur ceux, dans la Péninsule, qui semblaient ne pas vouloir la guerre. On commençait par rappeler qu'en dépit des dires de la presse italienne, les Italiens

⁵⁷ *La Dépêche Dauphinoise*, 28 avril 1940.

⁵⁸ *Le Moniteur de Bourgoin*, 10 mai 1940. *Le Moniteur Viennois*, 4 mai 1940.

demeuraient majoritairement opposés à l'entrée en guerre, qui restait largement impopulaire. *Les Moniteurs de Bourgoïn* et *Viennois* expliquaient ainsi : « Ce langage violent, soigneusement souligné par la presse, entretient en Italie un malaise dans la population, qui est loin de partager l'admiration de ses dirigeants pour Hitler⁵⁹ ». Jean Perquelin partageait cette opinion et déclarait quant à lui : « Ce n'est pas faire injure à nos confrères, les journalistes transalpins, de reconnaître qu'ils constituent un service public, qu'ils n'expriment naturellement pas l'opinion publique, mais celle du gouvernement⁶⁰ ». Il poursuivait dans cette voie quelques jours plus tard, se basant, pour justifier les dissensions en Italie au sujet de la guerre, à la fois sur la monarchie et le Vatican :

Qu'il n'y ait pas unanimité dans la péninsule pour la grande mésaventure, personne ne songe à le nier. L'entrevue qui a eu lieu hier entre le Saint-Père et le prince de Piémont le certifie d'une façon éclatante.⁶¹

Le Saint-Siège avait en effet laissé transparaître des opinions dissonantes dans ce déluge journalistique de bellicisme, ce qui agaçait Mussolini, déclarant souvent que la papauté était « un cancer qui ronge notre vie nationale⁶² ». Ce ressentiment à l'égard de la papauté s'accompagnait de mauvais rapports avec le roi d'Italie, Victor-Emmanuel III. Les prises de position du Vatican déclenchèrent la colère du Duce, qui s'écria ainsi : « Que le Pape ne s'imagine pas qu'il pourra trouver un allié dans la monarchie, car je suis prêt à les faire sauter tous les deux en même temps⁶³ ». Mais qu'avait donc fait le Vatican pour déclencher une telle fureur chez Mussolini ?

Il avait en premier lieu envoyé des télégrammes de soutien aux souverains belge, néerlandais et luxembourgeois suite à l'attaque allemande du 10 mai. Mais ce qui retenait principalement l'attention des journaux isérois, c'étaient les dires de *L'Osservatore Romano*. Celui-ci était – et est toujours à ce jour – le journal officiel du Vatican. Ses informations non censurées étaient fort appréciées des Italiens⁶⁴. Son soutien au Danemark et à la Norvège lui conféra une large popularité au sein de la presse iséroise, ainsi qu'en témoignait Marcel Farges dans son éditorial :

Les journaux qu'orchestre le régime, et c'est la totalité de la presse transalpine à l'exception saisissante de *L'Osservatore Romano*, n'ont pas eu un mot de pitié pour le

⁵⁹ *Le Moniteur de Bourgoïn*, 10 mai 1940. *Le Moniteur Viennois*, 4 mai 1940.

⁶⁰ *Le Petit Dauphinois*, 23 avril 1940.

⁶¹ *Le Petit Dauphinois*, 7 mai 1940.

⁶² Galeazzo Ciano, *Journal politique*, op. cit., date du 12 mai 1940, p.172.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ *Ibid.*, date du 16 mai 1940, p.175.

Danemark broyé et réduit au désespoir. Quant à la Norvège c'est à partir du moment où elle a appelé les Alliés à son secours, que son destin leur a paru déplorable.⁶⁵

Toutefois, si elles suscitaient l'admiration des journalistes isérois, ces prises de position vaticanes attiraient les foudres des hiérarques fascistes. Suite à son soutien à la Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas, à partir du 10 mai, les critiques à son égard, en particulier celles de Roberto Farinacci, furent de nouveau virulentes. Des vendeurs du journal furent violemment pris à partie, tandis que l'on vit même des autodafés se produire dans certaines villes italiennes, à Rome notamment⁶⁶. Aux yeux des journaux isérois, l'exemple de *L'Osservatore Romano*, fut le symbole d'une population italienne opposée à la guerre, mais bâillonnée une nouvelle fois par les campagnes tapageuses de la presse fasciste. On instaura ainsi une nouvelle dissociation, par procuration cette fois. On n'argumentait plus abruptement sur une opposition entre le régime mussolinien et son peuple, mais au travers de la confrontation entre la presse fasciste et *L'Osservatore Romano*, c'était bien cette même dissociation que l'on cherchait à mettre en lumière. L'utilisation de la figure du Vatican pour indiquer que les Italiens ne voulaient pas de la guerre était large, *Le Petit Dauphinois* déclarant à ce sujet :

Le Palais de Venise et le Vatican sont d'un avis diamétralement opposé au sujet de la Norvège. Voilà qui compte.

Démontrons objectivement ce que nous venons d'avancer :

Il n'est, pour cela, qu'à comparer les attitudes qu'observent la presse italienne et celle du Saint-Siège à l'égard du conflit scandinave.⁶⁷

L'un de ses rédacteurs, Jean Perquelin, indiquait dans cette même veine :

Il ferait beau voir que cette unanimité n'existait point ! *L'Osservatore Romano*, l'organe du Saint-Siège, en fait l'expérience.

L'augmentation significative de son tirage, aussi bien que l'impartialité qu'il observe dans le drame européen, celle-là étant fonction de celle-ci, lui attire un faisceau de foudres.

Il y a évidemment lutte entre le fascisme et le Saint-Siège. Le conflit pour ne pas revêtir de formes spectaculaires n'en existe pas moins. [...]

Il y a, semble-t-il, incompatibilité entre les deux Rome : celle du Pape et celle du Duce.⁶⁸

La République du Sud-Est, considérait que ces attaques et cette tentative d'étouffement du journal romain étaient le signe que Mussolini cherchait à préparer son opinion à accepter de franchir le grand pas de la guerre. Celui-ci devait donc être proche :

Empêcher la diffusion du journal de l'Église veut dire que l'on ne veut plus permettre à l'opinion publique de disposer d'autres sources d'information que celles du régime et que

⁶⁵ *La Dépêche Dauphinoise*, 5 mai 1940.

⁶⁶ Galeazzo Ciano, *Journal politique*, op. cit., note⁴⁴, p.175.

⁶⁷ *Le Petit Dauphinois*, 27 avril 1940.

⁶⁸ *Le Petit Dauphinois*, 1^{er} mai 1940.

l'on exige de chacun un conformisme absolu. On commence donc de préparer l'opinion publique dans le sens voulu par le gouvernement.⁶⁹

Un mois de mai contrasté

Le renforcement de la méfiance des autorités

Du côté des autorités, le mois de mai allait marquer une nouvelle phase de méfiance, de plus en plus forte à l'égard des étrangers. La peur de la cinquième colonne était bien présente et la suspicion vis-à-vis des étrangers se renforçait. Le préfet, sur ordre du ministère de l'Intérieur, préconisait à ses subordonnés : commissaires spéciaux, Gendarmerie et sous-préfets, un renforcement de leur vigilance concernant les ressortissants suisses mais également à l'égard des neutres dans leur ensemble. On s'inquiétait en effet que certains de ces ressortissants neutres, ayant fait des demandes de permis de séjour récentes, soient en réalité des espions au service de l'Allemagne. Le préfet écrivait de cette façon le 29 avril :

M. le Ministre de l'Intérieur m'avise que le service de renseignements allemand demande à ses informateurs de certains pays, et notamment de la Suisse, d'obtenir en France des permis de séjour afin de pouvoir être considérés comme des ressortissants neutres résidant habituellement sur notre territoire et non comme des étrangers ne s'y rendant qu'occasionnellement.

Le S.R. allemand, estime, en effet, que les possesseurs d'autorisation de séjour attirent peu l'attention des autorités françaises et que de plus, ces titres facilitent beaucoup les déplacements de ceux qui les obtiennent.

Je vous prie, en conséquence, d'exercer une surveillance très active sur les ressortissants Suisses et particulièrement sur les sujets neutres récemment arrivés ou arrivant dans notre Pays. Il ne devra pas vous échapper toutefois, que s'il importe de faire vigilance, il serait inopportun, par une suspicion injustifiée, de créer, des difficultés à l'ensemble des étrangers de nationalité helvétique résidant en France. [...]

Vous ne manquerez pas de porter, sans retard, à ma connaissance les cas douteux que vous auriez pu constater et de consulter à l'égard des intéressés le B.C.R. de la 14ème région à Lyon, en me tenant au courant.⁷⁰

Si les ressortissants suisses étaient mis en avant dans un premier temps, il semble que l'on suspectait également les Italiens. Un télégramme du ministère de l'Intérieur adressé au préfet un mois plus tard devait confirmer cette idée. Le ministre s'inquiétait en effet des porteurs de passeports italiens, qui présentaient selon lui un risque important d'être en réalité des espions.

⁶⁹ *La République du Sud-Est*, 18 mai 1940.

⁷⁰ Correspondance du préfet à ses subordonnés, 29 avril 1940 ; ADI, 69 M 3.

Il suspectait particulièrement les Italiens en provenance du Tyrol, c'est-à-dire du Trentin-Haut-Adige, dont les passeports avaient été émis à Bolzano et Trente :

Prescrire immédiatement à Commissaires Spéciaux services surveillance frontières à procéder examen minutieux passeports italiens en particulier ceux émis par les préfectures de BOLZANO et de TRENTO.

Contrôler si signalement correspond exactement au possesseur du passeport. Service renseignements allemand utilise titre voyages italiens provenant tyroliens émigrant en Allemagne pour faire entrer leurs agents à espionnage en France par Suisse.⁷¹

La méfiance envers les Italiens s'était déjà grandement renforcée après l'attaque du 10 mai. Le préfet avait en effet, dans les heures qui suivaient, suspendu le téléphone à différents ressortissants italiens considérés comme suspects. Madame Guarnerio, domiciliée à Grenoble, se plaignait ainsi que sa ligne téléphonique ne fonctionnait plus depuis le 11 mai, suite à un violent orage pensait-elle⁷². En réalité, cette coupure était délibérée, ce que le directeur des postes confirmait, déclarant avoir agi selon les instructions du préfet, car Mme Guarnerio était inscrite sur la liste des étrangers suspects⁷³. On note également une forte augmentation des mesures de refoulement prononcées par le préfet à l'encontre des Italiens. Alors qu'on en comptait 7 pour la période allant de septembre à mars⁷⁴, on en dénombre 8 pour celle allant du 1^{er} avril au 15 mai⁷⁵. Pour identifier les ressortissants faisant l'objet de mesures de refoulement ou d'expulsions, le préfet disposait de registres émanant directement de la Direction de la sûreté générale et recensant l'ensemble des étrangers expulsés de France. Il transmettait ensuite des copies de celui-ci : trois aux commissariats de Grenoble, un à chaque sous-préfet, ainsi qu'un à chacun des trois commissaires spéciaux, répartis sur Voiron, Décines-Charpieu et Bourgoin⁷⁶.

La menace de guerre devenant de plus en plus importante, on mit en place un dispositif à appliquer dans le cas de l'éclatement d'un tel conflit. Le gouverneur militaire de Paris fit ainsi transmettre une circulaire aux commandants des régions militaires de 1 à 9, 13 à 18 et 20. Ces instructions incluaient ainsi la 14^{ème} région, celle commandée par le général Hartung depuis

⁷¹ Télégramme du ministère de l'Intérieur au préfet, 24 mai 1940 ; ADI, 69 M 3.

⁷² Lettre de Mme Guarnerio, non-datée, ADI ; 15 W 290.

⁷³ Lettre du directeur des postes au préfet, 2 juillet 1940 ; ADI, 15 W 290. Il est difficile de savoir combien d'Italiens ont été concernés par cette mesure, les seuls dont les traces sont visibles aux archives départementales étant ceux ayant demandé le rétablissement de leur ligne avant le début juillet. Voir l'annexe 18 pour plus de détails.

⁷⁴ ADI, 65 M 3.

⁷⁵ ADI, 65 M 4.

⁷⁶ ADI, 64 M 11.

Lyon et comprenant le département de l'Isère. Cette circulaire, transmise par Hartung au préfet, était formulée en ces termes :

Par D. M. n° 11.319 I/E.M.A. du 7 mai 1940, je vous ai prescrit les mesures qu'il convenait de prendre, dans le cas de l'ouverture d'un conflit entre la France et la Puissance n° 6 [l'Italie], à l'égard des ressortissants de cette Puissance, qui auraient été arrêtés par les soins de M. le Ministre de l'Intérieur (Direction Générale de la Sûreté Nationale) comme exerçant une activité estimée par l'autorité civile ou par l'autorité militaire, dangereuse pour la Défense Nationale ou l'ordre public, ou susceptible de le devenir.

La présente dépêche a pour objet de compléter ces dispositions en précisant, en ce qui vous concerne, les mesures à préparer sans délai et à prendre le cas échéant à l'égard des ressortissants de la Puissance n° 6 qui, demeurés en liberté dans l'hypothèse considérée, seraient du sexe masculin et alors âgés de plus de 17 ans et de moins de 48 ans.

Ces étrangers devront comparaître devant des commissions de recensement présidées par un officier, qui auront pour mission d'enregistrer sur des imprimés spéciaux :

- a) divers renseignements concernant l'état-civil des intéressés ;
- b) soit une déclaration signée précisant leurs sentiments de loyalisme à l'égard de la FRANCE et leur volonté de servir ce pays ; soit leur refus de prendre un engagement quelconque à cet égard.

En conséquence, il vous appartient de régler d'urgence, en accord étroit avec les Préfets de votre Région, et conformément aux principes ci-dessous définis, les conditions du fonctionnement éventuel dans votre Région des Commissions de recensement sus-visées.⁷⁷

Les convocations des Italiens vers les commissions de recensement devaient s'effectuer par le biais d'affiches transmises de la préfecture aux gendarmeries, puis dans les cas où cela était nécessaire aux mairies. Les commissions étaient théoriquement constituées par « un officier subalterne ou un supérieur président, un représentant de l'autorité civile à désigner par le Préfet, un nombre de secrétaires militaires à fixer en fonction des besoins à prévoir ». Le préfet avait la possibilité d'y adjoindre un « ressortissant notable » de la communauté italienne. Une commission devait être créée par tranche de 800 Italiens à recenser et, dans le cas des grandes villes, une par tranche de 2 000. Ces commissions pouvaient être déplacées au fil des jours. Il était mentionné que « le travail doit être achevé en une semaine ». Pour procéder à leur rassemblement, on s'appuyait sur des effectifs militaires, dont des gendarmes. Dans le cas où ces effectifs n'étaient pas suffisants, il était prévu que le préfet fasse appel à des bénévoles ou effectue une « réquisition civile ». En plus du recensement, il était demandé de faire signer, par les Italiens une déclaration de loyalisme à l'égard de la France. Il était ainsi prévu de faire remonter « aussi tôt que possible » au ministère de la Défense nationale la liste des « étrangers loyaux » et des « étrangers non loyaux ».

⁷⁷ Circulaire du gouverneur militaire de Paris aux commandants de région, 13 mai 1940 ; ADI, 58 M 57. Voir l'annexe 17 pour plus de détails.

Le gouverneur insistait enfin sur la volonté de tenir ce protocole secret dans le but d'éviter toutes tensions superflues avec l'Italie et les ressortissants italiens :

J'attire tout spécialement votre attention sur l'urgence extrême qui s'attache à la mise de l'organisation prévue en état de fonctionner, mais également sur la discrétion absolue dont il convient de faire preuve dans sa préparation. Il importe, en effet, d'éviter tout prétexte à une tension des relations avec la Puissance N° 6.⁷⁸

Cette précaution devait s'avérer des plus prudentes. Le jour même de sa rédaction, Mussolini déclarait en effet :

Chaque retard est inconcevable : nous n'avons plus de temps à perdre. Avant la fin du mois, je déclare la guerre.⁷⁹

Un regain d'optimisme aussi soudain qu'éphémère

Dans cette fin mai, les journaux, au contraire des autorités, semblaient retrouver un élan d'optimisme au sujet de l'Italie. Dans les semaines précédentes, pourtant, l'espoir n'était guère au rendez-vous. On faisait acte, non sans tristesse, d'un rapprochement qui semblait toujours plus important entre Mussolini et Hitler. Le 14 mai, Jean Perquelin évoquait ainsi « un ensemble de petites touches qui noircissent quelque peu le tableau de l'avenir des relations immédiates franco-italiennes⁸⁰ », tandis que Marcel Farges constatait huit jours plus tôt :

La non-belligérance de l'Italie est expressément orientée vers le service de l'Allemagne. Sauf se battre à ses côtés, l'Italie fasciste fait tout ce qui lui est possible de faire pour aider le Reich hitlérien.⁸¹

Néanmoins, on vit ressurgir, à partir du 20 mai, une nouvelle vague d'optimisme. Celle-ci était peut-être due au fait d'avoir vu l'Italie ne pas sortir de position de non-belligérance, même après le début de l'attaque allemande du 10 mai. La France se trouvait alors dans une situation très compromise. Après avoir percé à Sedan le 13, les Allemands, appliquant la stratégie du « coup de faucille » du général von Manstein, prenaient Abbeville en atteignant la Manche le 20, Boulogne-sur-Mer le 22. En dix jours, les armées alliées, massées en Belgique dans le but de contrer l'invasion allemande avaient ainsi été encerclées⁸². La situation devenait de plus inquiétante.

Il pouvait ainsi être surprenant de voir un Mussolini toujours plus proche de l'Allemagne ne pas intervenir, devant une configuration stratégique aussi avantageuse. La presse italienne

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ Galeazzo Ciano, *Journal politique, op. cit.*, date du 13 mai 1940, p.172.

⁸⁰ *Le Petit Dauphinois*, 14 mai 1940.

⁸¹ *La Dépêche Dauphinoise*, 5 mai 1940.

⁸² Robert Frank, « La défaite de la France ou le sens de Vichy », in Alya Aglan, Robert Frank [dir.], *La guerre-monde, op. cit.*, p.218.

se faisait plus silencieuse à l'égard des Alliés et les incidents moins nombreux. Léopold Blond, rédacteur diplomatique au *Petit Dauphinois* résumait ainsi cette accalmie :

Les dépêches de Rome ont annoncé, d'autre part, une accalmie. À Rome, les manifestations contre la France et la Grande-Bretagne ont été décommandées. Il y a moins d'affiches contre les Alliés sur les murs. Dans les grandes villes, le public, et notamment la jeunesse, se montrent plus calmes.⁸³

Il confirmait ce sentiment de désescalade quelques jours plus tard : « D'après les nouvelles reçues d'Italie, l'accalmie constatée samedi se maintiendrait, par ailleurs, dans la péninsule⁸⁴ ». Jean Perquelin partageait lui-aussi cette vision des choses :

En Italie, passagère ou non, détente. Le train des événements semble nous écarter quelque peu des décisions irréparables qui, il y a quelques jours seulement, paraissaient à maint observateur, imminentes. [...]

La presse balkanique, qui s'occupe, avec un intérêt passionné, de l'éventualité d'une proche intervention de l'Italie aux côtés du Reich, reflète maintenant un solide optimisme, ce qui n'était pas le cas, la semaine dernière.⁸⁵

Constatant elle aussi cette détente, *La Dépêche Dauphinoise* indiquait que : « Les pourparlers entre l'Italie et les Alliés seraient orientés dans un sens favorable » et que « M. Gayda [pourtant l'un des hiérarques fascistes et rédacteurs de journal les plus virulents à l'égard des Alliés] conseille à la presse italienne modération et prudence⁸⁶ ». Abel Chatonnay, à *La République du Sud-Est*, faisait quant à lui à nouveau usage des arguments utilisés au cours des premiers mois de guerre, liés à la situation dans le Sud-Est de l'Europe et les Balkans :

Depuis que l'Italie, par la presse et les déclarations de ses personnages officiels, prend fait et cause pour son alliée allemande et contre les Franco-Britanniques, la situation dans le Sud-Est européen est moins stable et l'inquiétude règne. [...]

Ainsi, un malaise particulièrement lourd pèse sur l'ensemble des pays balkano-danubiens, le contrepoids naturel aux poussées germano-russes y faisant pour l'instant défaut.

Rome sera-t-elle suffisamment inquiétée par l'intrusion de Moscou en Europe centrale, pour rétablir l'équilibre rompu ?

Nous le souhaitons.⁸⁷

Il continuait d'afficher ses doutes sur la certitude d'une intervention italienne quelques jours plus tard. Il présentait ainsi deux hypothèses probables, une selon laquelle l'Italie souhaitait moins la guerre qu'on le disait et surtout une deuxième. Celle-ci prévoyait une

⁸³ *Le Petit Dauphinois*, 18 mai 1940.

⁸⁴ *Le Petit Dauphinois*, 21 mai 1940.

⁸⁵ *Le Petit Dauphinois*, 26 mai 1940.

⁸⁶ *La Dépêche Dauphinoise*, 25 mai 1940.

⁸⁷ *La République du Sud-Est*, 24 mai 1940.

attaque italienne, mais en Méditerranée ou en Afrique. Chatonnay semblait ainsi considérer une action italienne contre la France par l'ouest, à travers les Alpes, comme improbable :

Beaucoup de choses sont possibles dans l'état actuel de l'Europe ; il n'y en a tout de même que peu de probables.

Parmi les hypothèses, deux sont surtout à retenir : celle où l'Italie intervient ; mais alors, elle ne fait rien qui puisse émouvoir les Soviétiques et porte la guerre en Égypte et en Grèce, dans le but de sauver les communications avec l'Abyssinie et de supprimer les bases navales anglaises en Méditerranée orientale.

L'autre hypothèse est celle d'une Italie moins pressée de se battre qu'elle ne veut le laisser croire, et se souciant plus de gagner du temps, de laisser la bataille engagée des Flandres à l'Aisne décider selon le sort des armes.⁸⁸

L'enthousiasme des journaux devait néanmoins retomber assez vite. Ils firent en premier lieu face à une difficulté à laquelle l'Italie était absolument étrangère : les problèmes d'approvisionnement en papier. Durant l'entre-deux-guerres, la crise du franc ainsi que les dévaluations de septembre 1936 et juin 1937 avaient déjà provoqué un doublement du prix du papier⁸⁹. Les opérations militaires en Finlande et en Norvège avaient rendu l'approvisionnement en papier particulièrement difficile pour les journaux isérois. Lors du déclenchement des hostilités, leur volume de production avait déjà été réduit et la plupart des journaux avaient dû réduire leur nombre de pages. *Le Droit du Peuple*, qui nous l'avons dit, s'était très régulièrement trouvé dans des situations financières particulièrement difficiles au cours de son existence, avait été contraint de réduire son format et la taille de son titre dès le 23 mars⁹⁰. Pour les quotidiens, le grand changement se produisit le 27 mai, sous l'impulsion d'une décision de la Fédération nationale des journaux français, mise en place à la demande du gouvernement. Ils choisirent dans un premier temps de réduire leur nombre de pages à 2 cinq jours de la semaine et à 4 pour les deux jours restants. Si *Le Petit Dauphinois* et *La Dépêche Dauphinoise* demeurèrent sur cette ligne, *La République du Sud-Est* choisit à partir du 3 juin, suivant l'exemple du *Droit du Peuple*, de réduire son format en lieu et place de son nombre de pages. Cela lui permettait de continuer la production de journaux de 4 pages tous les jours et de monter parfois jusqu'à 8 pages. Son directeur Léon Poncet expliquait en ces termes la situation de crise à ses lecteurs :

La crise du papier s'aggrave, du fait que les pays producteurs de cellulose, c'est-à-dire la Norvège, la Suède et la Finlande nous sont de plus en plus fermés et les transports incertains.

Les quantités de pâtes de bois qui nous arrivent sont infimes par rapport aux besoins, les stocks s'épuisent et, en même temps, les prix montent.

Des mesures d'urgence s'imposent. [...]

⁸⁸ *La République du Sud-Est*, 31 mai 1940.

⁸⁹ Marc Martin, *La presse de province, op. cit.*, p.224.

⁹⁰ *Le Droit du Peuple*, 23 et 24 mars 1940.

Le gouvernement a donc décidé que les journaux ne paraîtraient plus que sur une seule feuille, c'est-à-dire sur 2 pages.

Nous avons le choix, à consommation égale, entre un tirage sur quatre pages d'un format réduit et un tirage sur deux pages du format actuel. [...]

À regret nous suivrons le mouvement en paraissant, comme nos confrères régionaux, sur une feuille de l'ancien format. [Le journal modifia, nous l'avons dit, cette politique quelques jours plus tard]

Évidemment le nouveau régime qui nous est imposé nécessitera de larges amputations dans les textes qui nous arrivent.

Nos correspondants voudront bien limiter leurs envois au strict nécessaire, des nouvelles, pas de phrases ; les communications devront être réduites au strict nécessaire, les articles devront être courts et substantiels.⁹¹

Les hebdomadaires connurent eux aussi des difficultés. Si leur format resta identique, il leur fut impossible, à tous sans exception, de maintenir la cadence précise d'une nouvelle édition chaque semaine durant les mois de mai et juin, tandis que *Le Droit du Peuple* cessa temporairement de paraître à partir du 11 mai.

La marche à la guerre

La vague d'optimisme observée dans les journaux isérois fut de courte durée. L'abattement et la conviction que la guerre était bien sur le point d'éclater reprirent vite le dessus. Jean Perquelin évoquait ainsi l'atmosphère générale :

La presse italienne a l'air de répudier le mystère dont elle entourait les desseins du Duce. Les rédactions sentent la poudre et tâchent d'en communiquer au public la guerre d'ivresse. Le plan de campagne est d'ores et déjà publié. On vous le dit, il n'y a plus de mystère en Italie !⁹²

Son collègue, André Choisy, envoyé spécial du *Petit Dauphinois* à Zurich expliquait quant à lui que : « Tous les observateurs sont d'accord pour relever que la décision est « imminente » : mais, dès qu'il s'agit de fixer une date, ces renseignements se révèlent aussitôt



Figure 6. Les numéros du 2 juin de *La République du Sud-Est* (à gauche) et du 3 juin (à droite) (ADI, PER 742/26)

⁹¹ *La République du Sud-Est*, 27 mai 1940.

⁹² *Le Petit Dauphinois*, 28 mai 1940.

extrêmement contradictoires⁹³ ». Abel Chatonnay, à *La République du Sud-Est*, partageait lui aussi cette conviction d'une guerre sur le point d'éclater mais dont la date était inconnue. Il mettait cependant en avant une deuxième incertitude, qui s'avérait riche d'enseignements. À l'inconnue temporelle, il superposait une inconnue géographique, concernant le théâtre sur lequel l'Italie attaquerait. À ce sujet, il considérait une action en Méditerranée incontournable et s'interrogeait sur le site méditerranéen sur lequel celle-ci aurait lieu. Il semblait donc considérer improbable, comme il l'avait déjà dit quelques jours auparavant, une action sur la frontière des Alpes :

Le gouvernement italien semble cependant toujours peser le pour et le contre, non pas quant au but à atteindre, mais quant aux moyens.

Le but est évidemment de supprimer la suprématie anglaise en Méditerranée. Action sur Gibraltar, sur Suez, sur la Tunisie, sur l'Égypte ? [...]

Les décisions seront-elles arrêtées mardi ?⁹⁴

« Mardi » renvoyait au 4 juin. Ce jour-là, se tenait un Conseil des ministres à Rome et ceux restés dans l'incertitude s'attendaient à voir le Duce annoncer sa décision en ce jour. Il n'en fut pourtant rien, ainsi que l'indique Ciano : « Il [Mussolini] ne fit aucune déclaration, disant seulement, au début de la séance : « Ceci est le dernier Conseil des ministres du temps de paix », et il a passé à l'ordre du jour⁹⁵ ». Pour ceux qui avaient espéré une réponse à leurs questionnements à l'issue de cette réunion, l'expectative demeurait. *Le Petit Dauphinois* résumait ainsi la situation le 5 juin : « La guerre italienne peut éclater dans cinq minutes comme dans cinq mois ; mais elle paraît difficilement évitable⁹⁶ ». *La République du Sud-Est* lui emboîtait le pas, déclarant : « S'il faut en croire les nouvelles d'au-delà des Alpes, l'Italie aurait choisi sa voie : sa décision d'entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne serait d'ores et déjà arrêtée ; seule demeurait en cause la date de mise à exécution de ce plan⁹⁷ ». *La Croix de l'Isère* confirmait elle-aussi le caractère toujours vivace des interrogations liées à l'Italie :

Contrairement à l'attente quasi générale, le Conseil des ministres réuni mardi 4 juin, sous la présidence de M. Mussolini, n'a pris aucune décision capitale touchant l'intervention militaire de l'Italie dans le conflit. [...]

En réalité, la situation est toujours aussi critique et, dans les milieux diplomatiques comme dans les cercles étrangers de Rome, l'entrée en guerre de l'Italie continue à être considérée comme probable pour ces prochains jours.⁹⁸

⁹³ *Le Petit Dauphinois*, 4 juin 1940.

⁹⁴ *La République du Sud-Est*, 2 juin 1940.

⁹⁵ Galeazzo Ciano, *Journal politique*, op. cit., date du 4 juin 1940, p.190.

⁹⁶ *Le Petit Dauphinois*, 4 juin 1940.

⁹⁷ *La République du Sud-Est*, 5 juin 1940.

⁹⁸ *La Croix de l'Isère*, 9 juin 1940.

Les autorités semblaient elles aussi convaincues que la guerre était sur le point d'éclater. La police de Grenoble, sur ordre du préfet, entreprit d'importantes opérations de surveillance. Ces opérations s'apparentaient ainsi à celles mises en place en novembre⁹⁹, mais dans des proportions tout autres. Le commissaire central indiquait ainsi dans son rapport sur les journées du 1^{er} au 3 juin : « En exécution des instructions de M. le Préfet, de nombreuses patrouilles, formées par des agents et des gardes républicains, ont procédé au contrôle des pièces dans divers quartiers de la ville de 2922 personnes ; 20 ont été conduites à la permanence et leur identité vérifiée ; un homme et une femme ont été mis à la disposition du Chef de la Sûreté¹⁰⁰ ». Il confirmait la poursuite de ces opérations quelques jours plus tard : « Dans la soirée d'hier, le Commissaire de Permanence a procédé à la vérification des papiers de plusieurs personnes signalées comme paraissant suspects¹⁰¹ ». Le Préfet faisait également rechercher des Italiens par les services de police, comme le nommé Visentini, supposé résider rue de Belgrade, à Grenoble. Celui-ci fut vainement recherché par la police¹⁰². On prit également, du côté du ministère de l'Intérieur, la décision de ne plus laisser entrer l'ensemble des détenteurs de visa aller-retour, à l'exception des ressortissants britanniques et américains¹⁰³.

Les opérations de surveillance des étrangers étaient saluées par certains journaux. *Le Moniteur de Bourgoin*, qui avait déjà témoigné de son amertume à l'égard des commerçants étrangers, écrivait à ce sujet, dans un article à la tonalité xénophobe :

La police recommence à examiner les papiers des passants et à coffrer les suspects.

De jour et de nuit on voit des cordons de gardes mobiles sous la conduite d'un commissaire de police ceint de son écharpe, cerner les terrasses des grands cafés, soumettre les consommateurs à un rapide interrogatoire, vérifier courtoisement leur identité, et embarquer dans les cars sous bonne escorte, quiconque n'est pas en règle.

Qui donc oserait déplorer la sévérité des mesures de surveillance, sinon ceux qui n'ont pas la conscience tranquille ? Les autres, tous les autres se plient de bonne grâce à des formalités que justifient les circonstances. Ils s'étonnent simplement qu'on ait attendu huit mois avant de recourir à ces méthodes de sauvegarde nationale qui ont pour salutaire effet de « rendre la France aux Français ». [...]

D'autres opérations de police, sur divers points du territoire ont permis d'appréhender nombre de personnages suspects qui répandaient de fausses nouvelles. [...]

Pas de pitié pour les mauvais serviteurs du Pays.¹⁰⁴

⁹⁹ Voir chapitre II, p.67-68.

¹⁰⁰ Rapport du commissaire central de Grenoble, journées du 1er au 3 juin 1940 ; AMG, 1 I 352.

¹⁰¹ Rapport du commissaire central de Grenoble, journée du 5 au 6 juin 1940 ; AMG, 1 I 352.

¹⁰² Correspondance du préfet au commissaire central de Grenoble, 6 juin 1940 ; ADI, 15 W 7.

¹⁰³ Circulaire du ministre de l'Intérieur au préfet, 8 juin 1940 ; ADI, 69 M 3.

¹⁰⁴ *Le Moniteur de Bourgoin*, 31 mai 1940.

Ces « personnages suspects qui répandaient de fausses nouvelles », ces « mauvais serviteurs du Pays » étaient en effet de plus en plus nombreux. Dans ces premiers jours de juin, après la chute de Dunkerque, la situation de la France apparaissait de plus en plus complexe et devant l'avancée allemande dans le Nord, les derniers espoirs de victoire s'évanouissaient. Les propos et les actes défaitistes se multipliaient, notamment chez les Italiens. Dans les maisons d'arrêt de Vienne et de Grenoble, on compte 9 condamnations d'Italiens pour des actes de ce type au cours des dix premiers jours de juin, quand on en recensait seulement 4 en mai et 2 en avril¹⁰⁵. Ceux-ci n'étaient cependant pas l'apanage des Transalpins. On relève par exemple le cas du maire de Chapareillan, Lucien Tardy, qui, le 4 juin, tenait « des propos anti-français ». Il fut par la suite condamné à un an et un mois de prison¹⁰⁶. Ce sentiment de débâcle fut sans doute renforcé par l'arrivée des premiers réfugiés dans le département. Au 6 juin, on en

The image shows three pages of a handwritten arrest register. Each page contains a detailed entry for an individual, including their name, date of birth, profession, and physical characteristics. The entries are for Italian citizens arrested in May 1940 for spreading defeatist rumors. The register is organized into columns for personal details, physical descriptions, and the nature of the offense and the court proceedings.

Entry 1 (Top): Gracogna, Angelo. Born 13 December 1899, profession of tailor. Arrested on 23 May 1940. Charge: spreading defeatist rumors. Court: Tribunal de première instance de Grenoble.

Entry 2 (Middle): Gracogna, Angelo. Same details as above. Charge: spreading defeatist rumors. Court: Tribunal de première instance de Grenoble.

Entry 3 (Bottom): Quaglino, Pietro. Born 12 October 1893, profession of mason. Arrested on 22 May 1940. Charge: spreading defeatist rumors. Court: Tribunal de première instance de Grenoble.

Figure 7. Mention de l'arrestation d'un Italien pour tenue de propos défaitistes dans le registre d'écrou de la maison d'arrêt de Grenoble (ADI, 6 Y 404)

¹⁰⁵ Registre d'écrou de la maison d'arrêt de Grenoble ; ADI, 6 Y 404. Registre d'écrou de la maison de correction de Grenoble ; ADI, 6 Y 418. Registre d'écrou de la maison d'arrêt de Vienne ; ADI, 6 Y 361. Rapports du commissaire central de Grenoble ; AMG 1 I 352.

¹⁰⁶ Rapport du commissaire central, journée du 4 au 5 juin 1940.

dénombrait 471 et parmi eux 5 Italiens. Durant les jours suivant, on trouve les traces de l'arrivée de 16 autres ressortissants transalpins, notamment en provenance de Belgique et de l'Aisne¹⁰⁷.

Pour lutter contre les propagateurs de nouvelles pessimistes et défaitistes, la préfecture avait pris l'initiative de rédiger un « bulletin départemental de quinzaine ». Celui-ci, mis en place à partir du 1^{er} mars et paraissant tous les 15 jours, avait pour but d'aiguiller la population en dehors des pensées défaitistes en lui présentant des « informations sérieuses » de la situation et ainsi de contrôler son état d'esprit. Cet objectif était explicité dans un paragraphe intitulé « Notre but », présent sur le premier numéro :

Il circule parfois dans le public des bruits non contrôlés et non contrôlables.

Ces bruits sont répandus par des gens qui parlent sans réfléchir au préjudice qu'ils peuvent porter à nos activités françaises.

Comme ils ont l'air d'en savoir plus long que les autres, il arrive que les bons esprits se laissent troubler. [...]

Notre intention est donc simplement de fournir à nos lecteurs des éléments de conversation et d'appréciation qui reposent sur des données sûres.

Ces renseignements sont tirés des bulletins de renseignements, des presses du monde entier, d'enquêtes et de recoupements de toute nature.

Nous ne ferons état que d'informations sérieuses. Elles sont d'ailleurs en assez grand nombre pour intéresser et réduire à néant les bluffs nombreux de l'ennemi.

Nous demanderons à nos lecteurs, mieux informés que la moyenne des citoyens, d'éclairer et de guider dans leur sphère l'opinion publique, en utilisant les faits que nous avons recherchés, résumés et présentés pour eux. [...]

Centre d'Information départemental
Préfecture de Grenoble¹⁰⁸

Les journaux et les autorités ne se trompaient pas sur la conduite de l'Italie. Mussolini avait, nous l'avons vu, choisi son camp dès le mois de mars. Au cours du mois de mai, il demeurait dans l'expectative, désirant à la fois entrer en guerre au plus vite mais redoutant tout autant de devoir le faire. Sa volonté semblait néanmoins irrévocable. Les Français avaient tenté, par l'intermédiaire de leur ambassadeur à Rome, André François-Poncet, de mettre en marche des négociations, y compris au prix de concessions territoriales, incluant la Tunisie, voire même l'Algérie¹⁰⁹. Cette démarche trouva néanmoins porte close, Ciano déclarant à François-Poncet le 28 mai que « les plus riches cadeaux ne changeraient pas l'attitude du Duce¹¹⁰ » et écrivant :

¹⁰⁷ ADI, 57 M 12.

¹⁰⁸ Bulletin départemental de quinzaine de la préfecture, AMG, 4 H 54.

¹⁰⁹ Galeazzo Ciano, *Journal politique, op. cit.*, date du 27 mai 1940, p.182.

¹¹⁰ Télégramme d'André François-Poncet au ministère des Affaires étrangères, cité dans Pierre Milza, *Mussolini, op. cit.*, p.771.

« S'il pouvait obtenir par des moyens pacifiques le double de ce qu'il réclame, il refuserait¹¹¹ ». Pour Pierre Milza, la décision d'entrer en guerre fut vraisemblablement prise ce 28 mai, jour de la capitulation belge¹¹². Le 29 mai, Mussolini forma son haut commandement¹¹³. Néanmoins, aux premiers jours de juin, cette décision ne demeurait connue que du Duce et de son cercle rapproché.

Devant la prolongation de cette expectative, on continua de faire des hypothèses parmi les journalistes isérois. Au *Petit Dauphinois*, on interprétait le prolongement de cette attente comme un signe de l'hésitation de Mussolini, qui tentait de résister face aux pressions allemandes, le Reich cherchant toujours davantage à accélérer son entrée dans le conflit :

On affirme que le Reich voulait l'Italie en guerre mardi soir. Le Duce a résisté. Ordres, menaces, pression par bandes armées en Carinthie n'ont pas encore – nous disons bien : pas encore – fait fléchir la volonté du maître de Rome.¹¹⁴

André Choisy, à Zurich, confirmait cette théorie :

Les Allemands parlent maintenant au nom de l'Italie. Ce n'est pas bon signe. Ni pour nous, ni pour les Italiens. Ce sont les Allemands qui déclarent que les tentatives de rapprochement des démocraties vis-à-vis de l'Italie ne recevront aucune suite ; ceux sont eux qui disent que les Alliés ont abusé de la patience de l'Italie. Ce sont eux qui sont pressés de voir l'Italie prendre les armes pour que Hitler échappe à son destin.¹¹⁵

Ils semblaient bien loin de la vérité à ce sujet. En effet, le 30 mai, Mussolini avait fait parvenir une lettre à Hitler lui indiquant sa décision et la date du 5 juin pour son entrée dans la guerre¹¹⁶. C'est pourtant le Führer qui avait demandé à ce que cette date soit retardée de quelques jours, craignant que cette décision n'affecte la disposition des forces aériennes françaises et mette ainsi en échec certains de ses plans d'attaque¹¹⁷. Bien qu'ennuyé par ce report, le Duce choisit finalement la date du 11, puis du 10¹¹⁸.

Si l'on estimait ainsi, à tort, que le Duce ne voulait pas la guerre, la même hypothèse formulée au sujet du peuple italien était bien davantage avérée. *Le Petit Dauphinois* écrivait ainsi :

Dès à présent, nous pouvons nous dire que nous sommes sûrs d'une chose : c'est que les Italiens, pour la plus grande part, ne feront la guerre qu'à contre-cœur. Ils la feront

¹¹¹ Galeazzo Ciano, *Journal politique, op. cit.*, date du 27 mai 1940, p.182.

¹¹² Pierre Milza, *Mussolini, op. cit.*, p.771.

¹¹³ Galeazzo Ciano, *Journal politique, op. cit.*, date du 29 mai 1940, p.184.

¹¹⁴ *Le Petit Dauphinois*, 6 juin 1940.

¹¹⁵ *Le Petit Dauphinois*, 4 juin 1940.

¹¹⁶ Galeazzo Ciano, *Journal politique, op. cit.*, date du 30 mai 1940, p.185.

¹¹⁷ *Ibid.*, date du 1^{er} juin 1940, p.187.

¹¹⁸ *Ibid.*, date du 2 juin 1940, p.188.

contraints et forcés comme peuvent l'être tous les « amis » du Reich ; mais y mettront-ils toute leur âme ?¹¹⁹

Il avait déjà mis en avant cet argument – qui nous l'avons vu fut régulièrement employé entre avril et mai – quelques jours plus tôt, lorsqu'il interrogeait un Français établi en Italie, lequel expliquait que : « Le peuple sait bien que l'ennemi n°1 se trouve de l'autre côté du Brenner, qu'on continue d'ailleurs à mettre en défense¹²⁰ ». Les Italiens demeureraient peu enclins à prendre les armes, qui plus est contre la France voisine, ce que Ciano confirmait : « il y a bien aujourd'hui une propagande interventionniste, mais il n'y a pas trace de l'élan de 1915¹²¹ ». Néanmoins, l'idée d'entrée en guerre, très impopulaire au départ, avait gagné des partisans, notamment devant les succès allemands. Giuseppe Bottai, ministre de l'Éducation publique écrivait ainsi dans son journal :

Les gens s'orientent vers la guerre aux côtés des Allemands. Une guerre d'intérêt ; certainement pas un mariage d'amour.¹²²

Au sujet du développement de cette idée chez les Italiens, Pierre Milza écrit :

Elle ne signifiait pas que le pays « voulait » la guerre avec la même détermination jalouse que son Duce, ni que l'alliance allemande était du jour au lendemain devenue populaire. Disons que, pour la grande masse des Italiens, l'heure était à la résignation fataliste plutôt qu'à une adhésion euphorique et quasi consensuelle comparable à celle que le pays avait connue lors du conflit éthiopien.¹²³

S'appuyant sur l'opposition du peuple italien à la guerre et sur l'inaction du Duce, on vit même ressurgir quelques notes d'optimisme. On considérait en effet que tout était désormais possible, que l'attente pouvait laisser présager le pire comme le meilleur. Jean Perquelin, au *Petit Dauphinois* témoignait de ce timide élan d'optimisme en ces termes :

Aux dernières nouvelles, Mussolini se serait tu ; et l'intervention militaire subirait « quelque retard ». Que voir dans la réflexion ultime que s'accorde le maître de Rome ? [...]

Tout compte fait, on peut encore croire à une « offensive de paix » mussolinienne, épaulée par une savante « guerre des nerfs ».¹²⁴

Son point de vue était partagé par son collègue Léopold Blond, qui écrivait le lendemain :

Une partie de la presse italienne paraît d'ailleurs envisager la possibilité de négociations. [...]

Allons-nous voir l'Italie prendre maintenant l'initiative d'une tentative de conciliation ? Tout est possible.

¹¹⁹ *Le Petit Dauphinois*, 6 juin 1940.

¹²⁰ *Le Petit Dauphinois*, 2 juin 1940.

¹²¹ Galeazzo Ciano, *Journal politique, op. cit.*, date du 1^{er} juin 1940, p.187.

¹²² Giuseppe Bottai, *Journal*, cité dans Pierre Milza, *Mussolini, op. cit.*, p.774.

¹²³ Pierre Milza, *Mussolini, op. cit.*, p.774.

¹²⁴ *Le Petit Dauphinois*, 7 juin 1940.

Si le sentiment que la guerre avec l'Italie pouvait éclater d'un moment à l'autre était bien présent, on restait déboussolé par cette perspective. On refusait de croire que l'Italie, nation sœur, pouvait oser prendre les armes contre la France. Les liens qui avaient uni les deux pays lors de la guerre précédente et la fraternité d'armes ainsi créée étaient évoqués. Les Moniteurs Viennois et de Bourgoin expliquaient ainsi que : « Le problème italien est particulièrement délicat et même douloureux à traiter, surtout pour ceux qui ont participé à la dernière guerre pendant laquelle les armées de nos pays défendaient le même idéal¹²⁵ ». Marcel Farges, tout en laissant éclater sa colère à l'égard de Mussolini, laissait transparaître une sensibilité paternaliste touchée et déçue, dont il avait déjà fait témoignage quelques semaines plus tôt. Que tous les apports de la France à l'Italie soient récompensés par une guerre le révoltait :

Depuis neuf mois, il nous a fait tant de mal, il a rendu à notre ennemi, qui est l'ennemi de l'ensemble des peuples libres, des services si considérables que nous le verrons avec une parfaite sérénité se montrer enfin sans masque, dans sa vérité, dans sa gloire. [...]

La France est la plus calme. En cette louche journée du 4 juin 1940 qui mûrit peut-être le plus affreux des fratricides, elle admire la cruauté du Destin. Dès demain peut-être, elle sera frappée au nom d'une nation qu'elle a aidé à naître, au nom d'une interminable procession de travailleurs qu'elle a aidés à vivre, au nom des milliers d'intelligence qu'elle a aidées à comprendre. Le condottiere qui l'assaille vocifère : Je suis l'Italie. Elle lui répond : l'Italie je la connais.¹²⁶

La République du Sud-Est s'indignait elle aussi contre les reproches faits par l'Italie à la France, notamment sur ses revendications liées aux territoires dont l'Italie aurait été spoliée, déclarant : « L'Italie tentera-t-elle d'enlever par les armes ce qui ne lui a jamais été arraché par la force ?¹²⁷ ».

À l'approche du 10 juin, on vit également se répandre un nouveau positionnement dans les journaux. Si Marcel Farges, à *La Dépêche Dauphinoise*, en avait déjà fait étalage, il était nouveau chez les autres journalistes isérois. Il était composé d'une certaine résignation face à l'attitude italienne. Il semble que, fatigués d'avoir, pendant neuf mois, cherché à déceler les points positifs du comportement de l'Italie et élaboré toutes sortes d'hypothèses à ce sujet, de nombreux journalistes préféreraient opter pour le leitmotiv : « advienne que pourra ». Marcel Farges, pour qui cet état d'esprit n'était pas nouveau, écrivait :

Offensive de guerre ? Offensive de paix appuyée d'un ultimatum ? Les Alliés attendent, tranquilles et fermes. Ils sont parés.¹²⁸

¹²⁵ *Le Moniteur de Bourgoin*, 31 mai 1940. *Le Moniteur Viennois*, 1^{er} juin 1940.

¹²⁶ *La Dépêche Dauphinoise*, 4 juin 1940.

¹²⁷ *La République du Sud-Est*, 4 juin 1940.

¹²⁸ *La Dépêche Dauphinoise*, 10 juin 1940.

Il était rejoint par les deux *Moniteurs* pour qui la foi placée jusqu'au bout en l'Italie et la croyance en les liens indéfectibles franco-italiens ne pouvaient qu'honorer la France : « Ce sera l'honneur de notre pays de n'avoir pas voulu croire que la Rome de 1940 pourrait s'insurger contre la Rome de 1914¹²⁹ ». *La République du Sud-Est* se désintéressait elle aussi de l'attitude italienne et déclarait que cette décision ne ferait que mettre en lumière, en dépit des efforts de justification fascistes, le fait que l'Italie ne rentrait dans cette guerre que par opportunisme : « Si donc, le gouvernement italien abandonne la non belligérance, il le fera de propos délibéré et il entrera dans la guerre pour faire la guerre¹³⁰ ». Enfin, le 10 juin, *Le Petit Dauphinois* s'exprimait ainsi à propos du discours de Mussolini, annoncé pour l'après-midi :

On affirme que M. Mussolini, au balcon fameux du Palais de Venise, parlera ce soir. Il précisera, à cette occasion, les revendications transalpines. Nous les écouterons, et nos hommes d'État plus encore que nous. Mais voulez-vous une opinion ? Dans l'état où nous sommes, et quoi qu'il arrive, la France n'est plus capable de se laisser impressionner ou émouvoir. Elle fera front sur tous les fronts. Elle n'a plus qu'une âme, à l'unisson de ses héros. Rien n'est perdu, chez nous. Et moins que tout le reste : l'honneur !¹³¹

C'est sur ce discours que se termine, à 18h00, cette longue période d'incertitude, qui marque la seconde étape de la lente et progressive désillusion des Isérois. En effet, après tant de questionnements et de reports, le Duce signe la première allocution, tant attendue, dans laquelle il choisit enfin officiellement son camp dans la Seconde Guerre mondiale. Cette déclaration signe, pour tous ceux qui avaient voulu croire à un rapprochement avec l'Italie, ou au moins à une poursuite de la neutralité, la fin des illusions.

¹²⁹ *Le Moniteur de Bourgoin*, 31 mai 1940. *Le Moniteur Viennois*, 1^{er} juin 1940.

¹³⁰ *La République du Sud-Est*, 5 juin 1940.

¹³¹ *Le Petit Dauphinois*, 10 juin 1940.

Chapitre V : la fin des illusions

Le lundi 10 juin 1940, Mussolini leva enfin le voile sur tous les questionnements en place depuis septembre. Le choix de l'Italie, sur lequel avaient été formulées mille et une hypothèses, ne faisait désormais plus de doute. Dans la soirée, le Duce indiqua ainsi que « la déclaration de guerre a été remise aux ambassadeurs de Grande-Bretagne et de France ». Cette prise de parole signe l'ouverture de l'acte final de la lente et progressive désillusion à laquelle nous assistons. La décision de Mussolini, à laquelle, nous l'avons vu précédemment, l'on s'attendait sans oser y croire, provoqua une émotion certaine en France, en particulier dans le Sud-Est. André François-Poncet, averti de cette déclaration de guerre par Ciano utilisa une image, reprise par Reynaud dans son discours, qui restera associée à cet épisode, celle du « coup de poignard à un homme déjà à terre¹ ».

Le « coup de poignard dans le dos »

Face à cette déclaration d'une guerre que l'on se refusait à imaginer, l'indignation fut immense parmi les journalistes isérois. Ceux-ci exprimaient différents sentiments devant cette guerre dont ils avaient redouté l'éclatement. On trouvait en premier une sensation de trahison, particulièrement forte. *Le Petit Dauphinois*, qui présentait ce jour-là – et il s'agissait de la première fois – un éditorial en première page, écrivait :

Accrochés à la radio et au fil, nous suivions pas à pas la lutte féroce qui se déroulait aux rives d'Île-de-France. On voyait nos soldats tenir, rejeter l'ennemi ; l'enthousiasme sacré de la résistance grandissant nos cœurs ; puis soudain jaillit de mille boches, en un tonnerre plus terrible que tous les tonnerres du ciel, ce cri : l'Italie en guerre !

C'est difficile à croire, chez nous, où tant de Transalpins ont reçu sans morgue comme sans défiance le pain et le sel de l'hospitalité. La nouvelle, pourtant, était vraie...

Nous savions, bien sûr, que l'Italie alliée des barbares – monstrueuse union qui foule aux pieds civilisation et chrétienté du même coup – devrait un jour, triste vassale, se plier à l'ordre sanglant.²

Abel Chatonnay témoignait lui aussi de ce sentiment de trahison. Celle-ci était d'autant plus dure à vivre pour lui et son journal, *La République du Sud-Est*. En effet, cet organe de droite catholique avait toujours placé l'idéal de la civilisation latine au-dessus de tout et en accomplissant son geste, c'était bien cette idée latine, cette civilisation de la chrétienté que Mussolini frappait au cœur. L'Italie trahissait ainsi les siens et tous ceux qui avaient toujours

¹ Galeazzo Ciano, *Journal politique*, date du 10 juin 1940, p.193.

² *Le Petit Dauphinois*, 11 juin 1940.

cru jusque-là en une alliance des peuples latins. Christophe Poupault explique ainsi que « pour tous les partisans d'une alliance, le 10 juin 1940 est une date maudite » et il exprime la déception de ces partisans : « La Latinité, promue par toutes les organisations qui ont œuvré à un rapprochement pendant vingt ans et par un grand nombre de voyageurs qui y ont vu la justification d'un accord, se révèle au final un échec³ ». Tandis que le directeur de son journal Léon Poncet, qualifiait cette déclaration de « crime inexpiable⁴ », Chatonnay, parmi les plus fidèles partisans de la Latinité, laissait s'exprimer son émotion :

Voici que l'Italie fasciste a choisi son destin.

Par l'heure où elle a fait ce choix, sa déclaration de guerre est pour nous un coup de poignard dans le dos.

Ce qui nous aurait été indifférent de la part des barbares de la Germanie, nous trouble douloureusement de la part de Rome. Mais cette première émotion est déjà passée et la France, malgré ses blessures, se retourne maintenant d'un seul cœur contre son nouvel ennemi et lui crie : Vous non plus, vous ne passerez pas !

Les dés sont jetés ! a clamé Mussolini à Rocca del Carminate, renouvelant ainsi un mot lancé en des circonstances analogues, il y a 2000 ans.

Le masque aussi est jeté, Duce ! Votre masque de civilisation et de chrétienté ! Comment ne pas être frappé d'horreur devant la voie où vous entraînez le malheureux peuple italien ?

Comment le chef de ce pays peut-il dire que cette guerre où il se lance, lui est dictée par le cours naturel de l'Histoire ?

Tout, dans ce geste de folie, est contraire à cette affirmation impudente !

Rome a toujours été le rempart contre les hordes barbares venues du Nord, et voici qu'elle s'y associe pour aider à la destruction de l'héritage qu'elle a transmis à toute l'Europe !

Elle va lutter aux côtés de ceux qui sont les ennemis séculaires de toutes les valeurs qu'elle a créées.

Elle va aider l'Allemagne à détruire la civilisation qu'elle a mis des millénaires à modeler.

Elle se fait la complice des païens qui, partout où ils passent, brûlent les églises et massacrent les prêtres de cette religion dont elle a été l'un des berceaux et dont elle abrite le chef depuis sa fondation.

A-t-elle donc oublié à ce point tout son éblouissant passé ? A-t-elle donc à ce point perdu le sens de sa grandeur et de sa culture pour s'acoquiner ainsi avec des brigands sans scrupules et sans honneur de Berlin, pour lesquels tout est bon à piller, pour lesquels la dignité humaine, la liberté des consciences et des personnes sont le propre de races inférieures ?⁵

La Croix de l'Isère, elle aussi fervente partisane d'une union latine, partageait ce sentiment de trahison d'autant plus fort. Plaçant désormais « l'Italie sous la botte de Hitler », elle écrivait, reprenant les dires de l'archevêque de Westminster :

L'Italie vient de jeter aux orties son déguisement religieux. Les chefs du fascisme se sont détachés avec un réalisme brutal de la civilisation chrétienne.⁶

³ Christophe Poupault, *À l'ombre des faisceaux*, op. cit., p.745.

⁴ *La République du Sud-Est*, 12 juin 1940.

⁵ *La République du Sud-Est*, 11 juin 1940. Voir l'annexe 20 pour plus de détails.

⁶ *La Croix de l'Isère*, 16 juin 1940. Voir l'annexe 21 pour plus de détails.

Si évidemment la trahison des « liens latins » et de « l'amitié franco-italienne » indignait les Isérois, ce qui était le plus réprouvé, c'était la « lâcheté » avec laquelle le Duce se comportait, en frappant un ennemi déjà à terre. Celle-ci s'exprimait au travers de la formule du « coup de poignard dans le dos », que *La République du Sud-Est* avait adoptée pour le titre de son éditorial du 11 juin. *La Dépêche Dauphinoise* exprimait ainsi son dégoût devant une telle couardise :

Benito Mussolini vient de jeter le masque qu'il avait déjà soulevé sur son visage depuis quelques semaines en passant de la non-belligérance à la pré-belligérance.

Le dictateur fasciste croit son heure personnelle venue.

Heure sans gloire de bas aventurier, de spadassin, où il s'agit de participer sans risques aux profits d'un mauvais coup, de se jeter sur des adversaires ébranlés et de leur donner – par derrière – le coup de grâce.

Achever les blessés, voilà le rôle que l'infâme assassin de Matteotti a réservé à son pays. [...]

Nous ne regrettons rien de ce que nous avons fait. Nous constatons simplement que Benito Mussolini a sa façon à lui de payer les dettes de la gratitude.

En vérité, nous n'en sommes pas surpris. [...]

Benito Mussolini mène son peuple où Hitler a mené le sien. Pendant des années, il l'a fanatisé d'orgueil et soulé de jactance. Il le pousse maintenant sur les champs de bataille. C'est l'avènement logique et effroyable de sa dictature comme ce fut l'apothéose hideuse de la dictature d'Hitler.⁷

Le Petit Dauphinois partageait cette opinion :

Ce qui, hier soir, nous secoua tous – tous en France – de cette colère sacrée qui porte en elle les ferments de la juste vengeance, c'est que Mussolini ait choisi, pour lancer sa honteuse agression, le moment où nos troupes, résistant à un ennemi supérieur en nombre comme en matériel, luttent à mort sous l'égide de Jeanne d'Arc comme de Sainte-Geneviève.

Nous avons eu, il y a quelque temps, l'exemple d'une félonie sans précédent dans l'histoire. En voici une seconde, Mussolini, Léopold, Hitler, ah, le sinistre trio ! Chacals et vautours en quête de curée...⁸

On trouvait également une forte détermination au sein de la presse iséroise. À l'ébahissement des premières heures avait succédé une colère et une volonté de vengeance, qui s'exprimaient ainsi chez Marcel Farges :

Le peuple italien va apprendre à cette heure ce qu'il en coûte de remettre, avec ses droits élémentaires, son destin à un ambitieux délirant et sans scrupules. Après les folles imaginations de l'ivresse, il va connaître un terrible réveil. [...]

Il [Mussolini] pense frapper des nations déjà chancelantes. Quelle erreur ! Il a affaire à des nations ressaisies et, qu'il se le tienne pour dit, enragées.

Cette guerre fratricide et impie qu'il a caressée, préméditée et finalement déclarée, « sa » guerre, les démocraties vont la lui faire.

Avec toute leur colère.

Avec tout leur courage.

⁷ *La Dépêche Dauphinoise*, 11 juin 1940. Voir l'annexe 19 pour plus de détails.

⁸ *Le Petit Dauphinois*, 11 juin 1940.

Avec toute leur puissance.

Une puissance que les États-Unis, d'une façon ou de l'autre, renforceront, n'en doutons pas. Une puissance dont le Pape, nous en sommes sûrs, souhaitera le succès.

Benito Mussolini se repentira amèrement d'avoir forfait à l'honneur et trahi la civilisation. Et sa victime, l'Italie, un jour prochain, maudira l'heure où son mauvais guide lui a fait connaître à la fois le plus ignominieux des crimes et une de ces fautes que les peuples expient pendant des générations.⁹

Cette détermination se retrouvait chez les autres journaux, Abel Chatonnay déclarant :
« Aux armes !¹⁰ », tandis que *Le Petit Dauphinois* écrivait :

S'il est, dans cet univers ou dans l'autre, des Puissances justes auxquelles confier son âme, la trahison de celle que nous voulions encore nommer la « Sœur latine » sera punie. Elle le sera terriblement, parce que les peuples qui confient leurs destins à des insanes ne méritent rien d'autre que ce destin déjà tracé au ciel. [...]

L'immense vague de dégoût qui s'élève des continents, des mers, de partout où vivent encore des hommes libres impose déjà aux sbires de Rome une flétrissure immortelle. [...]

Arrière les Borgia ! Nous ne succomberons pas à cette nouvelle épreuve. Notre peuple est ainsi fait : A chaque revers il oppose un coup de reins, et sort grandi de sa détresse elle-même. Nous saurons nous accrocher, lutter, mordre sur tous les fronts. [...]

La justice, la liberté, les grands morts de mille guerres nous montrent la route. En avant ! Nous vaincrons !¹¹

Le journal plaçait également ses espoirs dans une extension du conflit et ainsi dans une adhésion des États-Unis – que *La Dépêche Dauphinoise* partageait – au camp allié qu'il considérait imminente :

En outre, il est possible – pour ne pas dire probable – que cette étincelle mette le feu à d'autres barils de poudre... [...]

Et puis il faut se mettre dans la tête une fois pour toutes, que ce ne sont pas toujours MM. Mussolini et Hitler qui imposent leurs volontés ou même leurs désirs à des nations dociles. Nous avons aussi nos mots à dire ; et nos alliés tout comme nous.¹²

Du côté de *La Dépêche Dauphinoise*, dans la lignée de Chatonnay qui évoquait « le malheureux peuple italien¹³ », le sénateur de la Savoie Antoine Borel insistait sur le fait que le peuple italien demeurerait opposé à la guerre et ne soutenait pas l'action du Duce :

Qu'importe, pour les dirigeants d'un régime totalitaire ce que pense le peuple ! Une seule volonté compte : celle du Chef... Ayant la haute main sur la presse, le cinéma, la radio c'est un jeu pour lui que de former une opinion publique à sa convenance...

Voilà comment, entre deux peuples qui ont des affinités profondes, une communauté de vues identiques, et même, on peut le dire, des ressemblances de tempérament qui sont à

⁹ *La Dépêche Dauphinoise*, 11 juin 1940.

¹⁰ *La République du Sud-Est*, 11 juin 1940.

¹¹ *Le Petit Dauphinois*, 11 juin 1940.

¹² *Le Petit Dauphinois*, 11 juin 1940.

¹³ *La République du Sud-Est*, 11 juin 1940.

l'origine de beaucoup de froissements, on crée un fossé que le sang versé peut rendre infranchissable.¹⁴

Il semble en effet qu'une partie importante des Italiens répugnait à se lancer dans cette guerre. La réprobation de la décision du Duce était grande. L'on n'oubliait pas les sacrifices consentis en commun durant la Grande Guerre, face aux Allemands ou lors de la contre-offensive commune de 1917, qui avait permis de mettre fin à la poussée autrichienne de Caporetto. L'armée elle-même répugnait à frapper un ancien allié, qui plus est déjà à terre¹⁵. On note en effet un optimisme très relatif au moment de la déclaration de guerre et il semble que les acclamations entendues lors du discours de Mussolini provenaient surtout de groupes professionnels ayant pour mission de « chauffer » l'assistance¹⁶. Wladimir d'Ormesson, ambassadeur auprès du Saint-Siège, mentionne un enthousiasme très limité¹⁷, ce que Ciano confirme dans son journal :

La nouvelle de notre entrée en guerre ne surprend personne et n'éveille pas un enthousiasme excessif. Je suis triste, très triste. L'aventure commence. Que Dieu assiste l'Italie.¹⁸

Tout comme elles l'avaient fait en septembre 1939, les autorités locales se devaient d'épauler la population face à cette nouvelle déclaration de guerre. De plus, contrairement à celle qui avait éclatée dix mois auparavant, le front de cette guerre allait se situer tout près, et Grenoble se trouvait directement sur la route de l'envahisseur transalpin. Paul Cocat, maire de la ville, fit ainsi diffuser dans les journaux un avis rédigé en ces termes :

Il n'y a aucune raison de perdre le calme et le sang-froid qui sont la caractéristique du peuple français.

Mais, en présence des événements qui se précipitent, les conseils de prudence nous amènent à recommander à tous ceux qui ne participent pas à la vie de la cité à chercher un asile pour leur famille en dehors de l'agglomération. Ce sera, d'une part, une précaution, et, d'autre part, ce sera rendre plus facile la dispersion de ceux qui n'ont pu s'éloigner par leurs propres moyens, dans le cas, si peu probable qu'il soit, où cela deviendrait nécessaire.¹⁹

Le préfet Surchamp fit de même, adressant un appel aux maires et à la population du département :

Les maires de l'Isère m'ont donné, depuis septembre dernier, une collaboration empressée dont je veux les remercier. Ils ont accompli un énorme labeur. Au moment où,

¹⁴ *La Dépêche Dauphinoise*, 15 juin 1940.

¹⁵ Bernard Crochet, *Deuxième Guerre mondiale, op. cit.*, p.45.

¹⁶ Pierre Milza, *Mussolini, op. cit.*, p.777.

¹⁷ Christophe Poupault, *À l'ombre des faisceaux, op. cit.*, p.743.

¹⁸ Galeazzo Ciano, *Journal politique, op. cit.*, date du 10 juin 1940, p.184.

¹⁹ *Le Petit Dauphinois*, 11 juin 1940. *La Dépêche Dauphinoise*, 11 juin 1940. *La République du Sud-Est*, 11 juin 1940. *La Croix de l'Isère*, 16 juin 1940.

en présence de l'agression italienne, notre tâche devient encore plus difficile et plus lourde, je leur adresse mon plus pressant appel pour qu'ensemble, unis et confondus dans le même dévouement à la France et à la République, dans le même amour de notre patrie, malheureuse, mais qui ne peut périr, nous redoublions d'efforts et de courage.

À eux tous, ma gratitude renouvelée.

Haut les cœurs !

Pour la France et la République !

Mes chers concitoyens,

L'heure est grave, sans doute, mais conservons pleine et entière confiance dans les destinées de notre patrie que défendent avec tant de courage héroïque nos braves soldats, qui font l'admiration du monde entier.

Soyons calmes, gardons notre sang-froid et ne nous livrons pas à des manifestations vaines et regrettables.

M. Mussolini a déclaré la guerre : il ne faut pas confondre le peuple italien, les Italiens qui vivent en France depuis de longues années et qui ont pu apprécier l'hospitalité du pays où ils ont trouvé asile, avec la meute fasciste déchaînée par les excitations du dictateur.

Les Français sont épris de justice, d'équité ; ils sauront discerner entre l'excitation d'illuminés et les sentiments profonds d'un peuple attaché à la tradition latine qui est la sienne.

Dans les usines, dans la rue, évitons tout incident. Soyons calmes, résolus ; conservons tout notre sang-froid. La Patrie est en danger, a dit le président du Conseil ; au courage de nos soldats, joignons la résolution de tous les Français ; qu'un même sentiment les unisse tous.

La France sera sauvée.²⁰

Dans cet appel, le préfet, réclamant le calme, insistait sur le besoin impérieux d'éviter les exactions envers la communauté italienne et de ne pas faire d'amalgame entre les Italiens du département loyaux à la France et les fascistes ayant déclaré la guerre.

L'épineuse question des Italiens de l'Isère

Le message du préfet était repris par certains journaux. *Le Journal de Bourgoin* expliquait ainsi à ses lecteurs que : « Parmi eux [les Italiens], une grande quantité sont de sincères amis de la France qui les a toujours bien accueillis²¹ ». Marcel Farges, à *La Dépêche Dauphinoise*, dans un éditorial intitulé « Italiens et Italiens » appelait lui aussi à éviter tout débordement :

La sensibilité populaire ne saurait rien accomplir de plus regrettable, commettre rien de plus nuisible au bon renom comme à l'intérêt de la France que de témoigner à des innocents la réprobation et la colère dont seuls sont passibles Benito Mussolini et ses tristes coadjuteurs.

²⁰ *Le Petit Dauphinois*, 11 juin 1940. *La Dépêche Dauphinoise*, 11 juin 1940. *La République du Sud-Est*, 11 juin 1940. *La Croix de l'Isère*, 16 juin 1940.

²¹ *Le Journal de Bourgoin*, 13 juin 1940.

Châtier Benito Mussolini, le comte Ciano, il signor Farinacci et quelques autres hyènes, ce serait procéder à un acte de justice et de raison, mais parce que Benito Mussolini et sa clique ont perpétré une infamie, injurier ou molester un travailleur ou un petit commerçant italien qui se sont toujours désolidarisés de ces malfaiteurs, qui n'ont pas le moins du monde trempé dans leur félonie et s'en voient avec épouvante les premières victimes, ce serait inique à la fois et absurde.²²

On louait également le sang-froid de la population iséroise, qui n'avait pas cédé à la panique, au désordre et à la violence à la suite de la déclaration de guerre. *Le Petit Dauphinois* vantait ainsi « l'équilibre » des Français face à cette situation :

Les réactions du Français sont rapides et quelquefois violentes. Aussi pouvait-on craindre qu'avant-hier, en apprenant la lâche agression de l'Italie, les Dauphinois ne se livrent à des excès sur les biens ou même sur les personnes des transalpins.

Mais c'était sous-estimer l'équilibre de nos compatriotes ou ne pas mesurer assez exactement la profondeur de leur mépris.

Et quand ils s'éveillèrent le lendemain, ils apprirent malgré tout satisfaits, que pendant leur sommeil les autorités préfectorales et militaires avaient pris les mesures utiles vis-à-vis des Italiens. [...]

Nous ne saurions terminer cet exposé sans féliciter la population dauphinoise et savoyarde qui a su garder, en attendant les mesures définitives dont elle a laissé le choix à ses chefs, son calme et son sang-froid. Les ouvriers ont laissé travailler leurs collègues italiens, les passants ont fait semblant de ne pas voir les boutiques italiennes, les voisins ont croisé, sans haine apparente, les Transalpins de leurs immeubles. Une fois de plus, nos compatriotes ont été dignes et fiers, en un mot : français !²³

À *La République du Sud-Est*, on ne relevait pas non plus de scènes de violences ou d'échauffourées :

À la déclaration de guerre de l'Italie, un grave problème s'est posé aux autorités grenobloises. Parmi les départements frontaliers, l'Isère est un de ceux qui comptent le plus de ressortissants italiens : 33.500 environ.

Malgré l'immense colère de toute la population grenobloise, devant la lâche agression de l'Italie, aucune manifestation hostile ne s'est produite.²⁴

La Dépêche Dauphinoise faisait de même, en mentionnant des manifestations anti-italiennes, mais « peu nombreuses » :

La turpitude mussolinienne est si révoltante que le flegme et la discipline britanniques eux-mêmes ne l'ont pu supporter et qu'ils ont soudain fait place à l'effervescence propre à des foules plus démonstratives.

Des manifestations anti-italiennes se sont déroulées également, ça et là, en France. Il faut se féliciter, il faut louer notre peuple qu'elles aient été, en somme, très peu nombreuses.²⁵

²² *La Dépêche Dauphinoise*, 12 juin 1940.

²³ *Le Petit Dauphinois*, 12 juin 1940.

²⁴ *La République du Sud-Est*, 13 juin 1940.

²⁵ *La Dépêche Dauphinoise*, 12 juin 1940.

Elle notait de la même façon, dans un article intitulé « Après la déclaration de guerre de l'Italie, Grenoble a gardé son sang-froid » :

La journée d'hier [11 juin] s'est déroulée sans incident notable. Elle a été marquée par une détente tout à fait significative de l'état d'esprit de nos concitoyens et de l'attachement que nous témoignent les Italiens transplantés chez nous et dont la plupart vivent la même vie que la nôtre depuis de très nombreuses années.²⁶

Si l'on observait des manifestations de patriotisme sans incidents, comme le 11 juin à Ajaccio où la foule chante *La Marseillaise*²⁷, il semble bien, en dépit des dires de la presse iséroise, que des scènes de violence, même limitées aient pu survenir. Michel Chanal évoque ainsi l'arrivée d'une « vague d'italophobie²⁸ » à l'été 1940 et l'on relève des cas d'altercations, de part et d'autre. Aldo Sartori, un soudeur résidant au n°143 du cours Berriat, déclarait que dans la soirée du 10 juin, vers 20h30, quatre individus l'ont traité de « sale macaroni », puis ont brisé les vitres des fenêtres de son domicile et jeté dans sa cuisine les pots de fleurs qui se trouvaient sur son balcon²⁹. Le lendemain, 11 juin, Mme Peretti, demeurant au 36 rue d'Alembert, indiquait avoir été « injuriée et menacée par des jeunes gens qui ont tenté de pénétrer dans son magasin³⁰ ». Mmes Davio et D'Emilio furent accusées d'avoir, dans la soirée du 12 juin, déclaré : « Nous souhaitons qu'on vienne bombarder la rue du Drac³¹ ». On relève d'autres cas d'altercations dans la journée du 11 juin.

Face aux événements, l'angoisse gagnait les Isérois. On vit ainsi un homme tenter de se suicider en se jetant dans l'Isère le 11 juin³². De nombreuses rumeurs circulaient, faisant état de 25 000 fascistes à Grenoble et de 75 000 d'entre eux dans le département³³. Nous l'avons vu, la population italienne du département était davantage comprise à la fin des années 1930 entre 30 000 et 40 000 individus et Michel Chanal l'évalue à 33 934 ressortissants en 1939³⁴. Ces chiffres paraissaient de fait très difficilement crédibles. Selon *Le Petit Dauphinois*, qui appelait au calme en démentant les chiffres précédents, l'Isère comptait alors 33 339 Italiens, ce qui représentait une population de 12 à 18 000 chefs de famille³⁵. Il semble que la diaspora italienne était en réalité encore moins nombreuse, notamment du fait des nombreux départs

²⁶ *La Dépêche Dauphinoise*, 12 juin 1940.

²⁷ *La République du Sud-Est*, 12 juin 1940. *La Dépêche Dauphinoise*, 12 juin 1940.

²⁸ Michel Chanal, « L'occupation italienne de l'Isère », *op. cit.*, p.140.

²⁹ Rapport du commissaire central de Grenoble, journée du 11 au 12 juin 1940 ; AMG, 1 I 352.

³⁰ Rapport du commissaire central de Grenoble, journée du 12 au 13 juin 1940 ; AMG, 1 I 352.

³¹ *Ibid.*

³² *Ibid.*

³³ *Le Petit Dauphinois*, 12 juin 1940. *Le Journal de Bourgoin*, 13 juin 1940.

³⁴ Michel Chanal, « L'occupation italienne de l'Isère », *op. cit.*, p.140.

³⁵ *Le Petit Dauphinois*, 12 juin 1940.

enregistrés depuis septembre 1939. Les services de la préfecture faisaient par exemple état du départ de plus de 400 Italiens entre le 15 août et le 15 octobre 1939³⁶. Michel Chanal estime de ce fait la population italienne de l'Isère en juin 1940 à seulement 28 336 ressortissants³⁷, bien loin donc des 75 000 fascistes supposés.

Pour tenter d'apaiser ces inquiétudes, d'éviter les débordements et de donner à la population un sentiment de contrôle sur la communauté italienne, le préfet mit en place différentes mesures, suite aux instructions reçues du ministre de l'Intérieur, au début du mois de mai³⁸. On poursuivit la coupure des lignes téléphoniques des Italiens considérés comme suspects³⁹. D'importantes arrestations furent également entreprises dans la soirée du 10 juin, au cours de laquelle environ 800 Italiens furent interpellés, considérés comme « suspects pour leurs sentiments patriotiques et fascistes⁴⁰ ». Ils furent ensuite rassemblés au sein du stade Bouchayer, à Grenoble⁴¹. À Bourgoin et dans ses alentours, ce fut une quarantaine d'Italiens qui furent arrêtés le 10 juin⁴². Les arrestations se poursuivirent dans les jours qui suivirent et visèrent notamment les Italiens ne s'étant pas présentés aux centres de rassemblement⁴³, ou ceux dépourvus de documents d'identité et de

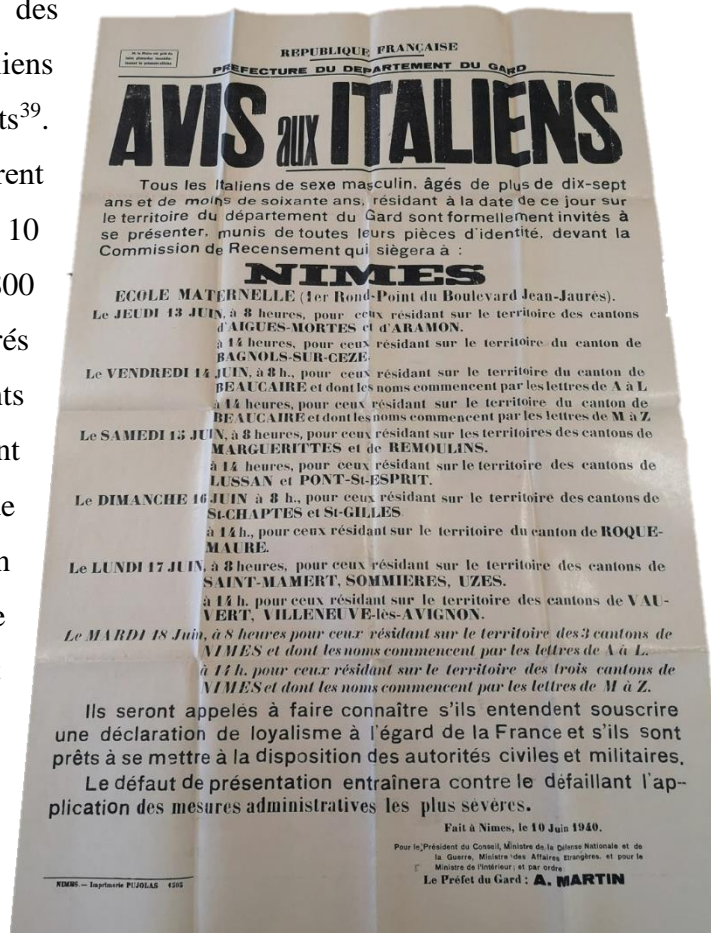


Figure 8. Affiche du recensement pour la ville de Nîmes (ADI, 58 M 57)

³⁶ Recensement des Italiens quittant le département, non daté ; ADI, 69 M 31. Voir l'annexe 1 pour plus de détails.

³⁷ Michel Chanal, « L'occupation italienne de l'Isère », *op. cit.*, p.140.

³⁸ Voir chapitre IV, p.123-124.

³⁹ Lettre de M. Ambrosini au directeur des postes, 1^{er} juillet 1940 ; ADI, 15 W 290. Voir l'annexe 14 pour plus de détails.

⁴⁰ Michel Chanal, « L'occupation italienne de l'Isère », *op. cit.*, p.142.

⁴¹ Rapport de gendarmerie sur l'arrestation de M. Laroche-Joubert le 11 juin, 18 septembre 1940 ; ADI, 15 W 290.

⁴² *La Croix de l'Isère*, 16 juin 1940. *Le Journal de Bourgoin*, 13 juin 1940.

⁴³ Rapport du commissaire central de Grenoble, journée du 14 au 15 juin 1940 ; AMG, 1 I 352.

« certificats de loyalisme⁴⁴ ». Elles touchèrent même des Albanais, considérés comme « éléments suspects, appartenant à une nation ennemie », l'Albanie étant un protectorat italien depuis avril 1939⁴⁵. Vincent Bisso, que nous avons rencontré au moment où il cherchait à s'engager dans l'armée française en septembre 1939⁴⁶ fut lui aussi arrêté⁴⁷. À titre de comparaison, Jean-Louis Panicacci dénombre 700 Italiens arrêtés dans les Alpes-Maritimes, dont la communauté italienne est pourtant plus nombreuse, et mentionne une population qui se montre là aussi relativement calme⁴⁸.

Les Italiens ayant été laissés en liberté, de sexe masculin et dont l'âge était compris entre dix-sept et quarante-huit ans⁴⁹, furent dirigés vers des commissions de recensement, selon le protocole édicté dans la circulaire ministérielle du 13 mai. Ils furent informés de ces mesures à l'aide d'affiches, leur indiquant le centre de rassemblement dans lequel ils devaient se rendre⁵⁰. On manquait visiblement d'effectifs pour mener à bien ces opérations, puisqu'au moins quatre fonctionnaires préfectoraux y prirent part⁵¹. Il était alors demandé aux Transalpins de signer une déclaration de loyalisme envers la France. Parmi les Italiens se rendant aux centres de recensement, on note des cas très divers. Certains semblaient particulièrement tristes et choqués de la situation. Un vieil homme s'exprimait ainsi en sanglots :

Est-ce qu'on va me mettre en prison parce que ce fou de Mussolini a déclaré la guerre, Monsieur le Commissaire ? Je suis en France depuis 30 ans. Je n'ai jamais pensé à me faire naturaliser, mais tous mes enfants sont français et j'ai deux fils au front. Je n'aime que la France, moi !⁵²

Un autre s'exclamait :

L'Italie... Je m'en fiche pas mal ! Elle n'a été capable que de me faire crever de faim tant que j'y suis resté. Je sers le pays qui me nourrit et me laisse vivre en liberté.⁵³

Le Petit Dauphinois, qui rapportait ces cas expliquait ainsi :

Des situations de ce genre se comptent par milliers. Il existe des « Italiens » qui ne savent même plus parler leur langue natale et qui ont tout oublié de chez eux.⁵⁴

⁴⁴ Rapport du commissaire central de Grenoble, journée du 16 au 17 juin 1940 ; AMG, 1 I 352.

⁴⁵ Fiche du chef de la sûreté sur Bektash Alite, 31 décembre 1940 ; ADI, 69 M 14.

⁴⁶ Voir chapitre I, p.47.

⁴⁷ Correspondance du sous-préfet de La Tour-du-Pin au préfet, 29 octobre 1940 ; ADI, 13 R 897.

⁴⁸ Jean-Louis Panicacci, *La campagne de juin 1940 dans les Alpes-Martimes*, Département 06, 1974, p.3.

⁴⁹ La circulaire ministérielle du 13 mai indique un âge maximal de 48 ans, l'affiche de Nîmes un âge de 60 ans.

⁵⁰ Lettre du préfet du Gard au préfet de l'Isère, 20 août 1940 ; ADI, 58 M 57.

⁵¹ Correspondance du préfet au colonel commandant la subdivision de Grenoble, 18 juillet 1940 ; ADI, 58 M 57.

⁵² *Le Petit Dauphinois*, 12 juin 1940.

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ *Ibid.*

La Dépêche Dauphinoise déclare qu'« au cours de la journée d'hier [11 juin] les manifestations de loyalisme et de fidélité à la France des Italiens résidant dans notre région ont été très nombreuses⁵⁵ », ce que confirme *La République du Sud-Est*, en mentionnant des groupes de Français et d'Italiens conspuant Mussolini devant les locaux de la *Casa d'Italia*, 58 cours Jean Jaurès⁵⁶.

Néanmoins, malgré ces démonstrations de patriotisme d'une partie des Transalpins, certains refusèrent de signer la déclaration de loyalisme et furent arrêtés⁵⁷.

La presse approuvait unanimement ces mesures de recensement, parfois qualifiées de « triage ». On note en revanche des degrés d'indulgence divers de sa part à l'égard des Italiens. *La Dépêche Dauphinoise*, tout en considérant ces mesures comme « nécessaires », se montrait particulièrement bienveillante à leur égard :

C'est aux pouvoirs publics et à eux seuls, qu'il appartient de faire à la « cinquième colonne italienne » - s'il y en a une, et il est probable qu'il y en a une – la chasse impitoyable pour laquelle s'enflamment des volontaires au désintéressement trop souvent inégal à certaines tentations. Les pouvoirs publics remplissent leur tâche avec toute la promptitude désirable, les arrestations qui ont immédiatement suivi l'attentat mussolinien en sont la preuve.

Parmi les milliers et les milliers d'Italiens que la sacrilège déclaration de guerre trouve installés en France, les responsables de notre sécurité sauront certainement discerner la minorité fasciste, susceptible de fournir à notre ennemi n° 2 des agents et des espions. Ces membres de la cinquième colonne, les pouvoirs publics n'en sont pas à les rechercher ; ils les connaissent depuis longtemps, du moins la plupart et ils les mettent diligemment hors d'état de nuire.

Restent les autres, l'immense majorité [...] ces amis sincères de notre pays, dévoués autant que nous à l'idéal démocratique, animés de la même haine pour Hitler et Mussolini. [...]

Ceux-là, on en peut répondre, nous aideront de toutes leurs forces, soit au combat, soit à l'usine.

Qu'aucune maladresse, qu'aucune incartade ne nous fasse d'un seul d'entre eux un ennemi !⁵⁸

Au *Petit Dauphinois*, on observait un ton à l'égard des Italiens nettement moins amical et compréhensif :

Le triage des sujets italiens s'est donc fait en deux opérations. Dans la nuit du 10 au 11 juin, tous les suspects ont été arrêtés par les gendarmes ou les soldats. Quel total cela fait-il ? Soyons discrets, mais parlons cependant de plusieurs centaines.

Les autres, tous les autres se présenteront aujourd'hui dans différents centres, répartis à travers le département, et seront soumis à l'examen des commissions de contrôle. Parmi

⁵⁵ *La Dépêche Dauphinoise*, 12 juin 1940.

⁵⁶ *La République du Sud-Est*, 13 juin 1940.

⁵⁷ Lettre de demande de libération pour Luigi Scisciòt, 17 juillet 1940 ; ADI, 15 W 7.

⁵⁸ *La Dépêche Dauphinoise*, 12 juin 1940.

ceux-là, quelques-uns seront peut-être encore retenus, mais beaucoup resteront en liberté, moyennant une déclaration écrite de fidélité à la France.

Cette liberté sera surveillée et tout manquement à l'engagement de loyalisme sera impitoyablement puni.

De cette façon, les loups seront séparés des moutons, les agitateurs des pacifiques, et ceux qui demeureront libres sur notre sol continueront à servir, dans les magasins, dans les champs, dans les ateliers, cette France qui les fait vivre depuis si longtemps et qu'ils ont appris à aimer. On ne leur demande même pas de renier leur nationalité, mais de constater un fait établi : l'hospitalité de notre pays en regard de l'égoïsme, de l'indifférence ou de la mauvaise volonté du leur.

Avons-nous raison, avons-nous tort de faire crédit aux Italiens enracinés chez nous ? L'avenir nous répondra. Ceux qui tromperaient cette confiance peuvent s'attendre à une répression terrible de leur trahison. Plus la mansuétude aura été grande, plus sévère serait le châtement.⁵⁹

Certains se montraient encore moins chaleureux et tolérants. *Le Journal de Bourgoin* avertissait ainsi : « Cette liberté sera surveillée et tout manquement à cet engagement de loyalisme sera sévèrement puni⁶⁰ », tandis que *La République du Sud-Est*, écrivait :

Les autorités connaissant parfaitement les divers états d'esprits des Italiens de la région, n'ont pas voulu que le même régime et les mêmes règles soient appliquées [sic]. Aussi ont-elles décidé qu'un triage strict était nécessaire.

Le soir même de la déclaration de guerre, le 10 juin, les patrouilles de soldats, des gardes républicains et la police municipale ont arrêté tous les Italiens suspects, si bien que dès le matin plusieurs centaines d'indésirables attendaient leur départ pour un camp de concentration.

Ceux qui restent, et c'est là le plus grand nombre, sont tenus de se présenter devant une commission de contrôle qui jugera de leur mise en liberté moyennant une déclaration écrite de fidélité ou bien de leur emprisonnement avec les brebis galeuses déjà arrêtées.

Déjà nous pouvons voir dans les rues ceux qui ont signé cette déclaration. Mais s'il arrive à l'un d'eux de manquer à son engagement, il sera impitoyablement châtié.⁶¹

On trouve trace des Italiens arrêtés à la suite de ces diverses opérations dans différents camps. Ceux arrêtés au cours des premiers jours, notamment le 10 juin, dont Vincent Bisso, sont envoyés au camp de Saint-Jodard, dans la Loire⁶². Certains, comme Luigi Scisciote, qui avait refusé de signer sa déclaration de loyalisme, sont dirigés vers Nîmes, puis vers le Tarn-et-Garonne⁶³. D'autres, enfin, sont transportés vers le camp du Vernet, dans l'Ariège⁶⁴, ou à celui de Saint-Cyprien, dans les Pyrénées-Orientales⁶⁵.

⁵⁹ *Le Petit Dauphinois*, 12 juin 1940.

⁶⁰ *Le Journal de Bourgoin*, 13 juin 1940.

⁶¹ *La République du Sud-Est*, 13 juin 1940.

⁶² Correspondance du sous-préfet de La Tour-du-Pin au préfet, 29 octobre 1940 ; ADI, 13 R 897. Michel Chanal, « L'occupation italienne de l'Isère », *op. cit.*, p.142.

⁶³ Lettre de demande de libération pour Luigi Scisciote, 17 juillet 1940 ; ADI, 15 W 7.

⁶⁴ Lettre du préfet de l'Ariège au préfet de l'Isère, 24 juillet 1940 ; ADI, 58 M 57.

⁶⁵ Lettre du lieutenant-colonel Borrallo, commandant du camp au préfet, 24 juillet 1940 ; ADI, 58 M 57.

La guerre des Alpes

Suite à la déclaration de guerre, le général Olry, commandant l'armée française devant défendre les Alpes, conscient de son infériorité numérique et souhaitant tirer le meilleur avantage du terrain montagneux dans une optique défensive, fit sauter les voies d'accès depuis l'Italie⁶⁶. Le ressentiment envers des Italiens ayant attaqué un ennemi déjà à terre, que nous avons perçu dans la presse, était largement partagé par les troupes qui faisaient face aux 355 000 soldats transalpins acheminés pour mener l'offensive⁶⁷. Le moral et la volonté des Français étaient également galvanisés par la représentation commune des Italiens, nettement moins craints que les Allemands⁶⁸. La rancœur était telle que le général Olry donna l'ordre à ses hommes, s'ils venaient à être encerclés par les Allemands et les Italiens, de se rendre aux premiers afin de ne pas offrir une gloire à moindre frais aux derniers⁶⁹.

En réalité, lorsque Mussolini déclara la guerre le 10 juin, rien n'était prêt. Le maréchal Badoglio, en charge de mener l'attaque, avait qualifié quelques jours plus tôt ce projet de « suicide », ce à quoi Mussolini avait répondu : « J'ai besoin de quelques milliers de morts pour m'asseoir à la table des négociations en habits de belligérant⁷⁰ ». L'objectif était ainsi clairement formulé, mettre la main sur le maximum de territoires le plus rapidement possible afin d'appuyer les revendications que le Duce présenterait à la signature de l'armistice. Néanmoins, du fait de l'absence de préparation, l'armée italienne resta, dans les premiers jours, en position défensive. Badoglio demanda même au général français Parisot ce qu'il ferait si aucune attaque n'était déclenchée, ce à quoi Parisot répondit : « ce n'est sûrement pas nous qui attaquerons les premiers⁷¹ ». On assista ainsi à une première phase d'observation, durant laquelle les Italiens amassèrent des troupes et prirent quelques postes d'observation. La situation n'évolua ainsi que peu et Frédéric Le Moal et Max Schiavon notent que : « généralement, il suffit que les SES tirent quelques coups de feu pour que l'ennemi rebrousse chemin⁷² ». *Le Petit Dauphinois*, qui suivait de près la situation, notait ainsi le 13 juin : « Les Italiens, dont l'Allemagne enregistre l'entrée en lice en haussant les épaules, se bornent à

⁶⁶ Frédéric Le Moal, Max Schiavon, *Juin 1940, la guerre des Alpes : enjeux et stratégies*, Paris, Economica, 2010, p.250-251.

⁶⁷ *Ibid.*, p.260.

⁶⁸ *Ibid.*, p.248.

⁶⁹ *Ibid.*, p.325.

⁷⁰ Pierre Milza, *Mussolini, op. cit.*, p.775.

⁷¹ *Ibid.*, p.780-781.

⁷² Frédéric Le Moal, Max Schiavon, *Juin 1940, la guerre des Alpes, op. cit.*, p.261.

bombarder Malte, et avec de petits moyens » et le 14 : « L'Italie, à part des bombardements sans grande portée, ne montre guère d'activité ». Son envoyé spécial à la frontière, Henri Molinès, dressait le 16 juin le compte-rendu suivant :

Rarement entrée en guerre fut aussi peu marquée de succès. Il est vrai, on doit le souligner, que les troupes de Mussolini n'ont nullement commencé leur gros effort.

Dressant le même constat, *La République du Sud-Est* écrivait le 18 juin : « l'armée des Alpes reste intacte ». La situation se trouva bouleversée à la suite de l'arrivée au pouvoir de Pétain, qui le 17, demanda l'armistice, une « paix imprévue et soudaine » qui « inquiète » Mussolini⁷³. Il était alors temps pour le Duce de préparer ses revendications. Ciano nota à ce sujet :

Le Duce est extrémiste, il voudrait que l'on exigeât l'occupation de tout le territoire français et la reddition de la flotte. Mais il se rend compte que son opinion a une valeur consultative ; la guerre a été gagnée par Hitler, sans le concours militaire actif de l'Italie, et c'est Hitler qui aura la parole.⁷⁴

L'historien Giorgio Rochat confirme ce diagnostic : « Il [Mussolini] a cru qu'il obtiendrait des gains grandioses sans tirer un coup [...], puis il a dû se rendre compte qu'il obtiendrait seulement le terrain occupé par ses troupes⁷⁵ ». À l'inverse de Mussolini, Hitler cherchait à faire la paix rapidement, en ménageant la France si besoin était. Ciano le décrit ainsi « comme le joueur qui a fait sauter la banque : il veut quitter la table et ne pas risquer davantage⁷⁶ ». Hitler et Mussolini se rencontrèrent alors à Munich les 18 et 19 juin, dans le but de préparer les conditions de l'armistice, ou plutôt des armistices, le Führer rejetant l'hypothèse d'un armistice commun. Cela mécontenta fortement Mussolini, qui aurait souhaité apparaître en vainqueur au même titre que les Allemands⁷⁷.

Une véritable course contre la montre s'engagea alors pour le Duce, craignant de manquer une nouvelle fois le « rendez-vous avec l'Histoire ». Rentré à Rome, il ordonna le 20 juin à Badoglio de lancer l'attaque contre les positions françaises⁷⁸. Celui-ci demanda vingt-cinq jours de préparation, Mussolini lui en donna trois⁷⁹ et déclara : « Je ne veux pas subir la honte que les Allemands occupent Nice⁸⁰ ». L'objectif était ainsi explicitement formulé, il

⁷³ Galeazzo Ciano, *Journal politique, op. cit.*, date du 17 juin 1940, p.196.

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ Giorgio Rochat, *La guerre italienne, 1935-1943*, p.249, cité dans Frédéric Le Moal, Max Schiavon, *Juin 1940, la guerre des Alpes, op. cit.*, p.271.

⁷⁶ Galeazzo Ciano, *Journal politique, op. cit.*, dates des 18 et 19 juin 1940, p.197.

⁷⁷ Pierre Milza, *Mussolini, op. cit.*, p.782.

⁷⁸ Galeazzo Ciano, *Journal politique, op. cit.*, date du 20 juin 1940, p.198.

⁷⁹ Pierre Milza, *Mussolini, op. cit.*, p.782.

⁸⁰ Frédéric Le Moal, Max Schiavon, *Juin 1940, la guerre des Alpes, op. cit.*, p.273.

s'agissait avant tout « d'éviter le ridicule face aux Allemands⁸¹ ». Ciano se montrait particulièrement inquiet à ce sujet, craignant qu'une défaite face à une armée considérée comme déjà vaincue ne couvre l'Italie de honte, mais Mussolini passa outre⁸². Une seconde phase s'ouvrit alors, qui vit « le développement des attaques italiennes, on n'ose écrire préparées, mais plutôt improvisées ces derniers jours⁸³ ». Croyant les Français en retraite, les forces italiennes attaquèrent le 21 par les voies à travers lesquelles elles étaient attendues et furent ainsi partout repoussées⁸⁴. Le matin, le joyau des fortifications italiennes, le fort du Chaberton, commença le bombardement de Briançon, qu'il dominait depuis ses 3 100 mètres d'altitude⁸⁵. L'envoyé spécial de *La République du Sud-Est* raconte ainsi le bombardement, mentionnant « l'attitude calme et quasi indifférente des habitants » et déclarant : « nous pûmes admirer du tir de notre artillerie sur les ouvrages de Natines du Chaberton, dont cinq tourelles sur huit étaient déjà pulvérisées⁸⁶ ». Le « cuirassé des nuages » fut en effet en grande partie détruit par l'artillerie française dans la journée du 21, ce qui porta un coup sévère au moral des Italiens du secteur⁸⁷. Au soir du 21 juin, les Italiens n'avaient ainsi pas progressé, ce qui minait profondément le moral de Mussolini. Rejetant la faute sur son peuple et ses troupes, il déclara :



Figure 9. Tourelles, casemate et vue depuis le fort du Chaberton
(Photographies : Franck Michel)

⁸¹ *Ibid.*

⁸² Galeazzo Ciano, *Journal politique, op. cit.*, date du 20 juin 1940, p.198.

⁸³ Frédéric Le Moal, Max Schiavon, *Juin 1940, la guerre des Alpes, op. cit.*, p.272.

⁸⁴ *Ibid.*, p.276.

⁸⁵ *Ibid.*, p.290.

⁸⁶ *La République du Sud-Est*, 25 juin 1940.

⁸⁷ Frédéric Le Moal, Max Schiavon, *Juin 1940, la guerre des Alpes, op. cit.*, p.276.

C'est la matière qui me manque. [...] Un peuple qui a servi d'enclume pendant seize siècles ne saurait, en peu d'années, se transformer en marteau.⁸⁸

Cette situation inspira ainsi une réflexion à Ciano, qui se demanda : « Si nous étions entrés en guerre en septembre, que serait-il arrivé ?⁸⁹ ». Le 22, le général Roatta eut l'idée d'une opération aéroportée, qui aurait permis aux Italiens, toujours bloqués sur la frontière, d'occuper de nombreux points dans la vallée du Rhône et ainsi de légitimer une partie de leurs revendications territoriales. Les soldats italiens seraient alors parachutés aux côtés des hommes du général allemand Halder, qui arrivaient depuis le nord, mais celui-ci refusa, considérant cette action comme déshonorante et déclarant :

Toute cette affaire n'est qu'une tromperie de la plus mesquine espèce. J'ai bien fait savoir que je ne voulais pas voir mon nom mêlé à ce genre de fourberie.⁹⁰

Entre le 22 et le 23 juin, les Italiens parvinrent à opérer quelques avancées, notamment dans la vallée de l'Isère, le col de Larche et la région de Nice, en particulier vers Menton. Ils ne progressèrent néanmoins pas davantage par la suite⁹¹.

Les Italiens stoppés sur les Alpes, le général Olry devait faire face à une autre menace, plus importante encore, celle des forces allemandes en provenance du Nord de la France. Le but du général Halder et de ses hommes était, en attendant la signature de l'armistice de Rome qui devait mettre un terme définitif à la guerre, de capturer le maximum de soldats français, censés se replier devant l'offensive italienne, et d'occuper la Savoie et le Dauphiné⁹². Les Allemands atteignirent Lyon le 19 juin et le même jour, le général Weygand avait donné l'ordre au général Olry de déclarer toutes les agglomérations de plus de 20 000 habitants « villes ouvertes ». La destruction des ponts lyonnais désormais impossible, les Allemands purent franchir le Rhône et la ligne de défense qui avait été bâtie sur celui-ci devint *de facto* caduque. Olry reporta ainsi sa ligne de défense sur l'Isère⁹³. L'occupation du département paraissait alors certaine. Le 20 juin, Jean Surchamp et Paul Cocat prirent l'initiative de rédiger un appel à destination de la population iséroise, qu'ils firent co-signer par M^e Tissot, président de la section locale des anciens combattants, et M^{gr} Caillot, l'évêque de Grenoble :

Chers concitoyens,
Grenoble, ville ouverte, et aujourd'hui occupée. Un grand nombre de communes le sont ou peuvent l'être.
Que chacun conserve le calme, la dignité et la maîtrise de soi-même.

⁸⁸ Galeazzo Ciano, *Journal politique, op. cit.*, date du 21 juin 1940, p.199-200.

⁸⁹ *Ibid.*, date du 20 juin, p.199.

⁹⁰ Frédéric Le Moal, Max Schiavon, *Juin 1940, la guerre des Alpes, op. cit.*, p.277.

⁹¹ *Ibid.*

⁹² *Ibid.*, p.324.

⁹³ *Ibid.*, p.321.

C'est un pressant appel que nous vous adressons, dans l'intérêt de la cité et du département, pour l'honneur du pays.

Nous avons promis que l'ordre ne serait pas troublé : nous comptons sur vous.

Nous vous demandons de vous conformer strictement aux consignes et aux ordres qui vous seront donnés par les autorités responsables.

Votre attitude, qui est le gage de votre sécurité, sera le témoignage de la force d'âme des Français devant l'adversité.⁹⁴

Le Petit Dauphinois, tout en déclarant qu'à Bourgoin « l'occupation se poursuit dans le calme⁹⁵ », faisait mention de ses craintes devant l'avancée de l'envahisseur :

Grenoble s'attend à être occupée. Les colonnes motorisées roulent déjà, au sud de Lyon, à moins de cent kilomètres de notre ville et, demain peut-être, apparaîtront les premiers éléments des troupes ennemies. Qui l'eût cru ?⁹⁶

Le 23 juin, la 12^{ème} armée allemande du général List attaqua en direction de Chambéry et de Grenoble, se heurtant aux forces du général français Cartier⁹⁷. L'envoyé spécial de *La République du Sud-Est*, Louis Ganivet, couvrit les combats en Savoie, s'exclamant : « Le moral de nos chasseurs est remarquable⁹⁸ ». Dans leur avancée vers Grenoble, les Allemands rencontrèrent les forces françaises à Voreppe le 23 à 3h15 et furent repoussés. Ils tentèrent une nouvelle percée après 5h00 mais celle-ci fut de nouveau bloquée. Avant de lancer une nouvelle attaque le 24 juin aux alentours de 16h00, le général Stumpff déclarait : « L'échec d'une telle attaque entraînerait pour nous une perte de prestige que les Français enregistreraient comme un succès ». Cette nouvelle attaque ne permit aux Allemands que d'atteindre les abords de la ville et ils furent à nouveau arrêtés⁹⁹.

Les journaux isérois célébrèrent cette victoire des forces françaises et en firent un récit mâtiné de fierté. *La Dépêche Dauphinoise* déclarait ainsi : « Sur la ligne de Voreppe, notre résistance, très solidement établie, s'est avérée particulièrement efficace [...] elle a non-seulement contenu les colonnes blindées, mais les a contraintes à se replier sur Moirans¹⁰⁰ ». *Le Petit Dauphinois* fit de même racontant que les Allemands « se heurtèrent à un dispositif de défense solidement établi et, après quelques tentatives espacées, accompagnées chaque fois de courts duels d'artillerie, ils regagnèrent leurs positions de repli¹⁰¹ ». *La République du Sud-Est*

⁹⁴ Appel du préfet et du maire de Grenoble, 20 juin 1940 ; ADI, 52 M 99. Voir l'annexe 16 pour plus de détails.

⁹⁵ *Le Petit Dauphinois*, 23 juin 1940.

⁹⁶ *Le Petit Dauphinois*, 21 juin 1940.

⁹⁷ Frédéric Le Moal, Max Schiavon, *Juin 1940, la guerre des Alpes, op. cit.*, p.329.

⁹⁸ *La République du Sud-Est*, 24 juin 1940.

⁹⁹ Frédéric Le Moal, Max Schiavon, *Juin 1940, la guerre des Alpes, op. cit.*, p.330.

¹⁰⁰ *La Dépêche Dauphinoise*, 25 juin 1940.

¹⁰¹ *Le Petit Dauphinois*, 24 juin 1940.

poursuivait, écrivant que l'ennemi « est contenu avec héroïsme à Voreppe par nos soldats qui défendent le sol – notre sol – pied à pied¹⁰² ». *Le Journal de Bourgoin* s'enthousiasmait quant à lui en ces termes :

La défense de Voreppe a fait forte impression sur les Allemands.
Et ils ont été déçus de ne pas entrer à Grenoble
– Nous avions ordre d'y pénétrer le 25 juin, en même temps que les Italiens. Nous savions que nos alliés seraient en retard au rendez-vous mais nous pensions, nous, être exacts !

Les premiers obus français ont causé une véritable stupeur dans les rangs allemands. Aussi avaient-ils demandé d'importants renforts d'hommes, d'artillerie et d'aviation pour mettre au pli les défenseurs de Voreppe.

Quant aux Italiens ils n'ont pas pu franchir la frontière.¹⁰³

Cette bataille de Voreppe, qui permit de repousser les Allemands, fut considérée par les journaux comme ayant permis d'éviter l'occupation de Grenoble. Frédéric Le Moal et Max Schiavon leur donnent raison, indiquant que la défense du général Cartier a « sauvé Grenoble et Chambéry¹⁰⁴ ». Voreppe, « rempart de Grenoble¹⁰⁵ », et ses défenseurs furent ainsi célébrés en grande pompe par la presse iséroise. *Le Petit Dauphinois* écrivait à ce sujet :

Répetons que c'est grâce à la vaillance admirable des troupes françaises chargées de la défense de Voreppe que Grenoble, capitale des Alpes françaises, ne connaît pas l'occupation ennemie.

Longtemps encore l'histoire locale retiendra les héroïques faits d'armes accomplis par les soldats de l'armée des Alpes, quelques heures avant la cessation des hostilités.

La consigne était : « ils ne passeront pas ».

« Ils ne sont pas passés ».¹⁰⁶

Et *La Dépêche Dauphinoise* fit de même :

Les Grenoblois doivent avoir beaucoup de gratitude pour les valeureux défenseurs de Voreppe.

C'est parce qu'elles obligèrent les Allemands à stopper que les troupes françaises évitèrent à la capitale des Alpes d'être un monceau de ruines et de cadavres. [...]

Les ennemis ont subi de lourdes pertes, et hier on pouvait encore voir des cadavres le long de la route.¹⁰⁷

Les soldats de l'armée des Alpes, furent, dans leur ensemble largement salués par la presse iséroise, pour avoir continué de résister, en infériorité numérique, aux assauts italiens et allemands. Antoine Borel vantait ainsi les mérites des chasseurs, célébrant leur « vaillance¹⁰⁸ »,

¹⁰² *La République du Sud-Est*, 24 juin 1940.

¹⁰³ *Le Journal de Bourgoin*, 27 juin 1940.

¹⁰⁴ Frédéric Le Moal, Max Schiavon, *Juin 1940, la guerre des Alpes*, op. cit., p.331.

¹⁰⁵ Jean-Claude Blanchet, Gaston Régner, *Juin 1940, Voreppe : rempart de Grenoble*, Voreppe, La Placette, Pont-Demay, Saint-Gervais, 1990.

¹⁰⁶ *Le Petit Dauphinois*, 26 juin 1940.

¹⁰⁷ *La Dépêche Dauphinoise*, 26 juin 1940.

¹⁰⁸ *La Dépêche Dauphinoise*, 18 juin 1940.

tandis que *La République du Sud-Est* les qualifiait de « héros¹⁰⁹ ». *Le Petit Dauphinois* déclarait quant à lui :

L'armée française principalement nos divisions alpines, a magnifiquement sauvé l'honneur. Gloire à sa vaillance malheureuse !¹¹⁰

Ce qui fut en revanche nettement moins apprécié, était le comportement de certains habitants, qui se pressaient le long des routes, attendant l'arrivée des premiers convois allemands. *La République du Sud-Est* écrivait à leur sujet :

On a pu voir certains promeneurs s'attouper à l'entrée de la ville et sur le cours Jean Jaurès, mus par une curiosité frisant l'inconvenance.

L'heure est trop grave pour laisser cours à des sentiments qui eussent été légitimes en d'autres circonstances.¹¹¹

Le Petit Dauphinois allait quant à lui plus loin, s'insurgeant :

Il est navrant, pénible, on allait écrire, écœurant de constater qu'aux heures les plus pénibles de cette guerre, au moment où les Allemands vont fouler le sol de notre belle capitale des Alpes, un certain nombre de nos compatriotes [...] font preuve d'un manque total de dignité.

Pendant toute la journée d'hier, place de la Bastille, devant le pont de l'Esplanade, des milliers de badauds alourdis, inconscients de leur indignité, attendaient sottement l'arrivée – très improbable d'ailleurs – des premiers détachements allemands.

Alors que la majorité de la population n'envisage la douloureuse occupation que volets fermés, portes closes, cachant visages voilés de tristesse, des gens sans pudeur, des filles, ne voient dans cette meurtrissure qu'un sujet palpitant de distraction ! Quelle distraction !... [...]

La niaiserie odieuse de ces badauds, dépasse toute imagination, surtout lorsqu'on songe encore qu'il a fallu un cordon de police pour maintenir, toute l'après-midi, cette foule qui se compromettait de si indigne façon.¹¹²

L'arrivée des convois allemands était source de tensions parmi la population. De nombreux individus, y compris des Italiens, tenaient des propos défaitistes¹¹³. Le maire de Tullins expliquait ainsi au préfet que le 24 juin, alors que les Allemands traversaient sa commune, un nommé Genevois s'était « permis de venir toucher la main à un Allemand » et que la foule avait « ensuite fait justice de ce geste déplacé ». Il ajoutait : « J'ai l'honneur de prendre des mesures répressives contre ce retraits dont la conduite et les paroles ont été vraiment révoltantes¹¹⁴ ».

¹⁰⁹ *La République du Sud-Est*, 27 juin 1940.

¹¹⁰ *Le Petit Dauphinois*, 25 juin 1940.

¹¹¹ *La République du Sud-Est*, 24 juin 1940.

¹¹² *Le Petit Dauphinois*, 24 juin 1940.

¹¹³ Rapport du commissaire central de Grenoble, journée du 16 au 17 juin 1940 ; ADI, 52 M 338. Voir l'annexe 26 pour plus de détails.

¹¹⁴ Lettre du maire de Tullins au préfet, 24 juin 1940 ; ADI, 52 M 99.

L'armistice entre Français et Italiens fut finalement signé à 19h15 le 24 juin, à la villa Incisa, près de Rome¹¹⁵. Mussolini ayant été forcé de revoir ses ambitions à une nette baisse devant la modération d'Hitler, les conditions édictées par les Italiens furent relativement clémentes. C'est cette même modération à l'égard de la France de Vichy qui dissuada l'Espagne de Franco, et ses revendications sur l'Afrique du Nord, de rejoindre le camp allemand¹¹⁶. Les prétentions sur la Corse, la Tunisie ou encore la région du Rhône furent abandonnées. Une bande de 50 kilomètres fut démilitarisée le long de la frontière, tandis que la zone d'occupation fut constituée des seuls territoires déjà occupés, soit une bande de 840 km² comprenant 13 communes et 20 000 personnes¹¹⁷. *Le Journal de Bourgoin* la qualifiait ainsi d'« inexistante¹¹⁸ ». Elle semblait en effet bien réduite si on la compare à la zone occupée allemande. Jean Perquelin jugeait quant à lui les conditions italiennes en ces termes :

Elles sont dures. Le droit du plus fort n'a rien perdu de sa puissance [...]. Il y a, dans le monde, d'antiques haines, qui, malgré le temps, n'ont rien perdu de leur venin.

Les Allemands ne nous ont jamais pardonné, pour ne rien dire du « diktat » de Versailles, le sac de Heidelberg et la bataille d'Iéna. Les Italiens à qui tant de fibres, de sentiments communs, de façons de penser et de sentir identiques ou presque paraissent nous relier et même nous lier, malgré les déchirements et les coups de griffes qui en éclaircissent la trame, nous tiennent toujours rigueur des guerres de la Renaissance et de la brutalité du vieux chef gaulois Brennus.¹¹⁹

La Croix de l'Isère écrivait quant à elle : « Nous nous souviendrons de la nuit du 24 au 25 juin¹²⁰ ». Lorsque les hostilités cessèrent, à minuit, les Italiens comptaient 631 morts, 2 631 blessés, 2 151 soldats hors de combat pour cause de gelures – ce qui témoigne de l'extrême âpreté des combats – et 616 prisonniers ou disparus. De leur côté, les Français recensent 37 morts, 62 blessés et 155 prisonniers ou disparus. Ce décompte met avant tout en lumière l'impréparation totale des plans mussoliniens et l'aspect démesuré des ambitions du Duce¹²¹.

Nous avons ainsi assisté à la levée des dernières illusions et des derniers espoirs les plus fous concernant l'Italie. Le 10 juin, lorsque le Duce prend la parole, ce sont neuf mois d'hypothèses et de scénarios liés à l'Italie qui s'écroulent. Le voile est levé. La disparition de l'épineuse interrogation qui visait à savoir ce que ferait l'Italie marque l'avènement de son

¹¹⁵ Galeazzo Ciano, *Journal politique*, *op. cit.*, date du 24 juin 1940, p.202.

¹¹⁶ Antoine Fleury, « États neutres et non-belligérants », *op. cit.*, p.619.

¹¹⁷ Gilles Bertrand, Jean-Yves Frétygné, Alessandro Giaccone, *La France et l'Italie*, *op. cit.*, p.325-326.

¹¹⁸ *Le Journal de Bourgoin*, 27 juin 1940.

¹¹⁹ *Le Petit Dauphinois*, 26 juin 1940.

¹²⁰ *La Croix de l'Isère*, 30 juin – 7 juillet 1940.

¹²¹ Frédéric Le Moal, Max Schiavon, *Juin 1940, la guerre des Alpes*, *op. cit.*, p.332.

corollaire, qui pose la question du traitement des ressortissants, particulièrement nombreux, d'un pays qui s'est désormais déclaré comme ennemi. Cette déclaration de guerre, survenue dans une période difficile pour la France, voit l'Italie et parfois les Italiens eux-mêmes affublés d'attributs tels que la lâcheté, la trahison, le meurtre fratricide, puis la pleutrerie et l'inefficacité au combat. Les derniers combats de la bataille de France, dans les Alpes et autour de Voreppe, donnent aux Isérois un sentiment de fierté retrouvée, en des temps où leur moral est au plus bas.

Épilogue : les rapports franco-italiens au cours de l'été 1940

À la suite de l'armistice du 24 juin, fut créée la Commission Italienne d'Armistice avec la France (CIAF), qui eut pour mission de mettre en place les dispositions de la Convention d'armistice. Néanmoins, cet organe constituait « un instrument dont dispose l'Italie pour imposer ses décisions à la France », « en aucune façon un cadre de négociations¹ ». La CIAF adopta ainsi diverses mesures.

Elle mit tout d'abord en place le rapatriement des Italiens arrêtés. À la fin des hostilités, l'on dénombrait environ 100 000 Italiens, internés du fait d'actes « anti-français » perpétrés avant la déclaration de guerre ou lors des arrestations opérées à partir du 10 juin². Dans l'attente de l'abrogation effective de leur détention, le préfet recevait de nombreuses demandes de libérations de la part de la famille des internés en ce début juillet³. Si l'article 21 de la Convention réclamait leur libération immédiate, la question de leur rapatriement était en revanche nettement plus floue. L'Italie ne demandait en effet pas à récupérer ces ressortissants, mais penchait pour un retour dans leurs anciennes zones de résidence et laissait aux Français le soin de discerner ceux autorisés à rejoindre leurs domiciles antérieurs et ceux devant être rapatriés dans la Péninsule. Ainsi, face au manque de consignes claires, les commandants de camps se retrouvaient souvent perdus et de nombreux Italiens s'enfuyaient des convois de rapatriement⁴. Dans le cas des Italiens dont nous avons assisté à l'arrestation en Isère, leur détention, en dehors des « anarchistes et individus dangereux » arriva à son terme au cours de la fin du mois de juillet. Ceux ayant été détenus à Nîmes furent libérés le 19 juillet⁵ tandis que ceux internés dans les Pyrénées-Orientales et dans l'Ariège, furent relâchés le 24 juillet⁶. Les Italiens ainsi libérés revinrent pour certains sans leurs cartes d'identité, qui avaient été confisquées et détruites à leur arrestation, ce qui créa dans un premier temps des difficultés. Illustrant le manque de directives précises, le préfet, après avoir rapporté la situation à l'autorité militaire le 30 juillet, reçut la responsabilité de délivrer ou non aux Italiens rapatriés dans son département, des récépissés tenant lieu de carte d'identité⁷. On mit également fin aux mesures

¹ Frédéric Le Moal, Max Schiavon, *Juin 1940, la guerre des Alpes, op. cit.*, p.393.

² *Ibid.*, p.402.

³ Lettres de demande de libération ; ADI, 15 W 7.

⁴ Frédéric Le Moal, Max Schiavon, *Juin 1940, la guerre des Alpes, op. cit.*, p.402-403.

⁵ Télégramme du secrétaire général de la préfecture du Gard au préfet, 18 juillet 1940 ; ADI, 15 W 7.

⁶ Lettre du lieutenant-colonel Barollo au préfet, 24 juillet 1940 ; ADI, 58 M 57. Lettre du préfet de l'Ariège au préfet ; ADI, 58 M 57.

⁷ Lettre du général Touchon au général Hartung, 19 août 1940 ; ADI, 58 M 57.

de séquestre qui avaient été instaurées sur les biens des ressortissants allemands et italiens⁸, tandis que les lignes téléphoniques coupées depuis plusieurs semaines furent rétablies⁹.

La CIAF mit également en place des mesures d'assistance aux Italiens de France. Tout comme les Français, les Transalpins ressentait les premiers effets de l'occupation allemande dans le Nord de la France et les restrictions alimentaires qui en découlaient¹⁰. Un État vainqueur ne pouvait tolérer une telle situation chez ses ressortissants. Ciano écrivait ainsi le 16 juillet :

J'ai pris des dispositions pour assurer une large assistance aux Italiens de France. C'est vraiment humiliant de savoir qu'ils sont contraints de mendier du pain aux Français vaincus.¹¹

À Grenoble, cette politique d'assistance, était organisée par le « Comité italien d'assistance », installé dans les locaux de la *Casa d'Italia*. Elle suscitait le mécontentement des Français. En effet, les secours étaient distribués, contrairement à ce qui avait été annoncé, à l'ensemble des Italiens. Il s'agissait ainsi d'une mesure discriminatoire à l'égard des Isérois, qui était particulièrement mal perçue dans des temps de pénurie alimentaire née de l'occupation allemande¹².

Ces mesures n'étaient pas sans inquiéter les nouvelles autorités françaises de Vichy. Revues à la baisse du fait de la modération d'Hitler, Mussolini n'avait pas pour autant abandonné ses prétentions sur le Sud-Est de la France, la Corse ou la Tunisie¹³. La stratégie du Duce pour élargir ses acquisitions territoriales passait par une importante propagande et l'action de la presse fasciste. Dans le cadre de la politique d'assistance, Michel Chanal indique ainsi que « la cérémonie de distribution des secours était bien souvent une occasion à peine déguisée de propagande¹⁴ ». La stratégie mussolinienne passait aussi par une critique virulente des mesures d'internement qui avaient été prises par les Français. On multipliait dans la presse les récits de mauvais traitements, de conditions de détention insalubres, mentionnés dans les archives préfectorales¹⁵. Ces récits étaient presque toujours peu avérés, voire complètement faux, et s'inscrivaient dans une « manipulation politico-propagandiste » orchestrée par le pouvoir italien¹⁶. Du côté des autorités françaises, l'on n'était bien sûr pas dupe des manœuvres

⁸ Télégramme du ministère de l'Intérieur au préfet, 22 juillet 1940 ; ADI, 15 W 7.

⁹ Lettre du préfet au directeur des postes, 2 juillet 1940 ; ADI, 15 W 290.

¹⁰ Frédéric Le Moal, Max Schiavon, *Juin 1940, la guerre des Alpes*, op. cit., p.407-408.

¹¹ Galeazzo Ciano, *Journal politique*, op. cit., date du 16 juillet 1940, p.213.

¹² Michel Chanal, « L'occupation italienne de l'Isère », op. cit., p.143-144.

¹³ Gilles Bertrand, Jean-Yves Frétygné, Alessandro Giaccone, *La France et l'Italie*, op. cit., p.327.

¹⁴ Michel Chanal, « L'occupation italienne de l'Isère », op. cit., p.143.

¹⁵ ADI, 13 R 896.

¹⁶ Frédéric Le Moal, Max Schiavon, *Juin 1940, la guerre des Alpes*, op. cit., p.403-404.

et des ambitions du Duce et l'on s'inquiétait notamment du retour des prisonniers fascistes. Le secrétaire-général de la préfecture, M. Coldefy, proposait ainsi au préfet le 18 juillet de maintenir une surveillance renforcée à l'égard de ces Italiens. Il écrivait ainsi : « Je pense, pour ma part, qu'il y aurait lieu de donner à la Gendarmerie toutes instructions utiles pour qu'une surveillance étroite soit exercée sur ces individus que l'on pourrait, dès le premier manquement interner de nouveau dans un Camp Départemental : par exemple Chambaran dès qu'il serait reconstitué¹⁷ ». Quelques jours plus tard, le général Boissau, donnait ordre au général Hartung, commandant la 14^{ème} région, d'inviter les préfets à faire des recherches sur les sujets italiens qui « ayant recouvert leur liberté régulièrement ou irrégulièrement sont considérés dangereux pour ordre public ou anarchistes¹⁸ ». Le 14 août, le préfet reçut un télégramme en provenance de Vichy lui demandant de diriger les individus détenus administrativement vers des Centres de séjour surveillés – notamment celui de Fort-Barraux dans le Nord-Est du département – pour les Français et vers des camps de concentration pour les étrangers. On comptait huit camps dans le département, à Chambaran, Arandon, Saint-Savin, Vif, Roybon, Prémol, Vienne et Bourgoin, qui avaient entre autres été créés dans le but d'interner les ressortissants du Reich¹⁹. Le préfet répondit à ce sujet le 26 août « qu'aucun individu, français ou étranger, n'est actuellement détenu administrativement²⁰ ».

En plus de ces tensions entre autorités françaises et italiennes, on relevait un climat assez électrique entre les Italiens et les Isérois. Les internés, de retour après leur détention, constataient que le ressentiment à leur égard s'était endurci²¹. Les sentiments italophobes s'établissaient à des degrés divers, de la méfiance à une véritable xénophobie²². L'intervention de juin avait ravivé les opinions négatives sur les Transalpins tandis que son échec et son caractère calamiteux avaient renforcé l'image de l'Italien lâche et piètre guerrier, présente depuis des épisodes comme celui d'Adoua. Michel Chanal explique ainsi que : « L'italophobie se renforçait désormais du refus de voir dans les Italiens de véritables vainqueurs, en même temps qu'une réprobation quasi unanime les frappait comme responsables du « coup de poignard dans le dos » et du mitraillage de colonne de civils sans défense par la chasse fasciste,

¹⁷ Lettre du secrétaire général de la préfecture au préfet, 18 juillet 1940 ; ADI, 15 W 7.

¹⁸ Télégramme du général Boissau au général Hartung, transmis au préfet le 29 juillet 1940 ; ADI, 15 W 7.

¹⁹ Tal Bruttman, *Internement et camps d'internement en Isère (1940-1947). Répertoire numérique détaillé des sous-séries 15 W – 19 W*, Archives départementales de l'Isère, Grenoble, Centre Jean Berthouin, 2004, p.8.

²⁰ Télégramme de Vichy au préfet, 14 août 1940 ; ADI, 15 W 290.

²¹ Michel Chanal, « L'occupation italienne de l'Isère », *op. cit.*, p.142.

²² Frédéric Le Moal, Max Schiavon, *Juin 1940, la guerre des Alpes*, *op. cit.*, p.412.

seul exploit guerrier que l'on voulut bien leur reconnaître ». Bien que ce dernier fait soit fortement contesté, il est indéniable qu'il avait acquis un certain ancrage dans les mentalités françaises de l'époque²³. Les Français ne se considéraient pas comme ayant été vaincus par les Italiens. Les armistices signés ne reconnaissaient d'ailleurs, chose peu commune, que la défaite face à l'Allemagne et non face à l'Italie²⁴. On se refusait de cette façon à voir dans les soldats du Duce des vainqueurs. À Grenoble, au cours de l'été, des officiers italiens entrant dans un café furent accueillis par un homme qui lança de façon moqueuse : « Debout Messieurs, saluons nos vainqueurs²⁵ ». D'autres soldats du Duce retrouvèrent des plumes, symboles du corps des Alpini – chasseurs alpins italiens –, plantées dans une bouse de vache sur une table. Ces plumes étaient arborées par des Français sur leurs boutonnières dans un but de dérision, quand ce n'était pas tout simplement des macaronis qui y étaient accrochés²⁶.

En Isère, ce mépris donna ainsi lieu à de nouveaux cas de tensions. Une correspondance du préfet au ministère de l'Intérieur fait ainsi état de 6 cas de tensions importantes au cours de l'été, dont deux semblent avérés après enquête. Un accrochage survint par exemple fin juillet entre des Italiens et des Français à proximité de la gare de La Tour-du-Pin. Le document préfectoral – dans lequel on perçoit la volonté du préfet de ne pas donner trop d'importance à l'événement – explique ainsi l'incident :

Les Italiens avaient été arrêtés au début des hostilités par ordre supérieur, les Français revenaient du front italien. La rencontre des uns et des autres après des événements qui, sous une forme ou sous une autre, troublèrent chacun, pouvaient difficilement ne pas donner lieu à un incident si regrettable qu'il fût.

Les Français ne portaient pas d'armes, aucun coup ne fût échangé, les Italiens ne furent ni malmenés ni maltraités, seules quelques injures furent proférées de part et d'autre, dont l'initiative toutefois, il faut le reconnaître, semble bien avoir appartenu aux Français.

Ramené ainsi à ses proportions réelles par les déclarations mêmes des plaignants, cet incident, si regrettable qu'il soit est minime.²⁷

Le 7 août, au café « La Croix de Lorraine », situé route de Lyon, six Italiens consommant furent accostés par deux gendarmes français. Après enquête, il ressort qu'un des deux gendarmes, en plus du contrôle des pièces d'identités des Italiens en question, leur intima de ne pas parler leur langue maternelle. Selon la serveuse du café, le gendarme leur aurait déclaré : « Vous n'avez qu'à partir de chez nous !²⁸ ». Il semble néanmoins que les altercations

²³ Michel Chanal, « L'occupation italienne de l'Isère », *op. cit.*, p.142.

²⁴ Gilles Bertrand, Jean-Yves Frégné, Alessandro Giaccone, *La France et l'Italie, op. cit.*, p.325.

²⁵ Frédéric Le Moal, Max Schiavon, *Juin 1940, la guerre des Alpes, op. cit.*, p.412.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Correspondance du préfet au ministère de l'Intérieur, non datée ; ADI, 13 R 897. Voir l'annexe 25 pour plus de détails.

²⁸ *Ibid.*

demeuraient limitées, ainsi que l'indiquent Frédéric Le Moal et Max Schiavon : « L'absence de politisation des masses immigrées, leur loyalisme et la raréfaction des contacts entre les deux communautés permettent d'éviter la transformation de ces sentiments en brutalités généralisées. Les incidents demeurent isolés²⁹ ».

Le mépris pour les Italiens issu de leur campagne ratée de juin 1940 fut renforcé par leurs échecs militaires suivants, en Afrique du Nord et en Grèce. En effet, le 28 octobre, dans le but de rendre à Hitler – dont les troupes venaient de pénétrer en Roumanie – la monnaie de sa pièce et dans la logique de sa guerre parallèle, Mussolini lança 70 000 hommes à l'assaut de la Grèce, depuis sa colonie albanaise. Cette offensive, mal préparée, sur un terrain qui, une nouvelle fois, ne s'y prêtait pas, se révéla là aussi être un cuisant échec. Elle obligea finalement le Duce à mobiliser un demi-million d'hommes et provoqua la mort de 14 000 soldats italiens. Ces pertes conséquentes ne permirent aux Italiens que de se retrouver finalement en position défensive à l'intérieur du territoire albanais à la fin de l'hiver 1941³⁰. La victoire italienne ne fut permise que par la demande d'aide formulée à l'Allemagne. La Wehrmacht, qui avait déjà permis aux Italiens d'éviter la déroute en Afrique, envahit le territoire de la république hellénique en trois semaines, ajoutant encore à l'humiliation du Duce. Cette nouvelle déroute militaire italienne raviva le mépris pour les « vainqueurs » italiens et fut tournée en dérision.

On retrouva ainsi deux pancartes clouées à des platanes du cours Jean Jaurès à hauteur des locaux de la *Casa d'Italia*, le 24 décembre 1940. Elles étaient rédigées en



ces termes ironiques : « Touristes, si vous désirez

Figure 10. Affiche accrochée le long du cours Jean Jaurès le 24 décembre 1940 (ADI, 13 R 896)

visiter l'Italie, engagez-vous dans l'armée grecque³¹ »

²⁹ Frédéric Le Moal, Max Schiavon, *Juin 1940, la guerre des Alpes*, op. cit., p.412.

³⁰ Pierre Milza, *Histoire de l'Italie*, op. cit., p.897.

³¹ Rapport du maréchal des logis chef Cherfils sur sa patrouille matinale du 24 décembre 1940 ; ADI, 13 R 896.

Conclusion

Ainsi s'achève notre étude des rapports franco-italiens au cours de la drôle de guerre. Revenons brièvement sur leur évolution.

Lors des premiers jours de septembre, l'annonce de la non-belligérance italienne fit naître d'importants espoirs parmi la population iséroise. Les tensions passées semblaient oubliées devant le danger allemand, devenu bien réel après l'invasion de la Pologne et la déclaration de guerre du 3 septembre. La peur de l'Allemagne nazie était intense.

Dans ces conditions, l'annonce de la « non-belligérance italienne » fut extrêmement bienvenue. Cette annonce signifiait en premier lieu que les Alliés n'auraient pas à se battre sur deux fronts. De plus, si l'Italie n'était pas entrée en guerre aux côtés du Reich alors qu'elle avait signé, seulement trois mois auparavant, le Pacte d'acier, pourquoi ne pas rêver à une poursuite de cette attitude voire à une alliance avec elle ? La situation n'était en effet pas sans rappeler, pour les Isérois, celle de 1914. On se souvenait également du rôle joué par Mussolini dans l'endiguement des projets hitlériens par le passé, notamment quand le Duce avait barré la voie à Hitler en envoyant ses troupes au Brenner, en 1934. Face à cette opportunité, on adoptait donc différentes attitudes. Chez ceux qui avaient été les plus critiques à l'égard de l'Italie, on faisait contre mauvaise fortune bon cœur en se rappelant qu'une poursuite de la neutralité ou même une alliance serait particulièrement utile dans la lutte contre l'adversaire germanique, qui primait désormais. A l'image de Winston Churchill, il semble que face à l'ogre hitlérien, même une alliance avec le diable était envisageable pour les Isérois¹. En revanche, cette situation marquait le triomphe de ceux qui avaient continué de défendre un rapprochement franco-italien, pour qui elle était l'illustration du fait que l'on n'aurait pas dû « tourner le dos » à l'Italie, en la sanctionnant au moment de la guerre d'Éthiopie.

Le regard sur l'Italie, assez critique jusque-là, s'inversait donc. On pardonnait désormais beaucoup à cette Italie dont on jugeait très positivement la conduite. En premier lieu, on affichait une détermination sans faille pour la défense de la Pologne et de ses habitants. Néanmoins, en dépit de cette forte détermination à mener une lutte contre l'Allemagne jugée inévitable, la tentative italienne de jouer les entremetteurs et de parvenir à un règlement de paix n'était pas mal interprétée. En revanche, lorsque début octobre, c'est Hitler qui avança des propositions de paix, elles furent unanimement rejetées. Encore une fois, l'Italie, que l'on voyait

¹ Winston S. Churchill, *The Grand Alliance*, Boston, Houghton, 1950, p.370.

jouer le rôle d'entremetteur, n'était pas critiquée. En second lieu, on pardonnait aux Italiens leur attitude tendancieuse. La popularité de l'Italie était renforcée par le rôle qui lui était attribué de rempart aux visées belliqueuses et invasives allemande et soviétique dans les Balkans. Celle-ci était de plus accrue par la culture italienne, qui permettait à l'Etat péninsulaire d'être crédité de « champion de la latinité » ou de « défenseur de la chrétienté ». Ainsi, pour tous ceux qui depuis longtemps avaient rêvé à une alliance des peuples latins face aux barbares germains et orientaux, la situation actuelle pouvait agir comme un catalyseur sur la concrétisation de ce rêve.

La position non-belligérante de l'Italie suscitait ainsi nombre d'interprétations et d'espairs. Ils se heurtèrent néanmoins parfois à la réalité de la conduite italienne. Si l'on parvenait à interpréter la plupart des faits et gestes du Duce comme des signes annonciateurs d'un rapprochement avec les Alliés, il existait des épisodes n'accréditant que très difficilement ces thèses. Il devenait alors difficile de faire concorder une neutralité due avant tout à des carences matérielles avec la figure d'un rempart aux expansionnismes allemand et surtout russe, au cours de la guerre d'Hiver par exemple. La cohabitation entre Isérois et Italiens qui se plaçait sous de très bons auspices à la fin de l'année 1939, témoignait également de quelques signes d'essoufflement.

C'est toutefois le mois de mars qui marqua un véritable tournant et amorça une lente et progressive déception des espoirs placés en l'Italie. Les problèmes liés au charbon allemand, les entrevues diplomatiques entre Allemands et Italiens firent naître des doutes dans les esprits des Isérois. En lieu et place d'une alliance franco-anglo-italienne, on redoutait désormais la conclusion d'une alliance germano-italo-russe et les conséquences que celle-ci pouvait avoir. Chez les autorités, la méfiance semblait – du moins pour l'instant – être en partie retombée. Dans ces temps difficiles de guerre, les considérations économiques paraissaient l'emporter.

Cependant, devant les signes d'un rapprochement de plus en plus étroit entre Allemands et Italiens, la méfiance des autorités se fortifia progressivement. Il en fut de même pour les Isérois, chez qui l'inquiétude née des événements de mars s'aggrava progressivement au cours des mois d'avril et de mai. L'on tentait, comme auparavant, de donner des interprétations et des éléments rassurants au sujet de la conduite italienne. Néanmoins, on ne pouvait désormais plus s'appuyer sur le Duce et son rôle de rempart, le dit rempart s'avérant davantage être un pont, un tunnel traversant les Alpes. On était donc à présent les argumentations optimistes sur ceux qui en Italie « ne voulaient pas la guerre », ou du moins ceux que l'on estimait ne pas la vouloir,

au premier rang desquels se trouvaient le peuple italien et le journal du Vatican, *L'Osservatore Romano*.

Toutefois, en dépit des argumentaires rassurants avancés, l'idée selon laquelle la guerre était sur le point d'éclater faisait son chemin dans les esprits. Chez les autorités, on envisageait de plus en plus cette possibilité et l'on prenait les mesures qui s'imposaient.

À l'approche de la déclaration de guerre, il semble que les Isérois étaient bel et bien conscients qu'une guerre avec le voisin transalpin était inévitable. On se refusait néanmoins toujours à y croire et l'on ne pouvait se résoudre à l'accepter.

La chute n'en fut que plus brutale. Le 10 juin, entendant l'hallali d'une France dont la défaite était désormais acquise, Mussolini déclara la guerre dans le but d'obtenir des territoires à moindres frais. Trahison, lâche assassinat, « coup de poignard dans le dos », les qualificatifs qui lui furent attribués furent nombreux et largement partagés par les Isérois, surtout par ceux qui avaient toujours voulu croire à une alliance avec l'Italie. La victoire face aux néo-coalisés dans les derniers jours de juin amena un certain réconfort dans les dures heures de l'époque, mais le mépris affiché pour les Italiens n'en fut que renforcé.

Cette étude nous amène ainsi à constater la prédominance d'un regard avant tout bienveillant sur les Transalpins, renforcé par la volonté d'alliance avec l'Italie. Mais, malmené par les événements diplomatiques et les difficultés liées à la guerre, il s'efface progressivement et de véritables tensions naissent, accrues par un mépris intense suite à l'entrée en guerre.

Il serait intéressant d'approfondir cette analyse de la cohabitation franco-italienne et du regard porté sur les Italiens. Notre étude s'achève ainsi à la fin du mois de juin 1940. Nous n'avons observé l'été 1940 et la fin de l'année que de façon succincte. Il s'agit néanmoins d'une période où les tensions sont à leur paroxysme et où le mépris pour les Italiens est, nous l'avons dit, particulièrement fort. L'étude de cette période, marquée par exemple par la guerre en Grèce, pourrait s'avérer particulièrement intéressante en étant entreprise à partir de la presse iséroise, qui continue de paraître après l'armistice du 22 juin. Cette étude pourrait également être menée autour d'événements antérieurs à la guerre et créant de profondes tensions entre la France et l'Italie, comme la guerre d'Éthiopie.

Il serait en outre possible d'élargir géographiquement l'analyse entreprise ici, notamment dans les territoires revendiqués par Mussolini. Les Alpes-Maritimes ayant déjà été

grandement étudiées, il pourrait être intéressant de mener cette étude au sein de départements comme la Savoie, la Haute-Savoie ou d'une région comme la Corse.

Biographies de quelques journalistes et personnalités locales

Du fait de leur caractère extérieur à la région et de leur certaine notoriété, Léon Blum, Félix Gouin, Édouard de Castelnau et Jean Le Cour-Grandmaison n'ont pas été inclus dans cette rubrique biographique.

Justin Arnol (Le Droit du Peuple) :

Né le 23 novembre 1905 à Huez-en-Oisans, il devient instituteur à La Côte-Saint-André, après une scolarité à Vizille et à l'école normale de Grenoble. Il obtient sa licence ès lettres après une formation dans les facultés de Grenoble et de Lyon¹.

Militant à la SFIO, il échoue une première fois aux législatives de 1932, puis est élu député en 1936, dans la première circonscription de Grenoble². Il est également secrétaire-général de la fédération socialiste adulte de l'Isère³. À l'Assemblée, il s'implique notamment dans la politique agricole et la question de la répression des mouvements de grève de novembre 1938⁴. Il est également un farouche défenseur de la paix à tout prix lors des accords de Munich, ainsi que d'un rapprochement franco-allemand. Cette idéologie de pacifisme absolu le conduit à suivre la ligne de son mentor Paul Faure, en votant les pleins pouvoirs au maréchal Pétain le 10 juillet 1940⁵.

Il assume régulièrement l'éditorial du *Droit du Peuple*. Sous sa plume, le journal possède une certaine autonomie vis-à-vis des hauts responsables de la SFIO, comme le montrent certaines de ses prises de position. Fin 1939, il s'oppose par exemple à Léon Blum, qui approuve l'admission d'anciens adhérents de la III^e Internationale au sein du parti, ce qu'Arnol rejette⁶. Il meurt le 12 mars 1943 à Grenoble.

¹ Jean Jolly [dir.], *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, tome I, Paris, Presses universitaires de France, 1960, p.400.

² *Ibid.*

³ Jean-William Dereymez, « Leur avant-guerre. Jeunesses socialistes en Isère (1938-1940) », in *Revue Historique*, n°266, Presses universitaires de France, 2013, p.394.

⁴ Jean Jolly [dir.], *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, tome I, *op. cit.*, p.400.

⁵ Jean-William Dereymez, « Leur avant-guerre. Jeunesses socialistes en Isère (1938-1940) », *op. cit.*, p.394-395.

⁶ *Le Droit du Peuple*, 18 et 19 novembre 1939. Voir l'annexe 10 pour plus de détails.

Antoine Borrel (La Dépêche Dauphinoise, Le Petit Dauphinois) :

Originaire de Saint-Laurent-de-la-Côte, en Savoie, il naît à Moutiers le 22 novembre 1878. Fils de cultivateurs pauvres, il perd son père très jeune et travaille tôt pour subvenir aux besoins familiaux. Il travaille en tant que rédacteur au sein de la presse locale, puis à Paris, en collaborant pour des journaux comme *La Petite République*, avant de revenir à Annecy, où il lutte contre la presse conservatrice en fondant *L'Avenir Savoyard*⁷.

Son importante influence locale le pousse à se présenter comme candidat à la députation pour la circonscription de Moutiers en 1909, élection au cours de laquelle il est élu. Il est réélu aux élections générales de 1910 et s'inscrit au groupe des républicains-socialistes. Il est de nouveau réélu au premier tour en 1914 et dépose de nombreuses propositions de loi, durant la guerre notamment. Parallèlement à ses activités parlementaires, il prend part à la guerre et termine lieutenant. À la suite du conflit, il devient conseiller général de la Savoie et président de l'Assemblée départementale, une fonction dont il occupe la charge jusqu'à 1940. Réélu à nouveau en 1919, il devient secrétaire d'État dans les ministères d'Alexandre Millerand entre 1920 et 1921, avant d'être à nouveau réélu lors de la victoire du cartel des gauches de 1924, puis à nouveau en 1928⁸.

En 1931, il est choisi pour remplacer Émile Machet, décédé, comme sénateur et est élu. En tant que sénateur de la Savoie, il s'implique particulièrement dans le domaine du tourisme et la valorisation de l'industrie touristique et hôtelière de montagne, notamment au sein de son département. Il vote le 10 juillet en faveur du maréchal Pétain. Il se retire de la vie politique après la guerre et meurt le 8 mars 1961 à Paris⁹.

Alexandre Caillot (évêque de Grenoble) :

Né en 1861, M^{gr} Alexandre Caillot est évêque de Grenoble de 1917 à 1957, soit le plus long épiscopat de l'histoire contemporaine. Voyant dans Pétain l'homme envoyé par la Providence pour venir au secours de la France, il fut qualifié d'évêque « le plus pétainiste de France »¹⁰.

⁷ Jean Jolly [dir.], *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, tome II, Paris, Presses universitaires de France, 1962, p.679.

⁸ *Ibid.*, p.679-680.

⁹ *Ibid.*, p.680.

¹⁰ Pierre Giolitto, *Grenoble 40-44, op. cit.*

Abel Chatonnay (La République du Sud-Est, Le Moniteur de Bourgoin) :

Il est originaire de Belley, dans l'Ain, où il naît en décembre 1896. Il s'engage durant la Grande Guerre et combat en Argonne et sur le front d'Orient. Il est marié et père de six enfants. Au cours de l'entre-deux-guerres, il devient directeur-adjoint de *La République du Sud-Est*, avant d'en prendre sa direction à la mort de Léon Poncet. Il écrit de nombreux articles pour le quotidien, parfois son éditorial, et il lui arrive d'écrire des articles pour *Le Moniteur de Bourgoin*. Marqué par la défaite et la « trahison » italienne, il s'engage dans le réseau d'évasion Corvette. Après 1945, il devient directeur du *Réveil* et décède en 1966¹¹.

Paul Cocat (mairie de Grenoble) :

Né à Grenoble en 1871, il est docteur en droit et avocat. Il est élu conseiller municipal de Grenoble en 1904, puis est constamment réélu sur la liste radicale jusqu'en 1935. A cette date, il est élu maire et prend la suite de Paul Mistral, dont il poursuit l'œuvre, en achevant notamment les grands boulevards. Maire jusqu'à la Libération, il reçoit le maréchal Pétain en 1941, et cède sa place à Frédéric Lafleur, lequel a été désigné par les mouvements de Résistance. Il décède à Grenoble en 1947. Un axe du quartier Teisseire reçoit son patronyme en 1959, sous le nom d'avenue Paul Cocat¹².

Urbain Falaize, alias Marc-Antoine (La République du Sud-Est) :

Peu d'informations ont pu être recueillies à son sujet. Il a vécu en Seine-Maritime, au Havre, au début du XX^{ème} siècle. Il y a été directeur du *Havre-éclair* pendant près de dix ans, du 12 décembre 1905 au 4 août 1914. Il est ensuite rédacteur-parlementaire à *La République du Sud-Est*, sous le pseudonyme de « Marc-Antoine »¹³, où il est en charge de la rubrique « La situation », qui présente les événements parlementaires et internationaux quotidiens¹⁴.

Marcel Farges (La Dépêche Dauphinoise) :

Il est né au Creusot, en Saône-et-Loire, en 1885. En 1914, il participe à la Première Guerre mondiale, avant d'être réformé pour des motifs médicaux. Il évolue au sein de la presse

¹¹ Bernard Montergnole, *La presse quotidienne grenobloise, op. cit.*, p.434.

¹² Paul Dreyfus, *Les rues de Grenoble*, Grenoble, Glénat, 1992, p.67.

¹³ Correspondance du préfet au ministère de l'Intérieur, 27 avril 1932 ; ADI, 9 T 41.

¹⁴ *Havre-éclair*, site de la Bibliothèque nationale de France.

parisienne, à *Paris-Soir*, avant d'entrer à *La Dépêche Dauphinoise*. Au sein du journal radical, il est en charge de l'éditorial, qu'il signe de deux D entrelacés¹⁵.

Jean-Baptiste Lanfrey (La Croix de l'Isère) :

Il naît à Saint-Didier-de-la-Tour, à proximité de La Tour-du-Pin, en 1866, au sein d'une famille très chrétienne. Il est ordonné prêtre en 1891, avant de devenir vicaire à Voreppe et à Vienne, à la cathédrale Saint-Maurice¹⁶.

Il s'installe par la suite à Ville-sous-Anjou, dont il est en charge de la paroisse. Il s'implique fortement dans la vie culturelle de celle-ci, en créant un feuillet publié tous les quinze jours à partir du 1^{er} octobre 1905 et intitulé « La Paroisse de Ville-sous-Anjou ». Désireux de participer à la conservation de l'histoire et de la mémoire de la paroisse, il demande aux habitants à qui il remet le premier numéro de cette publication de « conserver chaque numéro et un jour vos arrière-neveux vous seront reconnaissants de leur avoir légué la collection complète du journal de Ville-sous-Anjou ». Cette publication, qui comporte un éditorial et des colonnes dédiées à la vie religieuse et locale, s'étalera sur plus de 400 grandes pages calligraphiées et perdurera pendant huit ans¹⁷.

Pour des raisons de santé, le curé Lanfrey quitte le Nord-Isère en 1913 et rejoint Grenoble, où il acquiert la charge de la rédaction en chef de *La Croix de l'Isère*. Il demeure à ce poste jusqu'à sa mort en 1944, à l'Hôtel Dieu de la Bajatière¹⁸.

Barthélemy Mayeras, alias Claude Jonchère (La Dépêche Dauphinoise) :

Né à Limoges, en Haute-Vienne, le 3 août 1879, il devient répétiteur, conservateur de la bibliothèque de la même ville, puis journaliste. Il quitte ensuite le Limousin en 1912 et devient conseiller général de la Seine. À la veille de la Grande Guerre, il est élu député de la troisième circonscription de Sceaux. Il s'implique dans la vie parlementaire au cours du conflit mais est battu aux élections générales de 1919. Il met alors fin à sa carrière politique¹⁹. Il devient par la suite rédacteur à *La Dépêche Dauphinoise*, dans laquelle il écrit occasionnellement des articles. Écrivant sous le pseudonyme de « Claude Jonchère », il a notamment la charge de la

¹⁵ Bernard Montergnole, *La presse quotidienne grenobloise, op. cit.*, p.437.

¹⁶ *Le Dauphiné Libéré*, édition de Vienne, 5 décembre 2015.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Jean Jolly [dir.], *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, tome VII, Paris, Presses universitaires de France, 1973.

rubrique « Au fil des jours », qui évoque la situation internationale. Il y est en poste au moins depuis 1932²⁰.

Jean Perquelin (*Le Petit Dauphinois*) :

Né le 20 décembre 1887, il est originaire de Saint-Pierre-de-Chartreuse. Avec sa famille, il réside en Algérie, avant de devenir professeur au lycée français de Stockholm. Au déclenchement de la Grande Guerre, il rentre en France et répond à l'ordre de mobilisation générale. Envoyé dans la Meuse, il est fait prisonnier à Verdun en 1916 et détenu aux côtés du capitaine de Gaulle. À la fin des hostilités, il revient dans sa région natale où il travaille un temps à *La République du Sud-Est*, qui s'appelle alors *La République de l'Isère*, avant de rejoindre *Le Petit Dauphinois* de Marcel Besson en 1920, comme grand reporter. Après la guerre, il devient journaliste au *Dauphiné Libéré*, où il travaille jusqu'en 1956, date de sa fin de carrière. Il meurt en 1968²¹.

Léon Poncet (*La République du Sud-Est*) :

Il est originaire de Claix, au sud Grenoble, et naît en août 1873. Il entre à *La République de l'Isère*, dont il devient le directeur en 1905, fonction qu'il occupera jusqu'à sa mort en 1941. Il y rédige notamment l'éditorial. L'expulsion des moines chartreux de 1903, dont il milite pour le retour, le marque fortement, tout comme la franc-maçonnerie grenobloise²². Au cours de sa vie, il fut un farouche adversaire de son confrère et concurrent Léon Perrier ainsi que du maire de Grenoble, Paul Mistral, qu'il qualifie de « vieux renard de la Morte »²³. Pierre Barral écrit à son sujet : « Il mena sans répit contre les socialistes et les radicaux une aigre polémique. [...] Vis-à-vis des partis de droite, il garda son indépendance, ouvrant les colonnes de son journal à tous et s'efforçant de réaliser l'union. Mais son intransigeance ne souffrait aucune prudence ni aucun compromis »²⁴. Il prend parti pour l'Italie lors de la guerre d'Éthiopie et pour les franquistes au cours du conflit en Espagne²⁵. Le 2 octobre 1939, il est trouvé malade sur la voie publique par la police de Grenoble, qui le transporte à l'hôpital²⁶.

²⁰ Correspondance du préfet au ministère de l'Intérieur, 27 avril 1932 ; ADI, 9 T 41.

²¹ Bernard Montergnole, *La presse quotidienne grenobloise*, op.cit., p.436.

²² *Ibid.*, p.434.

²³ Pierre Barral, *Le département de l'Isère sous la Troisième République*, op. cit., p.378.

²⁴ *Ibid.*, p.344.

²⁵ *Ibid.*, p.376-377.

²⁶ Rapport du commissaire central de Grenoble, journée du 2 au 3 octobre 1939 ; AMG ; 1 I 352.

Jean Surchamp (préfet de l'Isère) :

Il naît à Voulezac, en Corrèze, le 25 août 1880²⁷. Au début du XXème, il obtient une licence de droit et est diplômé de l'École pratique de Toulouse. Il exerce ensuite en tant qu'avocat à la cour d'appel de Toulouse de 1903 à 1908. Par la suite, il gravit les échelons des administrations préfectorales, devenant tour à tour conseiller de préfecture en 1908, chef de cabinet en 1909, secrétaire-général en 1914, sous-préfet en 1915 et enfin préfet en 1932. Au cours de son parcours, il se déplace dans de nombreuses régions, alternant des affectations en Lozère, dans l'Ain, en Saône-et-Loire, dans le Bas-Rhin, le Rhône, la Haute-Savoie, la Côte-d'Or et les Basses-Pyrénées. Il devient finalement préfet de l'Isère le 6 juin 1939, soit moins de trois mois avant la déclaration de guerre²⁸. Sa femme s'implique fortement dans l'Œuvre du colis du soldat et dans le Comité d'entraide de la ville, ce qui la rend très appréciée des Grenoblois²⁹. Il prend sa retraite le 8 août 1940 et meurt le 6 juin 1950. Il a été fait chevalier de la Légion d'honneur le 28 juillet 1933³⁰.

²⁷ Pierre Giolitto, *Grenoble 40-44, op. cit.*, p.393.

²⁸ Jean Surchamp, France Archives, Site interministériel des archives de France.

²⁹ Pierre Giolitto, *Grenoble 40-44, op. cit.*, p.393.

³⁰ Jean Surchamp, France Archives, Site interministériel des archives de France.

Chronologie générale

- 28 octobre 1922 : marche sur Rome, Mussolini prend le pouvoir trois jours plus tard
- 25 juillet 1934 : Mussolini envoie ses troupes au Brenner suite à la tentative de coup d'État en Autriche
- 7 janvier 1935 : accords Mussolini-Laval
- 11 – 14 avril 1935 : conférence de Stresa
- 3 octobre 1935 – 9 mai 1936 : guerre d'Éthiopie
- 31 octobre 1936 : Charles de Chambrun est rappelé par le gouvernement français
- 1^{er} novembre 1936 : proclamation de l'Axe Rome-Berlin
- 12 mars 1938 : Annexion de l'Autriche par l'Allemagne, à laquelle Mussolini ne s'oppose pas
- 30 septembre 1938 : accords de Munich sur les Sudètes
- 30 novembre 1938 : à la suite d'un discours de Ciano à la Chambre, les députés fascistes lancent des cris irrédentistes
- 17 décembre 1938 : Mussolini dénonce les accords de janvier 1935
- 7 – 12 avril : invasion italienne de l'Albanie
- 22 mai 1939 : signature du pacte d'Acier entre l'Allemagne et l'Italie
- 11 – 13 août 1939 : voyage de Ciano en Autriche

- 31 août 1939 : Mussolini propose la tenue d'une conférence internationale pour régler le problème des revendications allemandes sur la Pologne
- 1^{er} septembre 1939 : l'Allemagne envahit la Pologne
- 3 septembre 1939 : la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne, tandis que l'Italie conserve sa ligne de non-belligérance
- 17 septembre 1939 : l'URSS envahit la Pologne
- 30 septembre – 2 octobre 1939 : séjour de Ciano en Allemagne
- 6 octobre 1939 : discours d'Hitler concernant une possible paix
- 10 octobre 1939 : discours de Daladier qui refuse la proposition

- 19 octobre 1939 : accords d'Ankara entre la Turquie, la France et la Grande-Bretagne
- 26 octobre – 6 novembre 1939 : intenses opérations de surveillance menées par la police de Grenoble
- 31 octobre 1939 : remaniement ministériel italien

- 30 novembre 1939 : l'Armée rouge franchit les frontières de la Finlande, début de la guerre d'Hiver
- 7 décembre 1939 : réunion du Grand Conseil fasciste
- 16 décembre 1939 : discours de Ciano à la Chambre
- 6 – 7 janvier 1940 : entretien à Venise entre Ciano et le comte Csáky, ministre des Affaires étrangères de Hongrie
- 26 février 1940 : première visite de Benjamin Sumner Welles à Rome

- 1^{er} mars 1940 : l'Angleterre décide d'appliquer l'embargo sur les exportations du Reich, bloquant ainsi la route des navires italiens
- 10 – 12 mars 1940 : visite de Ribbentrop à Rome
- 15 mars 1940 : traité de Moscou, qui marque la fin de la guerre entre l'URSS et la Finlande
- 16 – 17 mars 1940 : seconde visite de Benjamin Sumner Welles à Rome
- 18 mars 1940 : rencontre du Brenner entre Hitler et Mussolini

- 9 avril 1940 : l'Allemagne envahit le Danemark et la Norvège
- 20 avril 1940 : 51^{ème} anniversaire d'Hitler
- 22 – 28 avril 1940 : échange épistolaire entre Mussolini et Reynaud, qui confirme le choix irréversible de l'Italie
- 23 avril – 15 mai 1940 : violente campagne de la presse italienne contre les Alliés
- 10 mai 1940 : l'Allemagne envahit les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, début de la bataille de France
- 13 mai 1940 : circulaire ministérielle secrète organisant le recensement des Italiens en cas de conflit
- 28 mai 1940 : Mussolini prend la décision d'entrer en guerre
- 29 mai 1940 : formation du haut-commandement italien
- 31 mai 1940 : ultime tentative de Daladier pour parvenir à un rapprochement
- 1^{er} – 5 juin 1940 : intenses opérations de police à Grenoble
- 4 juin 1940 : réunion du Grand Conseil fasciste, chute de Dunkerque

- 10 juin 1940 : l'Italie déclare la guerre à la France et à la Grande-Bretagne, arrestations de nombreux Italiens par les autorités françaises
- 11 juin 1940 : mise en place des opérations de recensement des Italiens

- 17 juin 1940 : le maréchal Pétain demande l'armistice avec l'Allemagne, forçant Mussolini à accélérer ses plans d'attaque
- 18 – 19 juin 1940 : rencontre entre Hitler et Mussolini à Munich
- 20 juin 1940 : le Duce rentre à Rome et ordonne l'offensive générale
- 21 – 24 juin 1940 : offensive générale italienne le long des Alpes, sans beaucoup de succès
- 22 juin 1940 : armistice de Rethondes avec l'Allemagne
- 23 – 24 juin 1940 : bataille de Voreppe
- 24 juin 1940 : armistice de la villa Incisa avec l'Italie

- 28 octobre 1940 : début de la guerre italo-grecque
- 23 octobre 1942 : début de la seconde bataille d'El-Alamein, prélude à l'effondrement des forces de l'Axe en Afrique du Nord
- 8 novembre 1942 : débarquement allié en Afrique du Nord
- 9 juillet 1943 : débarquement allié en Sicile
- 25 juillet 1943 : Mussolini est renversé par le Grand Conseil fasciste
- 3 septembre 1943 : armistice de Cassibile, fin de la guerre entre l'Italie et les Alliés
- 28 avril 1945 : mort de Mussolini
- 8 mai 1945 : fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe

Abréviations utilisées :

- ADI : Archives départementales de l'Isère
- AMG : Archives municipales de Grenoble
- BCR : Bureau de centralisation des renseignements
- BCMC : Bureau central militaire de circulation
- CIAF : Commission italienne d'armistice avec la France
- GPRF : Gouvernement provisoire de la République française
- IFOP : Institut français d'opinion publique
- SES : Sections d'Éclaireurs Skieurs
- SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière
- UPI : Union populaire italienne
- URSS : Union des républiques socialistes soviétiques

Tableau récapitulatif des journaux du corpus

Titre	Périodicité	Jour d'édition	Tirage approximatif en 1939 (en exemplaires)	Ligne éditoriale	Fondation	Rayon de diffusion
<i>Le Petit Dauphinois</i>	Quotidien	Tous les jours	200 000	Neutre	1885	Isère, Ain, Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Ardèche, Drôme, Vaucluse, Savoie, Haute-Savoie
<i>La Dépêche Dauphinoise</i>	Quotidien	Tous les jours	20 000	Radicale	1903	Isère, Hautes-Alpes, Drôme, Savoie, Haute-Savoie
<i>La République du Sud-Est</i>	Quotidien	Tous les jours	20 000	Droite catholique conservatrice	1901	Isère, Hautes-Alpes, Drôme, Savoie, Haute-Savoie
<i>Le Droit du Peuple</i>	Hebdomadaire	Samedi	8 000 à 10 000	Socialiste	1897	Isère et alentours
<i>La Croix de l'Isère</i>	Hebdomadaire	Dimanche	8 000 à 10 000	Droite catholique conservatrice	1888	Isère et alentours
<i>Le Journal de Saint-Marcellin</i>	Hebdomadaire	Samedi	2 500	Neutre	1888	Saint-Marcellin et ses environs
<i>Le Journal de Bourgoin</i>	Hebdomadaire	Jeudi	1 500	Radicale	XIXème	Bourgoin et ses environs
<i>Le Moniteur de Bourgoin</i>	Hebdomadaire	Vendredi	2 500	Droite libérale	XIXème	Bourgoin et ses environs
<i>Le Moniteur Viennois</i>	Hebdomadaire	Samedi	1 000	Droite catholique conservatrice	1842	Vienne et ses environs

Sources : ADI, 52 M 150. ADI, 9 T 41. ADI 9 T 45. Pierre Barral, *Le département de l'Isère sous la Troisième République*, op. cit. Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou [dir.], *Histoire générale de la presse française, tome III*, op. cit. Bernard Montergnole, *La presse quotidienne grenobloise*, op. cit.

Sources

Archives municipales de Grenoble (AMG) :

- 4 H 54 : Relations avec l'autorité préfectorale, dont ordonnances de censure (1939 – 1940)
- 1 I 351 : Rapports journaliers de police (1939)
- 1 I 352 : Rapports journaliers de police (1940)
- 1 I 608 : Services de police : traitements (1939)

Archives départementales de l'Isère (ADI) :

Série M : Administration générale et économie

- 52 M 338 : Commissariat central de Grenoble : rapports quotidiens du commissaire central, états nominatifs des voyageurs arrivés (16 juin – 1^{er} juillet 1940)
- 52 M 93 : Correspondances du préfet – Rapports des sous-préfets et des commissaires de police au préfet concernant les affaires politiques, sociales et économiques du département (1939 – 1940)
- 52 M 96 : Correspondances du préfet – Presse. Journaux, circulation, mise en vente, créations, saisies : rapports de police, correspondances (1935 – avril 1940)
- 52 M 99 : Correspondance du préfet – Voyage de Hitler à Rome (1938), voyage du général Rydz-Smigly (1936), question tchécoslovaque et menaces de guerre (1938), comité départemental de l'armement (1939 – 1940), avance allemande de juin 1940
- 57 M 12 : Etrangers : documents généraux – Réfugiés (recensement, service social, carte de travail) (1939 – 1940)
- 58 M 33 : Etrangers. Renseignements. Statistiques – Contrôle des étrangers : état par communes (1937 – 1939)
- 58 M 57 : Etrangers. Renseignements. Statistiques – Statistiques, divers (1928 – 1940)
- 64 M 11 : Etrangers : expulsions – Direction de la Sûreté générale : état signalétique des étrangers expulsés de France (1938 – 1939)
- 64 M 12 : Etrangers : expulsions – Direction de la Sûreté générale : état signalétique des étrangers expulsés de France (1940 – 1941)
- 65 M 3 : Etrangers : étrangers du département refoulés du territoire français – Etrangers du département refoulés du territoire français : dossiers individuels (1938 – 1939)

- 65 M 4 : Etrangers : étrangers du département refoulés du territoire français – Etrangers du département refoulés du territoire français : dossiers individuels (1940 – 1941)
- 66 M 22 : Etrangers : entrées en France et permis de séjour – Demandes refusées (1939)
- 66 M 23 : Etrangers : entrées en France et permis de séjour – Demandes, rapport de police, correspondance (1939 – 1940)
- 69 M 3 : Passeports et sauf-conduits – Circulaires, instructions, divers (1939 – 1940)
- 69 M 12 : Passeports et sauf-conduits – Instructions sur les passeports, documents classés par nations. H – M (1919 – 1939)
- 69 M 14 : Passeports et sauf-conduits – Correspondance concernant les passeports (1939 – 1942)
- 69 M 31 : Passeports et sauf-conduits – Statistiques des passeports (1936 – 1940)

Série R : Affaires militaires

- 13 R 801 : Affaires militaires
- 13 R 802 : Affaires militaires
- 13 R 896 : Commission italienne d’armistice
- 13 R 897 : Relations franco-italiennes
- 13 R 1056 : Camps du Vernet, de Brens, de Gurs, de Noé, internement d’étrangers arrêtés en Isère

Série T : Affaires culturelles, presse, sports

- 9 T 41 : Librairie, imprimerie, colportage – Journaux périodiques et politiques (1920 – 1939)
- 9 T 44 : Librairie, imprimerie, colportage – Titre des articles de presse parus dans différents journaux de la région (1936 – 1938)
- 9 T 45 : Librairie, imprimerie, colportage – Journalistes. Syndicats et renseignements divers (1935 – 1940)

Série W : Sous-préfectures de Vienne et de La Tour-du-Pin

- 15 W 7 : Dossiers d’Italiens (demandes de libération...)
- 15 W 290 : Correspondances du Préfet avec le CSS de Fort-Barraux
- 2902 W 123 : Répression des menées antinationales

- 2902 W 124 : Répression des menées antinationales, sous-préfecture de Vienne

Série Y : Établissements pénitentiaires

- 6 Y 361 : Prison de Vienne - Registre d'écrou de la maison d'arrêt
- 6 Y 404 : Prison de Grenoble - Registre d'écrou de la maison d'arrêt (16 décembre 1938 – 24 décembre 1940)
- 6 Y 418 : Prison de Grenoble – Registre d'écrou de la maison de correction (11 septembre 1934 – 3 juillet 1941)

Presse :

- *Le Petit Dauphinois* (2 Mi 2430 à 2432)
- *La Dépêche Dauphinoise* (PER 457/162 à 165)
- *La République du Sud-Est* (PER 742/23 à 26)

Les numéros des trois quotidiens ont été dépouillés selon la chronologie suivante :

- du 1^{er} septembre au 10 octobre 1939
 - du 15 octobre au 5 novembre 1939
 - du 20 novembre au 20 décembre 1939
 - du 5 au 11 janvier 1940
 - du 1^{er} au 31 mars 1940
 - du 9 avril au 27 juin 1940
- *Le Droit du Peuple* (PER 467 104/105), 37 numéros disponibles
 - *La Croix de l'Isère* (PER 439/40), 43 numéros disponibles
 - *Le Journal de Saint-Marcellin* (PER 680/22 et 23), 44 numéros disponibles
 - *Le Journal de Bourgoin*, 43 numéros disponibles
 - *Le Moniteur de Bourgoin* (PER 732/23 et 24), 38 numéros disponibles
 - *Le Moniteur Viennois* (PER 737/42), 41 numéros disponibles

L'ensemble des numéros des hebdomadaires disponibles, du 1^{er} septembre 1939 au 30 juin 1940 a été dépouillé.

L'ensemble du corpus représente ainsi 866 numéros de journaux.

Autres sources de presse :

- *Nice-Matin*, 15 février 2019
- *Le Dauphiné Libéré*, édition de Vienne, 5 décembre 2015
- *Le Travailleur Alpin*, numéro spécial, mars 2019

Témoignage d'époque : Galeazzo CIANO, *Journal politique, II. septembre 1939-février 1943*, Paris, Perrin, 2015

Bibliographie

Rapports, représentations et imaginaires franco-italiens :

- Gilles Bertrand, Jean-Yves Frégné, Alessandro Giaccone, *La France et l'Italie, Histoire de deux nations sœurs de 1660 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2016
- Michel Chanal, « L'occupation italienne de l'Isère », in Ettore Passerin d'Entrèves [a cura di], *Guerra e Resistenza nelle regioni alpine occidentali : 1940-1945*, Milan, F. Angeli, 1980
- Marie Claude Blanc-Chaléard, *Les Italiens dans l'est parisien (années 1880-1960). Une histoire d'intégration*, Rome, École française de Rome, 2000
- Marie-Claude Blanc-Chaléard [dir.], *Les Italiens en France depuis 1945*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003
- Catherine Fraixe, Christophe Poupault, Lucia Piccioni, *Vers une Europe latine. Acteurs et enjeux des échanges culturels entre la France et l'Italie fasciste*, Bruxelles, INHA-Peter Lang, 2014
- Paul Guichonnet, « L'image de l'Italie dans la conscience nationale française », in Pierre Blanc [dir.], *L'image de l'Italie en France au XX^e siècle, Franco-Italica*, série contemporaine n° 2, Paris-Alessandria, Champion-Slatkine Éd., 1992
- Pierre Guillen, « La coopération économique entre la France et l'Italie de septembre 1939 à juin 1940 », in Jean-Baptiste Duroselle, Enrico Serra [dir.], *Italia e Francia, 1939-1945*, Franco Angeli, Milan, 1984
- Jean-Luc Huard, *Les Italiens, histoire d'une communauté en Rhône-Alpes*, Veurey, Éditions Le Dauphiné Libéré, 2012
- Frédéric Le Moal, « Raffaele Guariglia à Paris (1938 à 1940) : reflet de l'impossible rapprochement franco-italien ? », *Transversalités*, n°119, 2011
- Pierre Milza, *Le fascisme italien et la presse française, 1920-1940*, Paris, Complexe, 1987

- Pierre Milza, « Les images de l'Italie en France », in Robert Frank [dir.], *Images et imaginaires dans les relations internationales depuis 1938*, Cahiers de l'Institut d'Histoire du temps présent, n° 28, juin 1994
- Pierre Milza, *Mussolini*, Paris, Fayard, 1999
- Pierre Milza, *Histoire de l'Italie. Des origines à nos jours*, Paris, Pluriel, 2013
- Jean-Louis Panicacci, *La campagne de juin 1940 dans les Alpes-Martimes*, Département 06, 1974
- Christophe Poupault, « Les voyages d'hommes de lettre en Italie fasciste. Espoir du rapprochement franco-italien et culture de la latinité », *Vingtième siècle*, n°104, oct-déc. 2009
- Christophe Poupault, « Amitié « latine » et pragmatisme diplomatique. Les relations franco-italiennes de 1936 à 1938 », *Relations internationales*, n°154, 2013
- Christophe Poupault, *À l'ombre des faisceaux. Les voyageurs français dans l'Italie des chemises noires (1922-1943)*, Rome, École française de Rome, 2014
- Ralph Schor, « Les Italiens dans les Alpes-Maritimes, 1919-1939 », in Pierre Milza [dir.], *Les Italiens en France de 1919 à 1940*, Rome, École française de Rome, 1986
- Ralph Schor, « Les immigrés italiens au miroir de la presse française dans l'entre-deux-guerres », in *Pour une histoire des médias en Méditerranée (XIXe - XXIe siècle)*, *Les médias comme émetteurs et vecteurs de représentations sur la Méditerranée*, Cahiers de la Méditerranée, n°85, 2012
- Laure Teulière, *Immigrés d'Italie et paysans de France : 1920-1944*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2003

Histoire de l'immigration :

- Jean-Baptiste Duroselle, Enrico Serra [dir.], *L'Émigration italienne en France avant 1914*, Milan, Franco Angeli, 1978

- Pierre George, « L'immigration italienne en France de 1920 à 1939 : aspects démographiques et sociaux », in Pierre Milza [dir.], *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Rome, École française de Rome, 1986
- Éric Guichard et Gérard Noiriel [dir.], *Construction des nationalités et immigration dans la France contemporaine*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1997
- Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1986
- Gérard Noiriel, *Histoire de l'immigration en France. États des lieux, perspectives d'avenir, Hommes et migrations*, Paris, Musée national de l'histoire de l'immigration, n°1255, 2005
- Philippe Rygiel, « Archives et historiographie de l'immigration », *Migrance*, n°33, 2009
- Philippe Rygiel, « L'historiographie des migrations », in *Mémoires publiés par la fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et de d'Île de France*, Paris, Fédérations des sociétés historiques et archéologiques de Paris et d'Île de France, n°61, 2010

Histoire de l'opinion publique :

- Jean-Jacques Becker, « L'opinion publique : un populisme ? », *Vingtième siècle*, n°56, 1997, p.92
- Loïc Blondiaux, « Les théories contemporaines de l'opinion publique : un retour aux classiques ? », CNRS Éditions, *Hermès, La Revue*, n°31, 2001
- Pierre Laborie, *Résistants vichyssois et autres : l'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1944*, Paris, Éditions du CNRS, 1980
- Pierre Laborie, « De l'opinion publique à l'imaginaire social. Enjeux », *Vingtième siècle*, n°18, 1988
- Pierre Laborie, *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, 1990
- Sandro Landi, *Notes pour une histoire de l'opinion publique comme catégorie du discours politique*, HAL, 2009

- Fabien Pillet, « Que reste-t-il de l'École de Constance ? », in *Études germaniques*, n°263, 2011
- Sylvain Venayre, « Représentations », in *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, Presses universitaires de France, 2010

Histoire de la presse et des médias :

- Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou [dir.], *Histoire générale de la presse française, tome III, de 1871 à 1940*, Paris, Presses universitaires de France, 1972
- Christian Delporte, « Presse », in Claude Gavard, Jean-François Sirinelli [dir.], *Dictionnaire de l'historien*, Paris, Presses universitaires de France, 2015
- Dominique Kalifa, Philippe Régnier, Marie-Ève Thérénty, Alain Vaillant [dir.], *La civilisation du journal : histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIXème*, Paris, Nouveau monde éditions, 2011
- Marc Martin, *La presse régionale, des Affiches aux grands quotidiens*, Paris, Fayard, 2002
- Marc Martin, « La presse départementale », in Dominique Kalifa, Philippe Régnier, Marie-Ève Thérénty, Allain Vaillant [dir.], *La civilisation du journal : histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIXème*, Paris, Nouveau monde éditions, 2011
- Bernard Montergnole, *La presse quotidienne grenobloise, septembre 1939 – août 1944, L'information en temps de guerre*, Grenoble, Résistances, Presses universitaires de Grenoble, 2004
- Henri Rousset, *La presse à Grenoble*, Grenoble, A. Gratier & Cie, 1900
- Sylvain Venayre, « Identités nationales, altérités culturelles », in Dominique Kalifa, Philippe Régnier, Marie-Ève Thérénty, Allain Vaillant [dir.], *La civilisation du journal : histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIXème*, Paris, Nouveau monde éditions, 2011

Seconde Guerre mondiale :

- Alya Aglan, Robert Frank [dir.], *La guerre-monde (1937-1947), tome I et II*, Paris, Folio, 2015.
- Gabriel Auphan, Jacques Mordal, *La Marine française dans la Seconde Guerre mondiale*, Paris, France-Empire, 1958
- Nicolas Beaupré, *Les grandes guerres (1914-1945)*, Paris, Collection Histoire de France, Belin, 2012
- Bruno Cabanes, « Guerres mondiales », in Claude Gavard, Jean-François Sirinelli [dir.], *Dictionnaire de l'historien*, Paris, Presses universitaires de France, 2015, p.320.
- Johann Chapoutot, « 1935-1940 : Les démocraties face à la guerre », in Alya Aglan, Robert Frank [dir.], *La guerre-monde, I*, Paris, Folio, 2015
- Bernard Crochet, *Deuxième guerre mondiale*, Paris, Éditions de Lodi, 2012
- Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme, 1939-1945*, Paris, Imprimerie nationale, 1982
- Antoine Fleury, « États neutres et non-belligérants », in Alya Aglan, Robert Frank [dir.], *La guerre-monde, I*, Paris, Folio, 2015
- Robert Frank, « La défaite de la France ou le sens de Vichy », in Alya Aglan, Robert Frank [dir.], *La guerre-monde, I*, Paris, Folio, 2015
- Olivia Gomolinski, « L'URSS face à la guerre », in Alya Aglan, Robert Frank [dir.], *La guerre-monde, I*, Paris, Folio, 2015
- Antonio Grego, *Figlie della stessa lupa, Storia dei rapporti tra Italie e Romania alla vigilia della Seconda Guerra mondiale*, Rome, Fuoco, 2009
- David Kirby, *The Baltic World 1772–1993, Europe's Northern Periphery in an Age of Change*, Longman, New York, 1995
- Frédéric Le Moal, Max Schiavon, *Juin 1940, la guerre des Alpes : enjeux et stratégies*, Paris, Economica, 2010

- Bernard Lory, « La quatrième guerre balkanique », in Alya Aglan, Robert Frank [dir.], *La guerre-monde, I*, Paris, Folio, 2015
- André Martel, « La bataille de l'Armée des Alpes, 10-24 juin 1940. Réflexion sur la décision et l'exécution », in Jean-Baptiste Duroselle, Enrico Serra [dir.], *Italia e Francia, 1939 -1945*, Franco Angeli, Milan, 1984, p.210-211.
- Stefan Martens, « Printemps-été 1940 : les premiers *blitzkriege* de l'Allemagne nazie », in Alya Aglan, Robert Frank, *1937-1947 : La guerre-monde, I*, Paris, Folio, 2015
- Georges Pernot, *Journal de guerre, 1940-1941*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 1971
- Klas Åmark, « Sweden », in Richard Bosworth, Joseph Maiolo [dir.], *The Cambridge History of the Second World War, Volume 2 : Politics and Ideology*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015

Histoire locale :

- Jean-Claude Blanchet, Gaston Régnier, Juin 1940, Voreppe: rempart de Grenoble, Voreppe, La Placette, Pont-Demay, Saint-Gervais, 1990
- Pierre Barral, *Le département de l'Isère sous la Troisième République, 1870-1940 : histoire sociale et politique*, Paris, Armand Colin, 1962
- Tal Bruttman, *Internement et camps d'internement en Isère (1940-1947). Répertoire numérique détaillé des sous-séries 15 W – 19 W*, Archives départementales de l'Isère, Grenoble, Centre Jean Berthouin, 2004
- Jean-William Dereymez, « Leur avant-guerre. Jeunesses socialistes en Isère (1938-1940) », in *Revue Historique*, n°266, Presses universitaires de France, 2013
- Pierre Giolitto, *Grenoble, 1940-1944*, Paris, Perrin, 2001
- Jean Jolly, *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, tome I, Paris, Presses universitaires de France, 1960

- Jean Jolly, *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, tome II, Paris, Presses universitaires de France, 1962
- Jean Jolly, *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, tome VII, Paris, Presses universitaires de France, 1973

Divers :

- Winston S. Churchill, *The Grand Alliance*, Boston, Houghton, 1950.
- Jean-Claude Caron, Michel Vernus, *L'Europe au 19^e siècle : des nations aux nationalismes (1815-1914)*, Paris, Armand Colin, 2015
- Bernard Crochet, *Première Guerre mondiale*, Paris, Éditions de Lodi, 2012

Sitographie

- Jean Surchamp, France Archives, Site interministériel des archives de France : <https://francearchives.fr/fr/facomponent/cc6252cea18a077c079f7c919f65045cdf8aebbd>
- *Havre-éclair*, site de la Bibliothèque nationale de France : <https://data.bnf.fr/fr/32786088/havre-eclair/>

Table des annexes

Annexe 1. Recensement des Italiens quittant le département pour l'année 1939	190
Annexe 2. Copie d'une affiche de l'Union populaire italienne placardée à Vienne	191
Annexe 3. Brouillon de l'appel du préfet aux maires et à la population	192
Annexe 4. Rapport du commissaire du 1er arrondissement de Grenoble	193
Annexe 5. Rapport du commissaire du 2ème arrondissement de Grenoble.....	194
Annexe 6. Rapport du commissaire du 3ème arrondissement de Grenoble.....	194
Annexe 7. Rapport du commissaire du 2ème arrondissement de Grenoble.....	195
Annexe 8. Rapport du commissaire du 1er arrondissement de Grenoble	196
Annexe 9. Demande de visa d'entrée sur le territoire de Stefano Emilio Soleri.....	197
Annexe 10. Opposition entre Justin Arnol et Léon Blum sur la question des anciens membres de la Troisième Internationale	198
Annexe 11. Motifs des avis défavorables délivrés aux Italiens demandant à entrer en France	199
Annexe 12. Registre d'écrou de la maison d'arrêt de Grenoble	200
Annexe 13. Article de La Croix de l'Isère sur le paganisme allemand.....	201
Annexe 14. Article du Moniteur de Bourgoin sur les commerçants étrangers	202
Annexe 15. Pétition des habitants de Bellegarde-Poussieu.....	203
Annexe 16. Brouillon des lettres du préfet à Mgr Caillot et Me Tissot au sujet de l'entrée des Allemands dans Grenoble	204
Annexe 17. Circulaire du gouverneur militaire de Paris aux commandants de région	205
Annexe 18. Lettres concernant les suspensions de lignes téléphoniques.....	206
Annexe 19. Une de La Dépêche Dauphinoise sur la déclaration de guerre de l'Italie.....	207
Annexe 20. Une de La République du Sud-Est sur la déclaration de guerre de l'Italie.....	208
Annexe 21. Article de La Croix de l'Isère sur la déclaration de guerre de l'Italie	209
Annexe 22. Article de La Dépêche Dauphinoise, sur le recensement des Italiens	210
Annexe 23. Une de La Dépêche Dauphinoise sur l'armistice franco-italien	211
Annexe 24. Une de La Dépêche Dauphinoise sur la fin des hostilités.....	212
Annexe 25. Rapport préfectoral d'enquête sur l'incident de La Tour-du-Pin.....	213
Annexe 26. Italiens arrêtés en Isère entre septembre 1939 et juin 1940	214

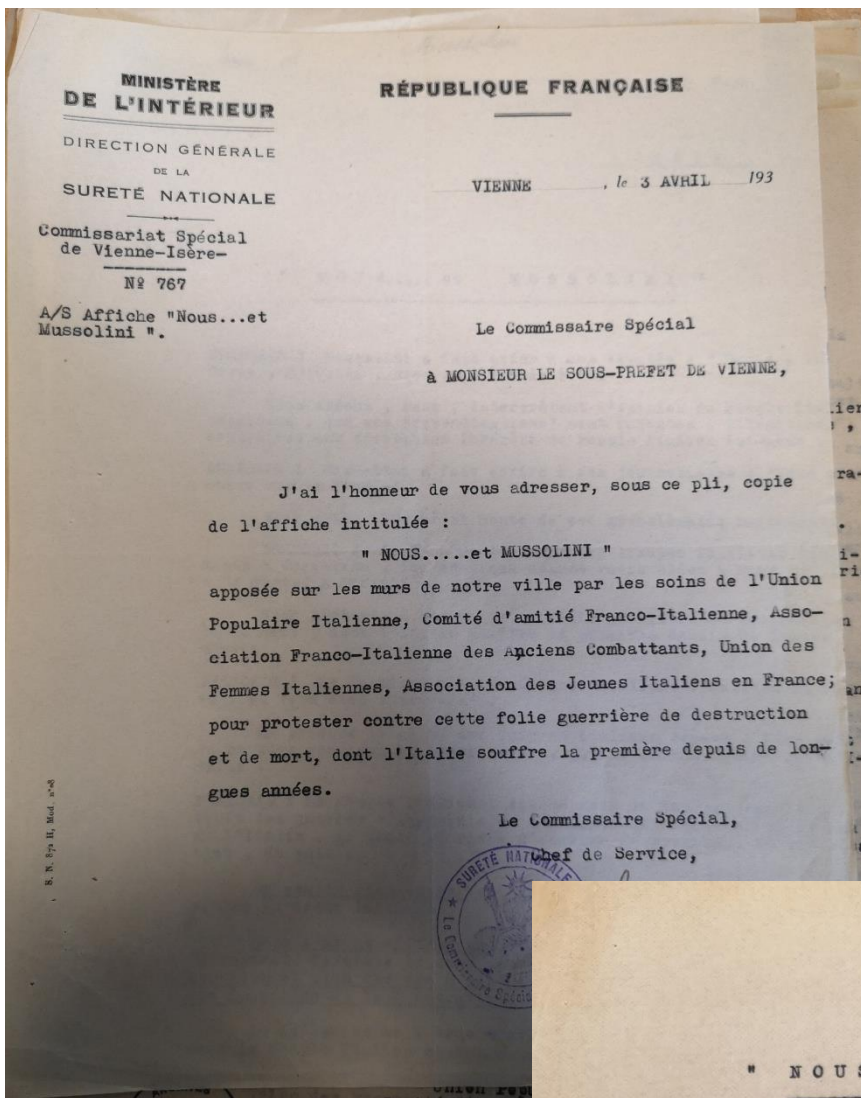
Annexes

Année 1939

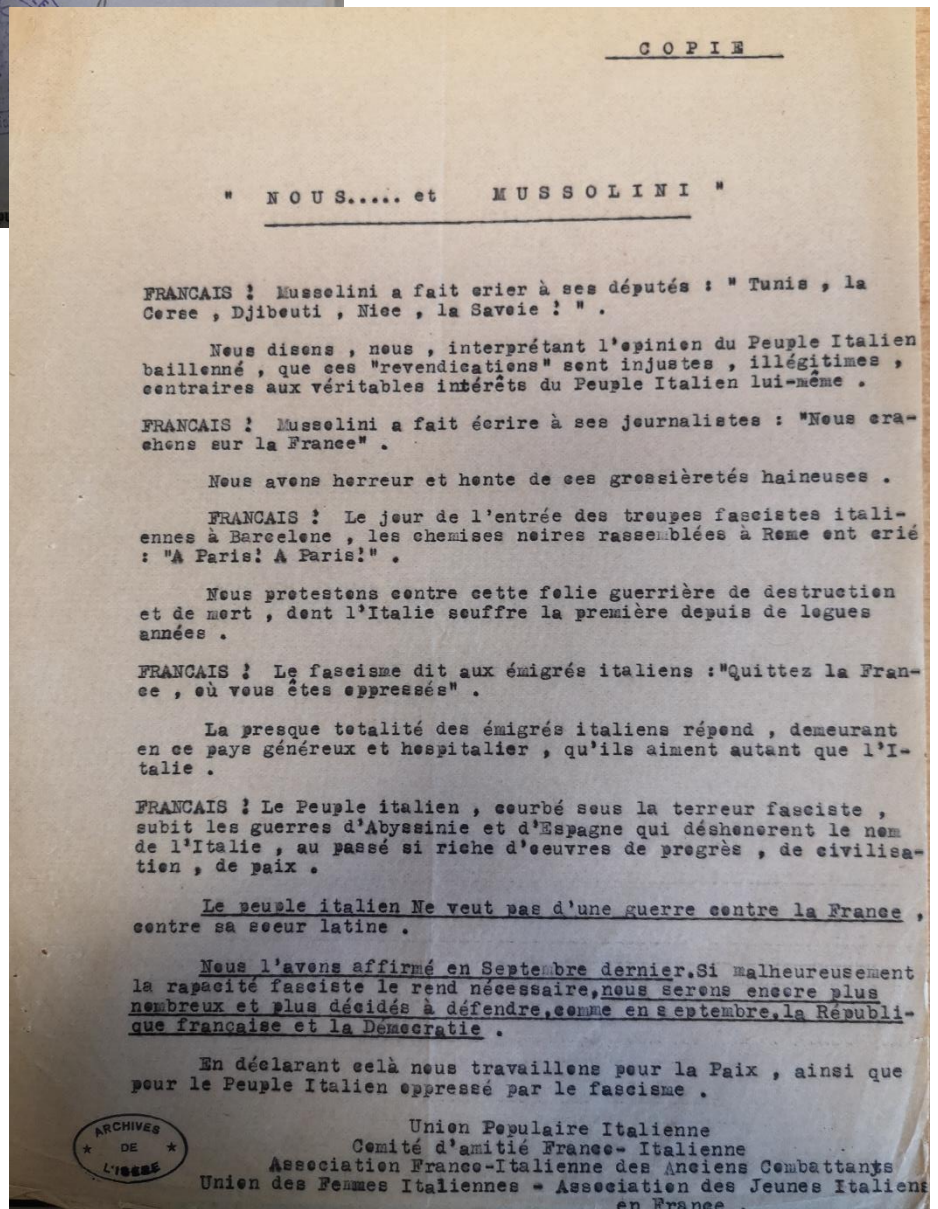
Etat des réfugiés italiens ayant quitté la France pour regagner leur pays d'origine

Période	Nombre de ressortissants italiens, ayant regagné leur pays d'origine	Nombre ayant obtenu des visas A et R et leur retour	Nombre de visas A et R accordés	Chefs de famille			Célibataires	Observations
				ayant leur famille en Italie	ayant laissé leur famille en France	ayant emmené leur famille en Italie		
du 1.12 au 15.1	182	182	182	76	36	4	66	
du 15.1 au 15.2	31	31	31	15	3	rien	13	
du 15.2 au 15.3	44	15	15	20	22	"	2	
du 15.3 au 15.4	120	21	21	rien	15	"	6	
du 15.4 au 15.5	31	14	14	5	7		2	
du 15.5 au 15.6	279	36	36	2	17		17	
du 15.6 au 15.7	23	48	48	44		2	2	

Annexe 1. Recensement des Italiens quittant le département pour l'année 1939 (ADI, 65 M 3)



Annexe 2. Copie d'une affiche de l'Union
populaire italienne placardée à Vienne et
transmise au sous-préfet, puis au préfet
(ADI, 52 M 93)



fait

Le Préfet de l'Isère
aux Maires
et aux populations du Département.

L'ordre de Mobilisation Générale
vient d'être ~~admis~~ lancé par le Gouvernement, en
réponse à l'inqualifiable agression dont le Führer
allemand vient de se rendre coupable à l'encontre de
la Pologne.

Depuis peu de temps dans le Département,
je n'ai pu encore prendre les contacts que j'aurais voulu
établir avec les magistrats municipaux qu'avec
la population.

Je tiens toutefois à vous dire que
dans les heures dures qui vont suivre vous me trouverez
toujours près de vous pour vous aider dans toute la
mesure possible et ~~faciliter une tâche~~ ^{plus lourde} ~~très~~ ^{lourde}

De mon côté, sur du ~~patrimoine~~
calme éprouvé des populations dauphinoises,
comme de leur fervent patriotisme, je compte
que chacun fera son devoir.

Le Préfet,
Jean Surchamp.

VILLE DE GRENOBLE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMISSARIAT
DE POLICE

du

1^{er} ARRONDISSEMENT

N° 4693

GRENOBLE, le 29 SEPT. 1939 193

OBJET :

Rapport moral

Le Commissaire de Police du 1^{er} Arrond.
à Monsieur le Commissaire Central

Référer à vos précédentes instructions et pour faire suite à mes rapports antérieurs, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'aucun fait particulier à mon arrondissement n'est à signaler pour la période du mois de Septembre.

Le mobilisateur n'a surpris personne et s'est déroulé sans aucun incident dans mon quartier où pourtant l'affluence, tant au Recrutement qu'au 4^e Rég^t du Génie, fut énorme.

La principale préoccupation des grenoblois est de chercher à connaître l'attitude que prendra l'Italie. On suit avec grand intérêt les événements diplomatiques ; l'accord germano-russe a surpris et il s'en dégage une impression de malaise due à la crainte de voir l'Italie s'associer à ces Etats.

Les mesures prises contre le Parti Communiste et les œuvres qui s'en rapprochent ont été favorablement accueillies, et les opérations

Vu et transmis à Monsieur le Préfet de l'Isère
Grenoble, le 30 SEPT. 1939
Le Commissaire Central,

Confiance



51

L'annonce de l'entrée en guerre de la Russie des Soviets aux côtés de l'Allemagne hitlérienne a produit, dans tous les milieux, d'opinions diverses souvent, un effet inattendu: les véritables français ont senti tout le mal de cette trahison sans précédent dans l'histoire et tous, ont, avec raison, demandé ou souhaité la dissolution du parti de dissociation nationale qu'est le Parti Communiste, qui a toujours trahi l'intérêt national. L'attitude de l'Italie, met les uns et les autres dans l'expectative. Certains ne croient pas à son intervention à nos côtés, d'autres, souhaitent une stricte neutralité de sa part. A la faveur de ces divergences, les bruits les plus divers, le plus souvent controuvés, ont couru. Il n'est d'ailleurs pas besoin d'indiquer que la nation italienne est aujourd'hui beaucoup plus sympathique à beaucoup qu'il y a un an et que, même ceux qui, par opinion, sont opposés à son régime totalitaire, n'en parlent plus qu'avec prudence et une grande réserve.

L'invasion de la Pologne et ses malheurs, venus de la si

Annexe 5. Rapport du commissaire du 2ème arrondissement de Grenoble,
28 septembre 1939 (ADI, 52 M 93)

<u>Attitude de l'Italie</u>	<p>noter. - L'attitude réservée de l'Italie, quant à sa politique vis-à-vis de la France, contribue pour une grande part à rassurer les grenoblois.</p> <p>Une bonne entente règne entre les autochtones et les Italiens domiciliés dans le 3^e arrt. - Ces derniers sont venus spontanément déposer leurs armes et se mettre en règle avec le décret relatif aux étrangers. Un certain nombre se sont présentés au début des hostilités afin de s'enrôler comme</p>
<u>dépôt des Armes</u> <u>Enrôlements</u>	

Annexe 6. Rapport du commissaire du 3ème arrondissement de Grenoble, 29 septembre 1939 (ADI, 52 M 93)

VILLE DE GRENOBLE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMISSARIAT DE POLICE

du 2^{me} Arrondissement

5, Rue Aubert-Dubayet

Grenoble, le 27 Octobre 1939

Téléphone: 2-50

Le Commissaire de Police, du 2^{me} Arr.

à Monsieur le COMMISSAIRE CENTRAL

2.457372

GRENOBLE

Référence à la Circulaire Ministérielle du 26 Novembre 1934, j'ai l'honneur de vous présenter, ci-après, le rapport mensuel, relatif à la Ville de Grenoble (2^e Arrondissement)

Contrairement à l'idée répandue les premiers jours du conflit, la population s'installe maintenant dans la guerre et il est assez commun, d'entendre dans tous les milieux, émettre l'idée que le conflit actuel pourrait dépasser toutes les prévisions permises, quant à sa durée. Dans ce même ordre d'idées, la population envisage froidement, mais résolument la continuation des hostilités et ne comprendrait plus qu'il soit question de paix, alors que la guerre lui a été imposée.

La propagande allemande, par voie d'émissions de T.S.F. est assez écoutée, mais commentée comme il convient. Les traîtres de la Gazette des Ardennes et tous autres personnages à la solde des ennemis sont à l'objet de commentaires réprobateurs, pour leur abjection et toute la bassesse que comporte leur attitude actuelle. Le public ne se laisse guère prendre aux slogans qui clotent généralement ces mêmes émissions par de tels traîtres, depuis le début de notre action dans l'Est. De même, il a pu se rendre compte effectivement, de la poussée des armes britanniques sur terre, comme dans l'air et sur mer. On peut même dire, sans crainte de se tromper, que l'amitié anglo-française est devenue une fraternité, malheureusement trop éprouvée chaque fois qu'elle doit revivre.

L'accord d'Ankara a produit une impression très favorable, quant à la suite des opérations et beaucoup se demandent pourquoi certains neutres du moment, telle l'Italie, hésitent encore à jeter le poids de leurs armées



dans la balance des démocraties

VILLE DE GRENOBLE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMISSARIAT
DE POLICEdu
1^{er} ARRONDISSEMENTN^o 5054

GRENOBLE, le 28 Octobre 1939

OBJET :

Rapport moralLe Commissaire de Police du 1^{er} Arrond.
à Monsieur le Commissaire Central

Référéme à vos instructions et pour faire suite à mes précédents rapports, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'aucun fait particulier à mon arrondissement ne s'est à signaler pour la période du mois d'Octobre.

La population suit toujours avec fébrilité les opérations du front de l'Est et tous les événements de politique extérieure. L'amélioration des rapports de notre pays avec l'Italie a amené un certain soulagement dans les esprits. La conclusion de l'accord anglo-franco-turc a apporté également un réconfort. La campagne radiophonique allemande a manqué son but et les seules réactions qu'elle provoque sont des commentaires indignés ou indifférents.

Les mesures prises contre le Parti communiste et ses filiales n'ont apporté aucun trouble et elles ont rencontré l'approbation générale de la population.

Rien à signaler au point de vue tracts ou affiches.

Le Commissaire de Police,

Hume

Préfecture de l'Isère

Ière Division

Demande de visa de pas-
seport pour entrer en
France

REPUBLIQUE FRANCAISE

NOTE DE SERVICE

CONFIDENTIEL.



21 NOV 1939
avis défavorable

5758

Le nommé *Soleri Stefano Emilio*
né à *Fossano Italie* le *9.11.85*
demeurant actuellement à *Fossano*

, précédemment
domicilié à *Grenoble Rue Voltaire*
Grenoble HG 12 Gambetta
sollicite un visa de passeport pour
entrer en France. *Rejoindre son domicile*

Je vous prie de vouloir bien me
communiquer ci-contre les renseigne-
ments que vous pourriez posséder et
faire recueillir sur la conduite, la
moralité et le loyalisme de cet
étranger pendant son séjour à *Grenoble*
Il indique comme références *M. Charles*
Simiand 7 Rue Voltaire à Grenoble
et me donner votre avis confidentiel
sur la suite qu'il conviendrait de
réserver à sa requête.

Grenoble, le *30 OCT 1939*

Pour le Préfet :
Le Chef de Division délégué,

Vu et transmis à Monsieur le Préfet de l'Isère
Grenoble, le *9 NOV 1939*
Le Commissaire-Central,

[Signature]

Retourne au faisant connaître
que le sieur Soleri est domicilié à
Grenoble depuis septembre 1934. Il est
~~veuf~~ et père d'un enfant majeur;
sa famille réside à Fossano (Italie)
et il habite seul à Grenoble, 46
Boulevard Gambetta. Il exerce la
profession d'artisan soudeur-auto-géom
et inscrit au registre de commerce
n° 22977.

Soleri se rend mensuellement
en Italie pour voir sa famille et
certains lui remettre les bénéfices
qu'il fait en France.

Il est officier de réserve de l'armée
italienne, dans laquelle son fils a
accompli son service militaire.

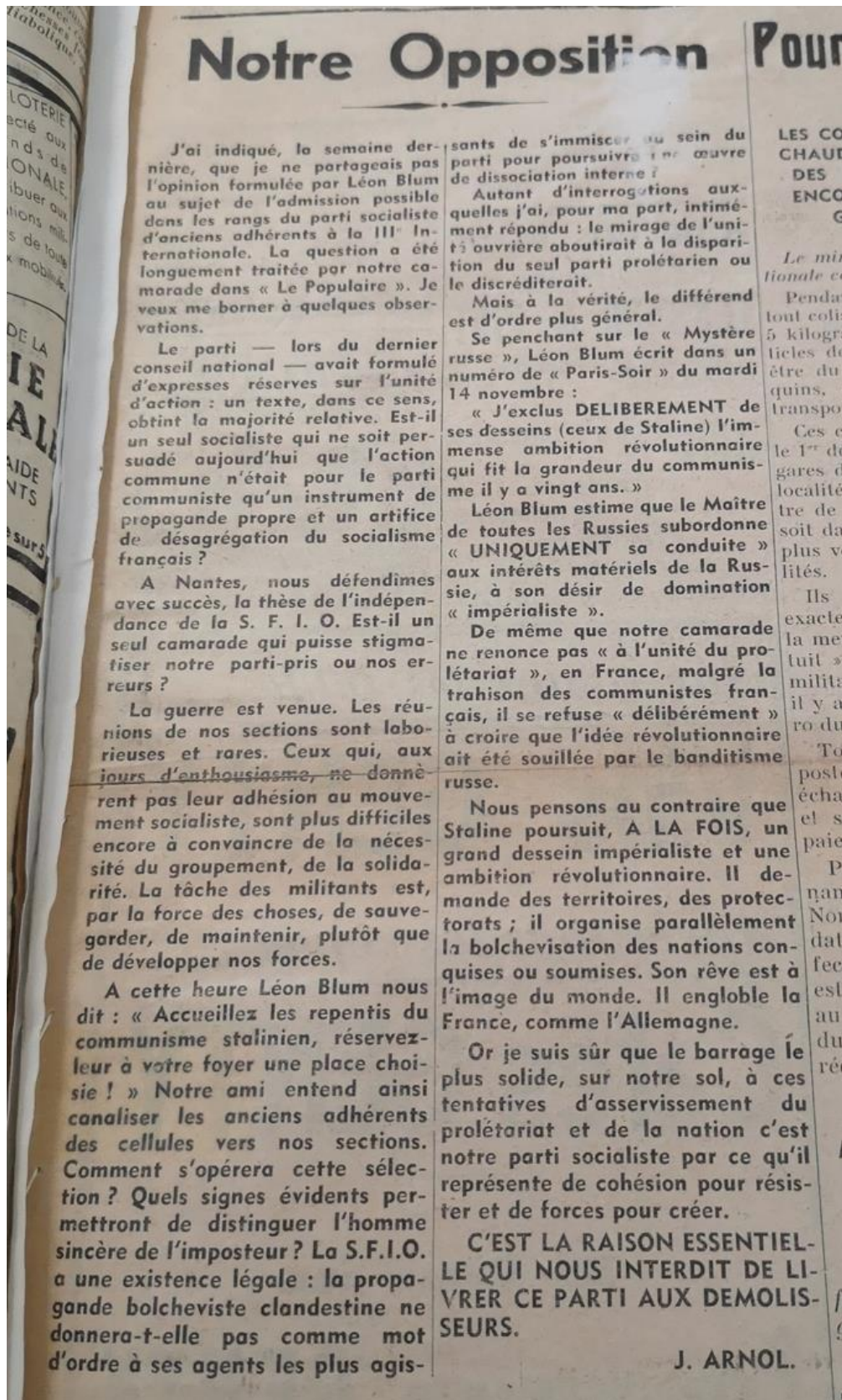
Puis, qu'il n'ait donné lieu à
aucune remarque défavorable tant au
point de vue conduite et moralité
qu'au point de vue national, il
paraît attaché à son pays d'origine.
Son dernier départ pour l'Italie date
du 6 septembre 1939. Il demande
son retour par intérêt, afin de
reprandre son travail.

M. Simiand, son propriétaire,
qu'il indique comme référence, ne
se porte nullement garant de son
loyalisme.

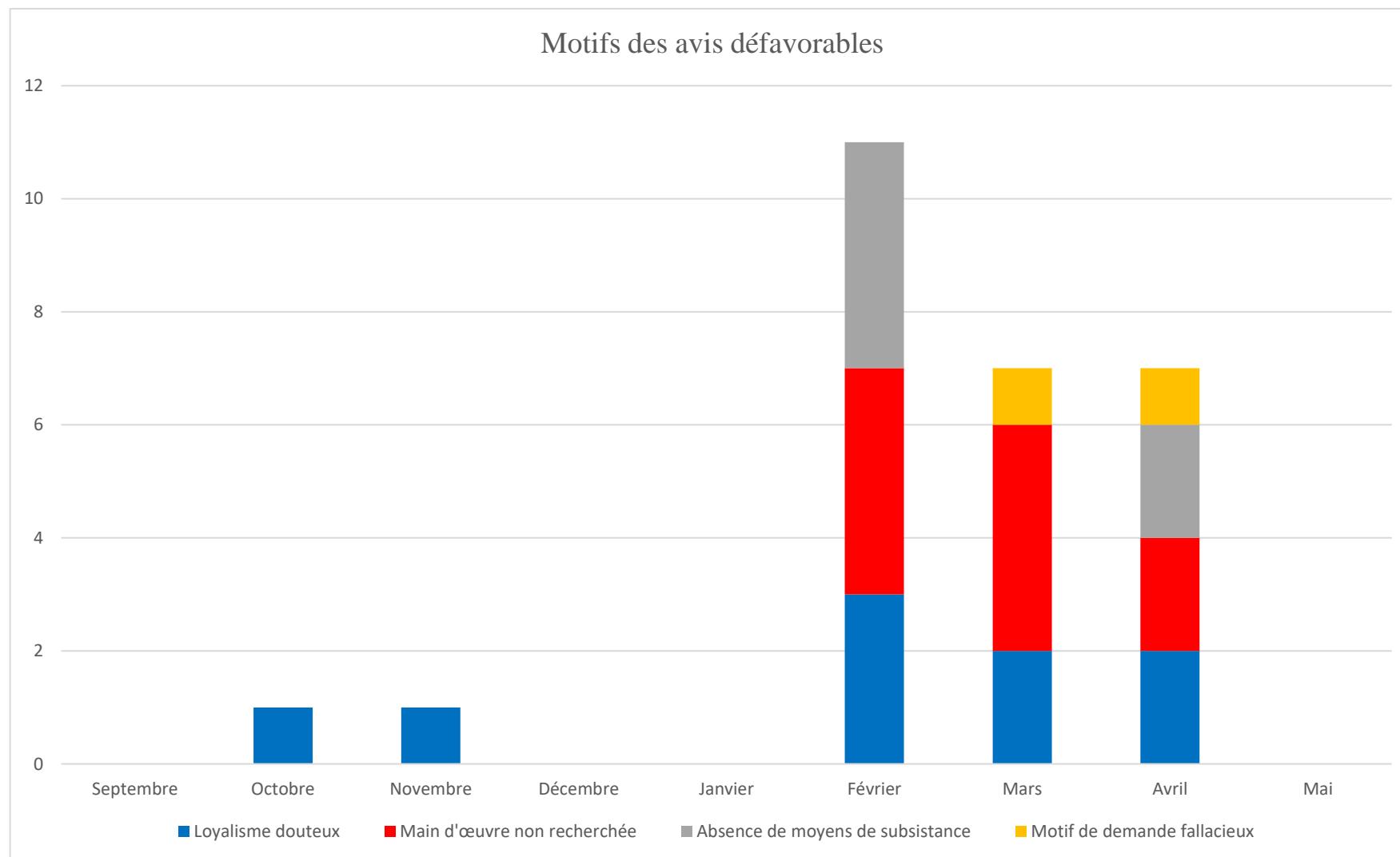
Grenoble le *9-11-1939*
Le Commissaire de Police,
Halle



Annexe 9. Demande de visa d'entrée sur le territoire de Stefano Emilio Soleri, 2 novembre 1939 (ADI, 66 M 23)



Annexe 10. Opposition entre Justin Arnol et Léon Blum sur la question des anciens membres de la Troisième Internationale, *Le Droit du Peuple*, 18 et 19 novembre 1939 (ADI, PER 467/104)



*Annexe 11. Motifs des avis défavorables délivrés aux Italiens demandant à entrer en France
(ADI, 66 M 23)*

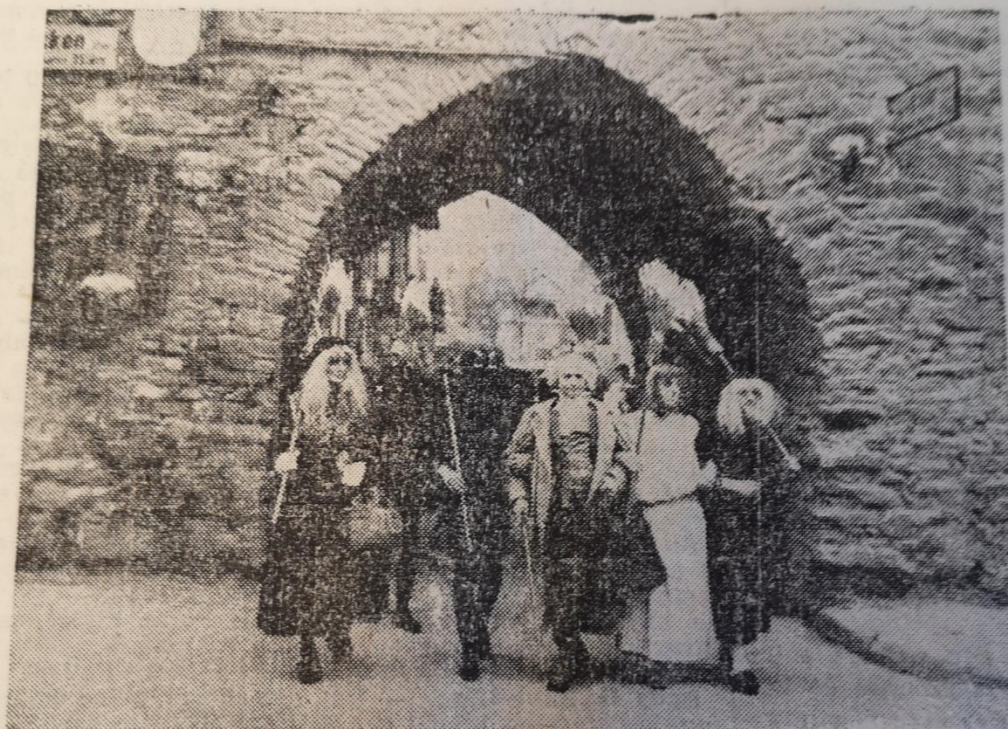
VITRETIENS DE VENISE

etiens de Venise continuent
ndamment commentés par
du monde entier.
rts de l'Italie pour consti-
rope Centrale un reimpant

**L'ITALIE AUX PRISES
AVEC
L'ALLEMAGNE ET LA RUSSIE**

Par une information de l'agence
Belga on a appris que le Reich avait
mis l'embargo sur une grande quan-

d'une assistance nombreuse.
Poudinhon, recteur, officiait, as-
de Mgr Devresse et de Mgr Bou-
Les cardinaux Tedeschini et
serant étaient présents ainsi
Mgr Grano, représentant la
taillerie d'Etat.



**Pendant que la France célèbre la naissance du Christ,
les néo-païens allemands célèbrent la nuit du walpurgis
dans le Harz.**

*Annexe 13. Article de La Croix de l'Isère sur le paganisme allemand, 14 janvier 1940
(ADI, PER 439/40)*

...cience nationale.

Cela aussi, c'est fini. Un grand courant d'air pur va balayer les miasmes de la contagion bolcheviste : il était temps !

Faire payer les étrangers

Depuis que la mobilisation a vidé les ateliers des artisans et les boutiques des commerçants, on voit prospérer les commerçants étrangers de tout poil.

Ceux-ci, qu'ils le recherchent ou non, profitent du départ de leurs concurrents français dont ils raffent petit à petit la clientèle.

Les commerçants mobilisés, lorsqu'ils viennent en permission, n'ont d'autre ressource que de voir l'étranger installé en face accueillir les clients avec un large sourire de satisfaction.

On ne saurait certes interdire à ces étrangers d'exercer leur commerce. Nous payons maintenant les erreurs d'une politique d'immigration qui fut parfois inconsidérée et qui a gravement porté atteinte à notre commerce et à notre industrie. Au moins pouvons-nous les empêcher d'augmenter leurs gains dans des proportions immorales. Pour cela, on propose qu'à l'égard de ces commerçants les patentes et taxes diverses soient doublées pendant la durée des hostilités avec établissement d'une taxe spéciale et progressive par employé étranger.

Les fonds recueillis pourraient être utilement employés à aider les commerçants mobilisés, ou à constituer en leur faveur une caisse de prêts sans intérêts qui leur permettrait, après la guerre, de remonter leurs affaires.

cou. Dès hier, ils ont Vorochilov.

« Chargés de la dépeuples et des pe alliés, ces généraux l'appui formidable, que les forces armées peuvent fournir aux démocraties ».

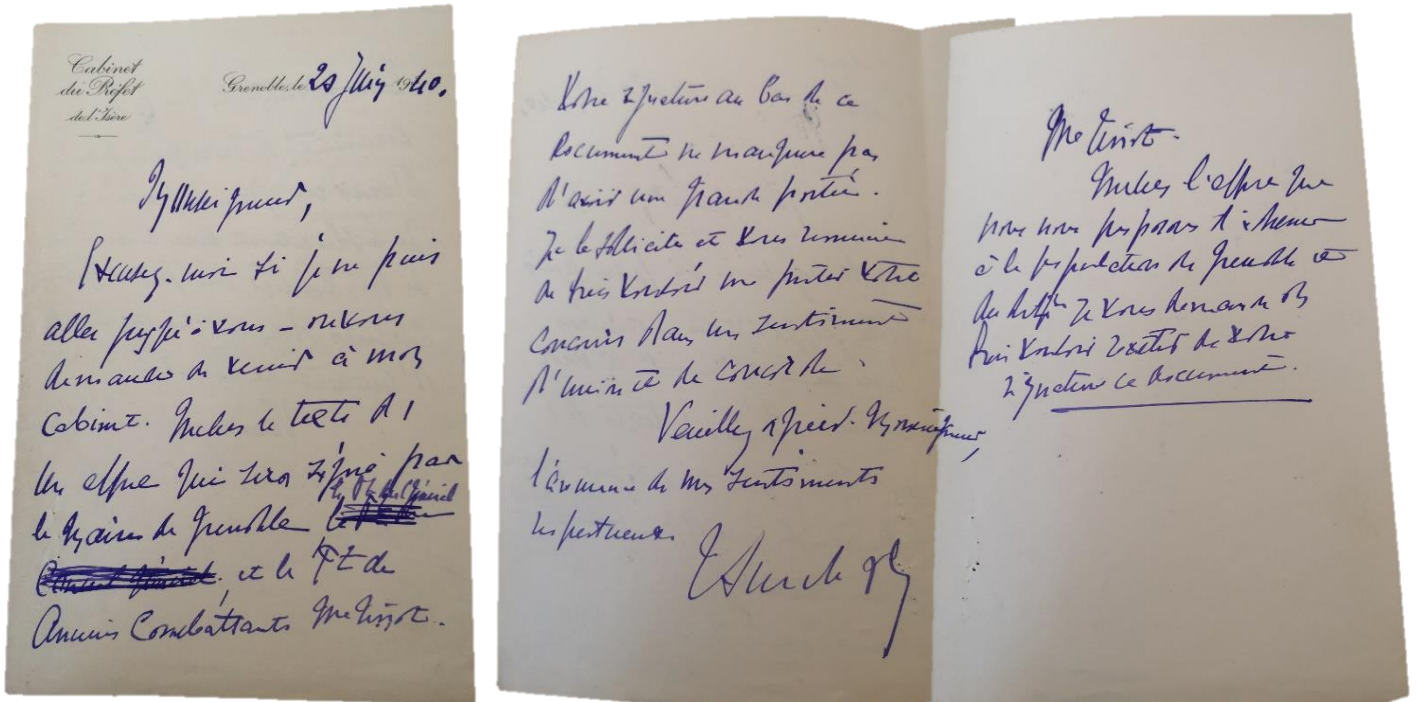
M. MA

« L'HUMANIT

L'aviation est

« L'aviation so n'importe quelle peuple soviétique ainsi que toutes l'Armée rouge paysans — à sec times de l'agressi ples devant lutte pour leur ind prête et « décid dement de Stali

Annexe 14. Article du Moniteur de Bourgoin sur les commerçants étrangers, 19 janvier 1940 (ADI, PER 732/24)



Annexe 16. Brouillon des lettres du préfet à Mgr Caillot et Me Tissot au sujet de l'entrée des Allemands dans Grenoble (voir chapitre V), 20 juin 1940 (ADI, 52 M 99)

« Monseigneur,

Excusez-moi si je ne puis aller jusqu'à vous ou vous demander de venir à mon Cabinet. Inclus le texte d'un appel adressé à la population grenobloise et qui sera signé par M. le Maire, le Président des Anciens Combattants Me. TISSOT, et moi-même.

Votre signature au bas de ce document ne manquera pas d'avoir une grande portée.

Je la sollicite et vous remercie de bien vouloir me prêter votre concours dans un sentiment d'union et de concorde.

Veillez agréer, Monseigneur, l'assurance de mes sentiments respectueux. »

« Maître,

Inclus, l'ordre que nous proposons d'adresser aux habitants de la ville de Grenoble.

Je vous demande de bien vouloir revêtir de votre signature ce document.

Veillez agréer, Maître, l'assurance de mes sentiments très distingués. »

MINISTÈRE de la DEFENSE
NATIONALE et de la GUERRE .-

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de l'Yonne
1^{re} Division

Etat-Major de l'Armée
1^{er} Bureau

TRES URGENT - TRES SECRET

Contrôle des
Etrangers

N° II.850 I/E.M.A.

Paris, le 13 mai 1940 .

Objet :
Mesures à prendre éventuelle-
ment à l'égard des ressortis-
sants de la Puissance
N° 6

LE MINISTRE de la DEFENSE NATIONALE
et de la GUERRE

à M.M. le GENERAL Gouverneur Militaire de PARIS,
les GENERAUX Commandant les Régions de PARIS ,
I à 9, II, 13 à 18 et 20 .

Par D.M. n° II.319 I/E.M.A. du 7 mai 1940, je vous ai prescrit les mesures qu'il convenait de prendre, dans le cas de l'ouverture d'un conflit entre la France et la Puissance n° 6, à l'égard des ressortissants de cette Puissance, qui auraient été arrêtés par les soins de M. le Ministre de l'Intérieur (Direction Générale de la Sécurité Nationale) comme exerçant une activité estimée par l'autorité civile ou par l'autorité militaire, dangereuse pour la Défense Nationale ou l'ordre public, ou susceptible de le devenir .

La présente dépêche a pour objet de compléter ces dispositions en précisant, en ce qui vous concerne, les mesures à préparer sans délai et à prendre le cas échéant à l'égard des ressortissants de la Puissance n° 6 qui, demeurés en liberté dans l'hypothèse considérée, seraient du sexe masculin et alors âgés de plus de 17 ans et de moins de 48 ans .

Ces étrangers devront comparaître devant des commissions de recensement présidées par un officier , qui auront pour mission d'enregistrer sur des imprimés spéciaux :

imprimés

- a) divers renseignements concernant l'état-civil des intéressés ;
- b) soit une déclaration signée précisant leurs sentiments de loyauté à l'égard de la FRANCE et leur volonté de servir ce pays ;
soit leur refus de prendre un engagement quelconque à cet égard .

En conséquence, il vous appartient de régler d'urgence, en accord étroit avec les Préfets de votre Région, et conformément aux principes ci-dessous définis, les conditions du fonctionnement éventuel dans votre Région des Commissions de recensement sus-visées .

I - CONVOCATION des ETRANGERS INTERESSES .-

Cette convocation sera faite par voie d'affiches mises par les Préfets à la disposition des Gendarmeries . Les Gendarmeries seront chargées de conserver ces affiches et de les remettre, le cas échéant, aux Municipalités qui les feront placarder .

II - CONSTITUTION des COMMISSIONS de RECENSEMENT .-

Ces Commissions comporteront, en principe, un officier subalterne ou supérieur président, un représentant de l'autorité civile autorité

ANGE AMBROSIONI
Négociant
en charbons de bois
Anthracites
Bois et Scories

Rue du Fourneau
LE TOUVET

C O P I E .

Le Touvet, le 1er juillet 1940.

Monsieur le Directeur des P.T.T.
GRENOBLE.

Demande de rétablissement
de téléphone.

Depuis l'entrée en guerre de l'ITALIE contre la FRANCE on m'a suspendu le téléphone.

Cette mesure a un caractère général.

J'en suis cependant très gêné, car je ne puis correspondre avec mes clients habituels :

LES USINES BOZEL-MALETRA à BOZEL (Savoie),
LA SOCIÉTÉ DES Fonderies D'AIGUEBELLE, Usine de LA POUILLE (Savoie),
LES TANNERIES BEAUD à RUMILLY (Hte-Savoie)
LES ET^S GINDRE-DUCHAVANY, Usine de PONT DE CHERRY (Isère),
LA TRÉFILERIE BOGUE & C^O, 20 Rue Grillon à LYON (Rhône).

A titre documentaire, je vous donne les renseignements ci-après :

- 1^o/ J'ai déposé une demande de naturalisation à la Préfecture de l'Isère le 16 MAI 1940.
2^o/ J'ai mon récépissé de loyalisme de la Commission de recrutement n^o 2, enregistré sous le n^o 2.453.

En conséquence, je vous serais très obligé, Monsieur le Directeur, si vous pouvez me faire rétablir le service téléphonique dont je suis très privé.

Veuillez agréer.....

signé : A. AMBROSIONI.

Annexe 18. Lettres concernant les suspensions
de lignes téléphoniques (ADI, 65 M 4)

POSTES, TÉLÉGRAPHES
TÉLÉPHONES
RÉGION DE LYON

DÉPARTEMENT
DE
L'ISÈRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Grenoble, le 29 juin 1940.

N^o 33 E.T.

Prrière de rappeler dans la réponse
le numéro ci-dessus.

LE DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

à Monsieur le Préfet de l'Isère, _____

à GRENOBLE.

Conformément aux instructions reçues de la Préfecture, plusieurs abonnements téléphoniques dont les titulaires étaient considérés comme suspects, ont été suspendus.

Les hostilités ayant pris fin, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaître s'il peut être procédé au rétablissement de ces communications.

Le Directeur,

Louf

*Chab.
répondre d'accord*



Annexe 19. Une de La Dépêche Dauphinoise sur la déclaration de guerre de l'Italie, 11 juin 1940 (ADI, PER 467/155)



Annexe 20. Une de La République du Sud-Est sur la déclaration de guerre de
l'Italie, 11 juin 1940 (ADI, PER 742/26)

VELLES TAIRÉS

mes non mobilisés
mes non mobilisés
s catégories suivantes appartenant, par classe 1939 et à la qu'à tous ceux qui pelés sous les dra- e classe, Réformés, arnés, réservistes n » ou en affecta- appartenant à une mise à des obliga- classe 1910 et plus résident plus dans alité dans laquelle rmalement, doivent atement par lettre eur adresse actuel- recrutement dont indiquant la date naissance.

La Semaine

L'ITALIE
SOUS LA BOTTE DE HITLER

Le lundi 10 juin un grave événement s'est produit.

M. Paul Reynaud, annonçant cette trahison a déclaré :

Rien ne fera fléchir notre volonté de lutter pour notre terre et pour nos libertés. Les épreuves qui nous attendent sont dures, Nous y sommes prêts. Nos têtes ne se courberont pas.

C'est à ce moment précis, à l'heure que la France blessée mais vaillante est debout, lutte contre l'hégémonie de l'Allemagne, qu'elle combat donc pour l'indépendance de tous les autres peuples comme pour la sienne. C'est l'heure qu'a choisie M. Mussolini pour nous déclarer la guerre.

Nul au monde ne s'y trompera : l'Italie entre dans la bataille quand elle croit la victoire acquise, et elle ne se bat que pour voler et rapiner, comme l'Allemagne. Que M. Mussolini affirme dans ces conditions, que « sa conscience est parfaitement tranquille », cela prouve simplement qu'il n'en a pas ; qu'il affirme que « l'Italie prolétaire et fasciste est sur pied forte, fière et unie » cela peut être vrai pour la force et pour l'union, — nous verrons bien ! — mais, pour la fierté, cela prouve simplement qu'elle n'est pas difficile. Le jugement universel, et dont l'Italie fasciste ne se relèvera pas, ni son chef, ni son roi, c'est celui que Londres portait, dès la déclaration de guerre : « Dans la lutte entre la civilisation et les hordes païennes de l'Allemagne, le gouvernement fasciste a choisi le moment le plus difficile pour les Alliés. Cette lâcheté a pour but d'obtenir des butins que l'Allemagne sera assez bonne pour accorder à l'Italie. En fait, ce que l'Italie connaîtra, c'est le mépris du monde. » Elle le connaît déjà.

Cette trahison, qui est grave, doit être acceptée avec calme et sang-froid. Elle accroît nos difficultés. Elle ne nous prend pas au dépourvu, sur terre ni sur mer.

guerre à l'Italie.
D'autre part, la B. B. que l'Union sud-africaine la guerre à l'Italie.
En conséquence, toutes britanniques d'au-delà du trouvent maintenant en guerre avec l'Italie.

Dans un discours à Ch. M. Roosevelt énumère qu'il a tentés pour retourner Charlotteville, 11 juin avoir stigmatisé les forces qui se sont déchaînées, le président Roosevelt, le président Roosevelt :
— Nos sympathies sont du côté de ces nations qui sang, leur vie dans le tre ces forces.
Le peuple et le gouvernement des Etats-Unis ont vu avec regret et une inquiétude la décision du gouvernement de participer aux hostilités ce moment rage en Europe.
Et en ce jour du 10 juin qui tenait le poigné dans le dos de son ce même jour, élevons et que notre espoir ceux qui, au-delà des tentent avec une valeur pour la liberté.
Le président Roosevelt — Une fois de plus, nation et du peuple en jeu.

La Chambre Canadienne levées la guerre

Ottawa, 11 juin. — levées que les Communes ont approuvé la Lep remier ministre — Bien que la déclaration de l'Italie rende plus difficile, les Alliés plus aisément, car l'met fin à une longue certitude. Quoique l'Italie beaucoup de mal, rable à la fois par les tyrans auront leur

Des bombes

Paris, 8 juin. — le public sache qu'il de bombes employons ennemis : explosives, toxiques.

es (classe 1910 et plus ne résident plus dans localité dans laquelle normalement, doivent immédiatement par lettre e, leur adresse actuelle de recrutement dont en indiquant la date leur naissance.

M. Paul Reynaud, annonçant cette trahison a déclaré :

Rien ne fera fléchir notre volonté de lutter pour notre terre et pour nos libertés. Les épreuves qui nous attendent sont dures, Nous y sommes prêts. Nos têtes ne se courberont pas.

C'est à ce moment précis, à l'heure que la France blessée mais vaillante est debout, lutte contre l'hégémonie de l'Allemagne, qu'elle combat donc pour l'indépendance de tous les autres peuples comme pour la sienne. C'est l'heure qu'a choisie M. Mussolini pour nous déclarer la guerre.

Nul au monde ne s'y trompera : l'Italie entre dans la bataille quand elle croit la victoire acquise, et elle ne se bat que pour voler et rapiner, comme l'Allemagne. Que M. Mussolini affirme dans ces conditions, que « sa conscience est parfaitement tranquille », cela prouve simplement qu'il n'en a pas ; qu'il affirme que « l'Italie prolétaire et fasciste est sur pied forte, fière et unie » cela peut être vrai pour la force et pour l'union, — nous verrons bien ! — mais, pour la fierté, cela prouve simplement qu'elle n'est pas difficile. Le jugement universel, et dont l'Italie fasciste ne se relèvera pas, ni son chef, ni son roi, c'est celui que Londres portait, dès la déclaration de guerre : « Dans la lutte entre la civilisation et les hordes païennes de l'Allemagne, le gouvernement fasciste a choisi le moment le plus difficile pour les Alliés. Cette lâcheté a pour but d'obtenir des butins que l'Allemagne sera assez bonne pour accorder à l'Italie. En fait, ce que l'Italie connaîtra, c'est le mépris du monde. » Elle le connaît déjà.

Cette trahison, qui est grave, doit être acceptée avec calme et sang-froid. Elle accroît nos difficultés. Elle ne nous prend pas au dépourvu, sur terre ni sur mer.

Des Armées

Officiel publié le 10

la Défense nationale décret : la zone des endue aux départements : Rhône, Ain, Haute-Drôme, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Var, ne et Corse.

Des bombes

Paris, 8 juin. — le public sache qu'il de bombes employons ennemis : explosives, toxiques.

la bombe soufflante liquide, qui peut, à abattre une façade

de incendiaire, qui dimensions,

75 % des Italiens souscrivent des en

Marseille, 11 juin. — 75 % la proportion d déclaré vouloir souscrivent.

On évalue à 900 ce arrêtés comme suspects

En Tunisie

Le gouvernement a situations spéciales pour

Annexe 21. Article de La Croix de l'Isère sur la déclaration de guerre de l'Italie, 16 juin 1940 (ADI, PER 439/40) 209

GRENOBLE
DIRECTION ET ADMINISTRATION
1, PLACE DE LA BASTILLE
REDACTION ET IMPRIMERIE
3, RUE DE LA FEDERATION
TÉL. : Administration et Rédaction : 4 27
Imprimerie commerciale : 4 44

PARIS
BUREAUX ET REDACTION
1, RUE CAUMARTIN. Tél. : Opéra 60-72

La Dépêche

Dauphinoise

ORGANE DE LA DÉMOCRATIE DU SUD-EST

MARDI 25 JUIN 1940
37^e année. — Numéro 12.262

HUIT ÉDITIONS
ISÈRE, SAVOIE, HAUTE-SAVOIE
DRÔME, ARDECHE 8^h et 9^h ALPES

LE NUMÉRO : 50 CENTIMES

PUBLICITÉ ET ABONNEMENTS VOIR
RENSEIGNEMENTS PLUS LOIN

Compte Chèque postal Lyon 64.55

L'ARMISTICE AYANT ÉTÉ SIGNÉ HIER APRES-MIDI AVEC L'ITALIE

Les hostilités ont cessé cette nuit à 0 heure 35, sur tous les fronts

Les conditions d'armistice seront publiées d'ici 48 heures

Bordeaux, 24 juin. — Les ministres se sont réunis ce matin, dès 6 heures, sous la présidence de M. Albert Lebrun, président de la République, pour examiner les propositions de convention d'armistice faites à la délégation française à Rome.

La séance suspendue à 8 h. 45 a été reprise à 9 h. 30.

A ce moment les négociations se poursuivent à Rome entre la délégation italienne et la délégation française qui est en contact téléphonique avec le gouvernement à Bordeaux.

A 17 h. 30, le Conseil des ministres s'est de nouveau réuni sous la présidence de M. Lebrun.

Le gouvernement a décidé de donner l'ordre au général Huntziger, président de la délégation française à Rome, de signer l'armistice entre la France et l'Italie.

Il est indiqué que l'armistice ne prendra effet que six heures après la notification par l'Italie à l'Allemagne de la signature de l'armistice.

Une nouvelle réunion du Conseil des ministres aura lieu demain matin à 9 heures.

On sait que les plénipotentiaires français étaient arrivés à l'aérodrome de Vittorio, près de Rome, hier après-midi, vers 15 h. 05.

Sur le terrain d'atterrissage de Rome des mesures de sécurité spéciales avaient été prises et seules les personnalités officielles y avaient accès. Les plénipotentiaires ont été conduits dans des voitures à la résidence que le gouvernement alien leur avait réservée.

La délégation française avait été installée dans trois kas, dont la villa Mansoni.

La remise à la délégation française des conditions italo-allemandes d'armistice a eu lieu dans un endroit à vingt kilomètres de Rome,

qui négocièrent la convention d'armistice avec le gouvernement allemand en forêt de Compiègne : le général Huntziger, l'ambassadeur Noël, le général Parizot, l'amiral Leluc et le général Bergeret.

Arrêt des hostilités

Rome, 24 juin. — L'armistice italo-français a été signé lundi après-midi.

Le gouvernement du Reich a été informé à 19 h. 35 (heure d'été allemande) de la signature.

En conséquence, les hostilités cesseront mardi matin 25 juin 1940, à 1 h. 35, heure allemande, c'est-à-dire à 0 h. 35, heure française.

En Haute-Maurienne, l'ennemi

Un document diplomatique sera connaître dans un délai de quarante-huit heures environ les clauses des conventions de l'armistice signé entre les plénipotentiaires français, allemands et italiens.

La publication de ce document sera faite simultanément en France, en Italie et en Allemagne. On ne peut donc espérer avoir aucune information autorisée sur les contenus des conventions avant la parution de ce texte.

Une commission réglera ensuite les conditions d'application de ces conventions, notamment pour fixer les modalités de circulation en France.

Le Gouvernement va s'installer dans une ville du centre

Le siège du gouvernement actuellement à Bordeaux pourra alors être transféré dans une ville du centre de la France où le pouvoir exécutif, le Parlement et les services annexes auront toute possibilité de fonctionner normalement.

Signalons que les sénateurs et les députés se sont réunis cet après-midi à Bordeaux, à la salle de l'Athénée municipal, sous la présidence de M. Quérél, député de la Gironde.

MM. Pierre Laval et Adrien Marquet, ministres d'Etat, ont demandé à l'Assemblée de rester groupée

25 JUIN 1940

JOURNÉE DE DEUIL POUR LA FRANCE

Bordeaux, 24 juin. — LE GOUVERNEMENT A DÉCIDÉ QUE LA JOURNÉE DE

DEMAIN SERAIT UNE JOURNÉE DE DEUIL NATIONAL.

Cette journée sera marquée par diverses cérémonies.

A 10 heures, à la cathédrale de Bordeaux, sur l'initiative de l'archevêque Mgr Feltin, sera célébré un service funèbre pour les morts de la guerre.

Le Président de la République et le gouvernement assisteront à la cérémonie qui sera présidée par Mgr Feltin qui prendra la parole à l'évangile.

Grenoble sous le feu de l'artillerie allemande

Annexe 24. Une de La Dépêche Dauphinoise sur la fin des hostilités, 25 juin 1940 (ADI, PER 467/155)

le gendarme BÉDUE serait en cause, le gendarme CHAVE a été...

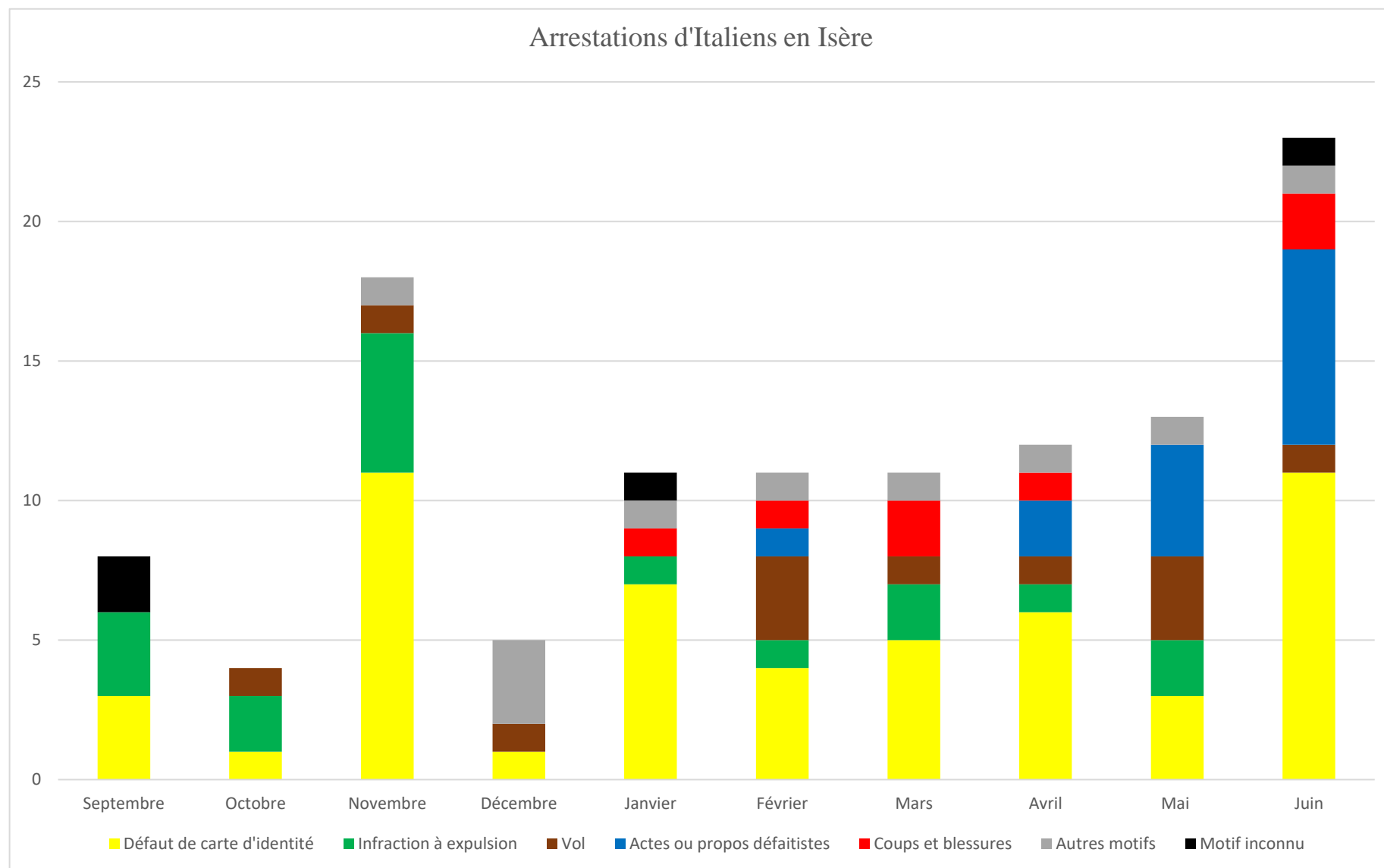
3°) Dans la ville de La Tour-du-Pin, les citoyens italiens SAVELLI, DAVIO et CECCHI Mario furent assaillis par de nombreux citoyens français, insultés et suivis par des individus armés de fusils et de pistolets.

Il ressort de l'enquête menée avec toute l'objectivité désirable qu'il s'agit simplement d'une altercation légère entre gendarmes d'ailleurs unis jusqu'à ce moment là, par des liens fidèles de camaraderie et même par des liens de camaraderie : Les Italiens avaient été arrêtés au début des hostilités par ordre supérieur, les Français revenaient du front italien. La rencontre des uns et des autres après des événements qui, sous une forme ou sous une autre, troublèrent chacun, pouvaient difficilement ne pas donner lieu à un incident si regrettable qu'il fût.

Les Français ne portaient pas d'armes, aucun coup ne fut échangé, les Italiens ne furent ni malmenés ni maltraités ; seules quelques injures furent proférées de part et d'autre, dont l'initiative, toutefois, il faut le reconnaître, semble bien avoir appartenu aux Français.

Remené ainsi à ses proportions réelles par les déclarations mêmes des plaignants, cet incident, si regrettable qu'il soit, est minime.

Annexe 25. Rapport préfectoral d'enquête sur l'incident de La Tour-du-Pin, été 1940
(ADI, 13 R 897)



*Annexe 26. Italiens arrêtés en Isère entre septembre 1939 et juin 1940, (à base des données disponibles) maisons d'arrêt de Vienne et de Grenoble, rapports de police pour la ville de Grenoble (ADI, 6 Y 361. 6 Y 404. ADI, 6 Y 418. AMG, 1 I 351. AMG, 1 I 352)
Les Italiens arrêtés au moment des rassemblements de juin 1940 car considérés comme suspects ne sont pas comptabilisés.*

Index

En raison de leurs occurrences extrêmement fréquentes, les termes « Italie », « Italiens », « France », « Français », « Isère » et « Isérois » n'ont pas été inclus dans l'index.

Sont intégrés à l'index les noms de lieux, de personnes ainsi que les *noms de journaux*.

A

Abbeville, 125
 Abrets, Les, 47
 Abyssinie, 66, 126
 Addis-Abeba, 37
 Adoua, 160
 Afrique, 36, 94, 126, 162
 Afrique du Nord, 156, 162, 175
 Aglan, Alya, 8, 47, 60, 61, 107, 113, 125
 Ain, 169, 172, 177
 Aisne, 127, 132
 Ajaccio, 144
 Alamans, 48
 Albanie, Albanais, 146, 162, 173
 Albert, 15, 16
 Alembert, rue d', 144
 Alfieri, Dino, 64, 108
 Algérie, 38, 132, 171
 Alite, Bektash, 146
 Allemagne, Allemands, 11, 32, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 44, 47, 48, 49, 50, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 68, 69, 70, 73, 74, 75, 76, 78, 79, 80, 81, 84, 85, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 95, 96, 97, 98, 99, 105, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 122, 123, 125, 126, 129, 131, 133, 134, 138, 141, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 159, 161, 162, 163, 164, 167, 173, 174, 175
 Alliés, 43, 53, 55, 56, 58, 60, 63, 69, 71, 75, 76, 78, 81, 87, 88, 89, 93, 95, 97, 99, 105, 107, 108, 109, 110, 112, 113, 114, 116, 117, 119, 121, 125, 126, 133, 135, 163, 164, 174, 175
 Alpes, 8, 9, 24, 25, 26, 27, 29, 36, 43, 65, 117, 126, 129, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 164, 175
 Alpes sportives, Les, 23

Alpes-de-Haute-Provence, 23, 177
 Alpes-Maritimes, 7, 26, 27, 28, 29, 34, 38, 83, 104, 146, 165
 Alsace-Lorraine, avenue, 29

Å

Åmark, Klaus, 107

A

Ambrosini, M., 145
 Amérique, 27
 Ankara, 60, 61, 62, 63, 81, 84, 173
 Annecy, 168
 Annunzio, 35
 Arandon, 160
 Ardennes, 112
 Argonne, 169
 Ariège, 148, 158
 Arnol, Justin, 49, 73, 89, 167
 Asie mineure, 60
 Auphan, Gabriel, 87
 Autriche, Autrichiens, 36, 38, 50, 55, 77, 112, 141, 173
 Autriche-Hongrie, Austro-hongrois, 69
 Autriche-Hongrie, Austro-Hongrois, 41
Avenir Savoyard, L', 168
 Axe, 70, 92, 115, 173, 175

B

Bach, Ferdinand, 35
 Badoglio, Pietro, 149, 150
 Balkans, 55, 62, 68, 69, 70, 71, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 96, 97, 99, 109, 126, 164
 Baragnon, Pierre, 20, 21, 22
 Barbero, Luigi, 102
 Barral, Pierre, 20, 21, 22, 23, 24, 37, 171

Barrès, Maurice, 35
 Bas-Rhin, 172
 Basses-Pyrénées, 172
 Bastille, place de la, 155
 Beaumont, Pierre, 42
 Beaupré, Nicolas, 36, 56
 Becker, Jean-Jacques, 11, 12, 13
 Belgique, Belges, 43, 117, 118, 121, 125, 132, 174
 Belgrade, 81, 130
 Bellanger, Claude, 15, 19, 21, 22, 23, 24, 25
 Bellegarde-Poussieu, 102, 103, 104
 Belley, 169
 Belluno, 27
 Bérard, Antoine, 111, 114
 Berlin, 37, 39, 42, 43, 48, 53, 54, 55, 62, 65, 69, 77, 81, 89, 91, 92, 96, 97, 99, 108, 110, 116, 138, 173
 Berriat, cours, 144
 Bertrand, Gilles, 46, 156, 159, 161
 Besson, Joseph, 20, 21, 23
 Besson, Marcel, 23, 24, 171
 Besson, Robert, 23
 Bisso, Vincent, 47, 146, 148
 Blanc, Pierre, 31
 Blanc-Chaléard, Marie-Claude, 8, 10
 Blanchet, Jean-Claude, 154
 Blond, Léopold, 125, 134
 Blondel, Jules, 37
 Blondiaux, Loïc, 12
 Blum, Léon, 43, 54, 57, 65, 72, 111, 112, 167
 Blun, Georges, 75
 Boissau, Robert, 160
 Boissy, Gabriel, 110
 Bolzano, 122, 123
 Bordeaux, Henry, 35
 Borel, Antoine, 140, 154
 Borgia (famille), 140
 Borrallo, lieutenant-colonel, 148
 Bosworth, Richard, 107
 Bottai, Giuseppe, 64, 134
 Bouchayer, stade, 145
 Bouches-du-Rhône, 118
 Boulogne-sur-Mer, 125
 Bourget, aéroport du, 56
 Bourgoin, 123, 160, 177
 Brenner, col du, 36, 53, 94, 95, 96, 97, 98, 112, 118, 134, 163, 173, 174

Brennus, 156
 Briançon, 31, 151
 Bruttman, Tal, 160
 Bucarest, 80, 81
 Budapest, 81

C

Cabanes, Bruno, 8
 Caillot, Mgr Alexandre, 22, 152, 168
 Caltanissetta, 27
 Campanie, 27
 Cannes, 29
 Capelli, Emilio, 102
 Capelli, Luigi, 102
 Capitole, 109
 Caporetto, 141
 Carélie, 71
 Carinthie, 133
 Carminati, Alessandro, 102
 Carminati, Emilio, 102
 Carminati, Francesco, 102
 Carminati, Giuseppe, 102
 Carminati, Pietro, 102
 Carminati, Santo, 102
 Carol II de Roumanie, 69
 Caron, Jean-Claude, 31
 Cartier, Georges, 153, 154
 Cassibile, 175
 Castelnau, Édouard de, 70, 167
 Chaberton, fort du, 151
 Chambaran, 160
 Chamberlain, Neville, 56
 Chambéry, 24, 31, 153, 154
 Chambrun, Charles de, 37, 112, 173
 Chanal, Michel, 29, 144, 145, 148, 159, 160, 161
 Chapareillan, 131
 Chapoutot, Johann, 113
 Charlemagne, 48
 Charles-Roux, François, 37
 Chasse-sur-Rhône, 83
 Chatonnay, Abel, 61, 62, 73, 76, 80, 81, 88, 89, 97, 98, 126, 128, 137, 138, 140, 169
 Cherfils, maréchal des logis, 162
 Churchill, Winston, 47, 163
 Ciano, Galeazzo, 38, 39, 42, 43, 53, 54, 55, 57, 58, 62, 64, 66, 74, 76, 77, 78, 79, 81, 87, 90,

91, 92, 93, 94, 96, 99, 108, 109, 111, 116,
120, 121, 125, 129, 132, 133, 134, 137, 141,
143, 150, 151, 152, 156, 159, 173, 174

Ciociarie, 27

Clairon des Alpes, Le, 21

Claix, 171

Clovis, 48

Cocat, Paul, 45, 141, 152, 169

Coldefy, René, 160

Coni, 26

Copenhague, 107

Corato, 27

Corrèze, 172

Corse, 38, 156, 159, 166

Côte-d'Or, 172

Courier de l'Isère, Le, 21

Créquy, quai, 45

Creusot, Le, 169

Crochet, Bernard, 47, 78, 141

Croix de l'Isère, La, 20, 22, 25, 43, 44, 45, 46,
48, 51, 57, 61, 62, 66, 70, 74, 75, 79, 80, 81,
92, 111, 112, 115, 116, 117, 118, 129, 138,
141, 142, 145, 156, 161, 170, 177

Croix, La, 20

Csáky, István, 78, 79, 94, 174

D

Daily Mail, 112

Daladier, Édouard, 38, 56, 57, 116, 173, 174

Danemark, 107, 108, 116, 120, 121, 174

Dantzig, 41, 42

Dauphiné, 27, 152

Dauphiné Libéré, Le, 8, 170, 171

Davio, Mme, 144

Deal, 87

Décines-Charpieu, 123

Degeyter, Pierre, 71

Delporte, Christian, 15

Dépêche Dauphinoise, La, 21, 22, 23, 24, 25,
37, 42, 45, 46, 48, 49, 55, 57, 61, 64, 72, 73,
75, 77, 78, 80, 89, 93, 94, 95, 96, 98, 100,
113, 115, 117, 119, 121, 125, 126, 127, 135,
139, 140, 141, 142, 143, 144, 147, 153, 154,
168, 169, 170, 177

Dereymez, Jean-William, 167

Détroits, 60

Dorgelès, Roland, 35

Doriot, Jacques, 33

Drac, rue du, 144

Dreyfus, Paul, 169

Droit du Peuple, Le, 21, 22, 24, 25, 43, 45, 46,
48, 54, 57, 61, 69, 72, 73, 79, 80, 81, 88, 89,
92, 93, 97, 99, 111, 113, 127, 128, 167, 177

Drôme, 22, 51, 177

Dunkerque, 8, 131, 174

Duroselle, Jean-Baptiste, 8, 42, 56, 57, 105

E

Éclaireur des Alpes, L', 21

Égypte, 126, 129

El-Alamein, 175

Emilio, Mme d', 144

Empire ottoman, 60

Empire romain, 34, 61

Enna, 27

Espagne, Espagnols, 16, 34, 37, 42, 44, 49, 62,
65, 66, 70, 84, 156, 171

Esplanade, pont de l', 155

Estonie, 71

États-Unis, 9, 35, 94, 95, 140

Éthiopie, 171

Éthiopie, Éthiopiens, 34, 36, 37, 94, 112, 119,
134, 163, 173

Europe, 27, 28, 31, 34, 35, 55, 61, 62, 68, 69,
73, 74, 76, 77, 79, 80, 81, 84, 93, 94, 97, 98,
108, 126, 138, 175

F

Farges, Marcel, 49, 72, 73, 75, 77, 80, 89, 93,
95, 96, 98, 99, 105, 113, 114, 115, 117, 120,
125, 135, 139, 142, 169

Farinacci, Roberto, 121, 143

Faure, Paul, 167

Finlande, Finlandais, 71, 72, 73, 74, 75, 77, 90,
107, 127, 174

Fitilieu, 47

Flandres, 127

Fleury, Antoine, 60, 108, 156

Florence, 37

Fontaine, 28, 31

Fort-Barraux, 160

Fraixe, 35

Fraixe, Catherine, 34, 35

France de Nice, La, 38
France et Nations, 37
 France, abbé, 20
 Franco, Francisco, 70, 71, 156
 François-Poncet, André, 38, 132, 137
 Frank, Robert, 8, 16, 47, 60, 61, 107, 113, 125
 Frétygné, Jean-Yves, 46, 156, 159, 161
 Frioul, 27

G

Gambara, Gastone, 66
 Ganivet, Louis, 153
 Gard, 146, 158
 Gaulle, Charles de, 171
 Gavard, Claude, 8, 15
 Gayda, Virginio, 126
Gazzetta del Popolo, La, 70, 82
 George, Pierre, 7, 26, 27, 28, 30
 Gérente, Henri, 54
 Giacomello, Daniele, 103, 104
 Giacone, Alessandro, 46, 156, 159, 161
 Gibraltar, 129
 Ginzburger (imprimeur), 21
 Giolitto, Pierre, 45, 168, 172
 Giroud, Frédéric, 103
 Godechot, Jacques, 15, 19, 21, 22, 23, 24, 25
 Goebbels, Joseph, 117
 Gomolinski, Olivia, 47, 71
 Gouin, Félix, 119, 167
 Grandi, Dino, 64
 Graziani, Rodolfo, 66
 Grèce, Grecs, 126, 162, 165, 175
 Greffier, Léon, 21
 Grego, Antonio, 78, 79
 Grenoble, 17, 21, 22, 27, 29, 31, 44, 45, 51, 52,
 53, 63, 66, 67, 82, 101, 102, 112, 123, 129,
 130, 131, 132, 141, 144, 145, 146, 152, 153,
 154, 155, 159, 160, 161, 167, 168, 169, 170,
 171, 172, 173, 174
 Grésivaudan, vallée du, 31
 Guariglia, Raffaele, 38, 39
 Guarnerio, Mme, 123
 Guichard, Éric, 30
 Guillen, Pierre, 105
 Guiral, Pierre, 15, 19, 21, 22, 23, 24, 25

H

Haakon VII de Norvège, 108
 Halder, Franz, 152
 Hartung, Jules, 51, 102, 123, 158, 160
 Hautes-Alpes, 22, 51, 177
 Haute-Savoie, 22, 51, 54, 166, 172, 177
 Haute-Vienne, 170
 Havas, agence, 92
 Havre, Le, 169
Havre-éclair, 169
 Heidelberg, 156
 Helsinki, 71
 Hitler, Adolf (Führer), 37, 39, 41, 44, 48, 49,
 53, 54, 55, 56, 57, 58, 60, 65, 70, 90, 94, 95,
 96, 97, 98, 99, 107, 108, 109, 110, 111, 112,
 115, 120, 125, 133, 138, 139, 140, 147, 150,
 156, 159, 162, 163, 173, 174, 175
 Hongrie, Hongrois, 55, 68, 73, 78, 79, 80, 81,
 108, 174
 Horthy, Miklós, 68
 Huard, Jean-Luc, 8
 Huez-en-Oisans, 167
Humanité, L', 33, 34

I

Iéna, 156
 Île de France, 11
Italia, L', 72, 73

J

Jaurès, cours Jean, 29, 147, 155, 162
 Jeanne d'Arc, 139
 Jolly, Jean, 167, 168, 170
 Jonchère, Claude (Barthélemy Mayeras), 98,
 170
 Jouart, Louis, André, 49, 50, 83, 84
Journal de Bourgoin, Le, 25, 70, 142, 144, 145,
 148, 154, 156, 177
Journal de Saint-Marcellin, Le, 21, 24, 25, 70,
 72, 80, 91, 99, 108, 109, 117, 177
 Jouvin, Paul, 21
 Jupiter, 118
 Jura, 23

K

Kalifa, Dominique, 15, 19
 Kent, 87
 Kirby, David, 108
 Kiruna, 107
 Kremlin, 48, 98, 99

L

La Côte-Saint-André, 167
 La Morte, 171
 La Tour-du-Pin, 17, 44, 47, 52, 146, 148, 161, 170
 Laborie, Pierre, 12, 13, 16
 Lafleur, Frédéric, 169
 Landi, Sandro, 11
 Lanfrey, Jean Baptiste, 22, 170
 Larche, col de, 152
 Laroche-Joubert, M., 145
 Latium, 27
 Laval, Pierre, 36, 112, 113, 173
 Le Cour-Grandmaison, Jean, 48, 167
 Le Moal, Frédéric, 38, 39, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 156, 158, 159, 160, 161, 162
 Léningrad, 72
 Léopold III de Belgique, 139
 Leroy, Jean, 69, 95
 Lettonie, 71
 Libye, 66, 119
 Lille, 46
 Limoges, 170
 Limousin, 170
 List, Wilhelm, 153
 Lituanie, 71
 Locatelli, Carlo, 102
 Loire, 148
 Loire-Inférieure, 48
 Londres, 75, 76, 88, 89, 91, 92
 Lory, Bernard, 61, 78
 Lozère, 172
 Luleå, 107
 Luxembourg, Luxembourgeois, 118, 120, 121, 174
 Lyon, 27, 31, 51, 102, 122, 123, 152, 153, 167
 Lyon, route de, 161
Lyon-Soir, 62, 111

M

Machet, Émile, 168
 Magenta, 31
 Maginotl, ligne, 112
 Maiolo, Joseph, 107
 Malte, 149
 Manche, 125
 Manstein, Erich von, 125
 Marc-Antoine (Urbain Falaize), 53, 64, 81, 110, 118, 169
 Marseille, 26, 46
 Martel, André, 8
 Martens, Stefan, 107
 Martin, Marc, 19, 20, 22, 24, 127
 Matteotti, Giacomo, 139
 Maurienne, vallée de la, 31
 Maurras, Charles, 35
 Méditerranée, 8, 35, 61, 62, 66, 73, 96, 97, 109, 126, 129
Mémorial, Le, 24
 Menton, 29, 152
 Meuse, 171
 Michelet, Jules, 34
 Milesi, Giovanni, 102
 Millerand, Alexandre, 168
 Milza, Pierre, 7, 9, 16, 17, 32, 34, 37, 38, 39, 41, 42, 62, 64, 77, 87, 94, 105, 106, 108, 116, 132, 133, 134, 141, 149, 150, 162
 Mistral, Paul, 21, 169, 171
 Moirans, 153
 Molinès, Henri, 150
Moniteur de Bourgoin, Le, 21, 25, 65, 75, 82, 83, 94, 112, 114, 117, 119, 120, 130, 135, 136, 169, 177
Moniteur Viennois, Le, 21, 25, 66, 75, 80, 89, 91, 97, 99, 119, 120, 135, 136, 177
 Monnier, Marc, 32
 Montaigne, Michel de, 98
 Mont-Cenis, col du, 31
 Monte Grappa, 27
 Montergnole, Bernard, 17, 23, 48, 49, 169, 170, 171
 Montgenèvre, col de, 31
 Montreux, 60
 Mordal, Jacques, 87
 Moscou, 48, 62, 65, 69, 81, 97, 99, 126, 174
 Moutiers, 168

Munich, 37, 41, 42, 53, 56, 57, 112, 150, 167, 173, 175
 Mussolini, Benito (Duce), 29, 33, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 47, 53, 54, 55, 58, 61, 62, 64, 65, 66, 69, 74, 76, 77, 87, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 105, 106, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 125, 128, 129, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 146, 147, 149, 150, 156, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 173, 174, 175
 Muti, Ettore, 64

N

Naples, 37
 Narvik, 107, 108
 Nice, 7, 27, 29, 38, 150, 152
Nice-Matin, 7
 Nîmes, 146, 148, 158
 Nohlac, Pierre de, 36
 Noiriél, Gérard, 9, 10, 11, 26, 30, 33
 Norvège, Norvégiens, 107, 108, 109, 113, 116, 117, 118, 120, 121, 127, 174
Nouvelliste (de Chambéry), *Le*, 24

O

Oisans, vallée de l', 31
 Olry, René, 149, 152
 Ormesson, Wladimir d', 141
 Oslo, 107
Osservatore Romano, *L'*, 119, 120, 121

P

Paganon, Joseph, 22, 23
 Panicacci, Jean-Louis, 146
 Papen, Franz von, 60
 Pariani, Alberto, 66
 Paris, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 19, 20, 22, 26, 30, 31, 36, 38, 39, 42, 45, 46, 47, 49, 76, 77, 78, 87, 92, 115, 123, 124, 149, 167, 168, 170
 Parisot, Henri, 149
Paris-Soir, 92, 115, 170
 Passerin d'Entrèves, Ettore, 29
 Pavolini, Alessandro, 64

Pays-Bas, 117, 121, 174
 Péage-de-Roussillon, 83
Pensiero Latino, 38
 Peretti, Mme, 144
 Pernot, Georges, 87
 Perquelin, Jean, 49, 76, 79, 88, 90, 95, 96, 97, 99, 110, 116, 118, 120, 121, 125, 126, 128, 134, 156, 171
 Perrier, Léon, 22, 37, 171
 Perroy (ancien directeur de *La République du Sud-Est*), 21
 Pesenti, Aristide, 102
 Pesenti, Battista, 102
 Pesenti, David, 102
 Pesenti, Giuseppe, 102
 Pétain, Philippe, 112, 150, 167, 168, 169, 175
Petit Dauphinois, *Le*, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 42, 45, 46, 48, 51, 52, 55, 56, 61, 65, 69, 72, 73, 74, 75, 76, 79, 81, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 95, 96, 97, 99, 107, 109, 110, 111, 115, 116, 117, 118, 120, 121, 125, 126, 127, 128, 129, 133, 134, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 146, 147, 148, 149, 153, 154, 155, 156, 168, 171, 177
Petite République, *La*, 168
 Piccioni, Lucia, 34, 35
 Piémont, 27, 31, 120
 Piemontesi, M., 52
 Pike, W. David, 16
 Pillet, Fabien, 17
 Pologne, Polonais, 39, 41, 42, 44, 47, 48, 49, 53, 55, 56, 71, 76, 77, 81, 92, 114, 163, 173
 Poncet, Léon, 22, 23, 37, 49, 65, 71, 98, 111, 127, 138, 169, 171
 Pont-de-Chérucy, 83
Popolo d'Italia, *Il*, 90
Populaire, *Le*, 111
 Pouilles, 27
 Poupault, Christophe, 34, 35, 36, 37, 38, 41, 54, 60, 105, 138, 141
 Prémol, 160
Progrès (de Valence), *Le*, 24
Progrès de Lyon, *Le*, 24
 Prusse orientale, 47
 Pyrénées-Orientales, 148, 158

Q

Quirinal, 92

R

Rainhorn, Judith, 10
 Régnier, Gaston, 154
 Reichstag, 53, 56
 Renouvin, Pierre, 12
République du Sud-Est, La, 22, 24, 25, 37, 43, 44, 48, 53, 54, 57, 61, 62, 64, 65, 71, 72, 73, 74, 76, 77, 80, 81, 88, 89, 91, 92, 96, 97, 98, 107, 110, 111, 114, 118, 121, 122, 126, 127, 128, 129, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 147, 148, 150, 151, 153, 154, 155, 169, 171, 177
 Rethondes, 8, 175
Réveil, Le, 169
 Reynaud, Paul, 37, 115, 116, 137, 174
 Rhône, 8, 31, 103, 152, 156, 172
 Rhône-Alpes, 8
 Ribbentrop, Joachim von, 53, 55, 90, 91, 92, 94, 95, 106, 174
 Riccardi, Raffaello, 64
 Ricci, Renato, 64
 Riga, 71
 Roatta, Maria, 152
 Rocca del Carminate, 138
 Rochat, Giorgio, 150
 Roches-de-Condrieu, 103
 Romans-sur-Isère, 27
 Rome, 7, 10, 31, 34, 37, 38, 42, 58, 61, 62, 65, 69, 73, 75, 76, 77, 78, 81, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 99, 106, 109, 111, 112, 121, 125, 126, 129, 132, 133, 134, 136, 138, 140, 150, 152, 156, 173, 174, 175
 Roosevelt, Franklin Delano, 43, 92, 93, 94, 95, 96
 Rotterdam, 87
 Roumanie, Roumains, 69, 75, 78, 79, 80, 162
 Rousset, Henri, 22
 Royal Navy, 87
 Royaume-Uni, Britanniques, Grande-Bretagne, Angleterre, Anglais, 11, 35, 36, 41, 42, 43, 53, 54, 55, 57, 60, 87, 88, 89, 93, 119, 125, 126, 137, 173, 174
 Roybon, 160

Russie, Russes, voir aussi Union soviétique, 35, 46, 47, 48, 52, 55, 61, 62, 68, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 80, 81, 84, 90, 93, 97, 98, 99, 107, 108, 109, 126, 164
 Rygiel, Philippe, 9, 10, 11, 17, 26, 33

S

Saint-Cyprien, 148
 Saint-Didier-de-la-Tour, 170
 Saint-Étienne, 27
 Saint-Germain-en-Laye, 78
 Saint-Jodard, 148
 Saint-Laurent, quartier, 28
 Saint-Laurent-de-la-Côte, 168
 Saint-Marcellin, 177
 Saint-Martin-d'Hères, 31
 Saint-Maurice, cathédrale, 170
 Saint-Pierre-de-Chartreuse, 171
 Saint-Priest, 31, 83
 Saint-Savin, 160
 Saint-Siège, 37, 73, 120, 121, 141
 Salazar, António de Oliveira, 71
 Saône-et-Loire, 169, 172
 Sarraut, Albert, 50
 Sarre, 51
 Sartori, Aldo, 144
 Savoie, 22, 38, 51, 140, 152, 153, 166, 168, 177
 Scandinavie, 107
 Sceaux, 170
 Schiavon, Max, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 156, 158, 159, 160, 161, 162
 Schneider, Édouard, 35
 Schor, Ralph, 7, 8, 16, 17, 27, 28, 29, 33, 34, 38, 83, 104
 Sciscirot, Luigi, 147, 148
 Sedan, 31, 125
 Seine, 170
 Seine-Maritime, 169
 Serra, Enrico, 8, 105
 Sirinelli, Jean-François, 8, 15
 Slovaquie, Slovaques, 47, 69, 78
 Sofia, 61
 Solare, Albert, 102
 Solare, Marthe, 102
 Soleri, Stefano Emilio, 101
 Solferino, 31

Soulié (imprimeur), 21
 Staline, Joseph, 48, 49, 54, 57, 58, 71, 75, 98, 99, 109
Stampa, La, 82
 Starace, Achille, 64
 Stockholm, 171
 Stresa, 36, 173
 Stresemann, Gustav, 36
 Stumpff, Hans-Jürgen, 153
 Sudètes, 37, 173
 Suède, Suédois, 107, 127
 Suez, 129
 Suisse, Suisses, 46, 122, 123
 Sumner Welles, Benjamin, 92, 93, 94, 95, 174
 Surchamp, Jean, préfet, 17, 22, 24, 25, 44, 45, 46, 47, 51, 52, 63, 82, 83, 102, 103, 122, 123, 124, 129, 130, 141, 142, 145, 146, 148, 152, 153, 155, 158, 159, 160, 161, 169, 171, 172

T

Tallinn, 71
 Tardy, Lucien, 131
 Tătărescu, Gheorghe, 69
 Tchécoslovaquie, Tchécoslovaques, 38, 55, 69, 76, 77, 78
 Teisseire, quartier, 169
Telegrafo, Il, 76, 82
 Teleki, Pál, 68
Temps, Le, 110
 Terrou, Fernand, 15, 19, 21, 22, 23, 24, 25
 Teulières, Laure, 83
 Thérenty, Marie-Ève, 15, 19
 Tissot, Me, 152
 Tolbiac, 48
 Touchon, Robert-Auguste, 158
 Toulouse, 83, 172
 Tourny, François, 51
 Tourtoulon, Charles de, 35
 Transylvanie, 78, 79
Travailleur Alpin, Le, 26
 Trente, 122
 Trentin-Haut-Adige, 122
 Trévis, 27
 Trianon, 78
 Tullins, 155
 Tunisie, 32, 38, 129, 132, 156, 159

Turin, 31
 Turquie, Turcs, 60, 61, 62, 63, 173
 Tyrol, 122

U

Udine, 27, 103
 Union soviétique, URSS, Soviétiques, 42, 47, 48, 49, 57, 58, 61, 62, 63, 71, 72, 74, 80, 81, 85, 90, 96, 99, 105, 112, 173, 174

V

Vaillant, Alain, 15, 19
 Val d'Aoste, 27
 Vallerange, Prosper, 34
 Varsovie, 42
 Vatican, 91, 92, 120, 121, 165
 Venayre, Sylvain, 13, 19, 20
 Vénétie, 27
 Venise, 44, 58, 62, 73, 78, 79, 80, 81, 92, 121, 136, 174
 Verdun, 171
 Vernet, 148
 Vernus, Michel, 31
 Versailles, 56, 112, 156
 Vicence, 27
 Vichy, 12, 125, 156, 159, 160
 Victor-Emmanuel III d'Italie, 37, 120
 Vienne, 17, 26, 31, 46, 52, 63, 67, 82, 83, 103, 112, 131, 160, 170, 177
 Vif, 160
 Ville-sous-Anjou, 170
 Visentini, M., 130
 Vizille, 167
Vocce d'Italia, La, 118
 Voiron, 46, 123
 Voreppe, 153, 154, 157, 170, 175
 Vorochilov, Kliment, 71
 Voulezac, 172
 Vyborg, 71

W

Ward Price, George, 112
 Wehrmacht, 94, 162
 Westminster, 138
 Weygand, Maxime, 152

Wilhelmstrasse, 97

Y

Yougoslavie, Yougoslaves, 69, 74, 78

Z

Zanardi, Giovanni, 102

Zévaès, Alexandre, 21

Zurich, 75, 115, 128, 133

Table des illustrations

Figure 1. La population italienne de l'Isère (1926-1935)	29
Figure 2. Les quatorze foyers de population italienne dépassant 500 individus en 1938	29
Figure 3. Les courants frontaliers traditionnels.....	30
Figure 4. Passeport italien	50
Figure 5. Document d'identité de Daniele Giacomello.....	103
Figure 6. Les numéros du 2 juin de La République du Sud-Est.....	128
Figure 7. Mention de l'arrestation d'un Italien pour tenue de propos défaitistes dans le registre d'écrou de la maison d'arrêt de Grenoble	131
Figure 8. Affiche du recensement pour la ville de Nîmes.....	145
Figure 9. Tourelles, casemate et vue depuis le fort du Chaberton	151
Figure 10. Affiche accrochée le long du cours Jean Jaurès le 24 décembre 1940	162

Table des matières

Sommaire	6
Introduction	7
Chapitre introductif : clefs de compréhension	19
Le développement de la presse iséroise	19
L'immigration italienne en France et en Isère	26
Les rapports franco-italiens au fil des années	31
Première partie : le temps des espoirs	40
Chapitre I : L'Italie comme médiateur : vers un nouveau Munich ?.....	41
Le déclenchement des hostilités.....	41
La tentative de médiation du début septembre	41
La gestion de la situation par les autorités.....	44
L'engagement des Italiens dans l'Armée française	46
La mi-septembre : nouveaux évènements et nouvelles réglementations	47
L'intervention russe : l'illustration d'un caractère commun aux journaux	47
Les instructions nouvelles sur les visas et les passeports	49
Une nouvelle médiation italienne ?.....	51
Chapitre II : Le rempart à l'aigle, à la faucille et au marteau	60
La toussaint : évènements internationaux et opérations de police	60
Une scène diplomatique agitée.....	60
Le remaniement ministériel italien.....	64
Les opérations de police	67
Les grands évènements internationaux de décembre	68
Les poussées allemande et russe en Europe centrale.....	68
La guerre d'Hiver et les réactions en Italie.....	71
La réunion du Grand Conseil fasciste et le discours de Ciano	74
Un début d'année relativement calme mais riche en enseignements.....	78
La venue du comte Csáky en Italie, témoignage d'une continuité.....	78
... mais des premiers signes d'effritement	81
Seconde partie : une longue période d'incertitude.....	86
Chapitre III : le tournant du mois de mars	87
L'épisode du charbon : les premières tensions	87
Les entrevues diplomatiques : vers une nouvelle médiation de paix ?.....	90
La visite de Ribbentrop à Rome	90

La venue de Benjamin Sumner Welles.....	92
L'entrevue du Brenner.....	94
Une alliance germano-russo-italienne ?.....	96
La situation locale : des considérations économiques au rôle croissant	100
Chapitre IV : une longue période d'incertitude	107
La mi-avril : bouleversements géopolitiques	107
Les opérations de Scandinavie	107
L'anniversaire d'Hitler	115
La question de la presse italienne : entre réprobation, inquiétude et appui sur le peuple italien.....	116
Une violente campagne de presse.....	116
Le cas de L'Osservatore Romano : un nouvel exemple de dissociation	119
Un mois de mai contrasté.....	122
Le renforcement de la méfiance des autorités	122
Un regain d'optimisme aussi soudain qu'éphémère.....	125
La marche à la guerre.....	128
Chapitre V : la fin des illusions.....	137
Le « coup de poignard dans le dos ».....	137
L'épineuse question des Italiens de l'Isère	142
La guerre des Alpes	149
Épilogue : les rapports franco-italiens au cours de l'été 1940	158
Biographies de quelques journalistes et personnalités locales.....	167
Chronologie générale	173
Abréviations utilisées :	176
Sources	178
Bibliographie.....	182
Sitographie	188
Table des annexes.....	189
Annexes	190
Index.....	215
Table des illustrations	224

RÉSUMÉ

Septembre 1939. La France est en guerre contre l'Allemagne. Les ressortissants germaniques sont naturellement considérés comme suspects. Mais qu'en est-il des Italiens, dont la patrie d'origine s'est alliée avec les Allemands quelques mois plus tôt mais qui demeure « non-belligérante » ? Dans ces conditions, comment se déroule les rapports entre Français et immigrés italiens en Isère, département proche de l'Italie ?

Comment évolue la perception des Italiens alors que la conduite du Duce reste énigmatique ? Une telle incertitude sur l'attitude transalpine n'est pas sans répercussions sur la nature de la cohabitation entre autochtones et immigrés, comme l'est la déclaration de guerre du 10 juin 1940.

À l'aide de la presse locale, des archives de la préfecture, des sous-préfectures de Vienne et de La Tour-du-Pin, ainsi que les archives municipales de Grenoble, nous tentons ici de répondre à ces questions et de nous interroger sur l'histoire de « l'amitié franco-italienne ». Souvent évoquée, celle-ci a-t-elle résisté à des épisodes de tensions majeures, comme la « drôle de guerre ».

SINTESI

Settembre 1939. La Francia è in guerra con la Germania. Gli immigrati tedeschi sono ovviamente considerati sospetti. Ma che ne è degli Italiani, il cui paese di origine si è alleato con i tedeschi qualche mese prima rimanendo però non belligerante ? In tali condizioni, come si svolsero i rapporti tra i Francesi e gli immigrati italiani in Isère, dipartimento vicino all'Italia ?

Come evolve la percezione degli Italiani mentre il comportamento del Duce resta enigmatico ? Tale incertezza sul comportamento italiano ha indubbiamente delle ripercussioni sulla natura della coabitazione tra autoctoni e immigrati, come anche la dichiarazione di guerra del 10 giugno 1940.

Usando la stampa locale, l'archivio della prefettura, delle sottoprefetture di Vienne et di La Tour-du-Pin, e anche l'archivio comunale di Grenoble, cerchiamo qui di rispondere a queste questioni e di interrogarci sulla storia dell' "amicizia franco-italiana". Frequentemente menzionata, quest'amicizia ha resistito a dei periodi di forti tensioni, comme la "strana guerra".

Mots clés : représentations collectives, opinion publique, renseignement, presse, cohabitation, guerre, étrangers, xénophobie, immigration, latinité

Parole chiave : rappresentazioni collettive, opinione pubblica, informazioni, stampa, coabitazione, guerra, stranieri, xenofobia, immigrazione, latinità

Illustration de couverture : coupures de presse (*La République du Sud-Est*, 11 juin 1940, haut à gauche et centre. *La Dépêche Dauphinoise*, 6 octobre 1939, haut à droite ; 12 juin 1940, bas à gauche. *Le Moniteur de Bourgoin*, 19 janvier 1940, bas à droite)